



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXIX^e année, n° 2
Février 1994

SOMMAIRE

Rapport présenté par le Gouverneur au nom du Conseil de régence	3
Statistiques	1
Législation économique	199
Liste des « Cahiers » parus	205
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	207

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL DE REGENCE¹

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Vers une nouvelle configuration de l'économie mondiale

Une vaste redistribution du travail et des richesses est en cours à l'échelle mondiale. Plusieurs pays en développement, principalement en Asie de l'Est mais aussi en Amérique latine, ont entrepris de profondes réformes économiques ainsi que des programmes d'industrialisation, et font preuve d'un dynamisme remarquable. Malgré les problèmes politiques et structurels considérables auxquels elles sont confrontées, les nations de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne Union soviétique ambitionnent aussi d'occuper une meilleure place dans l'économie internationale.

Ces évolutions sont prometteuses. A terme, elles laissent en effet espérer qu'une part non négligeable de la population du globe atteindra un niveau de vie plus élevé, ce qui sera à l'origine de nouvelles impulsions de croissance de l'économie mondiale, puisqu'à mesure que certaines régions prospèrent, les débouchés qu'elles représentent pour d'autres se développent.

L'amélioration du bien-être en Occident après la guerre doit elle-même énormément au développement du commerce international et à l'ouverture des marchés. Mais à présent que de plus en plus de pays désirent s'insérer dans ce système, les économies d'ancienne industrialisation se sentent menacées et, dans un climat d'incertitude grandissante, les tendances défensives ou même protectionnistes refont surface. Les lentes et laborieuses négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, entreprises dans le cadre de l'Uruguay Round, ont été révélatrices à cet égard.

L'industrialisation de régions moins développées du monde, où les coûts de production sont souvent nettement inférieurs à ceux des pays occidentaux, et la délocalisation concomitante de certaines activités posent incontestablement de sérieux problèmes d'adaptation aux pays industrialisés. Il ne faut point trop espérer de salut des stratégies défensives, qui, par nature, ne sont axées que sur le court terme. L'octroi de subventions ou toute autre protection des secteurs exposés à la concurrence risquent, à la longue, d'avoir des conséquences défavorables sur la croissance, de sorte que leur utilité doit sérieusement être mise en doute. Il est tout aussi déraisonnable de considérer qu'une

¹ Le Conseil de régence, réuni le 2 février 1994, a réaffirmé unanimement son adhésion à la politique monétaire de la Banque.

Il a approuvé le texte du rapport annuel. Toutefois, deux régents n'ont pu se rallier à certaines considérations de politique économique et sociale contenues dans l'introduction.

réduction des rémunérations constituerait le moyen d'empêcher le transfert d'emplois industriels vers les pays à bas salaires, étant donné le fossé entre le niveau respectif des coûts du travail et le risque d'une neutralisation de la variation des coûts salariaux par les fluctuations des cours de change. Il serait sans doute préférable que, sous l'effet d'un développement économique rapide, les salaires dans les nouveaux pays industrialisés rejoignent progressivement ceux des économies développées. Étant donné que ces pays n'accumulent guère d'avoirs sur l'étranger mais utilisent une grande partie de leur surcroît de revenus pour développer leur appareil de production et améliorer leur infrastructure économique et sociale, on peut espérer que l'augmentation de leur niveau de vie et leur intégration dans l'économie mondiale représenteront, en fin de compte, plus d'opportunités que de menaces pour le monde industrialisé.

Afin de profiter de ces possibilités, il convient d'adopter une approche stratégique à long terme, dont la libéralisation du commerce mondial constitue un élément essentiel. Seul un environnement international ouvert permettra aux pays occidentaux de tirer pleinement parti du développement des régions où se situe encore un grand potentiel de demande insatisfaite et qui devraient enregistrer une forte croissance économique. Dans cette optique, l'accord du GATT, conclu in extremis à la fin de l'année sous revue, n'est pas sans importance. Les avantages d'un système commercial mondial plus ouvert et plus équilibré compensent en effet globalement les conséquences négatives qu'il pourrait avoir pour certains secteurs.

Une libéralisation équilibrée du commerce international implique cependant aussi que chaque pays doit, plus encore qu'auparavant, s'adapter à l'évolution des positions concurrentielles et des spécialisations économiques. À cet effet, il faut que l'offre soit davantage orientée vers les marchés en expansion, tant sur le plan géographique que par produit. Il s'agira certes d'une lourde tâche, car les ajustements structurels sont souvent douloureux et entraînent des résistances : à court terme, des sacrifices concrets doivent être consentis, alors que les bénéfices paraissent incertains ou ne se concrétisent que plus tard. Le défi sera sans doute relativement plus difficile à relever pour l'Union européenne, où l'horizon des entreprises se limite souvent au marché européen, que, par exemple, pour le Japon et même les États-Unis.

Evolution économique récente dans les pays industrialisés

L'incertitude fut peut-être le trait le plus marquant de l'environnement économique international en 1993. Pour la troisième année consécutive, la croissance de l'économie mondiale est restée inférieure à ses capacités : dans tous les pays importants de l'OCDE, même ceux où une reprise s'était déjà dessinée, le produit intérieur est demeuré en deçà de sa valeur tendancielle. Si la sous-utilisation des capacités de production a été générale, l'évolution conjoncturelle dans les principales régions du monde industrialisé n'a cependant pas été homogène. Les États-Unis et, dans une moindre mesure, la plupart des autres pays anglo-saxons ont enregistré une croissance de l'activité économique. L'Europe continentale et le Japon, au contraire, ont été en récession. En raison de cette divergence d'évolution et des fortes fluctuations des cours de change, les déséquilibres des balances des paiements des grandes zones de l'OCDE sont restés importants. En revanche, la convergence vers un taux d'inflation plus bas a été remarquable.

Aux États-Unis, le redressement a été soutenu essentiellement par les investissements et, avec un certain retard, par la consommation privée. Mais il ne s'est pas produit

sans à-coups. Au premier semestre notamment, la croissance s'est ralentie, parce que la faible expansion des marchés étrangers a freiné la progression des exportations et que la persistance de déficits budgétaires élevés a incité les autorités à limiter la consommation publique. Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut a crû de 2,8 p.c., un chiffre à peine plus élevé que celui de 1992. Etant donné la position conjoncturelle relative des Etats-Unis, le rythme de croissance des importations a largement dépassé celui des exportations. La faible amélioration des termes de l'échange n'a compensé que très partiellement l'effet de cette évolution sur le déficit courant de la balance des paiements, qui a de nouveau nettement augmenté, atteignant 1,7 p.c. du PIB en 1993.

L'économie japonaise, quant à elle, a glissé au cours des deux dernières années vers une récession qui, du moins selon les normes de ce pays, peut être qualifiée d'exceptionnellement sévère : le produit intérieur brut se serait contracté de près de 0,5 p.c. en 1993. Malgré le repli des taux d'intérêt et une succession d'impulsions budgétaires expansionnistes, le processus de désendettement du secteur privé, qui résulte des excès d'investissement et de placement antérieurs et d'une forte baisse des prix des actifs, s'est poursuivi et a pesé sur l'ensemble de la demande privée. En outre, les dépenses des ménages ont été freinées par la stagnation de l'emploi et du revenu disponible, alors que les perspectives moins favorables en matière de ventes et le recul des bénéfices affectaient les investissements. Entre-temps, l'économie japonaise a dû subir un nouveau choc, sous la forme d'une appréciation très prononcée du yen. En termes effectifs, celle-ci a atteint plus de 20 p.c. en moyenne en 1993. Alors que le Japon a moins souffert que d'autres du ralentissement de l'expansion des marchés étrangers, car il est plus orienté vers les nouveaux pôles de croissance dans la zone du Pacifique, le renchérissement de sa devise a détérioré la compétitivité de ses entreprises et atténué considérablement la progression des exportations. L'effet de ce ralentissement sur le compte courant de la balance des paiements a cependant été totalement compensé par l'amélioration sensible des termes de l'échange qui a résulté de la hausse du yen : à 3,3 p.c. du PIB, l'excédent courant s'est maintenu à son niveau élevé de 1992.

Dans l'Union européenne, enfin, l'activité a atteint un plancher au premier trimestre. Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut se serait contracté en moyenne d'un quart de pour cent environ, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et la France affichant en particulier des résultats inférieurs à la moyenne. Seul le Royaume-Uni, que la récession avait d'ailleurs touché beaucoup plus tôt que le reste de l'Union, a enregistré une reprise manifeste. Dans presque tous les pays d'Europe continentale, la demande intérieure totale a reculé, parfois nettement. La diminution de l'emploi et la modération, voire la baisse, des revenus disponibles réels ont comprimé les dépenses de consommation des ménages, mais ce sont les investissements des entreprises qui ont subi le recul le plus prononcé, à la suite de la sous-utilisation croissante des capacités de production, de la baisse des marges bénéficiaires et de la faiblesse de la demande intérieure et extérieure. Les exportations nettes de biens et services n'ont soutenu vraiment l'activité que dans les quelques pays où la forte dépréciation de la monnaie, depuis le milieu de l'année précédente, a porté remède aux pertes de compétitivité antérieures. Ailleurs, la contribution du solde extérieur à la croissance économique a été négligeable, voire négative. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le déficit courant est revenu à 0,3 p.c. du PIB. Cette évolution s'explique essentiellement par la relative faiblesse de la conjoncture dans la plupart des Etats membres et par le redressement de la compétitivité dans certains pays dont la monnaie s'est dépréciée et où des mesures d'accompagnement ont limité les conséquences du renchérissement des importations. La persistance d'un déficit courant de l'Union, alors même que la

demande a été relativement déprimée, témoigne cependant de l'existence de déficiences structurelles sous-jacentes.

La situation conjoncturelle difficile et la progression du chômage qui en découle ainsi que la baisse accentuée des prix des matières premières énergétiques et non énergétiques ont entraîné dans l'ensemble de la zone de l'OCDE une évolution modérée des coûts et un recul de l'inflation. Dans l'Union européenne, le rythme moyen d'augmentation du déflateur de la consommation privée est revenu de 4,6 p.c. en 1992 à 3,8 p.c. en 1993. L'amélioration aurait été encore plus importante si, dans de nombreux pays, les impôts indirects ou les tarifs des services publics n'avaient été augmentés et si les prix à l'importation en monnaie nationale s'étaient moins accrus. Dans les pays dont la devise s'est nettement dépréciée depuis l'automne de 1992, l'effet de cette dépréciation sur les prix intérieurs a néanmoins pu être limité jusqu'à présent, les importateurs nationaux ou les exportateurs étrangers ayant comprimé leurs marges bénéficiaires. Cependant, en matière d'inflation, la vigilance reste de mise, car au fur et à mesure que la reprise économique gagnera en vigueur, un mouvement de rattrapage risque d'apparaître dans les revendications salariales et les marges bénéficiaires.

En Europe, le rapport entre croissance économique et création d'emploi semble structurellement déséquilibré depuis assez longtemps. Bien que les comparaisons internationales doivent être interprétées avec toutes les précautions d'usage, un parallèle entre l'Europe et les Etats-Unis sur une période relativement longue en est une illustration. Entre 1970 et 1993, la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut a été très similaire dans les deux régions : elle s'est élevée à 2,5 p.c. aux Etats-Unis et à 2,4 p.c. dans l'ensemble des pays européens membres de l'OCDE. Dans le même temps, l'emploi s'est accru en moyenne de 1,8 p.c. par an aux Etats-Unis, mais de 0,6 p.c. seulement en Europe. Ces chiffres montrent à suffisance que la croissance économique en Europe est particulièrement peu intensive en main-d'œuvre et qu'elle y est par conséquent essentiellement soutenue par des gains de productivité.

Cette caractéristique du modèle de croissance européen est sans doute liée aux déficiences de fonctionnement du marché du travail, entre autres : manque de flexibilité de l'offre, du fait, notamment, d'incitants financiers souvent insuffisants pour accepter un emploi ; coûts du travail à la fois trop élevés et trop peu différenciés, comprenant, outre les rémunérations directes, les charges fiscales et parafiscales ; rigidités inhérentes aux réglementations. Or, ce sont précisément le poids des coûts salariaux et le défaut de flexibilité qui relèvent les exigences en termes de productivité du travail. De plus en plus, les activités qui ne satisfont plus à ce critère sont délocalisées ou abandonnées. Il y a dès lors tout lieu de penser que l'accroissement relativement plus soutenu de la productivité en Europe résulte plutôt des rationalisations et de l'élimination de tâches moins rentables qu'il n'est la conséquence d'avantages en termes d'efficacité ou d'innovations technologiques.

La dernière récession n'a fait qu'exacerber ces tendances. La montée du chômage dans l'Union européenne, de 8,3 p.c. de la population active en 1990 à 10,5 p.c. l'an dernier, revêt clairement un caractère conjoncturel, mais son niveau élevé révèle l'existence de handicaps structurels : en effet, le chômage augmente fortement à chaque fléchissement de l'activité, mais lorsque la situation s'améliore, il ne revient jamais à son état antérieur. Au sein de l'Union, comme dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, il y a donc un défi à relever : que des mesures visant à un meilleur fonctionnement du marché du travail se traduisent effectivement par la création d'un nombre suffisant d'emplois, sans exclusion sociale.

Politiques budgétaires contrastées

En fonction de la situation de leurs finances publiques et de la position conjoncturelle de leur économie, les autorités des différents pays ont adopté des politiques budgétaires très divergentes. La plupart d'entre elles n'avaient pas suffisamment mis à profit la période d'expansion économique précédente pour assainir en profondeur les finances publiques; elles ont donc été confrontées au problème de savoir s'il était raisonnable d'accepter un relâchement temporaire de la discipline budgétaire pour favoriser le redressement conjoncturel, ou s'il était préférable de maintenir rigoureusement une politique axée sur l'assainissement structurel et de compenser l'incidence de la récession sur le budget.

Dans un premier temps, elles semblent avoir opté plutôt pour un assouplissement de leur politique. Certains Etats ont ainsi laissé agir les stabilisateurs automatiques, en acceptant que la faiblesse conjoncturelle fasse reculer les recettes publiques et entraîne des dépenses de transferts plus élevées. D'autres, qui disposaient au départ d'une marge de manœuvre plus large pour mener une politique budgétaire anticyclique ou qui étaient plongés dans une récession particulièrement grave, ont été plus loin en prenant des mesures de relance discrétionnaires, accentuant encore l'augmentation du déficit liée à la conjoncture. Dans un dernier groupe de pays, au contraire, où le déficit budgétaire ou le ratio d'endettement des pouvoirs publics avaient déjà atteint des niveaux difficilement supportables, les autorités ont voulu poursuivre leur politique d'assainissement structurel et résorber partiellement ou totalement les effets des stabilisateurs automatiques par des limitations de dépenses et des augmentations de recettes.

Peu à peu, la conviction s'est renforcée que l'aggravation des déficits budgétaires ferait à la longue plus de mal que de bien. Elle risquerait, en effet, d'ébranler la confiance des consommateurs et des entreprises s'ils y voyaient un présage de relèvements d'impôts et de réductions de dépenses. En outre, il est apparu que le déséquilibre des finances publiques pouvait entraîner une hausse des taux d'intérêt et des pressions sur les cours de change. Les impulsions budgétaires décidées par certains Etats n'auraient d'ailleurs produit que des effets décevants sur l'activité, de sorte qu'à terme, leur seul résultat serait une nouvelle aggravation du déficit. De plus, un nombre croissant de pays doivent faire face au risque imminent de dérapage financier de leur système de sécurité sociale, conséquence du vieillissement de la population, de la progression des dépenses de soins de santé et d'un chômage accru et de plus longue durée. Pour les Etats membres de l'Union européenne vient s'ajouter la menace de s'écarter davantage des objectifs formulés en vue de la réalisation de l'Union économique et monétaire. En 1993, le déficit de l'ensemble de ces Etats a atteint quelque 6,4 p.c. du PIB. Nombre de pays ont par conséquent adopté au cours de l'année sous revue des programmes de consolidation à moyen terme ou, à tout le moins, les ont-ils annoncés. La tâche ne sera pas aisée. L'expérience des années quatre-vingt a en effet montré que l'infléchissement d'une situation budgétaire à la dérive est un processus long et pénible qui suscite des oppositions multiples d'ordre politique et social.

Nouvel élan du processus d'intégration européenne

Quelle que soit l'incidence de la faiblesse conjoncturelle, elle ne peut être l'alibi d'une remise en question des critères de convergence fixés par le traité de Maastricht. Il convient cependant de placer ceux-ci dans leur juste perspective: ils n'imposent pas d'obligation de résultat à court terme mais déterminent plutôt les conditions de base auxquelles il doit être satisfait pour conférer à l'Union économique et monétaire, dans

sa phase ultime, la cohésion et la solidité nécessaires et lui donner ainsi le plus de chances de réussite. Même s'il faut admettre que les difficultés économiques actuelles rendent hypothétique qu'un grand nombre d'Etats puissent passer rapidement à la troisième phase, un réexamen des critères de convergence, à propos desquels, en matière budgétaire, le traité prévoit déjà une évaluation politique, n'en serait pas moins contre-indiqué. Une telle attitude reviendrait en effet à abaisser les exigences de la phase définitive de l'Union et à miner ainsi l'espoir de voir le projet couronné de succès. Or, le contexte actuel réclame précisément une approche coordonnée et cohérente de la crise économique, qui offre la perspective d'un achèvement de l'Union économique et monétaire sur des assises solides et fondamentalement saines.

Le nouveau traité, qui, après les péripéties des deux années écoulées, est entré en vigueur en novembre 1993, fournit les instruments que requiert une telle approche communautaire. Sous l'impulsion de la présidence belge et de la Commission européenne, ceux-ci ont d'ailleurs été mis en œuvre sans délai. En décembre, la Commission a présenté au Sommet de Bruxelles un Livre blanc sur la stratégie à adopter à moyen terme pour promouvoir la croissance, la compétitivité et l'emploi. Ce document met en évidence les causes du malaise économique actuel et montre qu'il s'agit d'un problème européen assorti de composantes structurelles importantes et requérant une action commune. Les recommandations de politique et les mesures concrètes que propose le Livre blanc ont été reprises par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement dans un plan d'action, dont le propos est de contribuer, à court terme, à renverser la tendance économique et, avant la fin du siècle, à réduire sensiblement le niveau inacceptable du chômage. A cet effet, le plan esquisse le cadre général de la politique économique à mener dans les Etats membres et contient un certain nombre de mesures spécifiques d'accompagnement à l'échelle européenne.

Les mêmes lignes de force sont reprises dans la recommandation concernant les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté, qui a été adoptée le 13 décembre par le Conseil Ecofin. Ce nouvel instrument, institué par le traité d'Union, vise à inciter les autorités nationales à concevoir leur politique économique comme une affaire d'intérêt commun et crée le cadre de la coordination pendant la deuxième phase de l'Union économique et monétaire. La recommandation appelle aussi expressément les Etats à mettre tout en œuvre pour abaisser au plus vite le taux d'inflation à 2 ou 3 p.c. maximum, à conserver l'objectif de stabilité des cours de change et à éviter, en 1994, toute détérioration de leur situation budgétaire, de façon à la ramener ensuite, à partir de 1995, vers des niveaux supportables.

Tant le Livre blanc de la Commission que le plan d'action et la recommandation du Conseil tracent la voie qui devrait permettre d'insuffler un nouvel élan à la coopération européenne. Les autorités nationales disposent néanmoins d'une large autonomie de décision pour la mise en œuvre des actions à entreprendre. Le succès de celles-ci dépendra par conséquent pour une bonne part de la volonté politique des Etats de s'inscrire concrètement dans ce cadre de référence commun.

La crise monétaire européenne

La crise du Système monétaire européen, qui s'était déclenchée l'année précédente, s'est amplifiée en 1993.

En 1992, les vicissitudes du processus de ratification du traité sur l'Union européenne avaient provoqué un changement d'attitude des opérateurs financiers, devenus moins

confiants dans une réalisation rapide de l'Union économique et monétaire et plus attentifs aux déséquilibres fondamentaux des économies. Dans un premier temps, la mise en cause des rapports de change a abouti, par étapes, à des dévaluations ou à la suspension de la participation au mécanisme de change de certaines monnaies : celles de pays dont, en dépit d'une convergence progressive des taux d'inflation, la position concurrentielle s'était dégradée, ou encore dont l'activité avait pâti beaucoup plus tôt du retournement conjoncturel et où les dépenses semblaient de surcroît particulièrement susceptibles d'être affectées par des hausses de taux d'intérêt à court terme. Sans doute aurait-on pu éviter une crise d'une telle ampleur si l'on avait adopté sans atermoiements une nouvelle grille de parités, plus crédible, plutôt que de devoir céder aux pressions successives des marchés.

Cette crise a fait douter de la solidité du mécanisme de change et des moyens de défense des banques centrales. La spéculation s'est dès lors poursuivie en 1993 et elle s'est même concentrée sur les monnaies de pays qui affichaient de meilleurs résultats que l'Allemagne en matière d'inflation et de solde des transactions courantes avec l'étranger. Certains opérateurs percevaient un conflit potentiel d'objectifs entre l'Allemagne, où la banque centrale devait faire face aux conséquences inflationnistes de la réunification, et ces pays, où la montée du chômage et le faible niveau de l'inflation justifiaient à leurs yeux un assouplissement plus marqué de la politique monétaire et où des pressions spéculatives étaient d'ailleurs de nature à exacerber un dilemme de politique économique – maintien du cours de change au prix de taux d'intérêt élevés ou abandon de l'objectif de change. En outre, certaines devises ont été soumises à des pressions à cause de la dépréciation de celles de pays voisins.

Après une accalmie, liée notamment au repli des taux d'intérêt allemands, de nouvelles tensions sont apparues en juillet, à la suite de la révision à la baisse des perspectives économiques en France et d'un certain scepticisme quant au rythme des réductions de taux en Allemagne. Elles se sont généralisées et ont culminé à la fin du mois, le sentiment prévalant sur les marchés que la volonté de coopération des autorités n'était pas suffisante pour y résister.

La réponse donnée à l'instabilité des marchés, le 2 août 1993, fut de permettre de plus amples fluctuations des cours de change, en éloignant les limites d'intervention obligatoire qui constituaient une cible trop facile pour une spéculation à sens unique. Les marges ont été portées de 2,25 ou 6 p.c. à 15 p.c. de part et d'autre des cours-pivots. Cette modification des règles du mécanisme de change plaçait les opérateurs devant un risque plus symétrique. Par leur décision de laisser les parités inchangées, les autorités en réaffirmaient aussi la validité.

Ce dernier aspect n'a pas été assez souligné et maints observateurs ont cru que les banques centrales utiliseraient la marge de manœuvre que leur offrait en principe le nouveau système pour mettre en œuvre une politique de taux d'intérêt plus différenciée. Il n'en a rien été : aucune banque centrale concernée n'a adopté une stratégie de baisse au-dessous des taux allemands ni d'indifférence à l'égard d'éventuelles dépréciations.

En effet, les autorités monétaires des pays participant au mécanisme de change souhaitent écarter le risque de fluctuations excessives des cours et de dépréciations compétitives qui mettraient en danger le marché unique et compromettraient l'achèvement de l'Union économique et monétaire. Elles désirent aussi conserver, sur le plan intérieur, les avantages d'un ancrage anti-inflationniste, estimant qu'une rupture de politique serait finalement plus coûteuse, car elle pousserait à la hausse les taux d'intérêt à long terme.

Du reste, les écarts entre l'Allemagne et la plupart des autres participants au mécanisme de change, en matière d'inflation et de position conjoncturelle, ne sont pas tels qu'ils justifient une différenciation des politiques monétaires. Après juillet 1993, l'orientation générale des taux d'intérêt à court terme est d'ailleurs restée à la baisse dans l'ensemble de la zone.

Les politiques suivies ont contribué à ramener, à la fin de l'année, les cours de change à des niveaux beaucoup plus proches des parités. Toutefois, il semble exclu dans l'immédiat de fixer un calendrier pour le retour à des marges étroites de fluctuation assorties d'une obligation d'intervention des banques centrales, retour qui ne pourrait sans doute être envisagé que dans un contexte de plus forte croissance et de plus grande convergence économiques.

La ratification du traité sur l'Union européenne a cependant ouvert la voie à d'importants progrès institutionnels. Ainsi, la deuxième phase de la réalisation de l'Union économique et monétaire a débuté le 1^{er} janvier 1994. A cette date, l'Institut monétaire européen a remplacé le Comité des gouverneurs des banques centrales et le Fonds européen de coopération monétaire. L'institut a pour missions principales de renforcer la coordination des politiques monétaires en vue d'assurer la stabilité des prix, de préparer les conditions du passage à la monnaie unique, notamment en élaborant le cadre réglementaire, organisationnel et logistique dont le Système européen de banques centrales aura besoin pour accomplir ses tâches lors de la troisième phase, et de superviser le développement de l'écu.

Le mécanisme de change du Système monétaire européen n'étant plus en mesure d'assurer sa fonction de discipline collective de manière aussi étroite qu'auparavant, c'est davantage sur une coordination volontaire des politiques que doit reposer la convergence des économies. La stabilité des changes demeure un objectif, car elle devrait permettre de tirer le meilleur parti de la réalisation du marché unique européen et de progresser dans la voie de l'Union. Elle n'exclut pas, à tout le moins dans un premier temps, la tolérance de fluctuations à très court terme, qui devrait écarter l'apparition de crises spéculatives. Elle n'exclut pas non plus la correction de déséquilibres fondamentaux. Dans un environnement de parfaite liberté des mouvements de capitaux, la stabilité des cours ne se décrète pas, on l'a vu. Elle ne peut être assurée que par la convergence économique et la coopération monétaire.

Tout au long de la deuxième phase, la responsabilité de la politique monétaire reste entièrement nationale. Il revient à l'Institut monétaire européen de promouvoir l'indispensable coordination ; il ne dispose pas de pouvoirs à cet effet mais peut développer, avec la collaboration des banques centrales, une capacité d'analyse, d'initiative, d'impulsion et de persuasion qui constituera le fondement principal de son autorité.

La charge de la stabilisation ne doit pas reposer uniquement sur la politique monétaire. Le traité sur l'Union européenne prévoit d'ailleurs une surveillance multilatérale en vue d'assurer une convergence soutenue des performances économiques des Etats membres et la conformité des politiques économiques avec les grandes orientations adoptées au niveau communautaire. C'est dans ce contexte qu'il reviendra aux autorités européennes d'appliquer la procédure visant à éviter les déficits excessifs des administrations publiques, auxquelles tout accès privilégié aux institutions financières et tout recours au crédit des banques centrales sont désormais interdits. Pour sa part, l'Institut monétaire européen devra veiller à engager un dialogue approfondi avec les instances politiques européennes et pourra user de ses compétences d'avis et de recommandation.

EVOLUTIONS ECONOMIQUES EN BELGIQUE

Le creux conjoncturel semble dépassé

Les évolutions des dernières années ont montré une fois de plus à quel point l'économie belge dépend de la conjoncture dans les pays voisins, en particulier en Allemagne. La Belgique a sans doute été le pays qui a tiré le plus directement avantage de la forte expansion de la demande liée à la réunification allemande; la récession a ainsi pu être quelque peu différée, mais pas écartée.

Dès que les effets de l'expansion des dépenses liée à la réunification se sont estompés et que ceux du dosage déséquilibré des politiques économiques ont fait glisser l'économie allemande vers la récession, l'activité économique s'est infléchie en Belgique aussi. Une diminution des dépenses intérieures, en particulier de la consommation privée et des investissements, s'est progressivement greffée sur le fléchissement de la composante externe de la demande. Une telle réaction en chaîne n'est pas inhabituelle en Belgique : les cycles conjoncturels précédents ont montré qu'un affaiblissement des exportations affecte, après quelque temps, les investissements des entreprises, la consommation et, en définitive, l'ensemble de l'activité économique. Au cours de l'année sous revue, cet effet de domino a conduit à une diminution du produit intérieur brut en volume de quelque 1,3 p.c., comparable à la contraction de l'économie allemande.

La fin des années quatre-vingt avait été caractérisée par la vigueur des investissements, qui avaient agrandi considérablement les capacités de production. Lorsque l'activité économique s'est ensuite affaiblie, le taux d'utilisation de celles-ci a fortement baissé et les coûts fixes liés au stock de capital ont pesé de plus en plus sur la rentabilité des entreprises. En 1991 et 1992 déjà, sous l'effet de l'intensification de la concurrence internationale et dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur européen, les investissements de rationalisation et les restructurations d'entreprises avaient pris le relais des investissements d'extension. En 1993, la réaction des entreprises face aux excédents de capacité a été beaucoup plus vive : leur formation brute de capital fixe aurait diminué, selon les estimations, de plus de 10 p.c. Ce chiffre global dissimule néanmoins des évolutions très divergentes selon les secteurs. Le recul des investissements aurait ainsi atteint 25 p.c. environ dans l'industrie manufacturière, alors que l'exécution d'importants projets d'infrastructure a continué de soutenir la formation de capital fixe dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications.

Les dépenses des particuliers, qui constituent de loin la composante principale de la demande intérieure, ont été affectées par la progression nettement plus lente de leur revenu disponible réel — d'un peu plus de 3 p.c. en 1992 à 0,9 p.c. en 1993 — et par un sentiment d'inquiétude quant au proche avenir. Cette morosité est sans doute liée au climat conjoncturel, mais aussi aux perspectives incertaines de l'emploi — compte tenu notamment d'une concurrence accrue de la part des pays à bas salaires — et aux doutes quant à la capacité des pouvoirs publics de sauvegarder l'avenir de la sécurité sociale. La propension à épargner a ainsi évolué de manière à accentuer le cycle : bien que leur taux d'épargne ait déjà atteint un niveau exceptionnellement élevé, les ménages ne semblent pas avoir été tentés de compenser les effets de la stagnation de leur pouvoir d'achat; au contraire, ils ont épargné davantage, par précaution. Durant l'année sous revue, leur taux d'épargne a par conséquent atteint un sommet — plus de 20 p.c. de leur revenu disponible —, alors que les dépenses de consommation, qui avaient encore augmenté assez nettement les années précédentes, se sont repliées d'environ 1,2 p.c. en volume. En outre, contrairement à 1992, la

poursuite de la baisse des taux hypothécaires n'a pas empêché un recul des investissements en logements. L'accroissement du taux d'épargne des ménages s'est donc reporté totalement sur leur épargne financière.

Les dépenses des pouvoirs publics ont fourni en définitive la seule contribution positive, faible au demeurant, à la croissance de la demande intérieure, notamment sous la forme d'investissements accrus des régions et des administrations locales. Le niveau des investissements publics est néanmoins demeuré particulièrement bas, dans une perspective tant historique qu'internationale.

Le solde en volume des échanges de biens et services avec l'étranger, qui avait influencé très négativement la croissance en 1992, aurait eu une incidence positive en 1993. En raison du rétrécissement des débouchés extérieurs et de l'affaiblissement de la position concurrentielle des entreprises exportatrices belges, le volume des exportations s'est contracté de près de 3 p.c., mais l'ampleur de la composante importée de ces ventes à l'étranger et le repli de la demande intérieure ont entraîné une diminution encore plus prononcée du volume des importations.

Les données annuelles offrent souvent une vision déformée du déroulement des faits. Cela semble avoir été le cas pour l'année sous revue. L'image relativement sombre qui ressort des évolutions décrites ci-dessus est en effet partiellement le reflet de mouvements qui s'étaient déjà manifestés en 1992. Ainsi, les chiffres trimestriels du produit intérieur brut en volume, que la Banque calcule depuis peu, montrent que le recul de l'activité économique s'est situé principalement au deuxième semestre de 1992 et au premier trimestre de 1993, point le plus bas du fléchissement conjoncturel. Depuis lors, des indices laissent paraître un certain regain d'activité. Grâce, essentiellement, à un redressement des échanges commerciaux avec l'étranger, le produit intérieur aurait crû modérément au cours des deuxième et troisième trimestres. Des indications partielles récentes montrent en outre que la consommation des ménages aurait repris à la fin de l'année et que les projets d'investissements des entreprises tendraient à s'améliorer. Il est encore trop tôt pour déterminer clairement si ces évolutions sont le reflet d'un retour de la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise ou s'il s'agit plutôt d'une réaction technique résultant du trop long report d'investissements de remplacement et d'achats de biens de consommation durables. Quoi qu'il en soit, les signaux positifs se multiplient également dans les pays voisins, et si ces indications devaient corroborer les dernières prévisions des principales institutions internationales, qui font état d'une reprise significative de la croissance des marchés de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en 1994, le redressement pourrait se poursuivre au cours de l'année. Mais il est bien impossible, dans les circonstances actuelles, d'en prévoir l'intensité.

Dysfonctionnements structurels du marché du travail

La reprise qui s'annonce ne suffira sans doute pas à améliorer sensiblement la situation du marché de l'emploi. La récession a remis en évidence en Belgique, comme ailleurs en Europe, une série de faiblesses structurelles dans l'organisation du travail. Tant du côté de l'offre que de la demande de main-d'œuvre, le marché manque apparemment de flexibilité pour pouvoir faire face, à un coût social réduit, aux fluctuations de l'activité. Ces rigidités expliquent pourquoi, sur une période relativement longue, la croissance économique n'a pas été suffisamment créatrice d'emplois pour satisfaire la demande croissante de nouveaux postes de travail : une hausse tendancielle du chômage se dessine d'un cycle conjoncturel à l'autre.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le dernier recul de l'activité ait réclamé un lourd tribut. De juin 1991 à juin 1993, quelque 70.000 emplois ont été perdus, la plupart — soit 52.000 — entre juin 1992 et juin 1993. Fait nouveau, depuis 1991, les réductions de personnel ont également touché le secteur public, à concurrence d'un peu plus de 20.000 unités, dont environ les trois quarts dans le département de la défense nationale. Dans les entreprises, le recul de l'emploi ne s'est vraiment amorcé qu'au second semestre de 1992, entraînant la perte de quelque 47.000 postes de travail entre juin 1992 et juin 1993. Aucune branche d'activité importante, pas même dans les services, n'a pu maintenir son niveau d'emploi. Le sentiment d'insécurité lié au chômage, effectif ou potentiel, s'en est certainement trouvé plus répandu.

Autre évolution marquante, l'augmentation du chômage temporaire et, plus généralement, le ralentissement de la hausse de la productivité, qui ne servent habituellement de tampon pour éviter les licenciements qu'au début du fléchissement conjoncturel, ont cette fois gagné encore en importance au plus profond de la récession, indiquant que celle-ci a touché peu à peu un nombre croissant d'entreprises. En l'absence d'une reprise satisfaisante de l'activité, à brève échéance, cette sous-utilisation de la main-d'œuvre risque d'aboutir à des licenciements définitifs et donc à une nouvelle aggravation du chômage.

Alors que le nombre d'emplois disponibles a diminué, l'offre de main-d'œuvre, en d'autres termes, la population active, s'est une nouvelle fois accrue assez nettement l'an dernier. La diminution du nombre de retraits anticipés ou temporaires du marché du travail a joué un rôle prépondérant à cet égard. Pour lutter contre le chômage, la Belgique a, par le passé, contrairement à de nombreux autres pays, fortement mis l'accent sur des mesures visant à réduire l'offre de main-d'œuvre : régimes de prépension, interruption de carrière et interruption de chômage, allongement de la scolarité obligatoire. Source manifeste de coûts budgétaires élevés, cette politique semble avoir contribué à créer certaines rigidités structurelles, qui se traduisent notamment par une réaction à court terme de l'offre de main-d'œuvre aux variations de l'activité économique apparemment moins marquée en Belgique qu'ailleurs en Europe. Depuis quelque temps, les pouvoirs publics s'efforcent de restreindre ces régimes de retrait temporaire ou anticipé. Cependant, en tempérant ainsi la réduction artificielle de la population active, ils provoquent un accroissement éphémère de l'offre de travail, à un moment où la demande se contracte sensiblement : l'augmentation du chômage recensé en est renforcée.

Selon les statistiques européennes harmonisées, le taux de chômage est passé d'une moyenne de 8,2 p.c. de la population civile active en 1992 à 9,4 p.c. au cours de l'année sous revue. Sa progression n'a été qu'un peu plus élevée que dans l'ensemble de l'Union européenne, où il a augmenté de 1 p.c. environ, pour atteindre 10,5 p.c.

Bien que la montée du chômage soit sans doute principalement d'origine conjoncturelle, il y a tout lieu de s'en inquiéter. Compte tenu de la longueur de la récession et de la sous-utilisation manifeste des effectifs de personnel, le danger d'un glissement important du chômage de courte durée vers le chômage de longue durée est réel. Or, l'expérience enseigne que plus l'inactivité se prolonge, plus l'aptitude au travail diminue, entamant d'autant les chances de réinsertion du chômeur dans la vie active. De conjoncturel, le chômage risque ainsi de devenir structurel.

Une réduction durable du chômage requiert en premier lieu une amélioration sensible des perspectives de croissance. Celle-ci y suffira-t-elle? On a estimé que, entre 1985 et 1991, il fallait une expansion annuelle moyenne d'au moins 1,9 p.c. pour susciter un accroissement de l'emploi dans le secteur privé. Compte tenu de l'augmentation

tendancielle de la population active — environ 0,7 p.c. par an en moyenne au cours des cinq dernières années —, le taux de croissance nécessaire pour que le chômage diminue se situe à un niveau bien plus élevé encore.

Aussi ne suffit-il pas de compter sur une progression de l'activité économique. Des mesures visant à accroître l'intensité en main-d'œuvre de la croissance sont nécessaires. Les efforts doivent porter également sur une répartition du volume de travail disponible entre un nombre de personnes aussi élevé que possible. Il faut, enfin, pour briser les mécanismes vicieux du chômage structurel, prendre des dispositions tendant à améliorer les chances d'insertion ou de réinsertion dans la vie professionnelle des groupes les plus vulnérables de la population active, tels les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les chômeurs de longue durée.

Ces dernières années, les autorités ont infléchi leur politique de l'emploi : alors que par le passé elles mettaient plutôt l'accent sur la réduction du chômage, en tant que tel, et sur l'atténuation de ses conséquences financières, elles ont opté progressivement pour une politique plus active, privilégiant l'extension de l'emploi et la levée des obstacles qui entravent l'accès au marché du travail. Le plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale, que le gouvernement a élaboré en novembre 1993, est venu confirmer cette orientation.

Pour favoriser l'incidence de la croissance économique sur l'emploi, il faut, en premier lieu, abaisser les coûts relatifs du facteur travail et différencier davantage les échelles de rémunérations. L'augmentation plus élevée des coûts salariaux, comparée à celle des coûts des autres facteurs de production, a en effet entraîné une substitution systématique du capital au travail, par le biais d'investissements de rationalisation, et freiné, ces dernières années, la création nette d'emploi dans les services. En outre, certaines activités, pourtant utiles à la société et intensives en main-d'œuvre, ont été exclues du marché ou transférées vers les circuits de travail au noir, où la protection sociale est insuffisante et les abus fréquents et qui provoquent une perte importante de recettes fiscales et parafiscales.

C'est pourquoi le plan global prévoit une modération générale des salaires, point qui sera abordé plus loin, et une diminution ciblée des coûts du travail, sous la forme d'une réduction des cotisations sociales patronales, au bénéfice de certains groupes prioritaires, comme les travailleurs aux revenus les plus faibles, les jeunes sans emploi et les chômeurs de longue durée. Pour financer ces allègements, des taxes indirectes ont été relevées. Le financement de la sécurité sociale se trouve ainsi dissocié de l'utilisation du facteur travail et repose sur une base plus large. Cette orientation devrait atténuer la menace que représente la détérioration progressive du rapport entre actifs et non-actifs et, tout en assurant sa viabilité, rendre le système moins pénalisant pour le travail.

Quelque nécessaires que soient la modération salariale et les autres mesures de réduction des coûts, leur incidence particulière sur l'emploi sera difficilement quantifiable. La création de nouveaux postes de travail dépend en effet tout autant des perspectives de vente, de l'esprit d'entreprise et de la flexibilité du marché du travail. En plus de l'abaissement des coûts, il est par conséquent nécessaire de prendre des dispositions complémentaires pour éliminer un certain nombre de rigidités structurelles qui entravent la création d'emploi. Il ne faut pas non plus négliger les mesures visant à mieux répartir le travail disponible. Une réduction générale de la durée du travail n'est pas indiquée à cet égard : l'activité est actuellement peu soutenue, mais quand elle se renforcera, une mesure aussi généralisée et difficilement réversible pourrait affaiblir les entreprises. Les formules qui encouragent l'activité à temps partiel sur une base volontaire et qui

favorisent une organisation plus souple du travail méritent, en revanche, d'être prises en considération, d'autant que la Belgique accuse un retard important dans ce domaine sur certains de ses voisins. Il convient enfin de s'efforcer de maintenir le niveau de qualité et de disponibilité de la réserve de main-d'œuvre par des actions spécifiques en matière de formation et de recyclage, d'insertion des jeunes dans la vie professionnelle, d'accompagnement des chômeurs dans la recherche d'un emploi et de répression des usages abusifs des diverses dispositions relatives au chômage. D'importantes initiatives ont été prises à cet égard l'an dernier, tels les plans d'entreprise de redistribution du travail, le plan d'embauche des jeunes, l'assouplissement de la réglementation du travail et l'installation de services locaux de l'emploi.

A plus long terme, il devrait toutefois être possible d'aller au-delà de cette stratégie essentiellement défensive. Il est d'ailleurs indispensable de renforcer et de moderniser les structures économiques de manière à pouvoir faire face aux modifications de l'environnement international avec toute la vigueur nécessaire. A cet effet, il s'impose de développer les activités pour lesquelles la Belgique est en mesure de faire valoir des avantages comparatifs, tels la production de biens de haute qualité ou les services financiers et commerciaux. La concurrence des pays à bas salaires est moins menaçante dans ces domaines et, de surcroît, les nouveaux pays industrialisés orienteront vraisemblablement une bonne part de l'accroissement de leur demande vers ces secteurs. Mais la Belgique n'est pas seule à vouloir conquérir ces nouveaux débouchés. C'est pourquoi il est d'une importance cruciale de ne pas perdre de parts de marché face aux concurrents directs. Il ne peut dès lors y avoir de contradiction entre l'encouragement des investissements destinés à accroître la productivité et la stimulation concomitante des activités présentant une plus grande intensité de main-d'œuvre dans des secteurs relativement protégés de la concurrence internationale.

Prix, coûts et compétitivité

Avec une hausse moyenne des prix à la consommation de 2,8 p.c. en 1993, la Belgique a continué d'obtenir l'un des meilleurs résultats des pays industrialisés en matière d'inflation. Néanmoins, celle-ci s'est légèrement accélérée par rapport à l'année précédente et l'écart vis-à-vis de la plupart des autres Etats membres de l'Union européenne s'est amenuisé : tant dans l'ensemble de l'Union que chez les trois principaux partenaires commerciaux de la Belgique — l'Allemagne, la France et les Pays-Bas —, le taux d'inflation moyen a, en effet, diminué, revenant respectivement à 3,8 et 2,7 p.c.

La légère accélération de la hausse des prix résulte en bonne partie du relèvement de la fiscalité indirecte et de l'évolution des prix de l'énergie hors taxes. Sans cette double influence, le recul de l'inflation se serait poursuivi en 1993.

Un examen des composantes du déflateur de la dépense finale totale montre que la baisse des prix à l'importation, sous l'effet notamment de la légère appréciation du cours moyen pondéré du franc, ainsi que la diminution des marges bénéficiaires, ont tempéré l'inflation. En revanche, les coûts salariaux par unité produite et les impôts indirects nets de subsides l'ont renforcée. Dans les entreprises, la progression des coûts salariaux par année de travail complète est certes revenue de 6,8 p.c. en 1992 à 4,4 p.c. en 1993, essentiellement en raison de la modération des augmentations conventionnelles, mais l'effet de ce ralentissement sur le prix de revient unitaire a été annihilé par un net recul des gains de productivité. La croissance des coûts salariaux par unité produite est ainsi passée de 3,5 p.c. en 1992 à 4,2 p.c. en 1993. Etant donné la détérioration du contexte économique et le renforcement de la concurrence, les en-

treprises n'ont pas reporté totalement l'alourdissement des coûts sur leurs prix de vente : leurs marges bénéficiaires se sont contractées d'un peu plus de 5 p.c. au cours de l'année sous revue. Comme le volume des ventes finales sur les marchés intérieur et extérieur a diminué, l'excédent brut d'exploitation des sociétés s'est réduit de 7,5 p.c. environ.

Les faibles gains de productivité enregistrés l'année passée n'étaient que la conséquence d'une réduction de l'emploi supérieure à celle de la production : ils ne peuvent donc guère être considérés comme la source d'une manne à distribuer. En période de récession, toute hausse des coûts salariaux réels, ou même leur stabilisation, équivaut à une redistribution du revenu au profit de ceux qui ont pu conserver leur emploi et au détriment de ceux qui ont perdu le leur, des entreprises, et enfin, par le biais des stabilisateurs automatiques, des administrations publiques. Ce mécanisme risque à terme d'accentuer davantage le recul de l'activité et les pertes d'emploi : les firmes sont contraintes de procéder à des rationalisations, de différer les investissements et, dans le pire des cas, sont acculées à la faillite, alors que les pouvoirs publics ne disposent d'aucune marge de manœuvre pour jouer un rôle compensatoire, mais, au contraire, doivent consentir de nouveaux efforts d'assainissement. Le manque de flexibilité du marché du travail peut donc se révéler particulièrement coûteux en période de récession. Il faut cependant aussi tenir compte de ce que le marché du travail réagit en général avec un certain retard aux évolutions conjoncturelles, à la hausse comme à la baisse.

En 1993, l'augmentation des coûts salariaux par personne occupée, exprimés en franc, aurait de nouveau été un peu plus élevée en Belgique — 4,2 p.c. — que chez les sept principaux partenaires commerciaux — 3,6 p.c. en moyenne. Les fluctuations des cours de change n'ont joué, par solde, aucun rôle à cet égard : l'effet de la dépréciation considérable du franc vis-à-vis du dollar et du yen, ainsi que de la légère baisse de son cours moyen pondéré vis-à-vis des monnaies des trois principaux pays limitrophes, a été compensé exactement par l'incidence de sa forte appréciation vis-à-vis de la livre sterling et de la lire. Ces mouvements très contrastés du cours de change du franc ont cependant fait diverger l'évolution des positions concurrentielles bilatérales. La hausse des coûts salariaux en monnaie commune a été sensiblement moins élevée en Belgique qu'au Japon et aux Etats-Unis, et un léger gain de compétitivité a également été observé par rapport à l'Allemagne et aux Pays-Bas ; en revanche, une perte de compétitivité considérable a été enregistrée par rapport au Royaume-Uni et surtout à l'Italie, deux pays qui ont laissé leurs devises se déprécier nettement après leur retrait du mécanisme de change du Système monétaire européen.

Une comparaison des coûts salariaux en monnaie nationale, sur une période un peu plus longue, montre que, surtout en 1990 et 1991, ceux-ci ont augmenté beaucoup plus vite en Belgique que chez les trois principaux partenaires commerciaux, qui représentent plus de 55 p.c. des marchés extérieurs de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Cet écart a cependant été largement compensé par le gain affiché depuis 1987 par rapport à l'Italie et au Royaume-Uni, où la hausse des coûts salariaux a été beaucoup plus rapide qu'en Belgique. Les variations des cours de change n'ont guère modifié cette situation pendant cette période. La stabilité des cours au sein du mécanisme de change européen était d'ailleurs généralement considérée alors comme un acquis durable. Sur la base des critères de la loi de sauvegarde de la compétitivité, qui ont trait à l'évolution des coûts salariaux comparativement aux cinq ou aux sept principaux partenaires commerciaux, il n'y avait donc pas matière à s'inquiéter.

Ce n'était pourtant qu'une illusion. Lors de la crise du Système monétaire européen, à la fin de l'été de 1992, le Royaume-Uni et l'Italie ont suspendu leur participation au mécanisme de change européen et ont laissé flotter leur monnaie. La dépréciation

de la livre sterling qui s'est produite alors a effacé la perte de compétitivité que le Royaume-Uni avait accumulée depuis 1987, et la baisse de la lire a même donné à l'Italie un avantage concurrentiel par rapport à la Belgique. La détérioration sous-jacente de la compétitivité des entreprises belges n'est apparue qu'à la lumière de ces deux corrections des cours de change. Elle a été constatée par le Conseil central de l'économie, au printemps de 1993, dans l'avis annuel que cette institution est tenue de rédiger, conformément à la loi de sauvegarde de la compétitivité. Les mesures que le gouvernement a prises à cet égard comprennent le gel des salaires réels pour la période 1995-1996 et le ralentissement de l'adaptation automatique des revenus à l'inflation par l'utilisation d'un indice des prix, appelé « index-santé », duquel sont exclus le tabac, l'alcool et les carburants; ces dispositions générales ont été complétées par un allègement spécifique des coûts du travail, sous la forme d'un abaissement des cotisations de sécurité sociale, au profit des entreprises exposées à la concurrence internationale.

A posteriori, il faut bien constater que l'on n'a pas réagi à temps à la détérioration latente de la compétitivité. Entre-temps, l'élargissement des marges de fluctuation du mécanisme de change a modifié le contexte monétaire européen. A la lumière de ces deux éléments, on peut se demander si, lors de l'examen de la position concurrentielle, il ne faudrait pas considérer par priorité l'évolution des coûts salariaux de la Belgique par rapport à ses trois principaux partenaires commerciaux, sans toutefois négliger les autres marchés importants. Ce type de comparaison permettrait en principe d'éviter que l'évaluation de la compétitivité soit faussée par des divergences temporaires entre l'évolution des cours de change et l'évolution relative des coûts chez certains partenaires de la Belgique. Néanmoins, à la suite de l'élargissement des marges de fluctuation, des variations à court terme des cours de change sont également possibles vis-à-vis des monnaies des trois pays voisins. Afin d'empêcher que de telles fluctuations, certes indésirables mais qu'on ne peut cependant éviter en toutes circonstances, ne perturbent le jugement porté sur la position concurrentielle et ne donnent lieu à des conclusions erronées, l'analyse devrait se baser sur l'évolution relative des coûts salariaux en monnaie nationale. Une raison plus fondamentale requiert aussi de procéder de la sorte : la stabilité des changes doit reposer entre autres sur une position concurrentielle solide; si l'une et l'autre sont compromises par un dérapage des coûts, il convient de conforter la première en corrigeant les coûts, plutôt que de rétablir la seconde en modifiant les cours de change.

Assainissement des finances publiques

Les efforts d'assainissement du gouvernement fédéral ont permis de stabiliser le besoin net de financement de l'ensemble des administrations publiques à quelque 7,2 p.c. du PIB, en dépit de la conjoncture, dont l'incidence négative peut être estimée à 1,3 p.c. du PIB. La croissance nominale ayant été particulièrement faible, ce déficit a porté le rapport de la dette publique au produit intérieur brut de 122 à 127 p.c.

Les mesures de redressement prises en 1992 et 1993 auraient pu se traduire, malgré la récession, par une réduction du déficit, puisque leur incidence sur les dépenses et les recettes fiscales et parafiscales devait être respectivement de l'ordre de 0,7 et 1,4 p.c. du PIB en 1993; en outre, des ventes d'actifs ont procuré à l'Etat des ressources représentant quelque 0,4 p.c. du PIB. Si le déficit ne s'est pas contracté, c'est que certaines dépenses, comme les traitements et pensions des agents de la fonction publique, ont continué à croître assez sensiblement en termes réels et que la progression des recettes a été ralentie par l'effet de mesures antérieures. Par solde, l'augmentation des dépenses, exprimées en pourcentage du produit intérieur, a reflété grosso modo

l'incidence du cycle économique et celle des recettes n'a compensé que partiellement les allègements de la pression fiscale des années 1988 et 1989.

Les résultats ainsi obtenus témoignent de mesures proportionnellement plus importantes que celles prises dans les autres pays de l'Union européenne, où le déficit des administrations publiques est passé de 5 p.c. du PIB en 1992 à 6,4 p.c. en 1993.

Ils demeurent néanmoins en deçà des objectifs du plan de convergence. Le gouvernement a revu le plan initial en avril 1993 et, sur la base d'un besoin net de financement de 1992 estimé à 6,9 p.c. du PIB, il a fixé un objectif de 5,8 p.c. pour 1993. Il apparaît à présent, au vu des nouvelles données concernant les opérations des Communautés et Régions, que même le montant révisé du déficit de 1992 était quelque peu sous-estimé. De plus, l'amélioration attendue en 1993 ne s'est pas concrétisée, principalement parce que l'activité économique a été plus faible que prévu. Le gouvernement s'était fixé trois normes. Deux d'entre elles ont été respectées, à savoir une croissance des dépenses primaires de l'Etat fédéral limitée au taux d'inflation et une augmentation des recettes fiscales au moins aussi élevée que celle du produit national brut nominal. En revanche, malgré une progression des prestations sociales moindre qu'au cours des deux années précédentes, l'équilibre financier de la sécurité sociale, qui constitue la troisième norme, n'a pas été atteint. En outre, les Communautés et Régions, qui ont bénéficié de recettes non affectées par la récession, n'ont pas respecté les recommandations du Conseil supérieur des finances en matière de dépenses.

Les mesures prises par le gouvernement, dont la plupart ont un effet prolongé et certaines même une incidence progressive — les réductions de dépenses, en particulier, devant être plus sensibles en 1994 —, étaient indispensables en vue de rapprocher l'évolution du déficit public des objectifs du plan de convergence. Le maintien d'un programme à moyen terme de réduction du déficit est, en effet, absolument nécessaire, non seulement pour répondre en temps utile aux critères du traité sur l'Union européenne, mais surtout pour rompre l'effet « boule de neige » d'auto-alimentation de la dette, rendre des marges de manœuvre à la politique budgétaire et permettre de faire face à de nouvelles dépenses, liées notamment au vieillissement de la population.

Qui plus est, c'est de manière substantielle et sans délai que le déficit doit être réduit. L'attention des opérateurs financiers s'étant portée sur le haut niveau de la dette publique, tout relâchement risque de fragiliser la position du franc sur les marchés des changes et de provoquer des hausses de taux d'intérêt, rendant plus difficile encore le redressement. Il y a lieu, au contraire, d'asseoir la crédibilité de la politique budgétaire.

On peut certes déplorer qu'en des temps meilleurs, les efforts aient été différés. Le degré élevé de l'endettement public ne laisse à présent d'autre choix que de neutraliser l'effet des stabilisateurs automatiques en période de ralentissement conjoncturel. On ne doit toutefois pas craindre que cette politique budgétaire restrictive pèse lourdement sur la demande intérieure, car l'amorce de réformes structurelles est de nature à restaurer la confiance des agents économiques et à ramener par conséquent leur propension à l'épargne financière à des niveaux plus usuels.

Le choix des mesures d'assainissement n'est pas indifférent. Les augmentations des prélèvements fiscaux seront plus assurées de rendement et moins dommageables à l'activité si elles s'inscrivent dans un cadre européen, voire plus large encore — que l'on songe, par exemple, à l'harmonisation souhaitable de la fiscalité des revenus du capital ou au projet européen de taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie. Mais il est primordial de réexaminer les mécanismes de dépenses. Il faut, en

particulier, maîtriser les prestations de sécurité sociale en vue d'assurer la viabilité d'un système indispensable à la justice et à la cohésion sociales.

La contrainte budgétaire n'empêche pas une réorganisation des dépenses et des recettes qui s'inspire des principes d'équité et d'efficacité. Ainsi, la diminution des prélèvements parafiscaux grevant le coût du travail, compensée par une accentuation de la fiscalité indirecte, favorise la création d'emploi, à condition que les relèvements d'impôts indirects ne se traduisent pas automatiquement par un alourdissement des coûts salariaux. La restauration d'une dynamique favorable à l'emploi contribuera d'ailleurs à l'assainissement des budgets publics, actuellement obérés par un taux de participation de la population à la production plus faible en Belgique que dans nombre d'autres pays.

Si, en poursuivant le redressement des finances publiques dans l'orientation tracée par le Conseil européen, tâche à laquelle tous les échelons de pouvoir doivent s'atteler, l'on parvient à ramener le déficit à un niveau suffisamment bas, le cercle vicieux du gonflement de la dette et des charges d'intérêts pourra enfin faire place à un allègement graduel du poids de l'endettement public. Si difficile soit-elle, cette voie est la seule qui sauvegarde véritablement les intérêts économiques et sociaux majeurs du pays.

Politique monétaire et de change

La décision d'élargir les marges de fluctuation des monnaies participant au mécanisme de change européen, le 2 août 1993, a créé un nouvel environnement dans lequel, si la stratégie de la politique monétaire belge est restée inchangée, les modalités de la poursuite de l'objectif de change ont cependant été adaptées.

Jusqu'à la mi-1993, il a été possible de maintenir un lien étroit entre le franc et le mark allemand tout en ayant des taux d'intérêt à court terme très proches des taux allemands. Pendant trois ans, la Belgique a engrangé les bienfaits de la politique de change annoncée en juin 1990 : l'inflation est restée très modérée et la crédibilité de cette politique a permis d'obtenir les plus bas des taux d'intérêt possibles.

Au cours de la première phase de la crise du Système monétaire européen, le franc s'est trouvé du côté des monnaies fortes. Les opérateurs financiers semblaient estimer que l'économie belgo-luxembourgeoise ne souffrait ni d'une perte de compétitivité qui ne pût être résorbée que par le choc d'une dévaluation, ni d'une déflation qui justifiait une politique monétaire non calquée sur celle de la banque centrale allemande.

Au début de février et à la fin de mars 1993, le franc a été soumis à de légères pressions, résultant de doutes quant à la maîtrise des finances publiques. Mais dans les deux cas, il est rapidement revenu un peu au-dessus de son cours-pivot vis-à-vis du mark allemand. A la fin de juillet 1993, en revanche, l'intensité de la crise sur les marchés des changes, qui, cette fois, n'a pas épargné le franc belge, a mené à une mutation du Système monétaire européen à la suite de laquelle la politique de change a dû être conduite avec plus de flexibilité.

L'élargissement des marges de fluctuation des monnaies du mécanisme de change n'a cependant pas modifié les lignes directrices de la politique monétaire. Les autorités belges partagent le souci général d'éviter les fluctuations excessives des cours et les dépréciations compétitives qui nuiraient à l'intégration européenne. L'instabilité des changes pourrait être particulièrement dommageable aux petites économies ouvertes que sont la Belgique et le Luxembourg. En outre, le cours de change est l'objectif

intermédiaire le plus adéquat pour une politique monétaire visant à assurer la stabilité des prix : faut-il rappeler que le contenu importé de la dépense finale atteint quelque 40 p.c. en Belgique et que les mécanismes d'indexation des divers revenus renforcent l'incidence de tout renchérissement des importations sur l'ensemble des coûts et prix intérieurs? Enfin, une rupture de politique mettrait en péril l'association monétaire belgo-luxembourgeoise, que les autorités des deux pays se sont d'ailleurs accordées pour confirmer jusqu'au début de la troisième phase de l'Union économique et monétaire.

La formulation d'un objectif en termes de cours de change vis-à-vis du mark allemand reste appropriée, étant donné le lien étroit entre les économies belgo-luxembourgeoise et allemande et la crédibilité acquise par la Deutsche Bundesbank dans la lutte contre l'inflation. Le cours-pivot vis-à-vis du mark allemand demeure une valeur d'équilibre. Certes, comme on l'a vu, une certaine détérioration de la position concurrentielle, mesurée par une comparaison des coûts salariaux par personne, doit être corrigée en vue de sauvegarder l'emploi. Mais une telle correction, à laquelle pourvoient les dispositions du plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale, ne requiert pas une dépréciation, qui ne dispenserait d'ailleurs pas de prendre des mesures de modération des coûts salariaux.

Quant au problème de la dette publique, qui fut mis en évidence comme une des causes d'une baisse éventuelle du cours du franc, il ne serait nullement résolu par une telle dépréciation, bien au contraire. La plus forte croissance nominale qui s'ensuivrait, en raison d'une amélioration temporaire de la compétitivité mais surtout d'un surcroît d'inflation, allégerait, certes, le poids de la dette existante, mais les taux d'intérêt seraient rapidement poussés à la hausse par les anticipations inflationnistes et la prime de risque accrue, ce qui aggraverait le mal à mesure du renouvellement de la dette et du financement des déficits.

L'accent mis sur le haut niveau de la dette publique belge ne peut faire perdre de vue que les créances nettes détenues par le secteur privé résident sont plus élevées encore. En effet, depuis le milieu des années quatre-vingt, l'ensemble des secteurs intérieurs dégage une épargne financière nette; en d'autres termes, la Belgique prête plus qu'elle n'emprunte au reste du monde.

Le surplus des transactions courantes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise avec l'étranger a même augmenté de plus de 140 milliards de francs en 1993, atteignant 4,6 p.c. du PNB. Cet accroissement, qui concerne aussi bien la Belgique que le Luxembourg, provient en partie d'évolutions temporaires, voire réversibles, comme une nouvelle baisse des prix des matières premières, une faiblesse relative de la demande intérieure, un repli des taux d'intérêt affectant plus rapidement les dépenses que les recettes courantes, ou encore un gonflement du produit tiré par les établissements financiers luxembourgeois des placements de résidents allemands. Mais il témoigne aussi d'une tendance plus durable, liée à la progression des revenus que procurent les créances extérieures nettes accumulées par l'économie belgo-luxembourgeoise et des prestations de services. En outre, la Belgique et le Luxembourg continuent à bénéficier de la présence d'institutions européennes et internationales sur leur territoire, qui engendrent des recettes au titre des services et des revenus du travail nettement supérieures aux importations de marchandises dérivées.

En dépit de ce fondement solide, la politique de change peut devoir faire face aux problèmes causés par l'instabilité des mouvements de capitaux privés. Certes, les investissements directs des non-résidents en Union économique belgo-luxembourgeoise dépassent régulièrement ceux des résidents à l'étranger. Mais le solde des autres opé-

rations en capital peut subir de brusques retournements en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et, surtout, de modifications dans les attentes en matière de cours de change. Avant la crise du Système monétaire européen, la stabilité de ces anticipations permettait d'obtenir un équilibre sur le marché des changes au moyen de très faibles écarts de taux d'intérêt par rapport à l'Allemagne : des sorties nettes de capitaux à court terme compensaient le surplus des transactions courantes et des opérations en capital à long terme. La crise a perturbé cet équilibre, suscitant des entrées de capitaux spéculatifs en 1992, des sorties en 1993. Ces dernières ont généralement été le fait de non-résidents et ont surtout pris la forme de ventes de francs à terme.

Les sorties nettes de capitaux privés de 1993 — recensées « ex post » et comprenant les flux spéculatifs qui n'ont été découragés ni par les variations des cours de change ni par celles des taux d'intérêt — ont été compensées en partie par des opérations des pouvoirs publics. En accord avec la Banque, l'Etat a accru son endettement en monnaies étrangères, tirant ainsi parti de taux d'intérêt plus bas et de cours des devises temporairement élevés. Compte tenu, en outre, du surplus courant, la contribution des réserves de change nettes à l'équilibrage de la balance des paiements n'a dépassé que de 59 milliards de francs l'accumulation de réserves qui avait été enregistrée au second semestre de 1992 ; ce montant représente moins de la moitié de l'augmentation des avoirs de la Banque en devises qui avait résulté des ventes d'or de 1989 et 1992.

Depuis le 2 août 1993, les mouvements de capitaux semblent avoir été gouvernés par des anticipations de change fluctuantes, dépendant notamment de jugements portés sur la force ou la faiblesse du mark allemand vis-à-vis d'un ensemble plus large de monnaies et de l'évaluation des perspectives budgétaires en Belgique, et subissant aussi l'influence de diverses rumeurs. La Banque a accepté que ceci se traduise par une volatilité accrue du cours du franc ; elle a appliqué de la sorte les nouvelles règles du jeu en vue de décourager la spéculation. En effet, des interventions sur le marché des changes ne suffisent pas à contrer une forte pression, étant donné l'ampleur des mouvements de capitaux privés, et des hausses de taux d'intérêt à court terme peuvent ne pas provoquer le retournement escompté. Quand la confiance dans la monnaie est ébranlée, son rétablissement ne tient pas exclusivement à la politique monétaire. L'évolution du cours du franc, qui, après avoir atteint une décote maximale de 6,5 p.c. par rapport au cours-pivot vis-à-vis du mark allemand à la mi-octobre, est revenu ensuite beaucoup plus près de celui-ci, sous l'influence notamment de l'adoption du plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale, en est une illustration.

Il a fallu attendre plus longtemps que prévu de tels progrès dans le domaine de la politique économique. Dans l'intervalle, la Banque a manifesté sa volonté de limiter la dépréciation du franc entre autres par le maintien de taux d'intérêt élevés. Révéler un objectif immédiat trop précis quant au cours du franc aurait alimenté la spéculation, mais relâcher la politique de taux d'intérêt aurait compromis l'objectif à moyen terme.

L'autonomie de la Banque dans la conduite de cette politique a été confortée par une disposition de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, qui a supprimé le droit de veto du ministre des Finances en matière de politique monétaire. Un autre article de cette loi interdit le financement par la banque centrale des administrations et entreprises publiques autres que les établissements de crédit, qui avait déjà été fortement limité lors de la réforme monétaire de janvier 1991. La suppression des avances à l'Etat et la convention relative au dépôt de ce dernier auprès de la Banque, visant à en éviter les fluctuations imprévues, permettent de mieux gérer la liquidité du marché monétaire. Cette gestion et l'annonce de ses propres taux donnent à l'institut d'émission les moyens d'influencer directement les taux d'intérêt à très court terme. Les autres taux du marché monétaire dépendent davantage des an-

ticipations des participants à ce marché car, en raison des limites imposées par son bilan et de la flexibilité requise par la politique de change, la Banque s'en tient à des opérations de durées très courtes. Les variations de ces taux affectent de plus en plus les conditions offertes par les établissements de crédit à leur clientèle pour des opérations à court terme, étant donné l'intensification de la concurrence dans le secteur financier. L'ouverture du marché belge aux établissements étrangers a d'ailleurs été consacrée par la transposition en droit belge de la deuxième directive bancaire européenne.

Les taux d'intérêt à long terme sont influencés beaucoup plus indirectement par la politique de taux de la Banque. Au premier semestre de 1993, ils ont suivi le mouvement déclinant que celle-ci a imprimé aux taux à court terme. Les augmentations des taux du marché monétaire au troisième trimestre ont été perçues comme temporaires et n'ont donc fait hausser que marginalement les taux à long terme, qui n'ont pas dépassé leur niveau des cinq premiers mois de l'année. L'élargissement de l'écart par rapport au taux de rendement des obligations allemandes, qui s'est produit pendant la période de faiblesse du franc, est néanmoins significatif : si la dépréciation avait été plus forte ou plus durable, elle aurait entraîné un accroissement beaucoup plus sensible de la prime de risque incluse dans les taux d'intérêt à long terme. Au dernier trimestre de 1993, l'appréciation du franc, la baisse des taux de la Banque et l'évolution des taux à l'étranger ont provoqué un nouveau repli des taux à long terme.

A la fin de l'année, les taux d'intérêt à court et long terme étaient descendus au-dessous de 7 p.c. et les écarts par rapport aux taux allemands étaient redevenus inférieurs à 1 p.c., ce qui témoigne d'un regain de confiance dans le franc. La fermeté de la politique de taux d'intérêt s'est révélée bénéfique : des relèvements temporaires de taux à court terme peuvent, certes, porter préjudice aux budgets publics, mais ils n'influencent que faiblement l'activité économique et, surtout, les dommages ainsi causés sont sans commune mesure avec ceux qui auraient résulté d'une hausse des taux à long terme. L'on doit en effet tenir compte de ce que la réaction des marchés financiers à un relâchement de la politique monétaire aurait suscité une telle hausse et, par conséquent, éviter de céder aux pressions immédiates des marchés et adopter une vision à moyen et long terme.

RETABLIR LA CONFIANCE

Si la reprise a déjà commencé à se dessiner en Europe, sa consolidation nécessitera assurément que se renforce la confiance des entrepreneurs comme des consommateurs. Une action concertée des pouvoirs publics, telle qu'elle est prévue par le Conseil européen, peut y contribuer, par la création d'un environnement stable — maîtrise des déficits publics et de l'inflation, stabilité des changes — et par des impulsions judicieusement choisies sous la forme d'investissements publics et de mesures susceptibles de promouvoir l'emploi. Elle devrait permettre d'enrayer la progression du chômage, tout à la fois gaspillage de ressources et drame social. Il importe d'écarter les dangers du repli sur soi, comme on y est parvenu à l'occasion de l'Uruguay Round, et le risque des politiques qui viseraient à résoudre les problèmes internes au détriment des pays partenaires.

En Belgique, au défi de la promotion de l'emploi s'ajoute celui de l'assainissement des finances publiques. La récession a donné plus d'acuité aux problèmes du chômage et du budget. C'est avec raison que l'on s'est abstenu de tenter de résoudre le premier

au prix d'une aggravation du second, car la hausse des charges d'intérêts qui en aurait résulté aurait imposé des efforts beaucoup plus douloureux par la suite. De la même manière, un relâchement de la politique monétaire et de change aurait eu rapidement un coût plus important que l'apparent bénéfice immédiat. La rigueur budgétaire et l'orthodoxie monétaire doivent rester les points d'ancrage d'une politique cohérente et durable qui soutienne le dynamisme économique et l'emploi et permette de valoriser les atouts considérables dont dispose la Belgique.

La reprise qui s'annonce n'effacera sans doute pas les deux problèmes majeurs de l'économie belge, mais elle pourra les atténuer. Il n'en faudrait pas pour autant différer la correction de déficiences structurelles.

Aussi faut-il poursuivre sans relâche un assainissement profond des finances publiques, à tous les échelons de pouvoir. Seule la mise en œuvre d'une stratégie crédible, axée sur des objectifs à moyen et long terme, pourra créer le contexte stable dans lequel les agents économiques retrouveront la confiance et consolider la position relative de la Belgique dans l'Union européenne.

Restaurer les conditions d'une croissance durable requiert un effort de la part de l'ensemble des citoyens. Le débat de société qui s'est déjà amorcé à ce propos devrait se poursuivre et s'approfondir en toute sérénité, ouvrir la voie à la solution des problèmes structurels auxquels l'économie belge est confrontée et donner à celle-ci un nouvel élan.

Bruxelles, le 2 février 1994

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	3. Importations de l'UEBL : répartition par sections de la classification type pour le commerce international :	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	a) Milliards de francs	VIII - 3a
3. Affectation du produit national :		b) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 3b
a) Estimations à prix courants	I - 3a	c) Indices des quantités	VIII - 3c
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	4. Répartition selon l'usage des produits :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		a) Milliards de francs	VIII - 4a
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	b) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4b
b) Industrie manufacturière :		c) Indices des quantités	VIII - 4c
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	5. Importations et exportations par pays et groupes de pays	VIII - 5
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	IX. — Balance des paiements de l'UEBL.	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	— Chiffres annuels	IX - 1
c) Industrie de la construction :		— Soldes trimestriels	IX - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— résultats bruts par secteur	I - 4c.3	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
d) Commerce :		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	X. — Marché des changes.	
II. — Population, emploi, chômage.			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	1. Cours de change indicatifs :	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	a) Pays CEE	X - 1a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Pays autres que la CEE	X - 1b
2. Pêche maritime	III - 2	2. Système Monétaire Européen :	
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge	X - 2b
3. Energie	IV - 3	c) Indicateurs de divergence	X - 2c
4. Métallurgie	IV - 4	d) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 2d
5. Construction	IV - 5	3. Cours de change effectifs	X - 3
6. Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6	XI. — Finances publiques.	
V. — Services.			
1. Transports :		1. Dette officielle du Trésor	XI - 1
a) Activités de la SNCB et de la Sabena	V - 1a	2. Variation nominale de la dette officielle et solde net à financer du Trésor	XI - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3
c) Navigation intérieure	V - 1c	4. Détail des recettes du pouvoir national, des communautés et des régions	XI - 4
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	5. Déficit ou excédent financier net des sous-secteurs et de l'ensemble des pouvoirs publics	XI - 5
3. Commerce intérieur :		6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	7. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics ...	XI - 7
4. Chambres de compensation :		8. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 8
a) Nombre d'opérations	V - 4a	XII. — Globalisations des comptes annuels des entreprises non financières.	
b) Montant des opérations	V - 4b	1. Ensemble des entreprises non financières	
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 1a
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	b) Globalisation des flux de résultats	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	1. Schémas complets et abrégés	XII - 1b.1
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	2. Schémas complets	XII - 1b.2
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 1c
3. Prix à la consommation en Belgique :		d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 1d
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	2. Industrie manufacturière	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 2a
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.			
1. Tableau général	VIII - 1	b) Globalisation des flux de résultats	
2. Exportations de l'UEBL : répartition par sections de la classification type pour le commerce international :		1. Schémas complets et abrégés	XII - 2b.1
a) Milliards de francs	VIII - 2a	2. Schémas complets	XII - 2b.2
b) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 2b	c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 2c
c) Indices des quantités	VIII - 2c	d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 2d
		3. Commerce	
		a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 3a
		b) Globalisation des flux de résultats	
		1. Schémas complets et abrégés	XII - 3b.1
		2. Schémas complets	XII - 3b.2
		c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 3c
		d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 3d

4. Services non financiers privés
- a) Globalisation des bilans après répartition XII - 4a
 - b) Globalisation des flux de résultats
 - 1. Schémas complets et abrégés XII - 4b.1
 - 2. Schémas complets XII - 4b.2
 - c) Globalisation des flux d'investissements XII - 4c
 - d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels XII - 4d

XIII. — Comptes financiers.

- 1. Flux de fonds par secteur XIII - 1
- 2. Mouvements des créances et des engagements en 1991 - synthèse XIII - 2
- 3. Mouvements des créances et des engagements dans l'économie belge en 1991 XIII - 3

XIV. — Intermédiaires financiers.

- 1. a) Bilans de la Banque Nationale de Belgique XIV - 1a
- b) Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique XIV - 1b
- 2. Réserves de change nettes au comptant de la Banque Nationale de Belgique XIV - 2
- 3. Situation globale des Banques XIV - 3
- 4. Situation globale des Banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 XIV - 4a,b,c
- 5. a) Caisse Générale d'Epargne et de Retraite-Banque XIV - 5a
- b) Caisse Générale d'Epargne et de Retraite-Assurance XIV - 5b
- 6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie XIV - 6
- 7. Crédit Communal de Belgique XIV - 7
- 8. Comptes de chèques postaux XIV - 8
- 9. Fonds des Rentes XIV - 9
- 10. Compagnies d'assurances sur la vie XIV - 10
- 11. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux XIV - 11

XV. — Actifs financiers.

- 1. Agrégats monétaires XV - 1
- 2. Ventilation de M1 XV - 2
- 3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers XV - 3
- 4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :
 - a) Variations XV - 4a
 - b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux XV - 4b
- 5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an XV - 5
- 6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
 - a) Variations XV - 6a
 - b) Encours XV - 6b

XVI. — Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.

- 1. Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles XVI - 1
- 2. Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 2a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 2b
- 3. Engagements contractés principalement par les particuliers — ventilation par créancier :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 3a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 3b
- 4. Ventes à tempérament, prêts personnels, cartes de banque et cartes de crédit :
 - 1) Résultats généraux XVI - 4.1
 - 2) Contrats non honorés XVI - 4.2
- 5. Demandes de crédits hypothécaires et inscriptions hypothécaires :
 - 1) Demandes de crédits hypothécaires, pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux XVI - 5.1
 - 2) Inscriptions hypothécaires XVI - 5.2

- 6. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 6a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 6b
- 7. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 7a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 7b
- 8. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 8a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 8b
- 9. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des établissements de crédit du secteur public :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 9a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 9b
- 10. Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger ... XVI - 10
- 11. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aux entreprises et particuliers et à l'étranger :
 - 1) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge XVI - 11.1
 - 2) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident XVI - 11.1

XVII. — Marché des capitaux.

- 1. Obligations en franc belge à plus d'un an émises par les pouvoirs publics XVII - 1
- 2. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an par secteur émetteur XVII - 2
- 3. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an : émissions nettes et acquisitions nettes par les particuliers et les sociétés XVII - 3
- 4. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an : Ventilation par secteur émetteur et par secteur détenteur XVII - 4
- 5. Localisation des obligations linéaires dématérialisées XVII - 5
- 6. Emissions publiques d'obligations en franc belge à plus d'un an par le secteur public XVII - 6
- 7. Adjudications d'obligations linéaires XVII - 7
- 8. Emissions d'actions XVII - 8
- 9. Activité boursière XVII - 9
- 10. Emissions publiques en Belgique de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif XVII - 10
- 11. Nombre et valeur d'inventaire des organismes de placement collectif de droit belge XVII - 11

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire XVIII - 1
- 2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 2
- 3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée XVIII - 3
- 4. Plafonds pour les mobilisations d'effets de commerce par les établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 4
- 5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 5
- 6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois XVIII - 6a
- b) Emission de certificats de trésorerie à six mois XVIII - 6b
- c) Emission de certificats de trésorerie à douze mois XVIII - 6c
- 7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 7
- 8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés XVIII - 8

XIX. — Taux d'intérêt.

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 1
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire	XIX - 2
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire	XIX - 3
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 4
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 5
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public	XIX - 6
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois	XIX - 7
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
--------------------------	---------------

GRAPHIQUES.

PNB calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction	I - 4c.2
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires a vue en franc belge et des avoirs en comptes de PC = chèques postaux	XIV - 11

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

CEE	BNB	Banque Nationale de Belgique.
		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	CNCP	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
FECOM		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
FMI		Fonds Monétaire International.
	INCA	Institut National de Crédit Agricole.
	INS	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	IRG	Institut de Réescompte et de Garantie.
	MAE	Ministère des Affaires Economiques.
	OCCH	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	OCP	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
ONU		Organisation des Nations Unies.
	RTT	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	SNCB	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	SNCI	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	SNL	Société Nationale du Logement.
	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
UEBL		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
...	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
0	
0,0	pour mémoire.
p.m.	

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1 et 3, XV-1 à 6 et XIX-1, dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.404,2	1.459,3	1.571,5	1.706,9	1.829,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	63,2	66,2	68,7	70,0	71,5	72,9	76,2	78,7
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	368,0	422,8	441,9	478,3	497,4	536,2	575,0	619,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	650,3	684,2	741,9	741,1	744,5	790,4	838,6	891,2
5. Corrections et compléments	128,1	137,6	163,5	186,2	200,3	197,2	201,9	207,7
Ajustement statistique	5,6	- 10,2	22,8	- 2,3	19,3	- 21,0	21,3	9,0
Total ...	2.545,3	2.673,5	2.819,7	2.877,3	2.992,3	3.147,0	3.419,9	3.636,0
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	72,5	69,8	68,9	62,0	66,9	92,3	81,2	76,3
2. Professions libérales ¹	138,7	155,6	169,4	186,6	205,3	233,7	253,1	275,5
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	256,6	266,8	284,5	299,2	317,1	335,5	351,4	358,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	25,5	31,8	41,6	46,2	52,5	65,8	60,3	54,8
Ajustement statistique	1,1	- 2,0	4,6	- 0,5	4,2	- 4,8	4,7	1,9
Total ...	494,4	522,0	569,0	593,5	645,9	722,4	750,7	766,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	463,4	500,9	517,5	514,9	523,4	548,9	606,9	670,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	144,8	159,3	173,8	190,0	203,3	214,0	223,7	235,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	145,2	178,9	189,3	211,4	250,4	344,1	380,0	429,2
Total ...	753,4	839,2	880,6	916,3	977,1	1.106,9	1.210,6	1.335,5
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	88,5	139,3	212,9	228,7	264,0	341,1	268,0	198,2
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	132,7	148,4	156,6	164,3	177,6	182,0	187,6	185,3
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État :								
1. Loyers imputés	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,7	58,4	63,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 9,4	- 4,5	- 15,5	- 13,9	- 21,4	- 11,2	- 4,0	5,2
Total ...	23,8	31,5	23,9	30,0	28,3	45,5	54,4	68,2
G. Intérêts de la dette publique	- 441,6	- 510,5	- 569,5	- 560,1	- 571,9	- 639,4	- 703,6	- 710,3
Revenu national net au coût des facteurs	3.596,5	3.843,4	4.093,1	4.250,1	4.513,4	4.905,5	5.187,7	5.479,6
H. Amortissements	423,3	455,8	471,5	497,0	553,4	598,0	622,8	667,4
Revenu national brut au coût des facteurs	4.019,8	4.299,2	4.564,6	4.747,0	5.066,9	5.503,5	5.810,5	6.147,0
I. Impôts indirects	535,4	560,8	578,1	618,2	659,8	725,7	762,8	792,6
J. Subventions	- 61,8	- 64,7	- 68,0	- 55,9	- 64,0	- 63,7	- 63,8	- 84,2
Produit national brut aux prix du marché	4.493,4	4.795,4	5.074,8	5.309,3	5.662,7	6.165,5	6.509,6	6.855,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

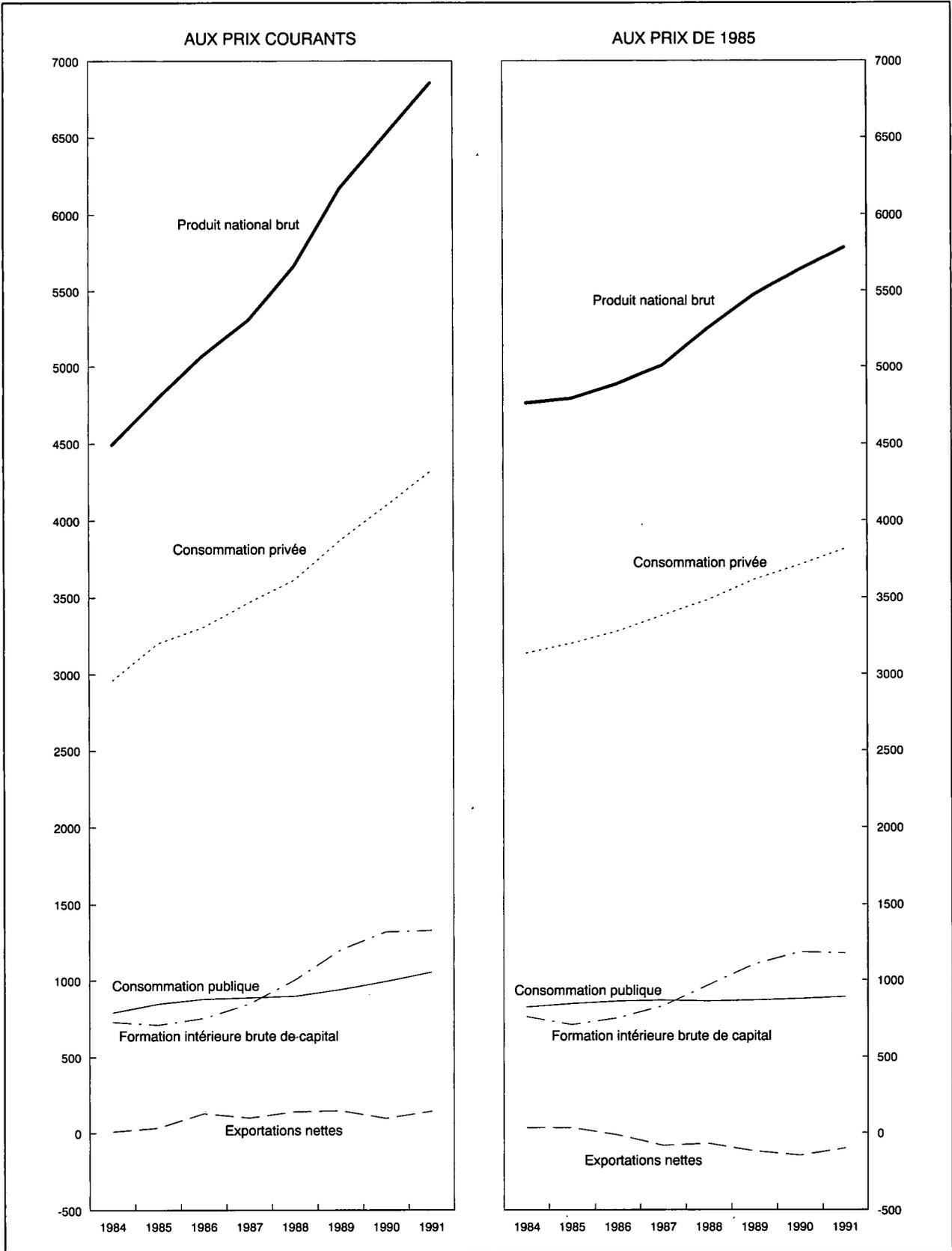
Source : INSEE.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
1. Agriculture, sylviculture et pêche	112,3	112,2	114,2	108,3	113,3	139,9	125,5	130,8
2. Industries extractives	22,4	22,2	17,4	15,6	14,8	15,9	16,0	17,2
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	208,6	221,3	228,6	228,7	225,1	240,2	252,9	267,2
b) Textiles	47,4	51,2	59,5	59,7	50,5	50,4	52,7	48,6
c) Vêtements et chaussures	24,7	26,2	27,1	27,6	26,3	28,8	33,7	35,9
d) Bois et meubles	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	63,9	65,5	71,1
e) Papier, impression, édition	54,6	59,5	65,1	67,9	77,6	83,4	89,7	88,5
f) Industrie chimique et activités connexes	145,3	159,1	182,0	158,8	180,5	193,1	192,7	193,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	40,8	39,9	44,4	48,0	53,7	59,3	61,6	58,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	68,4	73,4	76,5	71,3	100,9	125,9	113,6	86,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	252,1	294,5	291,0	301,6	337,2	358,2	374,2	338,1
j) Industries non dénommées ailleurs	158,5	168,2	177,2	184,5	203,9	229,7	260,0	275,0
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>1.041,9</i>	<i>1.138,4</i>	<i>1.198,9</i>	<i>1.198,1</i>	<i>1.308,6</i>	<i>1.433,0</i>	<i>1.496,6</i>	<i>1.462,5</i>
4. Construction	241,5	252,3	261,9	272,6	312,4	353,4	387,8	409,3
5. Electricité, gaz et eau	160,9	176,4	167,6	175,7	181,0	181,7	191,3	203,8
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	870,9	955,0	1.049,4	1.126,3	1.181,1	1.249,4	1.376,7	1.439,8
b) Services financiers et assurances	256,1	279,6	325,2	355,0	358,6	368,5	345,9	377,1
c) Immeubles d'habitation	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1	377,8	401,0
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>1.384,9</i>	<i>1.512,4</i>	<i>1.669,3</i>	<i>1.796,1</i>	<i>1.875,3</i>	<i>1.975,1</i>	<i>2.100,3</i>	<i>2.217,9</i>
7. Transports et communications	359,4	390,5	385,6	411,4	457,1	489,3	523,9	562,9
8. Services	1.339,8	1.419,4	1.508,0	1.568,5	1.657,5	1.820,3	1.946,8	2.067,0
9. Correction pour investissements par moyens propres	6,1	6,8	7,1	7,6	9,3	10,2	11,7	11,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 92,3	- 88,9	- 87,0	- 82,4	- 87,6
11. TVA déductible sur la formation de capital	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 115,3	- 129,5	- 143,4	- 148,3
Ajustement statistique	23,3	- 7,7	- 19,5	- 10,1	- 17,9	- 4,9	- 6,6	29,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	4.541,9	4.858,4	5.124,0	5.348,9	5.707,2	6.197,5	6.567,5	6.877,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,6	- 44,5	- 32,0	- 57,9	- 21,6
Produit national brut aux prix du marché	4.493,4	4.795,4	5.074,8	5.309,3	5.662,7	6.165,5	6.509,6	6.855,4

I - 3. — PNB CALCULÉ PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : INS.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	560,2	593,3	607,2	614,3	625,6	651,7	679,2	706,6
2. Boissons	123,8	128,6	132,7	138,3	142,6	149,2	167,5	171,7
3. Tabac	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,2	58,2	60,8
4. Vêtements et effets personnels	224,2	237,7	250,9	263,7	278,6	291,2	319,3	340,0
5. Loyers, taxes, eau	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,1	486,1	516,9
6. Chauffage et éclairage	202,9	220,5	183,0	167,5	155,0	161,6	171,9	184,9
7. Articles ménagers durables	242,8	258,5	292,4	314,2	337,5	365,3	394,5	417,9
8. Entretien de la maison	120,0	125,6	132,1	135,3	136,9	142,6	148,7	155,1
9. Soins personnels et hygiène	324,8	347,2	368,2	387,2	410,1	437,6	465,6	501,8
10. Transports	351,6	372,5	374,9	394,3	425,7	466,2	511,6	539,5
11. Communications : PTT	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0	39,5	41,2
12. Loisirs	272,7	291,3	306,4	326,8	356,6	384,0	417,5	444,8
13. Enseignement et recherches	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7	9,1	9,4
14. Services financiers	137,5	148,8	172,9	190,6	193,2	201,3	200,1	212,4
15. Services divers	25,2	28,0	30,1	34,7	37,2	44,3	47,1	52,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	139,7	148,5	155,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	-121,0	-124,8	-124,5	-137,2	-152,6	-149,8	-153,2	-154,8
Ajustement statistique	- 24,0	16,3	- 6,5	10,3	- 4,3	23,4	- 14,7	- 31,1
Total ...	2.961,3	3.199,1	3.306,8	3.467,6	3.614,8	3.872,4	4.096,6	4.324,9
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	582,4	620,0	642,9	640,3	645,2	680,8	723,2	768,1
2. Achats courants de biens et services ..	158,1	172,7	178,2	183,0	178,4	176,8	183,2	193,7
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,7	58,4	63,0
4. Loyer payé	5,8	6,7	7,3	7,5	8,1	8,1	8,9	9,4
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5	14,9	16,1
6. Amortissement mobilier et matériel ...	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2	5,2	5,2
Total ...	792,4	849,1	882,5	890,9	898,9	942,1	993,8	1055,5
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	20,1	23,1	20,6
2. Industries extractives	5,0	4,0	3,6	1,4	3,3	6,5	8,0	8,1
3. Industries manufacturières	140,3	157,5	178,4	191,5	237,7	299,5	349,6	344,9
4. Construction	11,3	12,6	15,1	15,2	22,9	25,0	28,3	27,9
5. Electricité, gaz et eau	45,5	47,8	41,0	37,8	37,9	46,3	45,8	49,2
6. Commerce, banques, assurances	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	197,9	213,0	220,4
7. Immeubles d'habitation	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	288,4	322,4	325,8
8. Transports et communications	102,7	93,0	87,9	89,5	84,9	93,8	101,8	109,9
9. Pouvoirs publics et enseignement	103,1	95,9	89,5	84,9	91,5	89,0	94,0	105,7
10. Autres services	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7	112,3	118,4
11. Variations de stocks	25,7	- 34,7	- 27,4	10,1	23,4	27,1	25,4	8,0
Ajustement statistique	- 5,9	3,6	- 1,5	2,5	- 1,2	7,3	- 4,7	- 9,6
Total ...	728,6	710,0	754,7	847,7	1.005,7	1.201,4	1.318,9	1.329,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	596,3	710,7	635,2	611,5	728,9	1.088,1	1.212,4	1.427,9
2. Exportations de biens et services	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.907,2	4.513,1	4.638,8	4.763,0
Exportations totales ...	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.088,2	4.636,1	5.601,2	5.851,2	6.190,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	644,8	773,7	684,4	651,1	773,4	1.120,1	1.270,3	1.449,5
4. Importations de biens et services	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.331,5	4.480,6	4.595,7
Importations totales ...	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.985,2	4.492,8	5.451,6	5.750,9	6.045,2
Exportations nettes ...	11,2	37,1	130,8	103,0	143,3	149,6	100,3	145,7
Produit national brut aux prix du marché ...	4.493,4	4.795,4	5.074,8	5.309,3	5.662,7	6.165,5	6.509,6	6.855,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

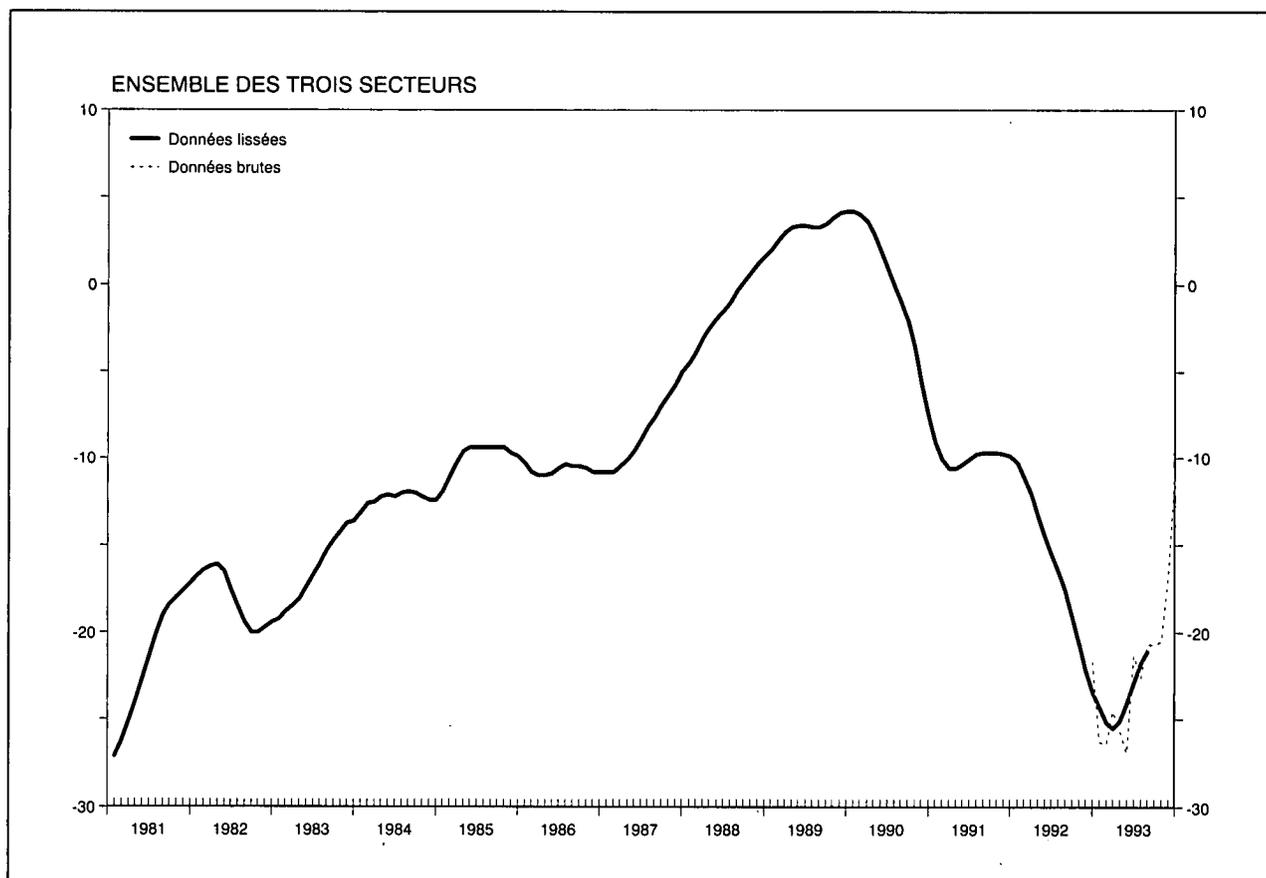
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : INS.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	98	100	101	103	104	106	107	110
2. Boissons	100	100	100	104	106	108	115	113
3. Tabac	107	100	96	90	91	86	83	84
4. Vêtements et effets personnels	101	100	99	99	100	102	109	113
5. Loyers, taxes, eau	98	100	102	104	107	110	112	115
6. Chauffage et éclairage	96	100	98	100	95	94	97	103
7. Articles ménagers durables	98	100	109	115	122	130	138	143
8. Entretien de la maison	101	100	101	101	101	103	105	106
9. Soins personnels et hygiène	98	100	101	103	108	112	114	115
10. Transports	99	100	104	107	113	118	125	127
11. Communications : PTT	96	100	103	112	119	126	130	137
12. Loisirs	100	100	101	104	112	117	122	124
13. Enseignement et recherches	98	100	102	104	106	108	109	111
14. Services financiers	98	100	112	127	134	142	143	149
15. Services divers	95	100	102	114	120	140	144	153
16. Dépenses personnelles à l'étranger	99	100	101	112	125	121	122	120
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	103	100	95	102	111	105	101	97
<i>Total ...</i>	98	100	103	106	109	113	116	119
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	98	100	101	101	101	102	103	104
2. Achats courants de biens et services ..	95	100	103	105	101	97	97	100
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	96	100	105	111	119	129	129	135
<i>Total ...</i>	98	100	102	102	102	103	104	105
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	100	107	116	109	104	116	101
2. Industries extractives	127	100	88	35	81	151	181	180
3. Industries manufacturières	91	100	112	120	147	179	204	197
4. Construction	93	100	117	118	175	181	198	189
5. Electricité, gaz et eau	99	100	86	79	78	91	88	92
6. Commerce, banques, assurances	93	100	113	128	149	162	169	170
7. Immeubles d'habitation	96	100	105	113	138	164	178	176
8. Transports et communications	114	100	94	96	89	94	100	104
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	112	100	102	107	122	114	112	129
10. Enseignement	111	100	83	67	57	52	60	61
11. Autres services	98	100	119	135	169	202	219	226
<i>Total ...</i>	108	100	106	118	137	156	167	166
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	89	100	86	81	96	137	148	169
2. Exportations de biens et services	99	100	105	113	123	133	139	144
Exportations totales ...	97	100	102	108	119	134	141	148
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	89	100	85	80	93	129	142	157
4. Importations de biens et services	99	100	107	118	128	140	146	150
Importations totales ...	97	100	103	111	121	138	146	152
Produit national brut aux prix du marché ...	99	100	102	104	110	114	118	121

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



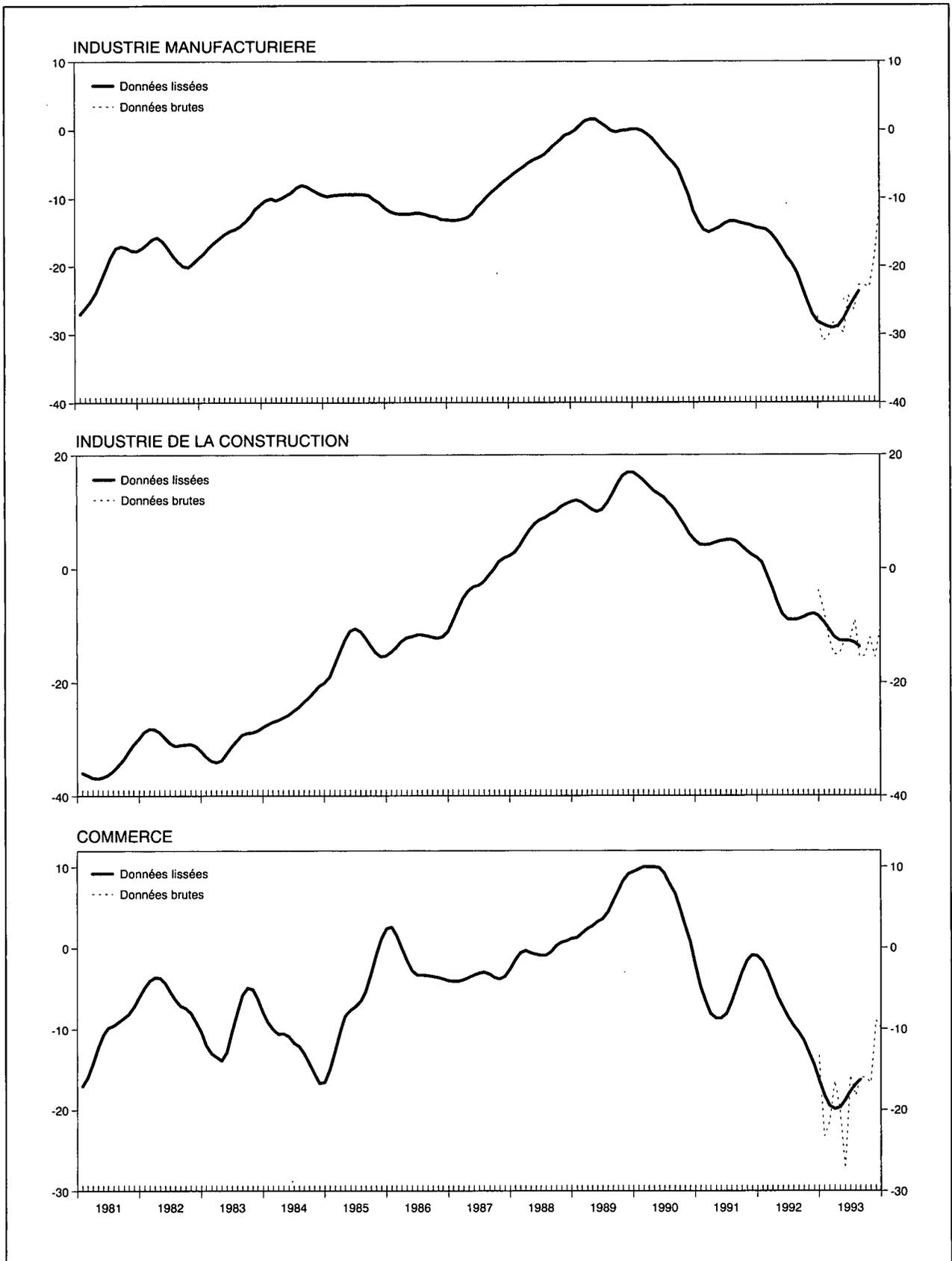
Résultats du mois de décembre

Après une forte augmentation au cours du mois précédent, l'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale de Belgique s'est encore inscrit en nette hausse en décembre. Cette nouvelle progression, qui confirme l'amélioration du climat conjoncturel observée depuis la fin du premier trimestre de 1993, a été la plus prononcée dans l'industrie manufacturière. L'évolution favorable dans l'industrie se reflète aussi dans les résultats de l'enquête sur le degré d'utilisation des capacités de production qui indiquent, après le creux atteint au premier semestre (74,6 p.c. en données dessaisonnalisées), une hausse significative dans la seconde moitié de l'année (76,5 p.c. au dernier trimestre de 1993). Une évolution positive de la situation conjoncturelle a aussi été enregistrée dans la construction. Par ailleurs, après la forte hausse enregistrée en novembre, le climat s'est pratiquement stabilisé dans le commerce.

L'indicateur synthétique lissé, qui indique les mouvements conjoncturels fondamentaux, s'est à nouveau amélioré. Dans l'industrie manufacturière et le commerce, le climat conjoncturel demeure orienté favorablement. Dans la construction, au contraire, l'indicateur est toujours inscrit à la baisse, même si les perspectives de demande sont en progrès depuis quelques mois.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1990 Décembre	-11,8	-12,4	+ 5,0	+ 1,0	- 2,1	+ 6,5	- 7,6	- 7,6	+ 0,6	- 3,8
1991 Janvier	-13,5	-14,5	+ 4,3	+ 4,0	- 4,8	- 4,0	- 9,1	-10,2	- 0,2	- 0,5
Février	-14,6	-17,0	+ 4,2	+ 2,3	- 6,6	-12,8	-10,1	-13,5	- 0,4	- 3,8
Mars	-14,9	-15,6	+ 4,3	+ 9,0	- 8,1	- 8,7	-10,6	-10,9	- 0,2	+ 6,0
Avril	-14,6	-12,9	+ 4,6	+ 5,3	- 8,7	- 8,5	-10,6	- 9,5	0,0	+ 3,9
Mai	-14,2	-15,4	+ 4,8	+ 4,4	- 8,7	- 8,7	-10,4	-11,4	+ 0,2	- 0,2
Juin	-13,6	-13,9	+ 5,0	+ 2,6	- 8,1	- 9,2	-10,1	-10,7	+ 0,4	- 0,2
Juillet	-13,3	-11,6	+ 5,1	+ 5,1	- 6,7	- 1,7	- 9,8	- 7,6	+ 0,5	+ 0,5
Août	-13,3	-13,0	+ 4,8	+ 6,3	- 4,9	- 4,3	- 9,7	- 8,8	+ 0,3	+ 3,8
Septembre	-13,5	-13,3	+ 4,1	+ 5,9	- 3,1	- 9,0	- 9,7	- 9,8	- 0,1	+ 2,1
Octobre	-13,7	-13,9	+ 3,3	+ 2,3	- 1,6	- 1,3	- 9,7	- 9,6	- 0,4	- 1,1
Novembre	-13,9	-18,3	+ 2,5	+ 2,0	- 0,9	+ 0,3	- 9,8	-12,5	- 0,8	- 1,0
Décembre	-14,2	-14,9	+ 2,0	+ 1,4	- 1,0	0,0	- 9,9	-10,2	- 1,0	- 1,3
1992 Janvier	-14,3	-11,9	+ 1,1	+ 2,3	- 1,7	- 3,8	-10,3	- 8,6	- 1,3	+ 1,3
Février	-14,5	-12,6	- 0,9	+ 1,7	- 2,8	+ 3,3	-11,1	- 8,1	- 2,4	+ 0,7
Mars	-15,1	-14,6	- 3,4	- 3,4	- 4,4	-13,0	-12,0	-12,7	- 4,0	- 3,0
Avril	-16,1	-14,8	- 5,9	- 8,3	- 6,1	- 8,7	-13,3	-12,9	- 5,7	- 7,3
Mai	-17,3	-19,8	- 8,0	-10,7	- 7,3	- 4,8	-14,5	-16,2	- 7,4	- 9,3
Juin	-18,6	-17,8	- 8,9	- 8,9	- 8,6	- 4,8	-15,5	-14,5	- 8,4	- 7,9
Juillet	-19,6	-19,4	- 9,0	- 6,7	- 9,6	-10,5	-16,5	-16,2	- 8,7	- 8,1
Août	-21,0	-19,9	- 8,9	- 9,9	-10,4	-12,8	-17,6	-17,3	- 9,0	-10,9
Septembre	-23,0	-21,0	- 8,6	-12,9	-11,4	- 9,5	-19,1	-18,1	- 8,8	-13,4
Octobre	-25,0	-27,9	- 8,1	- 8,3	-12,8	-11,0	-20,6	-22,4	- 8,1	- 9,0
Novembre	-27,0	-28,0	- 7,9	- 4,1	-14,5	-17,7	-22,1	-22,9	- 7,6	- 4,8
Décembre	-28,1	-27,3	- 8,3	- 3,7	-16,3	-13,3	-23,4	-21,7	- 7,4	- 4,6
1993 Janvier	-28,5	-31,0	- 9,4	- 7,6	-18,2	-23,3	-24,3	-26,3	- 8,1	- 6,7
Février	-28,9	-30,5	-10,6	-12,1	-19,5	-21,5	-25,2	-26,4	- 9,0	-10,3
Mars	-29,0	-28,3	-11,9	-15,0	-19,9	-16,5	-25,5	-24,5	-10,0	-14,1
Avril	-28,7	-29,0	-12,6	-15,0	-19,7	-20,0	-25,1	-25,6	-10,5	-12,1
Mai	-27,7	-29,8	-12,7	-12,7	-18,8	-27,3	-24,1	-26,9	-10,5	-10,5
Juin	-26,3	-24,3	-12,7	-12,7	-17,7	-15,8	-22,9	-21,3	-10,8	- 9,4
Juillet	-24,8	-26,4	-13,0	- 9,0	-16,9	-18,3	-21,8	-22,6	-11,5	- 7,9
Août	-23,7	-22,8	-13,7	-15,6	-16,3	-16,0	-21,1	-20,7	-12,2	-13,4
Septembre .....	.	-22,8	.	-15,3	.	-16,0	.	-20,7	.	-15,6
Octobre .....	.	-23,1	.	-12,1	.	-16,7	.	-20,5	.	-13,2
Novembre .....	.	-18,6	.	-15,6	.	- 9,0	.	-16,7	.	-11,2
Décembre .....	.	-11,0	.	-10,0	.	-10,0	.	-10,7	.	- 5,6

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1991	Décembre ..	- 2,9	- 2	-11,8	-15	- 7,1	- 7	-28,0	-30	-31,6	-38	+10,0	+11	- 8,5	- 8	- 8,8	- 8	-14,2	-14,9	- 5,0	- 7	+ 2,8	+ 2
1992	Janvier	- 2,5	0	-12,5	-10	- 6,6	- 3	-28,0	-27	-31,4	-31	+10,0	+11	- 9,9	- 8	- 8,6	- 5	-14,3	-11,9	- 4,8	- 5	+ 2,6	+ 7
	Février	- 3,1	+ 2	-13,6	- 7	- 6,5	- 6	-28,0	-28	-31,1	-31	+10,0	+10	-11,3	-13	- 9,4	- 8	-14,5	-12,6	- 5,0	- 4	+ 2,0	+ 5
	Mars	- 3,9	- 6	-14,5	-14	- 7,3	- 7	-28,3	-28	-31,3	-29	+10,0	+ 9	-13,0	-13	-10,8	-11	-15,1	-14,6	- 5,4	- 5	+ 1,0	+ 2
	Avril	- 4,6	- 5	-15,3	-15	- 8,9	- 5	-28,8	-26	-32,1	-30	+10,1	+10	-14,4	-14	-12,6	-13	-16,1	-14,8	- 5,6	- 6	- 0,3	- 6
	Mai	- 5,0	- 5	-16,3	-18	-10,8	-26	-29,5	-30	-33,5	-37	+10,8	+11	-15,3	-17	-14,8	-14	-17,3	-19,8	- 5,9	- 9	- 1,8	- 4
	Juin	- 5,3	- 3	-17,1	-16	-12,6	-13	-30,6	-32	-35,0	-36	+11,9	+ 9	-16,1	-16	-16,8	-17	-18,6	-17,8	- 6,0	- 6	- 3,6	- 1
	Juillet	- 5,9	- 5	-18,0	-20	-13,8	-15	-31,9	-30	-36,4	-33	+13,3	+14	-16,8	-17	-19,0	-21	-19,6	-19,4	- 7,3	- 4	- 6,6	- 1
	Août	- 7,3	- 7	-18,8	-18	-14,1	-13	-34,1	-33	-37,9	-38	+14,6	+15	-17,5	-16	-21,6	-19	-21,0	-19,9	-10,0	- 6	-10,0	-10
	Septembre ..	- 9,4	- 8	-20,0	-16	-15,6	-14	-37,1	-35	-39,9	-37	+15,6	+16	-18,5	-18	-24,1	-24	-23,0	-21,0	-13,0	-20	-13,0	-19
	Octobre ...	-11,6	-14	-22,1	-33	-18,4	-25	-40,4	-43	-42,4	-43	+16,3	+16	-19,6	-21	-26,1	-28	-25,0	-27,9	-16,0	-16	-14,9	-16
	Novembre ..	-13,8	-16	-24,0	-26	-21,0	-25	-43,9	-43	-45,3	-48	+16,6	+17	-21,0	-20	-27,6	-29	-27,0	-28,0	-17,9	-19	-14,9	-19
	Décembre ..	-15,1	-13	-25,4	-20	-23,3	-14	-46,3	-49	-47,8	-50	+16,8	+21	-22,4	-22	-28,3	-29	-28,1	-27,3	-18,3	-18	-13,8	-13
1993	Janvier	-15,8	-20	-25,9	-34	-24,4	-26	-47,6	-48	-49,4	-46	+16,5	+21	-23,5	-25	-28,3	-28	-28,5	-31,0	-17,9	-15	-11,9	- 6
	Février	-16,0	-18	-25,4	-27	-24,1	-33	-48,3	-49	-50,4	-51	+15,6	+16	-24,4	-25	-28,5	-25	-28,9	-30,5	-17,0	-19	-10,0	-10
	Mars	-15,3	-10	-24,8	-24	-23,3	-21	-48,3	-48	-50,9	-52	+14,4	+15	-24,9	-24	-29,0	-32	-29,0	-28,3	-15,6	-20	- 8,1	-13
	Avril	-13,6	-16	-24,1	-25	-22,3	-22	-47,8	-50	-50,9	-55	+13,1	+11	-25,0	-27	-29,5	-26	-28,7	-29,0	-13,9	-14	- 6,0	- 7
	Mai	-11,6	-16	-23,4	-24	-20,0	-30	-46,9	-48	-50,5	-51	+12,0	+11	-24,8	-25	-30,0	-33	-27,7	-29,8	-12,3	-12	- 4,4	- 2
	Juin	- 9,4	- 7	-22,8	-18	-17,0	-12	-45,8	-42	-49,9	-48	+11,4	+12	-24,1	-25	-30,1	-30	-26,3	-24,3	-10,8	-11	- 3,1	- 4
	Juillet	- 8,1	- 9	-22,3	-22	-14,6	-18	-44,1	-45	-49,0	-50	+11,0	+14	-23,3	-22	-29,5	-31	-24,8	-26,4	- 9,3	- 8	- 2,3	0
	Août	- 7,6	- 3	-21,1	-15	-12,3	-12	-42,6	-41	-47,6	-49	+10,5	+10	-22,0	-23	-27,1	-29	-23,7	-22,8	- 7,9	- 9	- 2,0	0
	Septembre ..	.	- 6	.	-24	.	- 3	.	-45	.	-47	.	+11	.	-19	.	-27	.	-22,8	.	- 6	.	- 2
	Octobre ...	.	-13	.	-24	.	-20	.	-40	.	-43	.	+ 9	.	-21	.	-15	.	-23,1	.	- 6	.	- 2
	Novembre ..	.	- 9	.	-15	.	- 8	.	-37	.	-40	.	+ 6	.	-19	.	-15	.	-18,6	.	+ 1	.	- 3
	Décembre ..	.	+ 4	.	-10	.	+13	.	-34	.	-37	.	+ 1	.	-16	.	- 7	.	-11,0	.	- 1	.	- 5

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1992	1993				1992	1993				1992	1993			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 53	- 49	- 45	- 43	- 40	- 53	- 50	- 49	- 45	- 41	+ 21	+ 13	+ 10	+ 4	+ 1
I. Biens de consommation	- 44	- 52	- 45	- 41	- 41	- 39	- 51	- 45	- 41	- 38	+ 24	+ 22	+ 16	+ 13	+ 10
II. Biens d'investissement	- 50	- 44	- 37	- 41	- 46	- 54	- 48	- 38	- 41	- 44	+ 20	+ 10	+ 12	+ 6	+ 11
III. Biens intermédiaires	- 64	- 56	- 55	- 50	- 43	- 64	- 57	- 59	- 51	- 47	+ 21	+ 13	+ 9	+ 1	- 2
Industrie textile	- 45	- 55	- 43	- 32	- 33	- 51	- 60	- 38	- 19	- 20	+ 26	+ 31	+ 21	+ 6	+ 5
dont : Laine	- 72	- 92	- 92	- 77	- 86	- 64	- 95	- 89	- 74	- 84	+ 10	+ 43	+ 36	+ 22	+ 23
Coton	- 45	- 46	- 39	- 19	- 18	- 64	- 59	- 48	- 14	- 15	+ 25	+ 23	+ 16	- 8	- 14
Bonneterie	- 35	- 41	- 53	- 52	- 58	- 28	- 39	- 54	- 39	- 62	+ 16	+ 16	+ 19	+ 11	+ 18
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 47	- 60	- 46	- 39	- 37	- 42	- 57	- 53	- 49	- 42	+ 20	+ 17	+ 16	+ 10	+ 13
dont : Chaussures	- 26	- 66	- 45	- 17	- 15	- 52	- 58	- 42	- 49	- 49	+ 21	+ 19	+ 36	+ 33	+ 44
Habillement	- 51	- 58	- 46	- 44	- 42	- 41	- 56	- 53	- 49	- 41	+ 19	+ 17	+ 11	+ 5	+ 6
Industrie du bois et du meuble en bois	- 49	- 56	- 34	- 37	- 39	- 49	- 59	- 32	- 32	- 28	+ 23	+ 35	+ 17	+ 16	+ 6
dont : Bois	- 58	- 59	- 38	- 43	- 40	- 65	- 67	- 35	- 33	- 22	+ 28	+ 33	+ 4	- 2	- 17
Meubles en bois	- 43	- 54	- 31	- 31	- 37	- 39	- 53	- 30	- 32	- 31	+ 19	+ 36	+ 28	+ 29	+ 22
Papiers et cartons	- 61	- 53	- 57	- 42	- 25	- 83	+ 10	- 38	- 43	- 16	+ 20	+ 20	+ 14	+ 1	- 2
dont : Production de papier et carton	- 70	- 49	- 60	- 35	- 2	- 95	+ 31	- 38	- 51	- 15	+ 55	+ 37	+ 28	+ 34	+ 32
Transformation de papier et carton	- 54	- 56	- 55	- 47	- 42	- 52	- 42	- 39	- 23	- 18	- 8	+ 7	+ 3	- 25	- 29
Industrie du cuir	- 44	- 96	- 55	- 80	- 80	- 15	- 79	- 45	- 82	- 88	+ 24	- 28	+ 21	+ 27	+ 10
Transformation de matières plastiques	- 94	- 27	- 49	- 52	- 49	- 99	- 27	- 55	- 55	- 51	+ 48	+ 37	+ 37	+ 38	+ 35
Raffinage de pétrole	0	0	+ 13	0	0	0	- 13	0	0	0	0	0	- 13	0	0
Production et première transformation des métaux	- 78	- 75	- 73	- 73	- 70	- 71	- 75	- 75	- 69	- 67	+ 17	+ 6	+ 3	- 1	- 4
dont : Métaux ferreux	- 75	- 75	- 72	- 73	- 70	- 67	- 74	- 74	- 70	- 72	+ 12	+ 1	+ 1	- 4	- 10
Métaux non ferreux	- 92	- 79	- 78	- 75	- 69	- 90	- 79	- 78	- 67	- 45	+ 36	+ 24	+ 15	+ 11	+ 27
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 21	- 23	- 28	- 31	- 47	- 21	- 7	- 15	- 16	+ 21	0	+ 11	+ 8	+ 23
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 38	- 25	- 26	- 34	- 40	- 70	- 37	- 16	- 28	- 36	+ 20	- 1	+ 12	+ 11	+ 29
Industrie chimique	- 31	- 15	- 17	- 14	0	- 22	- 10	- 12	- 8	0	+ 9	- 1	0	- 2	- 12
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 62	- 67	- 72	+ 2	+ 39	- 57	- 76	- 72	+ 4	+ 30	+100	+ 41	+ 41	- 54	- 39
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 62	- 60	- 54	- 49	- 48	- 49	- 53	- 46	- 40	- 44	+ 44	+ 1	- 10	- 8	- 7
Construction de machines et de matériel mécanique	- 68	- 63	- 64	- 57	- 68	- 71	- 77	- 77	- 67	- 69	+ 22	+ 27	+ 19	+ 5	- 3
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 92	- 76	- 94	- 83	- 95	- 93	- 91	- 95	- 97	- 96	+ 95	+ 87	+ 93	+ 19	+ 6
Machines-outils	- 84	- 76	- 79	- 76	- 83	- 85	- 79	- 87	- 76	- 83	+ 23	+ 15	+ 15	+ 7	- 44
Machines textiles	- 97	- 94	- 98	- 97	- 98	- 91	- 94	- 95	- 96	- 98	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 32	- 41	- 46	- 32	- 52	- 31	- 57	- 68	- 2	- 9	- 7	- 3	- 22	- 9	- 10
Construction électrique et électronique	- 62	- 55	- 57	- 73	- 68	- 58	- 59	- 65	- 73	- 73	+ 8	+ 7	+ 15	+ 15	+ 14
dont : Construction électrique d'équipement	- 60	- 46	- 44	- 66	- 58	- 56	- 49	- 49	- 61	- 62	+ 9	+ 7	+ 16	+ 14	+ 14
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 71	- 79	- 91	- 96	- 96	- 69	- 78	- 93	- 98	- 98	+ 7	+ 2	+ 25	+ 58	+ 31
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 44	- 58	- 63	- 53	- 53	- 45	- 60	- 68	- 67	- 67	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 29	- 22	+ 19	+ 17	+ 3	- 40	+ 3	+ 19	+ 17	+ 16	0	+ 21	+ 24	+ 4	+ 14
dont : Construction navale	- 67	- 69	+ 16	+ 12	- 14	- 98	- 33	- 1	- 3	- 5	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	-100	- 70	-100	-100	-100	-100	- 33	-100	-100	-100	0	+ 21	+ 24	+ 4	+ 14

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1992		1993			1992		1993			1992		1993			1992		1993		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	14	13	10	11	10	77	80	85	84	83	3	2	1	2	2	2	0	1	1	2
I. Biens de consommation	16	17	10	19	14	77	72	85	78	76	5	4	3	3	2	2	1	1	1	5
II. Biens d'investissement	18	17	10	16	15	68	76	82	76	77	6	2	2	2	2	5	0	1	1	2
III. Biens intermédiaires	12	12	14	6	8	82	84	84	91	88	1	2	1	1	1	1	0	1	1	1
Industrie textile	13	10	18	20	21	79	78	77	72	63	9	9	2	3	4	0	2	1	2	8
dont : Laine	15	7	1	16	0	85	93	99	84	84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Coton	11	3	16	15	37	87	81	81	79	60	10	12	1	1	1	0	0	0	3	0
Bonneterie	0	12	15	17	2	70	69	69	65	68	27	16	7	10	13	0	11	3	7	10
Industrie des chaussures et de l'habillement	13	23	13	17	16	74	73	78	79	75	6	4	4	5	4	7	0	1	0	0
dont : Chaussures	26	60	27	49	49	40	40	73	51	51	0	0	0	0	0	34	0	0	0	0
Habillement	10	15	10	11	9	82	80	79	85	80	8	5	5	7	5	2	0	1	1	0
Industrie du bois et du meuble en bois	6	7	9	12	9	85	82	88	81	80	6	5	5	4	4	2	0	0	2	4
dont : Bois	1	12	16	11	21	81	75	80	76	67	4	3	3	4	5	4	0	0	1	4
Meubles en bois	11	5	5	11	1	87	86	93	85	89	8	6	7	3	3	0	0	0	2	4
Papiers et cartons	21	3	24	11	7	71	96	73	86	83	0	4	2	2	0	2	1	1	1	1
dont : Production de papier et carton	24	0	29	0	7	76	100	71	100	91	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	19	4	21	19	7	67	94	75	76	77	1	7	3	3	0	4	1	3	2	2
Industrie du cuir	0	5	0	0	0	100	95	95	100	100	0	0	0	0	0	14	14	14	14	14
Transformation de matières plastiques	9	0	32	0	0	60	100	68	99	100	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	16	22	13	0	1	78	77	86	100	97	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
dont : Métaux ferreux	19	26	15	0	2	74	73	84	100	97	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Métaux non ferreux	8	1	3	0	0	92	99	97	100	98	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Industrie des produits minéraux non métalliques	28	36	27	52	48	69	60	63	43	41	0	1	1	2	2	2	0	1	0	6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	29	37	27	56	53	70	59	67	40	40	1	1	1	0	2	0	1	1	1	1
Industrie chimique	0	0	0	0	0	99	98	98	98	98	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	47	47	46	44	100	53	53	54	56	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	17	13	3	6	6	80	83	92	86	86	1	2	2	5	4	0	0	2	2	2
Construction de machines et de matériel mécanique	10	13	6	5	2	82	80	88	90	90	4	2	2	2	3	1	0	0	1	3
dont : Machines et tracteurs agricoles	3	3	0	4	3	97	97	100	96	96	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	12	0	9	9	90	80	100	81	80	10	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Machines textiles	0	0	0	0	0	100	99	100	99	99	2	2	0	0	2	0	0	0	1	1
Moteurs, compresseurs, pompes	24	23	14	5	0	73	74	83	85	92	0	0	0	0	13	0	0	0	0	5
Construction électrique et électronique	13	6	2	3	2	69	90	93	91	96	14	1	0	1	0	14	1	1	1	1
dont : Construction électrique d'équipement	16	5	4	4	3	59	89	89	87	94	20	2	0	1	0	20	1	2	1	2
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	56	39	14	47	47	44	32	86	53	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	6	1	0	0	47	66	66	72	78	4	5	6	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	1	0	0	53	100	92	89	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	36	0	0	0	100	64	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					C. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1992		1993			1992		1993			1992		1993		
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 50	+ 53	+ 50	+ 51	+ 47	74,7	74,5	75,4	75,4	75,7	3,2	3,0	2,9	2,9	2,9
I. Biens de consommation	+ 52	+ 46	+ 49	+ 50	+ 49	74,3	76,6	77,3	77,6	76,9	2,0	2,2	2,1	2,1	2,1
II. Biens d'investissement	+ 40	+ 51	+ 47	+ 50	+ 52	77,9	74,7	75,6	75,4	74,7	5,0	4,5	4,3	4,2	4,3
III. Biens intermédiaires	+ 57	+ 61	+ 58	+ 56	+ 48	71,4	71,9	72,8	72,9	74,6	1,9	1,8	1,8	1,8	1,9
Industrie textile	+ 52	+ 53	+ 49	+ 45	+ 32	70,0	69,8	71,1	73,4	75,9	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
dont : Laine	+ 73	+ 78	+ 91	+ 76	+ 62	68,2	63,2	60,8	62,1	64,8	1,4	1,1	1,0	1,2	1,2
Coton	+ 46	+ 43	+ 50	+ 43	+ 23	67,2	68,0	71,0	73,1	83,0	2,2	2,3	2,4	2,8	2,7
Bonneterie	+ 49	+ 39	+ 30	+ 40	+ 38	69,7	67,1	71,8	71,7	69,2	1,8	2,0	1,6	1,5	1,6
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 69	+ 58	+ 56	+ 58	+ 59	71,9	70,2	72,1	72,8	70,4	1,7	1,8	1,8	2,0	2,0
dont : Chaussures	+ 40	+ 29	+ 33	+ 26	+ 27	73,7	75,3	76,6	82,3	80,9	1,9	2,3	2,0	3,1	2,9
Habillement	+ 74	+ 65	+ 62	+ 65	+ 65	71,5	69,0	71,1	70,7	68,1	1,7	1,7	1,7	1,8	1,8
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 50	+ 47	+ 52	+ 50	+ 54	78,4	76,3	77,0	78,7	80,7	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4
dont : Bois	+ 58	+ 47	+ 53	+ 38	+ 55	74,9	74,5	76,8	78,6	83,3	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6
Meubles en bois	+ 44	+ 46	+ 51	+ 59	+ 52	80,9	77,7	77,2	78,7	78,9	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3
Papiers et cartons	+ 62	+ 79	+ 60	+ 80	+ 58	78,7	74,9	78,5	78,6	78,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
dont : Production de papier et carton	+ 76	+ 95	+ 69	+ 98	+ 42	81,9	78,1	83,2	84,3	84,3	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Transformation de papier et carton	+ 50	+ 66	+ 54	+ 67	+ 71	76,3	72,5	74,9	74,3	74,7	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
Industrie du cuir	+ 9	+ 64	+ 85	+ 85	+ 96	79,4	73,3	64,5	67,7	74,1	2,5	1,7	1,7	1,8	1,7
Transformation de matières plastiques	+ 46	+ 57	+ 20	- 23	- 24	79,3	75,2	78,0	77,4	77,8	2,3	2,4	2,6	2,3	2,4
Production et première transformation des métaux	+ 64	+ 70	+ 71	+ 74	+ 65	67,8	70,9	70,2	69,5	70,5	2,0	1,7	1,7	1,8	1,9
dont : Métaux ferreux	+ 61	+ 70	+ 70	+ 72	+ 67	65,8	69,5	68,7	68,3	69,6	2,0	1,6	1,7	1,8	1,9
Métaux non ferreux	+ 75	+ 72	+ 75	+ 83	+ 61	75,9	77,2	77,1	75,8	75,2	1,9	2,1	2,0	1,9	1,9
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 28	+ 20	+ 20	+ 31	+ 43	84,2	83,8	83,9	83,5	81,6	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 31	+ 24	+ 24	+ 38	+ 48	83,5	82,8	82,6	82,6	80,3	2,0	2,0	2,0	1,9	2,0
Industrie chimique	+ 42	+ 30	+ 30	+ 35	+ 26	73,9	76,5	76,2	74,4	76,7	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 38	+ 85	+100	+ 54	+ 44	87,4	90,3	90,0	89,9	91,0	1,9	1,8	1,8	1,9	2,0
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 58	+ 71	+ 65	+ 65	+ 66	71,0	68,8	70,0	71,3	70,9	4,1	3,5	3,5	3,2	3,2
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 50	+ 62	+ 64	+ 63	+ 53	71,7	67,8	69,4	70,5	72,3	3,8	3,5	3,5	3,6	3,6
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 96	+ 96	+ 99	+ 99	+ 98	51,3	50,7	56,2	55,3	61,3	6,6	6,7	6,7	6,7	6,7
Machines-outils	+ 30	+ 80	+ 78	+ 88	+ 33	82,3	74,3	73,1	73,6	84,4	3,3	3,2	3,4	3,4	3,8
Machines textiles	+ 97	+ 83	+ 98	+100	+ 97	80,6	67,8	75,7	77,7	78,9	3,5	3,7	3,7	4,6	4,7
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 30	+ 52	+ 47	+ 64	+ 40	75,2	73,4	74,5	72,5	69,9	5,1	4,1	3,9	3,4	3,4
Construction électrique et électronique	+ 44	+ 64	+ 69	+ 68	+ 75	78,4	73,8	76,7	75,8	71,8	4,4	4,4	4,2	3,9	3,9
dont : Construction électrique d'équipement	+ 34	+ 55	+ 61	+ 59	+ 69	82,2	77,0	78,1	78,5	72,9	5,6	5,5	5,3	4,9	5,0
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 74	+ 91	+ 92	+ 94	+ 98	68,7	65,1	72,7	70,6	70,0	1,6	1,6	1,7	1,5	1,3
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 30	0	+ 29	+ 28	+ 28	80,1	90,7	90,9	92,2	92,2	3,9	4,1	4,0	3,9	4,0
Construction d'autre matériel de transport	+ 68	+ 65	+ 25	+ 22	+ 28	71,4	74,9	76,2	68,7	72,0	14,6	11,6	10,2	10,8	11,6
dont : Construction navale	+ 89	+ 92	+ 12	+ 10	+ 8	68,0	77,0	75,3	72,8	76,2	7,0	3,7	4,0	3,3	3,2
Construction de cycles et motocycles	+100	+ 64	+100	+ 64	+100	46,5	65,7	51,5	43,4	52,1	1,0	2,1	1,7	1,6	1,8

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1992		1993			1992		1993			1992		1993		
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 33	- 31	- 30	- 17	- 7	- 26	- 25	- 20	- 23	- 18	- 11	- 7	- 3	- 3	- 1
I. Biens de consommation	- 33	- 34	- 26	- 12	+ 5	- 31	- 33	- 25	- 28	- 28	+ 9	- 3	- 2	- 6	- 2
II. Biens d'investissement	- 33	- 29	- 26	- 22	- 20	- 29	- 31	- 28	- 25	- 21	+ 2	- 13	- 11	- 8	- 2
III. Biens intermédiaires	- 38	- 37	- 37	- 20	- 11	- 23	- 16	- 11	- 24	- 11	- 32	+ 4	+ 14	+ 12	+ 3
Industrie textile	- 36	- 29	- 10	- 13	- 5	- 24	- 25	- 6	- 5	- 1	- 17	- 17	- 6	+ 3	+ 1
dont : Laine	- 75	- 55	- 29	- 41	- 11	- 50	- 55	- 40	- 12	+ 15	- 27	- 55	- 45	- 23	- 28
Coton	- 35	- 23	+ 4	- 2	+ 1	- 27	- 22	+ 7	+ 4	+ 4	- 31	- 20	- 3	+ 23	+ 25
Bonneterie	- 46	- 42	- 34	- 43	- 45	- 32	- 16	- 21	- 41	- 50	- 1	- 6	- 9	- 8	- 9
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 35	- 41	- 23	- 27	- 19	- 39	- 35	- 40	- 28	- 25	+ 8	- 4	+ 3	- 1	- 4
dont : Chaussures	- 9	- 19	- 21	- 21	- 34	- 10	- 25	- 22	- 3	+ 8	- 5	+ 2	- 2	- 12	- 25
Habillement	- 40	- 45	- 24	- 28	- 15	- 46	- 38	- 45	- 34	- 33	+ 11	- 6	+ 4	+ 1	+ 1
Industrie du bois et du meuble en bois	- 40	- 48	- 27	- 28	- 23	- 31	- 32	- 16	- 22	- 28	+ 3	+ 1	+ 11	+ 16	+ 14
dont : Bois	- 52	- 60	- 39	- 30	- 25	- 38	- 40	- 22	- 21	- 27	- 24	- 1	+ 21	+ 12	+ 5
Meubles en bois	- 31	- 40	- 19	- 27	- 21	- 26	- 27	- 12	- 23	- 28	+ 23	+ 2	+ 5	+ 20	+ 20
Papiers et cartons	- 56	- 24	- 32	- 16	- 1	- 44	- 26	- 35	- 34	- 26	- 55	- 36	- 43	- 19	- 7
dont : Production de papier et carton	- 68	- 21	- 26	- 2	+ 13	- 52	- 24	- 32	- 31	- 15	- 65	- 42	- 53	+ 6	+ 21
Transformation de papier et carton	- 46	- 27	- 37	- 27	- 12	- 38	- 27	- 37	- 36	- 33	- 48	- 32	- 35	- 37	- 29
Industrie du cuir	- 24	- 81	- 25	- 47	- 70	- 9	- 61	- 33	- 13	- 19	- 14	- 38	- 10	- 1	+ 4
Transformation de matières plastiques	- 50	- 16	- 38	- 40	- 18	- 24	- 19	- 11	- 11	+ 1	- 4	- 12	+ 5	- 1	- 6
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 50	- 55	- 58	- 23	- 14	- 17	- 9	- 8	- 41	- 12	- 49	+ 43	+ 53	+ 34	+ 12
dont : Métaux ferreux	- 48	- 59	- 64	- 24	- 8	- 18	- 7	- 8	- 48	- 14	- 52	+ 58	+ 57	+ 45	+ 25
Métaux non ferreux	- 59	- 35	- 24	- 20	- 44	- 14	- 19	- 5	- 10	- 5	- 41	- 25	+ 35	- 20	- 53
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 21	- 20	- 21	- 21	- 17	- 38	- 37	- 30	- 24	- 21	+ 18	- 7	- 7	+ 5	+ 20
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 29	- 25	- 24	- 25	- 24	- 39	- 36	- 30	- 25	- 19	+ 20	- 3	- 6	+ 3	+ 19
Industrie chimique	+ 2	- 9	- 18	- 4	+ 3	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 14	- 20	- 21	- 9	- 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 23	- 2	- 16	- 11	0	- 15	- 2	- 15	+ 8	0	- 15	- 49	0	+ 9	- 5
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 57	- 38	- 37	- 33	- 24	- 50	- 31	- 28	- 35	- 29	- 27	- 24	- 27	- 21	- 15
Construction de machines et de matériel mécanique	- 46	- 50	- 31	- 17	- 16	- 37	- 41	- 33	- 28	- 22	- 6	- 15	- 16	- 5	0
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 97	- 66	- 34	- 2	- 2	- 50	- 91	- 45	- 18	- 4	- 45	- 6	- 8	+ 7	- 5
Machines-outils	- 30	- 63	- 30	- 9	- 13	- 8	- 57	- 54	- 46	- 17	+ 14	- 7	- 13	- 10	- 11
Machines textiles	- 75	- 81	- 34	- 58	- 59	- 39	- 31	- 43	- 67	- 68	+ 1	0	- 14	+ 1	+ 1
Moteurs, compresseurs, pompes	- 31	- 52	- 30	- 6	0	- 34	- 35	- 28	- 11	- 12	+ 11	- 16	- 16	- 2	+ 17
Construction électrique et électronique	- 30	- 26	- 35	- 13	- 14	- 36	- 33	- 45	- 46	- 47	+ 7	- 15	- 3	- 41	- 42
dont : Construction électrique d'équipement	- 17	- 10	- 27	- 29	- 34	- 13	- 16	- 38	- 31	- 29	+ 5	- 15	+ 8	- 27	- 32
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 65	- 68	- 57	+ 28	+ 38	- 94	- 77	- 65	- 87	- 94	0	- 15	- 29	- 85	- 81
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 35	- 20	- 25	+ 2	+ 57	- 25	- 40	- 20	- 25	- 25	+ 30	+ 5	+ 5	- 4	+ 14
Construction d'autre matériel de transport	- 12	- 14	- 11	- 9	- 10	+ 15	- 20	+ 2	+ 8	+ 6	+ 26	- 1	- 10	+ 10	+ 22
dont : Construction navale	- 35	- 15	- 5	- 17	- 44	+ 35	- 9	+ 20	+ 22	+ 12	+ 40	- 4	- 2	+ 31	+ 36
Construction de cycles et motocycles	- 100	- 35	- 90	- 83	- 50	+ 2	- 30	- 49	- 21	0	+ 30	+ 10	- 11	+ 3	+ 20

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Décembre ..	- 8,0	- 8	-11,0	-17	- 9,0	- 9	-27,8	-33	-29,4	-36	+10,5	+11	-10,0	-13	- 2,6	- 3	-13,0	-16,3	- 2,9	- 8	+ 5,4	+ 2
1992 Janvier	- 7,4	- 3	-12,0	+ 7	- 8,5	- 4	-26,6	-27	-29,0	-29	+10,1	+ 6	-10,4	- 9	- 2,6	- 2	-12,6	- 9,1	- 3,0	- 3	+ 5,6	+ 6
Février	- 6,8	+ 3	-12,8	-11	- 9,3	- 3	-25,9	-24	-28,6	-25	+10,3	+10	-10,5	-12	- 4,3	- 2	-12,7	-10,5	- 2,9	- 3	+ 6,1	+ 8
Mars	- 6,8	- 8	-13,0	-13	-10,6	- 9	-25,6	-24	-28,4	-25	+10,8	+ 7	-10,6	-10	- 7,4	- 4	-13,6	-12,5	- 2,6	+ 1	+ 6,8	+ 8
Avril	- 7,0	-13	-13,6	-34	-11,9	-13	-25,9	-29	-28,3	-34	+11,5	+20	-11,0	- 8	-10,5	-16	-14,9	-20,9	- 2,5	+ 3	+ 6,9	+ 4
Mai	- 8,1	+ 1	-14,6	-13	-13,1	-14	-26,5	-23	-28,4	-28	+12,5	+12	-11,8	-12	-13,4	-15	-16,1	-14,5	- 2,6	- 4	+ 6,6	+ 5
Juin	- 9,4	- 8	-15,6	-11	-14,5	-23	-27,5	-28	-28,6	-29	+13,5	+12	-12,8	-14	-15,0	-14	-17,2	-17,4	- 3,0	- 2	+ 5,4	+ 8
Juillet	-10,4	-10	-17,0	-18	-15,9	-19	-28,8	-28	-29,4	-24	+14,8	+14	-14,0	-11	-15,6	-16	-17,8	-17,5	- 4,3	- 3	+ 2,1	+ 8
Août	-11,6	-11	-18,0	-19	-17,4	- 8	-31,4	-27	-31,6	-29	+16,1	+18	-15,4	-16	-16,8	-15	-19,0	-17,9	- 6,3	- 4	- 1,8	- 1
Septembre ..	-13,1	-13	-18,8	-16	-19,3	- 3	-35,5	-34	-34,9	-33	+17,8	+16	-16,4	-19	-18,3	-21	-21,1	-19,4	- 8,4	-10	- 5,3	-11
Octobre ...	-14,9	-21	-19,6	-20	-20,6	-21	-40,4	-43	-38,4	-42	+19,5	+19	-16,9	-17	-19,3	-18	-23,4	-25,1	-10,9	-11	- 7,5	- 9
Novembre ..	-16,3	-15	-20,9	-20	-21,4	-28	-44,9	-46	-41,6	-42	+20,8	+22	-17,0	-18	-20,0	-23	-25,5	-26,8	-12,9	-15	- 7,5	-10
Décembre ..	-17,0	-17	-22,8	-33	-21,9	-26	-48,0	-53	-43,8	-49	+20,6	+25	-17,0	-17	-20,1	-25	-26,6	-30,6	-14,0	-15	- 6,5	- 5
1993 Janvier	-16,3	-21	-24,8	-21	-21,6	-22	-49,6	-49	-44,8	-44	+18,9	+27	-17,3	-14	-19,4	-18	-26,8	-27,0	-14,8	-13	- 5,5	- 4
Février	-14,1	-18	-26,6	-31	-20,8	-18	-49,8	-54	-45,0	-49	+16,6	+13	-18,0	-16	-19,4	-11	-26,5	-26,3	-15,0	-19	- 5,0	- 5
Mars	-11,9	0	-27,8	-26	-19,8	- 9	-49,3	-47	-45,0	-44	+14,5	+12	-19,0	-19	-19,8	-22	-26,2	-22,4	-14,5	-21	- 4,8	-10
Avril	- 9,6	- 4	-28,0	-28	-18,8	-32	-48,1	-54	-44,5	-48	+13,5	+14	-20,0	-24	-20,1	-16	-25,8	-27,5	-13,4	-15	- 4,3	- 5
Mai	- 8,5	- 9	-27,5	-30	-18,0	-19	-46,8	-47	-43,9	-42	+13,5	+11	-20,6	-23	-20,9	-21	-25,4	-25,3	-11,8	-11	- 3,8	0
Juin	- 8,4	-10	-26,5	-24	-17,6	-17	-46,0	-46	-43,6	-42	+13,5	+16	-20,3	-21	-21,1	-23	-25,0	-24,9	- 9,8	- 7	- 3,3	- 2
Juillet	- 8,3	- 8	-25,3	-31	-17,1	-18	-45,1	-45	-43,4	-44	+13,4	+16	-19,3	-17	-20,4	-24	-24,4	-25,4	- 8,3	- 7	- 3,0	- 3
Août	- 8,3	- 8	-23,5	-24	-16,1	-15	-43,3	-45	-42,6	-46	+12,8	+13	-18,1	-20	-18,9	-20	-23,2	-23,9	- 7,1	-10	- 2,8	- 4
Septembre ..	.	-14	.	-20	.	- 5	.	-42	.	-43	.	+13	.	-16	.	-17	.	-21,3	.	- 4	.	- 3
Octobre ...	.	- 8	.	-22	.	-17	.	-36	.	-38	.	+10	.	-17	.	-11	.	-19,9	.	- 7	.	+ 7
Novembre ..	.	- 8	.	-19	.	-13	.	-36	.	-39	.	+ 9	.	-14	.	-14	.	-19,0	.	- 3	.	+ 2
Décembre ..	.	- 4	.	-14	.	+ 9	.	-34	.	-32	.	+ 3	.	-10	.	- 4	.	-11,5	.	- 5	.	- 1

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1991	Décembre ..	- 1,6	+ 1	-17,4	-23	-10,4	0	-37,8	-39	-38,0	-42	+ 3,4	+11	-12,6	-11	-26,0	-28	-18,6	-19,1	-10,3	-13	- 0,5	- 2
1992	Janvier	- 1,3	- 2	-16,9	+ 2	- 6,0	+ 4	-37,3	-35	-37,0	-35	+ 3,9	+ 9	-13,9	-15	-24,4	-20	-17,5	-13,8	- 9,0	+ 1	- 0,8	+ 4
	Février	- 1,1	+ 6	-17,5	- 1	- 3,1	-10	-37,0	-38	-36,3	-37	+ 4,0	+ 3	-15,1	-17	-24,1	-20	-17,0	-15,0	- 9,4	- 8	- 2,6	+ 1
	Mars	- 1,1	- 3	-18,1	-29	- 2,3	- 3	-37,6	-36	-37,0	-34	+ 4,0	+ 5	-15,9	-16	-25,6	-26	-17,3	-19,0	-11,1	-21	- 6,5	- 4
	Avril	- 2,0	+ 5	-18,0	-18	- 4,8	+ 2	-39,1	-32	-39,4	-26	+ 4,0	-13	-16,5	-16	-28,9	-23	-19,0	-11,9	-12,4	- 9	-10,9	-12
	Mai	- 3,3	- 6	-18,1	-23	-10,3	-43	-41,5	-43	-42,1	-45	+ 4,5	+ 3	-17,5	-15	-33,6	-40	-22,0	-27,3	-13,5	-15	-15,4	-17
	Juin	- 4,8	- 1	-18,4	-15	-15,8	- 1	-44,4	-48	-44,9	-46	+ 5,6	+ 5	-18,9	-20	-38,6	-35	-24,8	-21,4	-14,6	-18	-19,4	-25
	Juillet	- 7,4	- 5	-18,9	-17	-21,3	-27	-47,0	-43	-47,4	-46	+ 7,1	+ 7	-21,3	-23	-42,6	-44	-27,6	-26,5	-15,8	- 7	-23,1	-19
	Août	-10,4	- 9	-19,6	-21	-24,6	-20	-49,8	-49	-49,6	-55	+ 8,9	+ 8	-23,8	-20	-45,3	-48	-30,0	-28,8	-19,1	-12	-27,1	-23
	Septembre ..	-13,4	-20	-20,6	-19	-25,4	-33	-52,6	-53	-51,8	-54	+10,4	+14	-26,0	-28	-46,4	-52	-31,8	-34,1	-24,0	-21	-30,4	-36
	Octobre ...	-15,9	-19	-22,4	-40	-26,6	-23	-55,3	-55	-53,6	-48	+11,4	+12	-28,1	-28	-46,3	-45	-33,2	-33,8	-28,1	-36	-32,6	-34
	Novembre ..	-16,8	-16	-23,9	-28	-28,0	-30	-57,3	-59	-54,6	-55	+11,1	+14	-29,3	-31	-45,4	-49	-33,8	-35,3	-31,4	-34	-31,6	-37
	Décembre ..	-16,8	-16	-24,5	+12	-29,5	+ 1	-58,8	-61	-54,8	-57	+ 9,9	+11	-29,4	-30	-43,5	-43	-33,4	-25,6	-31,0	-33	-27,3	-32
1993	Janvier	-16,4	-22	-24,8	-24	-31,0	-35	-59,3	-61	-54,9	-54	+ 8,6	+ 7	-28,8	-31	-41,4	-38	-33,0	-34,0	-27,1	-32	-21,9	-11
	Février	-14,6	- 3	-24,1	-30	-31,6	-35	-58,8	-56	-55,0	-55	+ 7,5	+ 4	-27,8	-25	-41,4	-35	-32,5	-30,4	-22,3	-19	-14,9	-19
	Mars	-12,9	-19	-23,4	-23	-30,3	-31	-58,3	-57	-54,9	-55	+ 7,1	+ 7	-26,8	-26	-43,1	-50	-31,9	-33,5	-16,9	-16	- 8,0	-14
	Avril	-11,1	-16	-23,3	-23	-26,8	-19	-57,3	-62	-54,4	-57	+ 7,4	+ 4	-26,1	-27	-45,5	-38	-31,6	-30,8	-13,0	0	- 2,5	+ 1
	Mai	- 8,0	- 5	-22,6	-35	-21,6	-34	-56,1	-55	-53,6	-52	+ 7,6	+ 9	-25,6	-26	-48,5	-54	-30,9	-33,8	-10,9	- 9	+ 2,6	+ 3
	Juin	- 5,9	+ 1	-21,4	-18	-15,8	- 9	-55,1	-57	-52,4	-54	+ 7,9	+ 9	-24,9	-27	-49,3	-50	-29,8	-27,9	- 9,6	-11	+ 5,9	+ 9
	Juillet	- 4,3	-13	-20,1	-29	-10,9	-15	-53,8	-54	-50,8	-52	+ 8,0	+ 8	-24,1	-22	-47,5	-56	-28,6	-31,1	- 8,4	-17	+ 7,4	+ 8
	Août	- 2,6	- 1	-18,1	-19	- 5,3	- 2	-52,4	-51	-49,3	-48	+ 8,0	+ 8	-23,4	-23	-44,1	-42	-26,6	-24,3	- 6,9	- 8	+ 8,1	+ 9
	Septembre ..	.	- 2	.	-12	.	+19	.	-52	.	-43	.	+ 8	.	-23	.	-44	.	-20,6	.	- 4	.	+ 8
	Octobre ...	.	- 3	.	-18	.	-34	.	-49	.	-46	.	+10	.	-39	.	-31	.	-28,8	.	0	.	+ 7
	Novembre ..	.	-24	.	- 3	.	+13	.	-50	.	-48	.	+ 3	.	-35	.	-27	.	-22,1	.	+ 5	.	+13
	Décembre ..	.	+33	.	+ 9	.	+15	.	-43	.	-43	.	- 4	.	-20	.	-22	.	- 8,4	.	- 5	.	+ 9

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1992	1993				1992	1993			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 52	- 47	- 42	- 39	- 36	+ 24	+ 16	+ 14	+ 6	+ 3
I. Biens de consommation	- 53	- 52	- 45	- 41	- 42	+ 23	+ 25	+ 16	+ 14	+ 10
II. Biens d'investissement	- 63	- 64	- 49	- 49	- 52	+ 22	+ 12	+ 14	+ 3	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 47	- 32	- 38	- 33	- 23	+ 23	+ 12	+ 10	+ 4	- 1
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 39	- 49	- 39	- 26	- 20	+ 26	+ 25	+ 16	0	- 1
Industrie de la transformation du bois	- 48	- 55	- 36	- 38	- 44	+ 23	+ 35	+ 24	+ 23	+ 15
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 53	- 38	- 35	- 26	- 17	+ 27	+ 12	+ 5	- 5	- 9
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 41	- 12	- 19	- 21	- 12	+ 18	+ 7	+ 5	+ 6	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 23	- 40	- 34	- 40	- 33	+ 6	- 12	- 10	- 5	- 8
Industrie des fabrications métalliques	- 70	- 65	- 60	- 55	- 56	+ 29	+ 16	+ 20	+ 8	+ 7
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 66	- 56	- 52	- 50	- 48	+ 8	+ 8	+ 6	+ 2	- 5
I. Biens de consommation	- 48	- 55	- 50	- 30	- 32	+ 6	+ 23	+ 22	+ 19	+ 6
II. Biens d'investissement	- 51	- 34	- 31	- 35	- 39	+ 14	+ 9	+ 12	+ 8	+ 6
III. Biens intermédiaires	- 74	- 68	- 64	- 59	- 48	+ 5	+ 4	0	- 2	- 12
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 92	- 89	- 61	- 84	- 90	+ 31	+ 24	+ 19	+ 33	+ 35
Industrie de la transformation du bois	- 86	- 74	- 54	- 50	- 44	- 25	- 3	- 21	- 2	- 2
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 7	- 35	- 49	- 14	+ 17	+ 22	+ 45	+ 31	+ 30	+ 25
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 42	- 36	- 31	- 25	- 2	+ 4	+ 2	+ 1	- 10	- 26
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 43	- 34	- 23	- 26	+ 16	+ 19	+ 27	+ 22	+ 27
Industrie des fabrications métalliques	- 62	- 44	- 44	- 45	- 47	+ 5	+ 10	+ 7	+ 3	- 2

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1992		1993			1992		1993			1992		1993		
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 48	+ 49	+ 48	+ 47	+ 45	75,5	76,6	77,2	77,5	76,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7
I. Biens de consommation	+ 39	+ 28	+ 37	+ 41	+ 38	74,4	80,0	80,3	80,8	80,8	1,5	1,7	1,6	1,6	1,6
II. Biens d'investissement	+ 59	+ 68	+ 56	+ 58	+ 58	75,3	73,4	74,2	73,9	71,9	4,8	4,4	4,3	4,2	4,4
III. Biens intermédiaires	+ 44	+ 41	+ 42	+ 37	+ 32	76,1	76,2	77,1	77,0	77,1	1,9	2,0	1,9	2,0	2,0
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 52	+ 53	+ 49	+ 45	+ 32	73,4	73,7	74,6	75,8	77,3	1,9	2,0	2,0	2,1	2,1
Industrie de la transformation du bois	+ 45	+ 46	+ 53	+ 57	+ 57	79,5	77,1	77,8	78,9	78,7	1,5	1,4	1,5	1,4	1,4
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 62	+ 62	+ 51	+ 63	+ 66	76,1	72,3	74,4	75,8	73,8	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 32	+ 35	+ 41	+ 58	+ 51	79,6	81,4	81,7	80,6	72,6	2,4	2,6	2,6	2,4	2,4
Industrie des fabrications métalliques	+ 52	+ 50	+ 51	+ 50	+ 51	73,2	76,3	77,2	77,4	76,5	3,6	3,4	3,3	3,2	3,4
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 59	+ 63	+ 63	+ 61	+ 65	67,7	68,2	67,7	70,0	71,9	3,0	2,7	2,7	2,7	2,7
I. Biens de consommation	+ 63	+ 51	+ 68	+ 37	+ 78	68,3	65,7	65,3	71,6	72,9	1,4	1,6	1,9	1,9	1,7
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 44	+ 48	+ 47	+ 58	76,3	74,7	74,0	75,7	77,1	4,7	4,3	4,4	4,1	4,0
III. Biens intermédiaires	+ 71	+ 73	+ 61	+ 71	+ 59	63,2	64,4	67,4	66,9	69,9	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 72	+100	+100	+ 80	+ 76	63,9	53,9	48,2	61,7	63,0	1,0	0,8	1,0	1,1	1,0
Industrie de la transformation du bois	+ 77	+ 80	+ 74	+ 72	+ 73	55,4	36,9	36,8	60,2	77,5	0,8	1,3	1,7	1,6	1,4
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 32	+ 67	+ 58	+ 78	- 8	81,3	81,0	84,3	80,7	89,2	0,9	1,6	1,2	1,6	1,5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 24	+ 12	+ 28	- 2	+ 51	82,2	80,9	82,6	82,2	78,8	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7
Industrie des fabrications métalliques	+ 51	+ 61	+ 60	+ 61	+ 65	72,1	71,4	70,8	74,1	75,3	4,9	4,5	4,5	4,4	4,2

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1992		1993			1992		1993			1992		1993		
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 25	- 20	- 19	- 12	- 3	- 19	- 21	- 16	- 16	- 11	+ 3	- 5	- 3	+ 4	+ 5
I. Biens de consommation	- 15	- 15	- 12	- 4	+ 17	- 10	- 32	- 18	- 14	- 9	+ 19	+ 1	+ 1	+ 4	+ 10
II. Biens d'investissement	- 34	- 24	- 20	- 14	- 15	- 30	- 20	- 20	- 23	- 15	+ 12	- 4	- 6	+ 7	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 25	- 22	- 24	- 16	- 7	- 18	- 15	- 13	- 12	- 10	- 18	- 11	- 3	+ 2	+ 2
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 24	- 26	- 10	- 10	+ 1	- 28	- 24	- 13	- 9	- 6	- 3	- 11	0	+ 7	+ 8
Industrie de la transformation du bois	- 39	- 47	- 28	- 32	- 27	- 28	- 31	- 16	- 25	- 32	+ 12	+ 3	+ 8	+ 16	+ 16
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 52	- 35	- 41	- 37	- 23	- 34	- 19	- 40	- 49	- 44	- 53	- 25	- 32	- 16	- 10
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 5	- 7	- 18	- 9	- 3	- 5	- 4	- 3	- 3	0	- 5	- 21	- 18	- 8	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 43	- 40	- 34	- 31	- 17	- 33	- 19	- 31	- 32	- 4	+ 10	- 7	- 10	- 3	+ 1
Industrie des fabrications métalliques	- 27	- 16	- 17	- 6	+ 8	- 20	- 28	- 24	- 19	- 13	+ 12	- 2	- 2	+ 5	+ 7
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 44	- 46	- 47	- 31	- 22	- 31	- 24	- 22	- 37	- 23	- 29	+ 4	+ 1	+ 7	+ 7
I. Biens de consommation	- 46	- 51	- 42	- 19	0	- 42	- 34	- 23	- 13	- 14	+ 18	+ 2	- 17	+ 5	+ 27
II. Biens d'investissement	- 44	- 35	- 32	- 31	- 33	- 38	- 38	- 33	- 36	- 31	- 14	- 17	- 20	- 12	0
III. Biens intermédiaires	- 34	- 45	- 53	- 27	- 11	- 22	- 12	- 11	- 38	- 16	- 47	+ 14	+ 11	+ 17	+ 6
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 71	- 64	- 36	- 51	- 60	- 12	- 34	- 23	- 27	- 25	- 16	- 29	- 29	- 15	- 30
Industrie de la transformation du bois	- 55	- 62	- 24	+ 21	+ 32	- 63	- 39	- 20	- 8	- 11	+ 9	- 4	- 4	+ 5	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 29	+ 19	- 12	+ 42	+ 52	- 1	- 14	- 20	- 18	0	- 15	- 35	- 56	- 10	- 5
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 10	- 10	- 35	- 22	- 7	- 10	- 7	- 12	- 18	- 18	- 29	- 17	- 13	0	- 14
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 24	- 41	- 29	- 24	- 11	- 44	- 63	- 36	- 28	- 25	+ 20	- 8	- 30	- 2	+ 30
Industrie des fabrications métalliques	- 53	- 41	- 44	- 37	- 38	- 40	- 31	- 28	- 36	- 27	- 25	- 17	- 21	- 15	- 6

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation du carnet d'ordres		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	activité de construction		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée^{2}	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée^{2}	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée^{2}	Série brute dessaisonnalisée
1991 Décembre ...	- 3,4	- 3	- 4,8	- 7	+ 6,6	+ 7	+11,3	+11	- 2,9	- 4	+ 6,1	+10	- 1,4	- 4	+ 2,0	+ 1,4	+ 5,1	+ 3	+15,8	+16
1992 Janvier	- 5,1	- 5	- 6,6	- 4	+ 6,3	+ 9	+10,8	+11	- 5,8	- 1	+ 6,3	+ 7	- 2,1	- 1	+ 1,1	+ 2,3	+ 3,8	+ 6	+13,4	+14
Février	- 7,4	+ 2	- 9,0	- 8	+ 5,0	+ 6	+ 9,8	+14	- 9,4	- 7	+ 6,1	+ 5	- 2,9	0	- 0,9	+ 1,7	+ 2,3	+ 2	+10,9	+ 9
Mars	- 9,4	-12	-11,6	-11	+ 3,0	+ 3	+ 8,3	+ 9	-13,3	-15	+ 5,4	+ 6	- 4,3	- 4	- 3,4	- 3,4	+ 1,1	0	+ 8,0	+ 5
Avril	-11,3	-25	-13,8	-16	+ 0,4	+ 1	+ 6,8	- 1	-16,9	-20	+ 3,6	+ 7	- 6,1	- 4	- 5,9	- 8,3	0	+ 1	+ 5,3	+10
Mai	-12,4	-13	-15,6	-27	- 2,0	- 3	+ 5,8	+ 5	-19,0	-21	+ 1,5	- 2	- 8,3	-14	- 8,0	-10,7	- 1,4	- 4	+ 2,8	- 1
Juin	-12,0	- 8	-16,8	-23	- 4,0	- 7	+ 5,8	+ 5	-19,5	-19	- 0,5	+ 1	-10,6	-11	- 8,9	- 8,9	- 3,3	- 4	+ 0,6	+ 2
Juillet	-10,9	- 7	-16,9	-12	- 5,3	- 5	+ 6,3	+ 9	-19,1	-21	- 2,3	- 2	-12,3	- 9	- 9,0	- 6,7	- 5,8	0	- 0,8	0
Août	- 9,3	-15	-16,6	-15	- 5,5	- 5	+ 6,8	+ 9	-18,3	-19	- 3,5	- 5	-13,0	-19	- 8,9	- 9,9	- 7,8	-11	- 1,6	- 2
Septembre ...	- 6,8	-16	-15,9	-18	- 5,8	-12	+ 6,9	+ 7	-17,4	-17	- 4,6	-10	-13,0	-24	- 8,6	-12,9	- 9,3	-10	- 2,8	- 2
Octobre	- 4,4	- 5	-14,6	-20	- 6,0	- 8	+ 6,6	+ 7	-16,6	-16	- 5,8	- 3	-12,6	-13	- 8,1	- 8,3	-10,1	-10	- 4,8	- 3
Novembre ...	- 2,8	- 1	-13,8	-11	- 6,3	+ 5	+ 6,4	+ 6	-16,1	-16	- 7,0	- 6	-12,3	- 6	- 7,9	- 4,1	-10,6	- 9	- 7,5	- 7
Décembre ...	- 2,0	+ 1	-14,1	- 1	- 6,9	+ 4	+ 6,0	+ 5	-16,6	-16	-10,1	- 7	-11,9	-12	- 8,3	- 3,7	-11,6	-11	-10,4	-12
1993 Janvier	- 2,6	0	-15,9	-13	- 7,4	- 7	+ 5,5	+ 6	-18,0	-16	-14,8	-11	-11,6	-12	- 9,4	- 7,6	-12,9	-13	-12,6	-15
Février	- 4,1	- 5	-18,1	-20	- 8,0	-11	+ 4,8	+ 7	-19,8	-21	-19,3	-25	-11,3	-10	-10,6	-12,1	-14,0	-16	-13,4	-14
Mars	- 5,9	-10	-20,4	-22	- 8,6	-11	+ 3,8	+ 2	-21,9	-22	-23,3	-31	-10,6	-11	-11,9	-15,0	-14,3	-15	-12,9	-14
Avril	- 7,1	- 6	-21,8	-24	- 8,8	- 8	+ 3,0	0	-23,5	-24	-25,0	-30	- 9,8	-13	-12,6	-15,0	-13,5	-19	-12,0	-11
Mai	- 7,8	- 8	-22,0	-22	- 9,1	- 5	+ 2,6	+ 4	-24,5	-25	-24,3	-25	- 8,6	- 8	-12,7	-12,7	-12,5	-11	-11,0	- 7
Juin	- 8,6	- 8	-21,8	-20	- 9,5	-11	+ 2,6	+ 1	-25,5	-26	-22,6	-19	- 7,5	- 6	-12,7	-12,7	-12,0	-10	-10,4	- 6
Juillet	-10,0	- 3	-21,3	-23	-10,1	- 4	+ 2,9	+11	-26,6	-25	-20,0	-11	- 6,6	- 8	-13,0	- 9,0	-12,5	- 8	-10,1	-11
Août	-12,0	-20	-20,6	-18	-11,4	-14	+ 2,9	+ 3	-27,9	-32	-16,4	-25	- 5,8	- 3	-13,7	-15,6	-13,5	-15	- 9,9	-10
Septembre ...	.	-14	.	-29	.	-13	.	+ 1	.	-28	.	-18	.	- 6	.	-15,3	.	-18	.	-20
Octobre .....	.	-13	.	-19	.	- 9	.	+ 4	.	-33	.	-10	.	- 5	.	-12,1	.	-15	.	- 9
Novembre ...	.	-32	.	-20	.	-17	.	+ 1	.	-30	.	- 7	.	- 4	.	-15,6	.	-12	.	- 9
Décembre ...	.	-18	.	-10	.	-11	.	+ 2	.	-30	.	- 6	.	+ 3	.	-10,0	.	-13	.	- 6

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

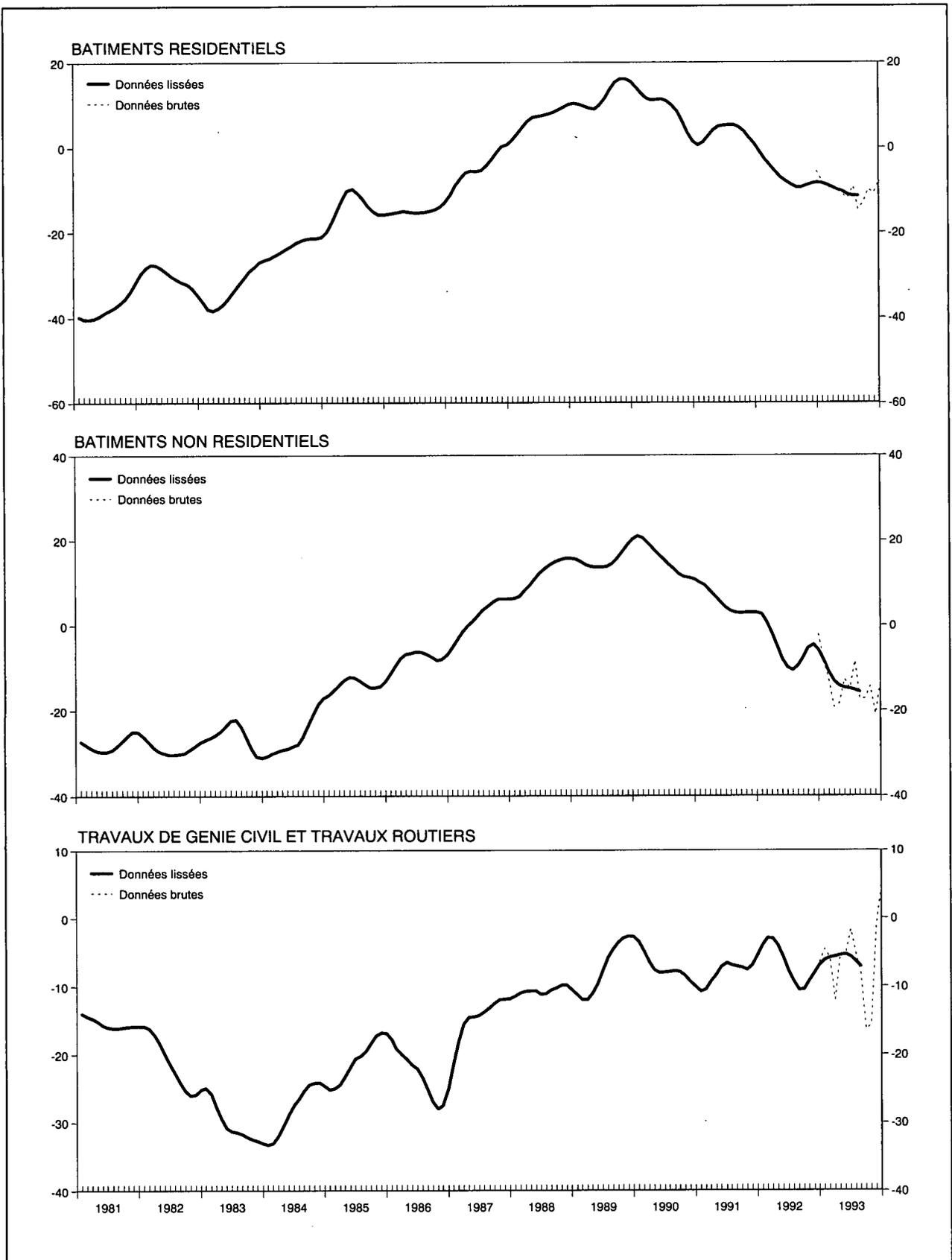
	Evolution								Appréciation du carnet d'ordres		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	activité de construction		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Décembre ...	+ 1,5	- 6	+ 5,5	+18	-14,1	-18	+ 0,8	0	-38,3	-39	- 1,9	- 3	+ 6,6	- 5	- 5,5	- 7,6	+ 0,4	0	+ 3,0	0
1992 Janvier	+ 4,5	+12	+ 5,6	+17	-12,9	-10	+ 1,3	+13	-37,1	-40	- 2,5	- 7	+ 7,1	+ 8	- 4,0	- 1,0	- 0,5	+ 1	+ 1,6	+ 1
Février	+ 6,9	+20	+ 4,1	+ 7	-11,6	-11	+ 1,8	+ 4	-36,0	-34	- 1,5	- 3	+ 8,1	+ 5	- 3,0	- 1,7	- 2,0	- 1	+ 1,0	+ 1
Mars	+ 6,6	+ 9	+ 1,9	- 4	-11,0	- 6	+ 1,5	+ 2	-35,5	-32	- 0,5	+ 1	+ 9,1	+17	- 3,1	- 1,9	- 3,4	- 5	+ 0,8	- 3
Avril	+ 3,9	0	- 0,4	0	-11,5	-15	+ 0,5	+ 2	-35,9	-35	0	+ 3	+ 9,5	+10	- 4,1	- 5,0	- 4,6	- 5	+ 0,3	+ 2
Mai	+ 0,6	- 4	- 2,3	- 6	-13,3	-11	- 1,0	- 6	-36,8	-38	- 0,8	+ 7	+ 9,1	+15	- 5,8	- 6,1	- 5,4	- 6	- 0,3	+ 1
Juin	- 2,5	+ 4	- 3,0	- 2	-15,8	- 1	- 2,5	- 2	-37,8	-39	- 2,5	- 7	+ 8,4	+ 8	- 7,8	- 5,6	- 5,6	- 9	- 0,8	- 1
Juillet	- 5,8	- 4	- 3,6	- 2	-18,3	-26	- 2,9	-14	-38,3	-37	- 4,3	- 3	+ 7,6	+ 7	- 9,3	-11,3	- 5,8	- 5	- 1,1	- 1
Août	- 8,8	-14	- 4,9	- 7	-19,1	-26	- 2,6	- 1	-38,4	-43	- 5,3	- 8	+ 6,9	+ 7	-10,6	-13,1	- 5,6	- 7	- 1,5	- 3
Septembre ...	-10,9	- 8	- 5,0	-12	-17,6	-21	- 1,9	- 9	-38,1	-39	- 5,3	- 5	+ 6,1	- 7	-10,5	-14,4	- 5,1	- 6	- 1,9	- 2
Octobre	-12,1	-14	- 4,3	- 2	-15,4	- 8	- 1,1	- 1	-37,4	-36	- 4,5	- 8	+ 5,5	- 5	- 9,3	-10,6	- 4,4	- 1	- 2,3	+ 2
Novembre ...	-11,6	-15	- 3,1	-10	-13,9	- 9	- 1,3	+ 8	-37,0	-36	- 3,8	- 3	+ 5,0	+21	- 8,1	- 6,3	- 4,0	- 5	- 2,6	- 3
Décembre ...	- 9,9	-11	- 1,1	0	-14,3	-12	- 1,8	+15	-36,8	-40	- 3,3	- 3	+ 4,8	+ 5	- 6,9	- 6,6	- 5,1	- 3	- 2,8	- 3
1993 Janvier	- 8,5	+17	+ 1,1	+ 2	-15,9	-20	- 2,3	- 3	-36,3	-34	- 3,4	+ 2	+ 4,9	+ 4	- 6,2	- 4,6	- 7,6	- 2	- 2,6	+ 3
Février	- 7,5	+ 1	+ 3,6	+ 7	-17,5	-18	- 1,8	- 3	-35,6	-40	- 4,1	- 1	+ 5,0	+12	- 5,9	- 6,0	-10,4	-16	- 2,5	- 3
Mars	- 7,0	- 7	+ 6,5	- 2	-18,0	-27	+ 0,4	- 6	-34,5	-37	- 4,9	-11	+ 4,8	+ 5	- 5,7	-12,1	-12,6	-14	- 2,6	0
Avril	- 7,0	- 7	+ 9,3	+11	-17,5	-16	+ 3,1	+ 5	-32,5	-33	- 5,4	- 6	+ 4,3	+ 8	- 5,5	- 5,4	-12,8	-14	- 2,9	- 4
Mai	- 7,9	- 7	+11,1	+16	-17,3	-19	+ 5,9	+11	-30,4	-31	- 5,3	-10	+ 3,6	+ 2	- 5,4	- 5,4	-11,3	-12	- 3,4	- 1
Juin	- 9,9	- 6	+11,9	+20	-18,0	-16	+ 6,5	+18	-28,8	-27	- 4,8	- 4	+ 3,0	+ 3	- 5,7	- 1,7	- 9,8	- 8	- 4,1	- 4
Juillet	-12,5	-14	+12,0	+12	-19,8	-13	+ 4,6	+ 8	-28,3	-23	- 4,1	- 3	+ 2,8	- 5	- 6,4	- 5,4	- 8,5	- 8	- 4,8	- 6
Août	-15,5	-16	+12,0	+12	-21,8	-24	+ 2,4	- 1	-29,3	-27	- 3,5	- 4	+ 2,9	+ 3	- 7,1	- 8,1	- 8,6	- 7	- 5,3	- 3
Septembre ...	.	-21	.	+10	.	-32	.	-12	.	-38	.	-17	.	- 5	.	-16,4	.	- 7	.	- 7
Octobre .....	.	-28	.	+ 8	.	-42	.	-15	.	-42	.	+ 1	.	+ 8	.	-15,7	.	-13	.	- 9
Novembre ...	.	-19	.	+19	.	+ 4	.	+14	.	-33	.	+ 1	.	+ 7	.	- 1,0	.	-15	.	- 5
Décembre ...	.	+ 5	.	+25	.	+12	.	+19	.	-30	.	- 2	.	+ 4	.	+ 4,7	.	-14	.	- 6

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1992	1993			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
A. Evolution de l'activité de construction¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 35	- 21	- 24	- 34	- 50
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 39	- 14	- 22	- 32	- 53
Bâtiments non-résidentiels	- 31	- 28	- 26	- 36	- 47
Génie civil et travaux routiers	- 51	- 27	- 30	- 36	- 37
B. Appréciation du carnet d'ordres²					
Gros œuvre de bâtiments	- 24	- 22	- 25	- 35	- 36
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 16	- 14	- 23	- 32	- 33
Bâtiments non-résidentiels	- 30	- 29	- 27	- 37	- 40
Génie civil et travaux routiers	- 40	- 28	- 31	- 37	- 30
C. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 16	- 21	- 18	- 14	- 11
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 16	- 17	- 12	- 7	- 9
Bâtiments non-résidentiels	- 16	- 25	- 23	- 21	- 13
Génie civil et travaux routiers	- 7	- 4	- 9	- 9	- 7
D. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois⁴					
Gros œuvre de bâtiments	- 8	- 8	- 14	- 9	- 2
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 4	+ 1	- 9	+ 1	+ 5
Bâtiments non-résidentiels	- 14	- 16	- 19	- 17	- 9
Génie civil et travaux routiers	+ 3	- 4	- 7	- 7	- 1

¹ Solde net des pourcentages des réponses « a augmenté » et « a diminué ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisant » et « insuffisant ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

⁴ Solde net des pourcentages des réponses « augmenter » et « diminuer ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Décembre	+ 4,3	+ 2	- 9,5	-10	+17,5	+16	+ 5,8	+10	- 4,9	+ 3	+ 6,4	+11	- 1,0	0,0	+ 2,8	+ 3	+11,6	+18
1992 Janvier	+ 4,6	+ 4	-10,0	-12	+19,1	+18	+ 5,5	+ 4	- 5,9	- 6	+ 7,0	+ 5	- 1,7	- 3,8	+ 2,3	+ 5	+11,4	+12
Février	+ 5,3	+27	-10,1	- 4	+21,1	+20	+ 1,8	+15	- 6,4	- 7	+ 6,4	+ 9	- 2,8	+ 3,3	+ 1,8	0	+11,1	+11
Mars	+ 5,9	-11	-10,3	-27	+22,9	+32	- 2,9	- 9	- 7,0	- 3	+ 5,1	+ 4	- 4,4	-13,0	+ 1,3	- 1	+10,9	+ 6
Avril	+ 6,6	+ 7	-10,5	-17	+23,8	+25	- 7,0	- 8	- 8,0	-13	+ 3,5	+ 4	- 6,1	- 8,7	+ 1,0	+ 1	+10,6	+10
Mai	+ 6,4	+ 7	-10,5	+ 2	+22,9	+25	- 9,1	- 8	- 8,9	-10	+ 1,3	+ 5	- 7,3	- 4,8	+ 1,0	+ 1	+10,1	+15
Juin	+ 4,8	+12	-11,3	- 6	+21,1	+18	- 9,9	-11	- 9,6	- 3	- 1,1	- 3	- 8,6	- 4,8	+ 1,0	+ 2	+ 9,4	+11
Juillet	+ 2,3	- 5	-12,6	-12	+19,4	+20	-10,9	-10	-10,4	-10	- 3,5	- 6	- 9,6	-10,5	+ 0,9	+ 3	+ 8,6	+ 8
Août	- 0,9	- 1	-13,9	-17	+18,3	+18	-12,0	-23	-11,1	-13	- 5,1	- 5	-10,4	-12,8	+ 0,6	0	+ 7,9	+ 7
Septembre	- 4,0	+ 2	-15,1	-12	+18,5	+15	-12,9	-11	-12,3	-13	- 5,8	- 8	-11,4	- 9,5	0,0	+ 1	+ 6,9	+ 1
Octobre	- 7,5	-10	-17,1	-17	+19,8	+15	-13,6	-14	-14,1	- 8	- 6,3	- 2	-12,8	-11,0	- 1,0	0	+ 5,6	+ 8
Novembre	-11,0	-17	-20,6	-23	+21,3	+25	-14,0	-14	-16,0	-20	- 6,6	- 7	-14,5	-17,7	- 2,5	- 3	+ 3,8	+ 7
Décembre	-14,8	- 6	-24,9	-13	+22,6	+22	-14,4	-17	-17,1	-16	- 6,9	- 6	-16,3	-13,3	- 5,4	- 3	+ 1,0	+ 3
1993 Janvier	-18,8	-24	-29,3	-35	+23,5	+32	-15,3	-23	-17,9	-19	- 7,6	- 7	-18,2	-23,3	- 8,8	- 8	- 1,5	- 7
Février	-21,4	-24	-32,9	-35	+23,8	+24	-16,0	-13	-17,8	-20	- 8,9	-13	-19,5	-21,5	-11,8	-15	- 3,5	-11
Mars	-22,1	-16	-32,9	-34	+23,8	+23	-16,5	-12	-16,8	-10	-10,1	- 4	-19,9	-16,5	-14,3	-15	- 4,5	- 3
Avril	-20,8	-30	-29,8	-23	+23,9	+21	-16,9	-18	-16,5	-15	-11,4	-13	-19,7	-20,0	-15,4	-20	- 4,4	- 5
Mai	-17,8	-39	-26,0	-36	+24,0	+24	-17,5	-28	-16,6	-25	-11,9	-12	-18,8	-27,3	-15,6	-15	- 4,1	- 5
Juin	-14,3	-10	-22,1	-20	+24,0	+26	-18,0	-16	-16,8	-12	-11,5	-11	-17,7	-15,8	-15,9	-16	- 3,9	- 1
Juillet	-11,0	-14	-19,8	-17	+23,9	+24	-18,0	-16	-17,3	-22	-10,6	-17	-16,9	-18,3	-16,0	-16	- 3,9	- 2
Août	- 8,3	- 4	-19,1	-17	+23,3	+28	-17,6	-22	-17,1	-18	- 9,0	- 7	-16,3	-16,0	-15,4	-16	- 4,0	- 4
Septembre .....	.	+ 4	.	-19	.	+23	.	-31	.	-17	.	-10	.	-16,0	.	-17	.	- 4
Octobre .....	.	-26	.	-24	.	+20	.	-15	.	-11	.	- 4	.	-16,7	.	- 8	.	- 6
Novembre .....	.	+ 3	.	-20	.	+ 7	.	-14	.	-15	.	- 1	.	- 9,0	.	-11	.	- 6
Décembre .....	.	- 8	.	-18	.	+17	.	- 8	.	-10	.	+ 1	.	-10,0	.	- 8	.	+ 5

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	+ 8,9
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5	+ 14,5	
1991	+ 4,1	+ 6,0	- 1,6	0	+ 0,5	
1992	+ 5,8	+ 3,6	+ 1,5	- 4,0		
1993	- 17,0	- 19,3	- 28,3			
1994	+ 7,3					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : *INS*.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n^o 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :								
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ...	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
— industrie ⁵	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
— construction	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
— services	+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58
2.2 les services non-marchands ⁶								
2.3 l'étranger ⁷	0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(g)	Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7		
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7		
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6		
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4		
1990	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7		
1991	78,0	258,9	31,8	49,5	11,3	429,5	10,3	74,0	12,0	16,2		
1992	87,0	291,7	33,0	50,0	12,3	474,0	.	74,2	11,8	16,8		
1993	99,8	341,3	34,7	58,0	15,9	549,7	.	74,3	11,1	14,6		
1991 4 ^e trimestre	75,7	268,2	32,3	67,6	12,1	455,9	10,6	74,4	11,1	16,3		
1992 1 ^{er} trimestre	88,5	278,1	32,8	40,4	12,0	451,8	.	73,8	14,4	16,9		
2 ^e trimestre	83,9	278,5	32,6	28,2	11,8	435,0	.	74,2	12,8	17,7		
3 ^e trimestre	88,9	299,2	33,2	65,7	11,8	498,8	.	74,2	10,7	19,2		
4 ^e trimestre	86,9	306,8	33,2	65,8	13,2	505,9	.	74,4	9,8	13,2		
1993 1 ^{er} trimestre	101,5	324,9	34,0	42,7	14,3	517,4	.	74,1	12,4	13,7		
2 ^e trimestre	97,7	329,1	34,5	32,4	14,7	508,4	.	74,3	11,6	15,6		
3 ^e trimestre	103,1	353,8	35,3	76,0	17,0	585,2	.	74,3	9,9	15,5		
4 ^e trimestre	96,9	357,6	34,9	80,7	17,8	587,9	.	74,4	10,4	13,6		
1993 Février	102,7	326,4	33,9	42,0	14,5	519,5	.	74,2	10,8	13,2		
Mars	103,8	325,0	34,6	33,8	14,6	511,8	.	74,0	15,4	15,1		
Avril	100,8	327,6	34,5	31,5	14,2	508,6	.	74,0	11,7	15,6		
Mai	97,1	328,5	34,4	31,0	14,3	505,3	.	74,3	10,8	15,8		
Juin	95,1	331,3	34,8	34,7	15,5	511,4	.	74,7	12,4	15,4		
Juillet	102,9	349,0	35,2	66,3	16,8	570,2	.	74,4	8,2	14,9		
Août	104,8	356,8	35,6	77,9	16,6	591,7	.	74,3	9,4	16,3		
Septembre	101,6	355,6	35,2	83,7	17,5	593,6	.	74,3	12,0	15,3		
Octobre	97,1	353,1	34,9	83,2	18,0	586,3	.	74,4	12,9	14,3		
Novembre	96,1	356,6	34,9	80,5	18,0	586,1	.	74,4	8,6	13,1		
Décembre	97,6	363,1	34,9	78,5	17,4	591,5	.	74,3	9,6	13,3		
1994 Janvier	108,6	368,4	35,3	64,6	17,1	594,0	.	74,4	11,7	14,3		
Février	113,5	367,9	35,3	51,5	17,4	585,6	.	74,5	12,6	15,6		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi.

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaisonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	180	181	185	186	203	205	200	201
Autres céréales panifiables	16	17	20	18	18	19	19	17
Céréales non panifiables	149	152	146	145	129	111	96	92
Betteraves sucrières	118	113	106	109	106	108	103	101
Autres plantes industrielles	16	13	16	16	17	19	20	19
Pommes de terre	41	40	45	41	42	48	51	58
Autres plantes et racines tuberculifères	15	14	14	12	12	12	12	11
Prés et prairies	669	661	652	647	638	633	630	617
Cultures maraîchères	27	23	27	29	29	27	29	28
Cultures fruitières	11	11	11	12	12	13	14	14
Divers	148	158	155	154	156	162	176	187
Total ...	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362	1.357	1.350	1.345
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402	1.266	1.361	1.329
Avoine	94	59	60	70	45	34	36	36
Orge	685	793	678	738	647	534	495	450
Autres céréales	137	148	136	148	148	152	176	181
Betteraves sucrières	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061	6.418	5.676	5.957
Pommes de terre	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443	1.665	1.823	2.429
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	973	947	922	892	872	846	784	756
Autres bovidés	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255	2.403	2.480	2.466
Porcs	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474	6.700	6.550	6.823
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033	2.952	2.955	2.851
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116	1.094	1.281	1.295

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

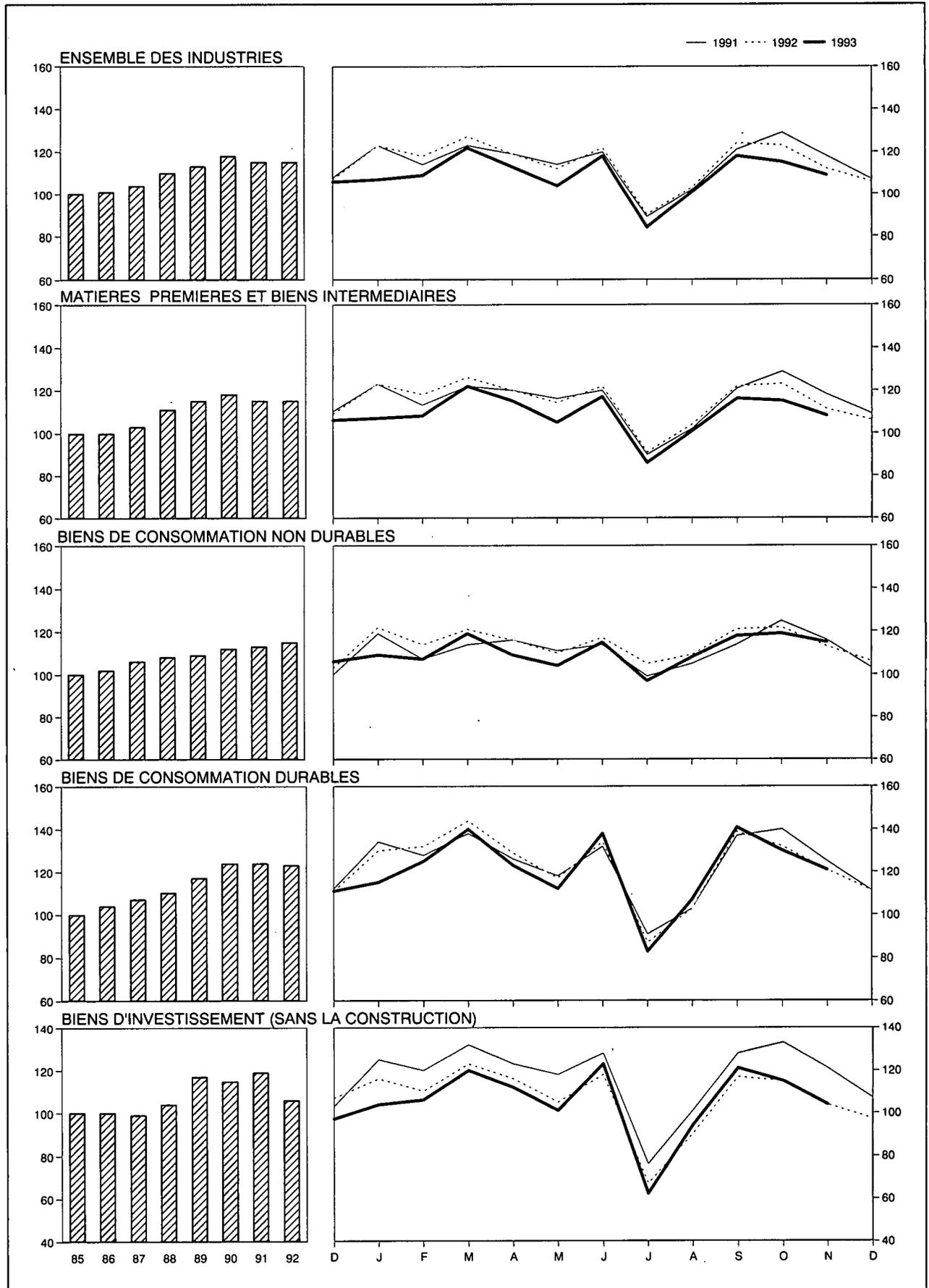
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Poissons de fond	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1	29,3	26,6	27,9
Poissons pélagiques	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1	0,0	0,4	0,2
Crustacés et mollusques	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2	2,1	2,3	2,1
Total ...	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4	31,4	29,4	30,2

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle à partir de 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990	118	120	38	118	112	124	115	122	143
1991	115	118	27	115	113	124	119	117	124
1992	115	119	18	115	116	123	106	121	147
1991 3 ^e trimestre	105	108	26	105	108	112	104	107	117
4 ^e trimestre	117	120	28	118	114	127	122	119	127
1992 1 ^{er} trimestre	122	125	23	122	119	134	114	127	147
2 ^e trimestre	118	123	21	119	116	126	112	127	166
3 ^e trimestre	106	110	15	106	113	110	92	112	137
4 ^e trimestre	113	117	14	113	114	121	105	118	140
1993 1 ^{er} trimestre	113	117	8	113	112	127	111	115	122
2 ^e trimestre	112	117	10	112	110	124	113	117	138
3 ^e trimestre	101	105	9	101	108	110	92	103	114
1992 Novembre	112	116	15	111	113	121	104	116	134
Décembre	105	107	11	106	106	111	97	107	109
1993 Janvier	108	110	7	108	109	117	104	107	103
Février	109	113	8	108	107	125	107	111	117
Mars	123	128	10	122	119	140	121	127	146
Avril	113	118	10	115	109	123	113	118	141
Mai	104	108	9	105	104	112	101	107	119
Juin	119	125	11	117	115	138	124	125	155
Juillet	84	86	5	86	97	83	61	79	58
Août	101	104	10	100	108	107	94	107	136
Septembre	118	124	11	116	118	141	121	124	147
Octobre	115	120	10	115	119	130	115	120	138
Novembre	109	112	8	108	115	121	104	109	111

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acéries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières à partir de 1988 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990	121	128	108	91	122	118	124	130	112	135	118	130	101	156
1991	116	130	107	87	112	119	126	121	104	144	124	127	104	175
1992	111	144	98	78	110	121	126	126	107	135	125	132	106	181
1991 3 ^e trimestre	102	120	97	71	102	122	112	114	86	124	121	119	109	167
1991 4 ^e trimestre	119	130	108	83	107	121	135	129	109	154	120	126	101	174
1992 1 ^{er} trimestre	120	151	103	85	119	117	141	129	120	147	142	133	107	180
1992 2 ^e trimestre	118	148	97	85	117	122	119	133	109	142	119	138	107	203
1992 3 ^e trimestre	97	137	103	64	99	124	113	117	92	116	123	129	107	156
1992 4 ^e trimestre	111	141	89	76	103	122	132	124	105	136	116	128	104	186
1993 1 ^{er} trimestre	111	142	100	78	103	114	135	128	111	135	140	126	106	141
1993 2 ^e trimestre	112	141	97	78	112	115	114	133	101	138	127	131	109	172
1993 3 ^e trimestre	91	131	91	57	99	120	110	118	86	117	133	115	109	184
1992 Novembre	110	140	85	74	107	121	127	121	105	133	118	129	101	184
1992 Décembre	104	131	76	64	90	112	136	112	94	127	104	112	106	179
1993 Janvier	102	139	92	75	90	110	143	118	106	116	128	121	108	173
1993 Février	107	134	99	74	100	110	131	121	108	133	141	122	97	107
1993 Mars	123	152	109	85	119	122	132	144	119	157	150	135	113	144
1993 Avril	112	143	108	81	116	114	119	135	103	140	114	126	105	167
1993 Mai	100	136	91	70	94	108	113	124	90	122	114	121	110	172
1993 Juin	123	144	91	82	126	124	111	139	111	151	152	147	113	178
1993 Juillet	64	124	91	25	86	107	102	93	59	85	108	97	107	189
1993 Août	91	127	91	69	90	121	110	122	84	113	127	116	111	186
1993 Septembre	118	142	91	77	121	131	119	140	116	153	165	133	109	177
1993 Octobre	110	145	91	77	112	134	127	136	112	144	140	126	105	184
1993 Novembre	100	139	91	.	108	127	136	118	96	140	136	113	101	184

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines ; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en UEBL	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159		
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326		
1990	2.103	1.252	227	700	146	.	452	439	86	1.261	5.572		
1991	2.388	1.359	228	749	196	.	*408	*418	* 53	*1.183	5.677		
1992	2.407	1.412	242	763	208	.	.	.	.	.	5.698
1991 3 ^e trimestre	2.287	1.202	239	647	127	.	*402	*410	* 44	*1.045	5.035		
4 ^e trimestre	2.312	1.548	247	837	271	.	*402	*400	* 47	*1.306	6.099		
1992 1 ^{er} trimestre	2.407	1.643	231	957	241	.	.	.	.	.	6.367
2 ^e trimestre	2.408	1.238	250	587	179	.	.	.	.	.	5.362
3 ^e trimestre	2.333	1.286	238	702	169	.	.	.	.	.	5.088
4 ^e trimestre	2.478	1.482	249	806	243	.	.	.	.	.	5.977
1993 1 ^{er} trimestre	1.957	1.400	215	847	181	.	.	.	.	.	6.104
2 ^e trimestre	2.389	1.278	229	686	175	.	.	.	.	.	5.166
3 ^e trimestre	2.441	1.298	261	673	160	.	.	.	.	.	4.987
1992 Octobre	2.584	1.431	247	742	236	.	.	.	.	.	6.042
Novembre	2.490	1.366	222	741	233	.	.	.	.	.	5.738
Décembre	2.359	1.648	277	936	259	.	.	.	.	.	6.150
1993 Janvier	2.409	1.441	224	863	203	.	.	.	.	.	6.435
Février	1.512	1.327	187	862	138	.	.	.	.	.	5.913
Mars	1.949	1.432	236	815	202	.	.	.	.	.	5.963
Avril	2.363	1.251	234	650	182	.	.	.	.	.	5.377
Mai	2.414	1.094	218	531	183	.	.	.	.	.	5.112
Juin	2.388	1.488	234	878	160	.	.	.	.	.	5.008
Juillet	2.503	1.777	335	985	256	.	.	.	.	.	4.622
Août	2.394	976	215	401	152	.	.	.	.	.	4.974
Septembre	2.426	1.140	234	632	72	.	.	.	.	.	5.367
Octobre	2.447	1.411	258	718	227	.	.	.	.	.	5.750

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1990	955	761	32,1	82,7	114,8	112,7
1991	946	749	30,1	78,1	108,2	107,5
1992*	861	.	31,7	78,3	110,0	110,2
1991 3 ^e trimestre	845	671	26,8	63,3	90,1	92,2
4 ^e trimestre	948	691	31,5	81,7	113,2	112,3
1992 1 ^{er} trimestre*	910	.	32,2	87,4	119,6	116,7
2 ^e trimestre*	850	.	30,5	85,6	116,2	120,4
3 ^e trimestre*	887	.	26,8	64,5	91,3	92,1
4 ^e trimestre*	796	.	37,2	75,8	112,9	111,7
1993 1 ^{er} trimestre*	889	.	29,0	81,8	110,8	108,1
2 ^e trimestre*	887	.	30,1	85,1	115,1	115,7
3 ^e trimestre*	782	.	28,4	63,8	92,2	91,5
1992 Septembre*	907	.	32,7	81,1	113,7	118,0
Octobre*	946	.	31,5	81,3	112,9	120,3
Novembre*	760	.	28,6	74,3	102,9	108,5
Décembre*	683	.	51,3	71,7	123,0	106,3
1993 Janvier*	817	.	27,5	68,6	96,1	92,5
Février*	879	.	27,9	86,8	114,7	106,6
Mars*	970	.	31,7	90,0	121,7	125,3
Avril*	965	.	29,8	86,6	116,4	115,6
Mai*	824	.	28,4	78,8	107,3	103,5
Juin*	872	.	32,0	89,8	121,8	128,0
Juillet*	730	.	28,4	47,6	76,0	68,6
Août*	731	.	26,2	60,0	86,2	86,9
Septembre*	885	.	30,7	83,8	114,5	119,0

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1985 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	101
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	143
1991	3,9	2.421	3,7	2.324	.	0,7	4.504	0,7	4.021	124
1992	4,2	2.610	3,9	2.465	.	0,7	3.803	0,7	3.584	148
1991 2 ^e trimestre	4,1	2.506	4,3	2.756	.	0,7	3.998	0,7	4.807	—
3 ^e trimestre	3,6	2.292	3,5	2.222	.	0,7	4.235	0,7	3.502	—
4 ^e trimestre	4,1	2.542	3,7	2.359	.	0,8	5.264	0,8	4.366	—
1992 1 ^{er} trimestre	4,4	2.759	3,6	2.256	.	0,7	3.655	0,6	3.531	—
2 ^e trimestre	4,1	2.524	4,7	3.041	.	0,7	3.706	0,8	4.129	—
3 ^e trimestre	4,1	2.648	3,2	2.057	.	0,8	3.769	0,6	2.500	—
4 ^e trimestre	4,1	2.507	4,1	2.504	.	0,7	4.082	0,8	4.174	—
1993 1 ^{er} trimestre	4,2	2.616	3,4	2.098	.	0,6	3.113	0,5	2.534	—
2 ^e trimestre	4,3	2.600	4,2	2.669	.	0,7	3.723	0,8	4.162	—
1992 Août	4,2	2.713	3,3	2.241	.	0,7	4.330	0,6	3.084	*143
Septembre	3,9	2.488	3,7	2.302	.	0,8	3.511	0,6	2.547	*145
Octobre	4,2	2.341	4,9	3.034	.	0,7	4.759	1,1	4.499	*146
Novembre	3,8	2.519	4,8	2.920	.	0,7	3.759	0,9	4.953	*147
Décembre	4,3	2.662	2,6	1.558	.	0,7	3.727	0,5	3.069	*148
1993 Janvier	3,4	2.328	2,6	1.553	.	0,6	2.798	0,4	1.971	*146
Février	3,8	2.433	3,2	2.029	.	0,6	2.704	0,6	2.703	*144
Mars	5,5	3.088	4,4	2.711	.	0,7	3.837	0,5	2.928	*142
Avril	4,0	2.525	5,3	3.256	.	0,7	2.629	0,9	6.204	*139
Mai	3,8	2.347	3,7	2.491	.	0,6	3.646	0,7	3.063	*137
Juin	5,0	2.927	3,7	2.261	.	0,9	4.895	0,7	3.220	*134
Juillet	5,6	3.585	3,1	2.119	.	0,8	4.504	0,6	3.285	*133
Août	4,6	2.716	3,3	2.094	.	0,8	3.308	0,5	2.095	*132

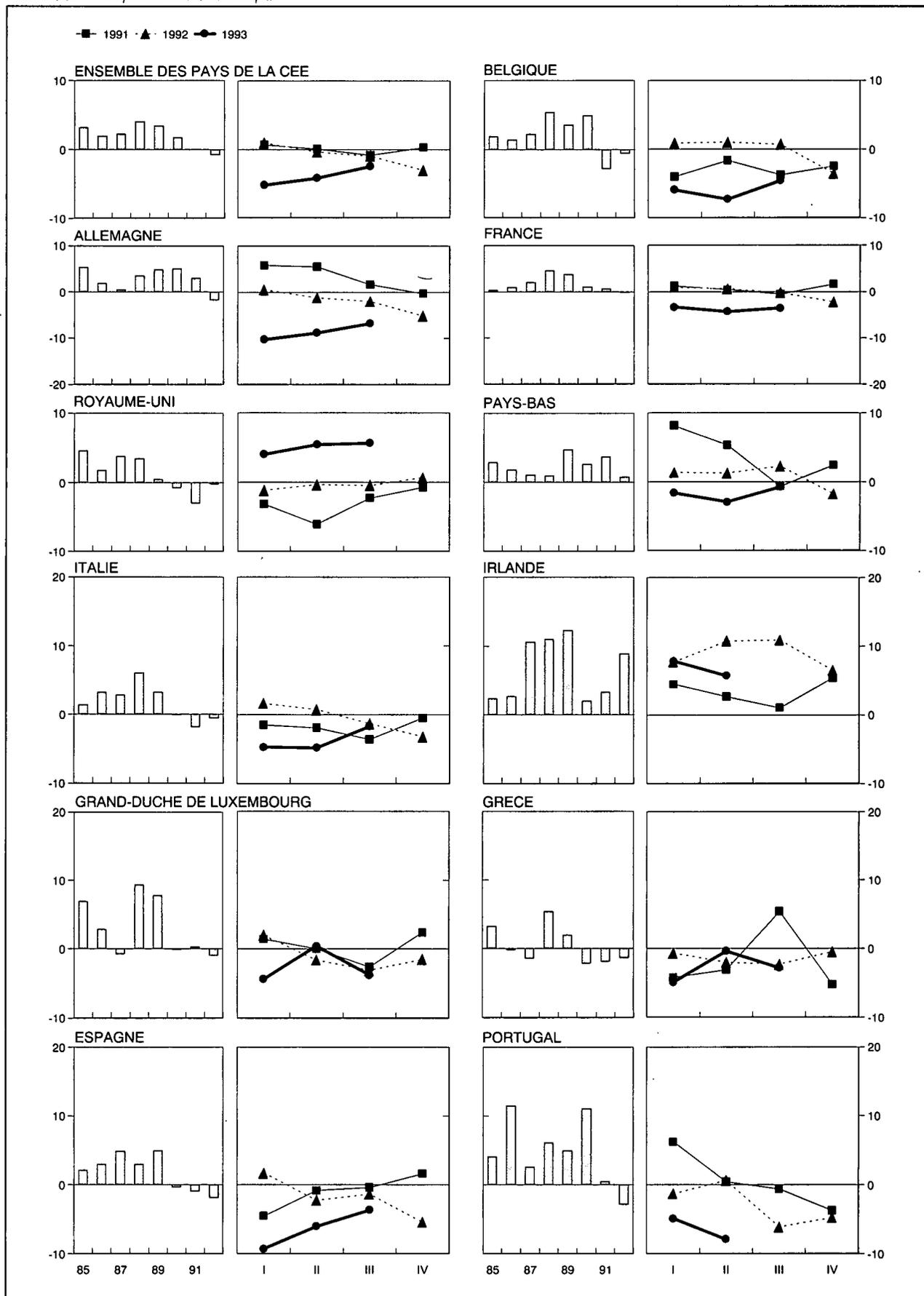
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.



**IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**

(indices 1985 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	103	103	106	101	107	111	101	98	108	112
1988	109	110	106	108	110	101	114	123	110	103	111	116
1989	113	113	112	112	114	107	119	138	119	104	116	124
1990	116	118	117	114	113	109	118	144	118	102	116	135
1991	116	115	121	114	109	113	115	149	119	101	115	135
1992	114	115	118	113	109	113	114	162	118	99	112	132
1991 2 ^e trimestre	115	116	122	114	105	114	115	145	121	100	115	134
3 ^e trimestre	115	113	121	115	108	113	114	149	118	103	115	137
4 ^e trimestre	115	116	119	114	109	113	116	153	118	99	118	134
1992 1 ^{er} trimestre	116	117	122	114	108	115	119	159	120	99	115	135
2 ^e trimestre	115	117	120	114	108	115	116	160	118	98	113	135
3 ^e trimestre	114	115	119	114	109	113	113	166	115	100	113	128
4 ^e trimestre	112	112	113	110	110	111	112	164	116	98	107	128
1993 1 ^{er} trimestre	*111	110	110	108	110	113	113	172	115	94	104	129
2 ^e trimestre	*110	108	110	108	111	111	110	169	119	98	106	124
3 ^e trimestre	*111	109	110	110	112	113	111	.	110	98	109	.
1992 Octobre	114	114	116	115	107	116	114	171	121	99	110	130
Novembre	112	113	113	110	107	110	115	168	119	95	105	131
Décembre	109	109	110	109	109	107	108	155	108	101	108	123
1993 Janvier	109	111	110	109	109	111	113	171	110	91	99	129
Février	111	110	108	111	111	114	114	171	117	97	105	127
Mars	110	108	110	110	110	113	112	173	118	95	108	129
Avril	109	108	109	109	110	111	108	175	114	97	104	124
Mai	111	109	110	109	112	112	112	171	121	96	106	126
Juin	110	107	110	109	111	112	110	161	121	101	107	123
Juillet	111	109	109	110	112	113	112	169	115	98	108	124
Août	111	111	111	110	112	111	110	174	101	96	110	.
Septembre	111	107	111	110	112	114	110	.	114	99	109	.
Octobre .....	.	.	110	109	113	.	.	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et INS.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)		(millions)		
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990	545	696	5.594	1.254	1.075	631	114
1991	564	679	5.375	1.097	1.063	519	89
1992	565	680	5.234	1.045	969	517	80
1991 3 ^e trimestre	557	661	5.203	1.000	1.011	630	95
4 ^e trimestre	580	725	5.812	1.229	1.123	490	82
1992 1 ^{er} trimestre	560	696	5.386	1.072	995	450	75
2 ^e trimestre	587	715	5.613	995	1.108	509	80
3 ^e trimestre	549	645	5.004	1.082	961	628	88
4 ^e trimestre	564	662	4.935	1.032	812	481	78
1993 1 ^{er} trimestre	560	621	4.941	860	823	454	72
2 ^e trimestre	570	617	4.803	811	928	528	83
3 ^e trimestre	542	624	4.556	916	706	660	95
1992 Septembre	598	664	5.137	1.065	1.021	578	87
Octobre	619	715	5.448	1.017	1.058	525	83
Novembre	557	626	4.835	846	823	436	73
Décembre	516	645	4.522	1.233	555	481	77
1993 Janvier	535	589	4.862	779	658	475	72
Février	557	523	3.990	823	776	418	68
Mars	587	752	5.970	977	1.036	470	77
Avril	565	561	4.017	783	577	509	80
Mai	576	648	5.140	700	1.262	520	84
Juin	570	643	5.252	950	945	554	86
Juillet	550	518	3.686	652	638	674	95
Août	505	545	4.064	728	605	686	96
Septembre	570	808	5.917	1.367	874	621	94

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf (col. (1)), INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989		4.093	3.134	1.803	1.267	399	5.031	908	422	8.105	444
1990		4.514	3.267	1.983	1.413	344	5.590	1.141	463	8.331	454
1991		2.948	1.857	2.025	1.138	250	5.549	840	144	7.903	435
1992		4.571	3.816	1.838	1.312	336	6.039	1.299	520	7.458	424
1991 1 ^{er} trimestre		2.910	2.043	1.978	1.138	274	5.374	865	165	7.584	426
2 ^e trimestre		2.931	1.729	2.077	1.184	225	5.665	699	113	8.462	456
3 ^e trimestre		3.067	1.801	2.046	1.178	248	5.528	855	156	7.578	405
4 ^e trimestre		2.883	1.853	1.999	1.053	250	5.628	942	143	7.988	455
1992 1 ^{er} trimestre		5.158	4.124	1.921	1.567	314	5.849	1.710	560	7.606	428
2 ^e trimestre		4.324	3.579	1.828	1.093	317	6.218	1.337	628	7.540	423
3 ^e trimestre		3.965	3.429	1.798	1.166	371	6.104	1.159	435	7.295	409
4 ^e trimestre		4.839	4.130	1.922	1.423	340	5.985	992	455	7.391	435
1993 1 ^{er} trimestre				1.752			5.740				
1992 Mars		6.442	5.038	2.026	1.952	357	6.288	1.635	480	7.939	427
Avril		4.541	3.943	1.684	1.091	220	6.100	870	432	7.473	426
Mai		3.778	3.013	1.666	1.300	466	6.685	1.922	975	7.138	402
Juin		4.652	3.780	2.134	889	266	5.868	1.218	478	8.010	441
Juillet		3.628	3.074	1.611	878	203	6.176	1.420	495	6.906	372
Août		3.954	3.108	1.798	1.353	316	6.042	1.059	331	7.115	399
Septembre		4.313	4.106	1.984	1.266	595	6.093	997	478	7.864	455
Octobre		4.821	3.894	2.110	1.537	385	6.449	906	451	8.225	484
Novembre		5.112	3.855	1.803	1.328	372	5.951	1.419	485	7.228	427
Décembre		4.583	4.642	1.854	1.404	264	5.555	651	429	6.719	394
1993 Janvier				1.848			5.810				
Février				1.632			5.384				
Mars				1.776			6.026				

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : *INS*.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1985	2.595	1.775	79	264	103	126.	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.706	1.825	84	339	81	141	48
1989	2.997	1.983	101	374	99	164	49
1990	3.070	1.996	105	400	113	162	53
1991	2.855	1.840	101	365	104	172	42
1992	2.302	1.229	109	352	126	189	52
1991 3 ^e trimestre *	5.135	3.756	90	680	104	217	35
4 ^e trimestre *	1.246	496	79	229	85	128	41
1992 1 ^{er} trimestre *	1.103	466	82	167	83	104	36
2 ^e trimestre *	2.366	1.197	134	331	149	228	62
3 ^e trimestre *	4.177	1.489	136	664	171	274	66
4 ^e trimestre *	1.562	725	84	245	98	148	42
1993 1 ^{er} trimestre *	1.140	453	81	201	78	122	31
2 ^e trimestre *	1.996	967	125	295	119	210	43
3 ^e trimestre *	3.531	2.089	129	581	131	262	48
1992 Septembre *	2.288	1.105	108	319	161	214	67
Octobre *	1.999	871	100	328	139	239	57
Novembre *	1.472	746	80	190	90	101	41
Décembre *	1.214	557	71	217	66	104	29
1993 Janvier *	910	332	63	169	56	112	27
Février *	1.176	516	83	199	78	104	28
Mars *	1.334	510	97	234	100	151	37
Avril *	2.058	1.087	134	219	119	228	36
Mai *	2.122	1.011	138	378	118	190	44
Juin *	1.808	804	102	288	119	211	48
Juillet *	4.513	2.903	127	736	117	289	53
Août *	4.249	2.566	161	726	148	286	43
Septembre *	1.831	799	99	281	127	211	48

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990	180	169	131	22	164	199	195	164	174	113
1991	* 172	178	132	21	* 170	* 197	* 201	* 161	* 176	* 111
1992	* 173	186	131	23	* 172	* 206	* 211	* 159	* 180	* 113
1991 2 ^e trimestre	* 174	174	130	21	* 169	* 193	* 204	* 165	* 177	* 113
3 ^e trimestre	* 166	169	135	22	* 169	* 180	* 198	* 154	* 171	* 108
4 ^e trimestre	* 185	198	136	21	* 180	* 231	* 226	* 168	* 191	* 121
1992 1 ^{er} trimestre	* 169	177	127	26	* 166	* 191	* 198	* 165	* 175	* 110
2 ^e trimestre	* 181	188	131	19	* 174	* 220	* 210	* 172	* 186	* 118
3 ^e trimestre	* 163	175	131	20	* 169	* 191	* 203	* 142	* 169	* 107
4 ^e trimestre	* 178	204	134	27	* 180	* 222	* 231	* 157	* 188	* 117
1993 1 ^{er} trimestre	* 161	176	120	20	* 164	* 182	* 194	* 152	* 168	* 104
2 ^e trimestre	* 172	184	125	19	* 175	* 211	* 204	* 153	* 179	* 111
1992 Août	* 155	169	132	13	* 170	* 157	* 201	* 134	* 162	* 102
Septembre	* 175	174	126	30	* 167	* 221	* 215	* 152	* 178	* 112
Octobre	* 175	197	135	34	* 175	* 238	* 214	* 154	* 184	* 115
Novembre	* 156	181	122	21	* 163	* 180	* 200	* 142	* 165	* 103
Décembre	* 204	233	146	25	* 203	* 248	* 279	* 176	* 214	* 134
1993 Janvier	* 154	179	119	21	* 164	* 188	* 189	* 136	* 163	* 101
Février	* 155	168	114	17	* 157	* 151	* 188	* 157	* 162	* 100
Mars	* 174	181	126	23	* 171	* 206	* 204	* 164	* 179	* 111
Avril	* 174	191	127	27	* 175	* 233	* 195	* 157	* 181	* 113
Mai	* 165	177	123	17	* 171	* 207	* 196	* 143	* 172	* 107
Juin	* 178	183	126	13	* 180	* 194	* 222	* 160	* 183	* 114
Juillet	* 157	182	131	13	* 170	* 195	* 200	* 131	* 167	* 103
Août	* 149	167	124	11	* 163	* 162	* 194	* 126	* 157	* 97

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1988	2	272	8	21.227			22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7	23.494			24.051	3	47.822	786	48.608
1990	1	242	6	25.993			25.897	2	52.141	709	52.850
1991	0	222	3	42	31	27.695	27.533	1	55.527	584	56.111
1992	0	195	38	55	143	29.263	29.318	0	59.012	487	59.499
1991 3 ^e trimestre	0	232	3	38	30	28.277	26.213	2	54.795	575	55.370
4 ^e trimestre	0	199	2	44	35	29.284	29.313	0	58.877	507	59.384
1992 1 ^{er} trimestre	0	200	7	57	141	27.694	28.975	0	57.074	485	57.559
2 ^e trimestre	0	213	45	51	134	29.426	29.053	0	58.922	531	59.453
3 ^e trimestre	0	193	48	53	147	29.391	27.796	0	57.628	469	58.097
4 ^e trimestre	0	175	53	60	149	30.540	31.447	0	62.424	463	62.887
1993 1 ^{er} trimestre	0	184	54	57	165	28.996	30.787	0	60.243	448	60.691
2 ^e trimestre	0	197	74	56	156	31.721	31.214	0	63.418	472	63.890
3 ^e trimestre	0	187	89	54	163	30.849	29.288	0	60.630	417	61.047
1992 Novembre	0	155	48	56	129	28.959	29.078	0	58.425	423	58.848
Décembre	0	185	58	63	152	32.472	35.139	0	68.069	491	68.560
1993 Janvier	0	195	49	58	166	27.693	29.887	0	58.048	431	58.479
Février	0	172	50	55	162	27.693	29.893	0	58.025	434	58.459
Mars	0	184	65	58	167	31.602	32.581	0	64.657	479	65.136
Avril	0	202	66	60	170	31.442	30.578	0	62.518	468	62.986
Mai	0	155	64	51	142	29.155	29.249	0	58.816	395	59.211
Juin	0	235	92	58	157	34.565	33.814	0	68.921	552	69.473
Juillet	0	249	89	55	163	30.855	30.129	0	61.540	462	62.002
Août	0	155	85	51	159	30.855	27.939	0	59.244	389	59.633
Septembre	0	158	92	55	167	30.837	29.796	0	61.105	399	61.504
Octobre	0	169	93	57	165	31.042	31.733	0	63.259	402	63.661
Novembre	0	135	91	55	158	31.323	31.367	0	63.129	373	63.502

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

b) Montant des opérations

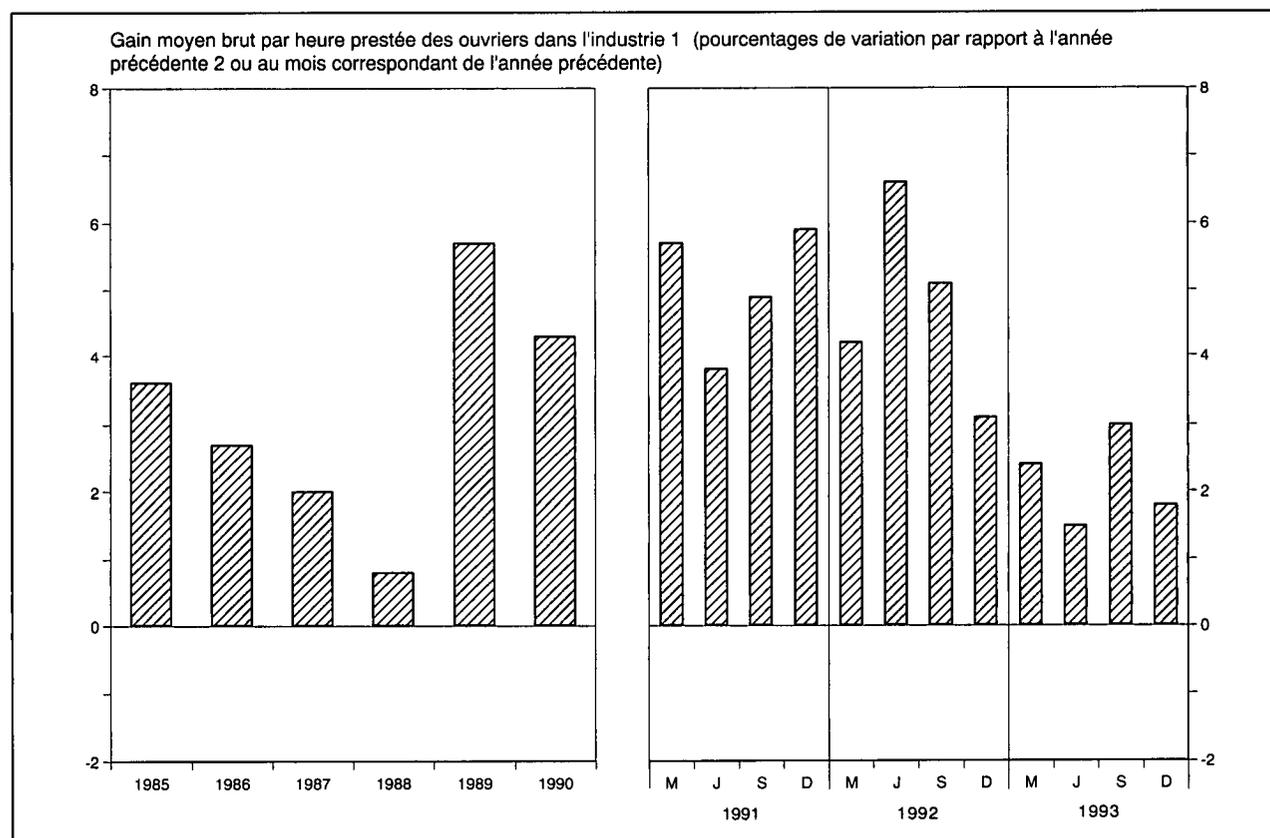
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1988	238	5	1.272	965			7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352	1.125			9.080	1.820	3.638	773	14.411
1990	221	3	1.170	1.886			10.310	1.517	15.107	795	15.902
1991	636	3	987	15	1	1.659	12.363	659	16.323	489	16.812
1992	461	183	2.037	15	1	1.551	13.373	83	17.704	554	18.258
1991 3 ^e trimestre	696	4	1.001	8	1	1.397	12.294	503	15.904	409	16.313
4 ^e trimestre	509	3	789	27	1	1.571	12.341	444	15.685	386	16.071
1992 1 ^{er} trimestre	429	67	285	18	1	1.607	14.043	331	16.781	391	17.172
2 ^e trimestre	393	231	2.243	9	1	1.639	12.261	0	16.777	577	17.354
3 ^e trimestre	457	212	2.645	23	1	1.519	12.894	0	17.751	594	18.345
4 ^e trimestre	564	222	2.976	9	1	1.438	14.296	0	19.506	655	20.161
1993 1 ^{er} trimestre	586	210	3.724	12	1	1.445	16.350	0	22.328	634	22.962
2 ^e trimestre	660	237	4.544	3	1	1.510	15.155	0	22.110	592	22.702
3 ^e trimestre	767	224	7.404	3	1	1.295	18.228	0	27.922	700	28.622
1992 Novembre	535	189	2.724	5	1	1.468	13.769	0	18.691	609	19.300
Décembre	590	248	3.122	7	1	1.438	14.620	0	20.026	710	20.736
1993 Janvier	568	234	3.267	8	1	1.370	14.693	0	20.141	640	20.781
Février	551	160	3.469	4	1	1.366	16.641	0	22.192	622	22.814
Mars	639	237	4.436	25	1	1.598	17.715	0	24.651	639	25.290
Avril	643	274	4.336	4	1	1.316	15.193	0	21.767	587	22.354
Mai	623	173	4.250	3	1	1.595	13.800	0	20.445	521	20.966
Juin	714	263	5.045	3	1	1.618	16.474	0	24.118	667	24.785
Juillet	749	297	6.441	3	1	1.387	15.897	0	24.775	689	25.464
Août	737	196	7.614	3	1	1.202	17.787	0	27.540	637	28.177
Septembre	815	179	8.155	3	1	1.297	21.001	0	31.451	774	32.225
Octobre	776	224	8.624	10	1	1.252	21.588	0	32.475	846	33.321
Novembre	813	2	9.035	6	1	1.367	18.627	0	29.851	813	30.664

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type ³		Salaires-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	111,1	110,3	111,9	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1991	116,8	116,1	117,8	116,3	118,2	118,8	117,0	116,6
1992	122,3	121,0	122,7	121,8	123,3	124,2	122,0	121,2
1993	* 124,9	* 125,0	* 126,9	.	127,4	128,1	126,4	124,9
1991 Décembre	121,6	118,1	119,8	121,3	120,1	120,8	118,8	118,4
1992 Mars	119,1	119,6	121,3	118,7	121,9	122,7	120,3	119,7
Juin	122,8	120,4	122,1	122,0	122,4	123,1	121,2	120,5
Septembre	121,8	121,5	123,2	121,5	124,0	125,2	123,0	122,3
Décembre	125,4	122,4	124,0	125,2	124,9	125,9	123,4	122,4
1993 Mars	* 121,9	* 123,4	* 125,4	* 122,2	125,5	126,4	124,8	123,3
Juin	* 124,6	* 124,8	* 126,8	* 124,5	127,3	128,2	126,5	125,2
Septembre	* 125,4	* 125,7	* 127,9	* 125,4	128,0	128,6	126,9	125,3
Décembre	* 127,6	* 126,1	* 127,6	.	128,7	129,3	127,3	125,8

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1990	1991	1991	1992	1992	1990	1991	1991	1992	1992
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	343	354	363	371	379	86,2	89,6	91,4	93,2	95,1
Industrie extractive	369	380	383	370	377	86,1	95,0	90,3	98,5	99,8
Bâtiment et génie civil	333	344	350	363	368	79,1	82,0	84,0	85,6	87,4
Industrie manufacturière	342	354	363	372	380	86,7	89,8	92,0	93,6	95,6
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	336	351	358	363	373	83,4	86,8	88,3	89,9	90,9
Construction de machines et de matériel mécanique	357	370	374	385	389	88,9	91,4	93,7	94,8	95,9
Construction électrique et électronique	342	355	363	372	382	90,2	93,6	96,2	97,3	101,0
Construction d'automobiles et pièces détachées	357	370	380	385	396	87,1	92,5	96,3	98,9	101,1
Construction d'autre matériel de transport	355	400	380	387	391	87,4	90,7	93,6	94,9	98,9
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	337	349	361	360	368	85,0	87,2	89,2	91,8	94,4
Métallurgie de base	427	444	452	464	474	102,2	105,8	107,9	109,8	111,6
Industrie chimique	421	438	451	457	472	100,8	105,4	108,0	110,7	113,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	325	334	346	353	363	80,7	84,2	86,9	87,6	89,6
Industrie textile	291	304	312	317	326	77,8	80,6	81,4	83,2	85,2
Industrie des produits minéraux non métalliques	359	373	376	387	394	87,3	90,6	92,8	94,9	97,1
Industrie du bois	302	314	319	330	331	68,8	72,0	73,7	75,4	76,4
Industrie des chaussures et de l'habillement ...	252	260	267	276	280	62,9	65,7	66,8	68,3	69,6
Industrie du papier, imprimerie et édition	376	385	397	408	418	83,5	85,9	88,2	89,9	92,5
Raffineries de pétrole	590	620	606	678	668	127,4	130,0	131,3	133,5	134,7
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	101,8	105,2	107,3	110,1	112,4

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Mineral de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération ..	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1991	161,8	136,4	89,0	84,4	98,4	88,2	172,5	182,0	174,5	149,5	176,6	173,3	176,9
1992	160,1	132,1	88,6	89,0	103,7	83,1	165,3	169,8	172,3	146,4	176,5	192,9	174,9
1993	144,3	120,0	91,4	86,7	108,4	88,0	141,7	140,9	145,0	139,2	158,5	186,5	155,9
1991 4 ^e trimestre	164,4	133,5	90,9	89,9	100,5	88,0	165,9	168,4	169,1	156,4	182,5	179,2	182,8
1992 1 ^{er} trimestre	151,0	131,6	91,0	96,0	105,9	82,9	162,6	166,1	167,5	148,6	162,3	186,1	160,1
2 ^e trimestre	163,8	133,9	90,6	91,9	107,7	83,7	167,0	173,7	173,5	144,0	181,2	189,5	180,5
3 ^e trimestre	167,6	136,2	86,3	84,5	100,9	82,3	174,1	177,7	184,6	152,6	185,9	204,0	184,1
4 ^e trimestre	158,1	126,7	86,6	83,7	100,3	83,4	157,3	161,6	163,4	140,1	176,4	192,1	174,9
1993 1 ^{er} trimestre	151,0	122,9	88,3	85,7	103,0	84,6	149,2	148,2	159,9	137,2	167,5	183,8	165,9
2 ^e trimestre	150,7	119,3	88,9	83,1	104,4	86,7	142,4	142,7	145,2	138,3	169,0	186,9	167,3
3 ^e trimestre	140,7	118,7	91,9	84,2	113,7	88,5	139,1	136,6	143,0	139,2	153,5	186,1	150,4
4 ^e trimestre	134,9	119,0	96,5	93,8	112,5	92,3	136,2	136,2	131,8	141,9	144,1	189,0	139,8
1993 Janvier	148,1	124,2	88,2	86,1	103,5	84,0	151,6	151,1	163,9	136,4	162,1	185,9	159,8
Février	151,9	122,9	87,5	84,8	101,9	83,9	149,9	150,2	159,2	137,1	168,8	183,7	167,3
Mars	153,1	121,5	89,3	86,2	103,6	86,0	146,0	143,3	156,5	138,1	171,6	181,7	170,6
Avril	153,0	120,4	89,3	85,5	103,5	86,4	144,1	143,4	149,6	138,7	172,0	186,1	170,7
Mai	151,8	119,5	89,9	84,9	105,0	87,4	142,1	144,0	142,2	137,8	170,6	187,3	169,0
Juin	147,3	117,9	87,6	79,0	104,7	86,3	141,0	140,6	143,8	138,3	164,4	187,4	162,2
Juillet	141,1	119,3	92,1	83,4	117,8	87,8	140,1	137,5	145,7	138,1	153,8	182,1	151,1
Août	141,7	118,5	91,3	84,7	114,0	87,0	139,2	136,0	144,9	138,6	155,2	183,7	152,5
Septembre	139,2	118,3	92,4	84,5	109,4	90,8	138,0	136,4	138,3	140,9	151,4	192,6	147,5
Octobre	142,1	117,0	93,2	87,9	105,7	91,7	135,2	135,4	129,8	141,6	156,8	192,7	153,4
Novembre	135,6	118,3	96,5	94,7	111,3	92,3	134,8	134,9	129,3	141,8	145,7	187,6	141,7
Décembre	126,9	121,8	99,7	98,7	120,6	92,9	138,6	138,2	136,3	142,4	129,9	186,8	124,4
1994 Janvier	130,3	124,6	99,7	103,7	119,7	90,5	143,4	144,8	142,7	141,4	133,7	184,3	128,9

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,8	134,7	142,5	138,9
1990	127,1	135,5	140,0	137,5
1991	127,2	134,0	138,5	136,1
1992	123,9	134,3	134,4	133,8
1993 .....	.	133,0	.	.
1991 4 ^e trimestre	134,4	134,4	138,1	136,4
1992 1 ^{er} trimestre	132,0	133,7	136,4	135,1
2 ^e trimestre	125,9	135,2	135,6	135,0
3 ^e trimestre	117,3	134,4	133,5	133,1
4 ^e trimestre	120,5	133,7	131,9	132,0
1993 1 ^{er} trimestre	116,4	132,4	.	.
2 ^e trimestre	112,9	133,0	.	.
3 ^e trimestre	112,5	133,1	.	.
4 ^e trimestre .....	.	133,3	.	.
1992 Décembre	117,9	132,8	132,1	131,6
1993 Janvier	117,6	132,3	.	.
Février	113,0	132,3	.	.
Mars	118,7	132,8	.	.
Avril	113,3	133,4	.	.
Mai	114,6	133,0	.	.
Juin	110,7	132,7	.	.
Juillet	108,6	133,1	.	.
Août	111,4	133,1	.	.
Septembre	117,4	133,0	.	.
Octobre	112,3	133,4	.	.
Novembre	118,0	133,6	.	.
Décembre .....	.	132,9	.	.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,5	135,0	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	141,2
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1991	134,0	106,0	143,7	152,9	142,1	124,4	144,8	154,6
1992	134,3	103,0	141,1	156,1	145,0	122,1	148,9	158,3
1993*	133,0	103,5	137,4	156,7	142,9	120,5	147,3	159,3
1991 4 ^e trimestre	134,4	105,9	141,1	154,0	144,1	123,8	147,1	156,0
1992 1 ^{er} trimestre	133,7	100,6	141,5	155,2	145,4	121,2	149,2	157,3
2 ^e trimestre	135,2	105,0	143,0	155,9	145,3	123,7	149,0	157,9
3 ^e trimestre	134,4	102,6	141,7	156,8	145,0	122,1	149,0	159,0
4 ^e trimestre	133,7	103,6	138,0	156,6	144,3	121,3	148,3	159,0
1993 1 ^{er} trimestre	132,4	103,4	135,2	156,7	142,6	119,7	147,3	159,1
2 ^e trimestre	133,0	104,3	136,5	156,5	142,9	120,9	146,8	159,1
3 ^e trimestre	133,1	103,6	138,3	156,6	142,7	120,9	146,9	159,5
4 ^e trimestre*	133,3	102,5	139,5	156,8	143,4	120,4	148,3	159,7
1992 Décembre	132,8	101,9	137,6	156,3	143,5	120,3	147,2	158,8
1993 Janvier	132,3	102,0	136,3	156,3	142,8	119,4	147,4	158,8
Février	132,3	103,5	134,7	156,9	142,3	119,6	146,8	159,2
Mars	132,8	104,6	134,5	156,9	142,8	120,0	147,6	159,2
Avril	133,4	105,3	136,6	156,9	142,9	121,4	146,9	159,2
Mai	133,0	104,5	136,5	156,3	142,9	120,9	146,8	159,0
Juin	132,7	103,1	136,3	156,3	143,0	120,3	146,8	159,0
Juillet	133,1	103,3	138,4	156,3	143,1	120,9	147,2	159,0
Août	133,1	104,4	137,6	156,8	142,5	121,0	146,8	159,7
Septembre	133,0	103,2	139,0	156,8	142,5	120,8	146,7	159,7
Octobre	133,4	104,4	139,3	156,8	142,4	121,2	147,1	159,7
Novembre*	133,6	103,2	139,3	156,8	143,6	120,7	148,7	159,7
Décembre*	132,9	99,8	139,9	156,8	144,1	119,4	149,1	159,7

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers	Indice de santé
Indices 1981 = 100						
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400	.
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72	.
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85	.
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24	.
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08	.
Indices 1988 = 100¹						
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175	.
1991	109,98	108,88	110,20	110,46	109,49	.
1992	112,66	108,75	111,86	115,07	115,93	.
1993	115,76	107,89	115,20	119,45	122,05	.
1991 3 ^e trimestre	110,54	109,58	110,35	111,41	109,99	.
4 ^e trimestre	111,13	109,65	111,33	111,76	110,99	.
1992 1 ^{er} trimestre	111,61	109,67	110,73	113,22	113,99	.
2 ^e trimestre	112,26	108,30	111,44	114,72	115,61	.
3 ^e trimestre	113,10	108,71	111,98	116,10	116,66	.
4 ^e trimestre	113,65	108,31	113,28	116,23	117,47	.
1993 1 ^{er} trimestre	114,79	108,27	114,10	118,13	119,95	.
2 ^e trimestre	115,25	107,17	114,86	118,83	121,73	.
3 ^e trimestre	116,34	108,09	115,52	120,52	122,74	.
4 ^e trimestre	116,66	108,06	116,33	120,32	123,79	.
1993 Janvier	114,53	108,99	113,66	117,66	119,07	.
Février	114,82	108,26	114,09	118,23	120,01	.
Mars	115,02	107,55	114,54	118,51	120,78	.
Avril	115,12	107,14	114,86	118,55	121,35	.
Mai	115,30	107,47	114,89	118,79	121,72	.
Juin	115,32	106,89	114,83	119,14	122,11	.
Juillet	116,08	108,19	114,90	120,51	122,40	.
Août	116,57	108,16	115,74	120,91	122,70	.
Septembre	116,36	107,91	115,93	120,13	123,13	.
Octobre	116,50	107,62	116,33	120,18	123,47	.
Novembre	116,65	107,86	116,43	120,30	123,71	.
Décembre	116,83	108,69	116,24	120,49	124,18	.
1994 Janvier	117,30	108,90	116,56	121,03	125,87	115,65

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services	Indice de santé
Indices 1981 = 100										
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830	.
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54	.
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11	.
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20	.
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88	.
Indices 1988 = 100 ¹										
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305	.
1991	109,98	109,38	110,43	110,77	106,65	112,27	110,80	106,49	111,64	.
1992	112,66	109,93	113,51	114,04	109,82	116,28	112,91	107,32	117,26	.
1993	115,76	109,88	116,05	119,32	112,11	122,50	117,24	108,91	121,00	.
1991 4 ^e trimestre	111,13	110,22	111,92	111,88	107,91	113,20	112,08	107,45	113,05	.
1992 1 ^{er} trimestre	111,61	110,33	112,35	112,05	108,54	115,34	111,82	108,17	114,58	.
2 ^e trimestre	112,26	109,39	113,26	114,06	109,79	115,68	112,28	106,40	116,87	.
3 ^e trimestre	113,10	110,17	113,51	114,70	110,21	116,01	113,04	107,11	118,99	.
4 ^e trimestre	113,65	109,83	114,91	115,34	110,75	118,08	114,48	107,60	118,58	.
1993 1 ^{er} trimestre	114,79	109,96	115,18	117,45	111,45	121,37	115,37	108,51	120,30	.
2 ^e trimestre	115,25	109,25	115,84	118,59	112,15	121,90	116,60	108,56	120,55	.
3 ^e trimestre	116,34	110,15	116,11	120,00	112,31	122,70	118,22	109,09	122,29	.
4 ^e trimestre	116,66	110,15	117,09	121,22	112,51	124,01	118,78	109,49	120,87	.
1993 Janvier	114,53	110,48	115,09	116,97	111,21	121,15	114,71	108,26	119,57	.
Février	114,82	109,89	115,13	117,45	111,51	121,48	115,43	108,78	120,38	.
Mars	115,02	109,52	115,31	117,94	111,64	121,49	115,97	108,50	120,94	.
Avril	115,12	109,21	115,63	118,49	111,88	121,58	116,33	108,74	120,45	.
Mai	115,30	109,53	115,92	118,65	112,20	121,93	116,50	108,57	120,49	.
Juin	115,32	109,01	115,97	118,64	112,37	122,19	116,97	108,38	120,71	.
Juillet	116,08	110,25	115,99	119,06	112,34	122,28	117,38	108,68	123,05	.
Août	116,57	110,22	115,99	120,37	112,32	122,59	118,61	109,06	122,99	.
Septembre	116,36	109,98	116,34	120,58	112,26	123,22	118,68	109,52	120,83	.
Octobre	116,50	109,71	116,96	121,18	112,36	123,83	118,66	109,49	120,79	.
Novembre	116,65	109,96	117,14	121,38	112,50	123,97	118,84	109,49	120,77	.
Décembre	116,83	110,78	117,17	121,09	112,67	124,23	118,84	109,50	121,06	.
1994 Janvier	117,30	111,03	117,20	121,88	112,87	126,20	119,62	109,83	121,05	115,65

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs. : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Indices base 1985 = 100					
	Importations	Exportations	Balance commerciale	Quantités ¹			Valeurs unitaires moyennes		
				Importations	Exportations	Termes de l'échange bruts ²	Importations	Exportations	Termes de l'échange nets ²
1983	2.820,9	2.651,3	-169,6	92,6	91,9	99,2	91,8	91,0	99,1
1984	3.195,8	2.992,1	-203,7	97,2	96,6	99,4	99,1	97,8	98,6
1985	3.317,8	3.167,7	-150,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	5,1	106,0	104,5	98,6	87,2	92,8	106,4
1987	3.110,1	3.100,1	-10,0	113,7	110,9	97,5	82,4	88,3	107,2
1988	3.393,6	3.382,3	-11,3	121,1	116,6	96,3	84,5	91,6	108,4
1989	3.883,9	3.943,1	59,2	129,1	126,1	97,7	90,7	98,7	108,8
1990	4.011,6	3.944,5	-67,1	136,6	129,7	94,9	88,5	96,0	108,5
1991	4.116,3	4.023,4	-92,9	141,9	134,6	94,9	87,4	94,3	107,9
1992	4.023,7	3.967,9	-55,8	143,8	135,3	94,1	84,3	92,6	109,8
1990 Décembre	308,7	288,9	-19,8	122,3	115,9	94,8	91,3	94,5	103,5
1991 Janvier	374,1	365,7	-8,4	151,7	143,0	94,3	89,2	96,9	108,6
Février	327,1	320,1	-7,0	133,9	126,7	94,6	88,3	95,7	108,4
Mars	358,7	356,8	-1,9	148,9	142,4	95,6	87,1	94,9	109,0
Avril	352,4	352,3	-0,1	146,0	140,9	96,5	87,3	94,7	108,5
Mai	345,2	339,7	-5,5	141,8	134,2	94,6	88,0	95,9	109,0
Juin	347,2	344,0	-3,2	142,1	137,3	96,6	88,3	94,9	107,5
Juillet	332,8	331,7	-1,1	134,3	131,4	97,8	89,6	95,6	106,7
Août	294,0	243,9	-50,1	121,7	99,2	81,5	87,3	93,1	106,6
Septembre	354,3	347,3	-7,0	144,9	141,9	97,9	88,5	92,7	104,7
Octobre	371,3	384,1	12,8	153,6	154,3	100,5	87,4	94,3	107,9
Novembre	335,0	331,3	-3,7	137,5	130,7	95,1	88,1	96,0	109,0
Décembre	324,2	306,5	-17,7	133,2	122,1	91,7	88,0	95,1	108,1
1992 Janvier	345,8	337,0	-8,8	145,6	135,2	92,9	85,9	94,4	109,9
Février	344,1	323,2	-20,9	141,1	129,2	91,6	88,2	94,7	107,4
Mars	396,8	368,5	-28,3	163,1	146,4	89,8	88,0	95,4	108,4
Avril	356,4	347,6	-8,8	148,0	138,1	93,3	87,1	95,3	109,4
Mai	317,9	323,9	5,3	131,3	127,3	97,0	87,6	96,2	109,8
Juin	354,4	363,1	8,7	148,8	145,9	98,1	86,2	94,2	109,3
Juillet	307,0	316,0	9,0	133,0	130,7	98,3	83,4	91,6	109,8
Août	279,0	241,1	-37,9	121,3	99,3	81,9	83,2	91,9	110,5
Septembre	341,3	349,7	8,4	146,3	141,7	96,9	84,3	93,5	110,9
Octobre	331,2	355,2	24,0	143,7	147,3	102,5	83,4	91,3	109,5
Novembre	312,4	317,7	5,3	136,1	133,3	97,9	83,0	90,3	108,8
Décembre	332,1	310,0	-22,1	142,4	130,1	91,4	84,3	90,3	107,1

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Indice de quantités = $\frac{\text{indice des valeurs}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes}} \times 100.$

² Termes de l'échange = $\frac{\text{indice à l'exportation}}{\text{indice à l'importation}} \times 100.$

VIII - 2a. — EXPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Milliards de francs

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	2.651,3	2.489,3	253,6	233,1	20,5	81,7	68,3	13,4	222,6	2.093,4	1.931,4	316,7	812,6	594,6	191,4	178,1
1984	2.992,1	2.808,9	299,6	277,7	21,9	109,9	87,4	22,5	237,2	2.345,4	2.162,4	376,3	932,0	629,7	216,3	191,2
1985	3.167,7	2.975,3	297,8	273,2	24,6	113,0	88,0	25,0	208,6	2.608,3	2.416,3	406,7	977,5	795,6	229,5	199,0
1986	3.070,3	2.981,0	296,7	272,5	24,2	91,9	76,5	15,4	152,6	2.529,2	2.350,2	382,9	915,1	792,3	239,6	199,2
1987	3.100,1	2.917,7	304,6	279,1	25,6	89,9	77,4	12,5	118,3	2.537,3	2.355,3	388,8	909,6	836,9	251,3	200,7
1988	3.382,3	3.155,1	308,4	283,9	24,5	109,0	94,2	14,8	117,1	2.847,8	2.620,6	475,7	1.083,1	870,0	261,9	157,2
1989	3.943,1	3.653,7	360,8	334,0	26,9	128,6	110,0	18,6	135,7	3.318,0	3.028,6	540,4	1.298,8	998,6	294,3	185,9
1990	3.944,5	3.688,0	354,6	328,4	26,2	114,1	97,9	16,2	137,5	3.338,2	3.081,7	549,2	1.224,0	1.076,2	323,4	165,4
1991	4.023,4	3.763,1	396,0	368,4	27,6	106,9	90,3	16,7	157,0	3.363,4	3.103,1	566,7	1.188,4	1.086,8	342,6	178,8
1992	3.967,9	3.719,4	412,6	384,4	28,1	105,4	89,8	15,6	137,2	3.312,7	3.064,2	582,3	1.122,1	1.072,5	359,8	176,0
1990 Décembre	288,9	272,2	28,2	26,3	1,8	7,8	6,6	1,1	9,5	243,5	226,8	41,6	81,2	86,2	23,4	11,1
1991 Janvier	365,7	349,0	33,1	31,0	2,1	9,7	8,1	1,6	21,4	301,5	284,8	54,2	101,5	100,8	29,7	15,3
Février	320,1	300,0	27,5	25,6	1,9	8,3	6,8	1,5	14,4	270,0	249,9	45,7	94,2	87,9	27,3	14,9
Mars	356,8	332,5	31,1	28,7	2,4	9,5	8,1	1,3	14,6	301,7	277,4	49,3	106,7	98,7	30,4	16,5
Avril	352,3	331,1	32,3	29,8	2,5	9,2	7,8	1,4	12,4	298,4	277,2	49,0	104,5	98,7	29,2	17,0
Mai	339,7	316,9	33,3	30,8	2,5	8,9	7,5	1,4	12,0	285,5	262,7	47,9	101,2	94,5	26,3	15,6
Juin	344,0	325,8	32,6	30,3	2,3	8,6	7,4	1,2	11,4	291,4	273,1	47,9	99,6	98,1	29,0	16,7
Juillet	331,7	303,1	32,4	29,6	2,8	8,2	7,0	1,2	12,8	278,3	249,8	46,4	105,4	86,8	27,2	12,6
Août	243,9	229,7	30,4	28,3	2,2	6,1	5,0	1,1	12,6	194,7	180,5	37,0	69,3	55,2	22,1	11,1
Septembre	347,3	323,7	34,6	32,2	2,4	9,9	8,1	1,8	10,1	292,8	269,2	48,0	104,9	92,9	31,7	15,3
Octobre	384,1	356,3	38,9	36,5	2,3	10,6	8,9	1,6	11,3	323,3	295,6	51,7	116,8	104,0	35,2	15,6
Novembre	331,3	307,6	34,1	32,0	2,1	9,6	8,2	1,4	13,1	274,5	250,8	46,7	98,8	85,8	28,7	14,6
Décembre	306,5	287,3	35,9	33,7	2,1	8,5	7,3	1,1	10,9	251,3	232,1	43,2	85,5	83,4	25,7	13,6
1992 Janvier	337,0	319,2	34,0	31,9	2,1	9,3	7,6	1,6	13,9	279,8	262,0	51,4	95,1	89,7	29,4	14,2
Février	323,2	302,4	31,2	29,0	2,2	9,8	8,4	1,4	8,3	273,9	253,1	47,3	95,3	87,4	30,6	13,4
Mars	368,5	345,2	35,2	33,0	2,3	10,3	9,0	1,3	10,0	313,0	289,7	53,7	105,0	101,2	33,4	19,7
Avril	347,6	327,8	35,2	33,0	2,3	8,9	7,7	1,1	13,0	290,4	270,7	50,7	97,1	97,7	30,1	14,8
Mai	323,2	302,6	33,1	30,8	2,3	8,8	7,4	1,4	10,2	271,0	250,4	46,1	93,1	91,1	26,6	14,2
Juin	363,1	340,8	36,7	33,8	2,9	8,8	7,7	1,2	12,4	305,2	282,8	56,6	102,9	98,3	30,7	16,7
Juillet	316,0	290,0	33,0	30,6	2,4	7,6	6,5	1,2	11,2	264,2	238,1	48,5	98,1	78,1	26,9	12,5
Août	241,1	230,5	31,3	28,9	2,3	6,4	5,3	1,1	11,4	192,0	181,4	39,5	61,5	53,6	23,8	13,5
Septembre	349,7	324,1	36,6	34,3	2,3	9,4	8,0	1,4	11,7	292,0	266,4	50,4	104,0	91,8	31,9	13,9
Octobre	355,2	336,2	35,6	33,2	2,4	8,9	7,8	1,2	9,3	301,3	282,3	50,9	98,3	101,6	35,7	14,9
Novembre	317,7	294,7	34,4	32,2	2,1	8,6	7,3	1,3	10,2	264,6	241,6	42,1	90,5	89,6	28,7	13,7
Décembre	310,0	290,3	35,0	32,6	2,4	8,3	7,0	1,3	14,6	252,1	232,4	43,6	79,6	86,6	28,9	13,4

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 2b. — EXPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des valeurs unitaires moyennes (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	91,0	90,2	94,3	94,9	86,9	82,4	85,6	70,0	91,9	91,0	89,9	90,6	92,9	87,5	91,5	98,6
1984	97,8	97,1	101,5	102,4	92,9	99,7	98,1	104,8	97,2	97,3	96,2	98,3	99,0	94,1	96,9	91,0
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	92,8	93,4	96,7	96,6	98,4	79,4	86,6	57,3	59,7	95,8	96,9	90,1	92,5	103,4	98,1	86,5
1987	88,3	89,0	92,7	92,2	98,4	71,3	80,8	42,5	46,4	92,3	93,6	85,2	87,1	102,8	95,7	86,2
1988	91,6	91,9	92,3	91,4	103,0	77,4	86,9	48,2	44,5	96,5	97,3	91,7	94,2	103,6	95,7	81,8
1989	98,7	98,0	99,6	98,6	112,1	84,5	94,8	52,9	46,3	104,1	103,6	95,9	105,9	109,4	99,1	79,4
1990	96,0	95,1	93,7	92,4	110,4	77,4	86,7	48,9	48,1	101,6	100,8	90,8	100,3	112,0	98,8	69,2
1991	94,3	94,2	91,8	90,6	108,6	72,0	79,9	47,5	50,7	99,7	99,9	89,6	94,2	114,5	98,6	68,1
1992	92,6	92,2	91,4	90,3	106,7	70,1	77,8	46,7	44,7	98,2	98,2	86,5	91,1	116,3	97,3	61,5
1990 Décembre	94,5	95,4	91,5	90,1	110,6	74,9	83,9	47,2	56,4	99,3	101,0	92,3	92,6	113,7	98,9	63,5
1991 Janvier	96,9	97,0	91,0	89,7	108,3	73,9	83,0	46,1	60,1	101,8	102,4	93,4	95,0	117,7	99,4	62,3
Février	95,7	95,5	90,3	89,0	107,8	71,4	79,7	45,9	57,2	101,0	101,1	93,8	95,3	114,5	99,1	65,5
Mars	94,9	94,9	91,3	89,8	111,7	73,5	82,3	46,3	51,6	100,3	100,8	92,3	93,8	114,7	100,1	64,0
Avril	94,7	94,3	91,3	89,7	112,5	71,5	79,7	46,4	47,0	100,6	100,6	91,6	95,7	113,9	99,5	67,3
Mai	95,9	94,9	92,1	90,9	108,8	73,6	82,0	47,8	47,3	101,8	101,1	91,7	98,0	115,5	97,9	66,9
Juin	94,9	94,6	93,3	92,3	105,2	72,0	79,8	48,0	46,7	100,6	100,7	89,2	95,6	115,7	98,9	71,3
Juillet	95,6	95,0	93,1	91,8	110,5	74,3	82,8	48,4	48,8	101,2	100,9	89,4	96,7	116,0	100,0	76,7
Août	93,1	94,5	91,6	90,7	103,7	72,0	79,8	47,9	48,2	98,4	100,6	90,1	90,1	115,2	100,1	74,2
Septembre	92,7	94,1	91,3	90,0	108,4	72,0	79,6	48,2	49,7	97,9	100,0	90,8	89,3	114,0	100,1	69,0
Octobre	94,3	94,0	92,6	91,3	111,5	73,5	81,5	49,0	48,7	99,6	99,7	87,1	93,9	116,1	99,7	70,4
Novembre	96,0	94,4	93,9	92,8	109,2	71,0	78,3	48,9	51,1	101,6	99,9	88,3	98,6	116,0	98,9	66,6
Décembre	95,1	94,9	94,9	93,9	108,0	72,3	79,9	49,1	49,0	100,4	100,6	90,1	93,5	117,2	99,0	66,8
1992 Janvier	94,4	93,3	93,6	92,5	107,5	72,3	80,5	47,5	46,8	99,9	98,9	86,0	95,4	116,5	98,8	66,4
Février	94,7	93,4	93,0	91,7	110,8	71,6	80,9	43,9	42,9	100,7	99,5	87,4	95,5	116,8	101,8	64,0
Mars	95,4	93,9	94,0	92,8	108,9	72,4	80,9	46,6	43,4	101,3	99,9	89,9	96,0	116,4	101,1	69,6
Avril	95,3	93,8	93,9	92,7	109,7	70,8	78,6	46,9	45,4	101,2	99,8	85,1	96,6	119,7	98,8	69,8
Mai	96,2	93,3	94,8	93,8	107,8	72,4	80,5	47,5	43,2	102,3	99,1	87,4	100,7	117,0	96,9	66,3
Juin	94,2	93,7	92,4	91,8	100,9	72,8	80,2	49,8	44,9	100,0	99,8	91,4	92,7	116,6	97,7	63,3
Juillet	91,6	92,8	91,1	90,0	106,0	71,7	79,1	48,5	45,8	96,7	98,8	86,0	87,1	118,0	97,3	61,5
Août	91,9	92,1	90,5	89,2	109,1	69,6	77,2	46,1	44,1	97,6	98,3	86,0	89,3	117,8	97,3	59,5
Septembre	93,5	92,5	92,5	91,3	107,3	70,1	78,0	45,9	44,4	99,2	98,4	86,8	92,3	117,3	99,3	55,5
Octobre	91,3	91,6	91,6	90,3	108,4	67,6	74,8	45,6	43,7	96,7	97,5	83,9	88,1	117,2	97,3	59,8
Novembre	90,3	90,8	89,2	87,9	108,2	67,0	74,6	43,7	45,5	95,5	96,8	83,4	86,3	116,2	96,5	62,4
Décembre	90,3	90,7	88,7	87,4	107,7	67,7	74,6	46,4	45,1	95,7	96,8	83,1	86,1	116,0	99,4	59,9

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 2c. — EXPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des quantités (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	91,9	92,7	90,3	89,9	96,0	88,2	91,1	79,3	116,0	90,3	91,1	86,6	89,3	92,5	91,2	122,0
1984	96,6	97,3	98,8	99,0	96,0	97,6	101,1	86,8	117,0	94,6	95,3	93,9	96,2	91,2	97,3	119,8
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	104,5	104,0	103,3	103,6	100,2	101,6	99,8	108,3	122,5	103,6	103,0	105,8	101,1	106,5	103,1	73,9
1987	110,9	110,2	110,8	111,2	105,8	111,1	108,9	119,7	121,9	110,1	109,2	113,3	106,6	113,5	109,0	77,9
1988	116,6	115,4	113,1	115,1	92,2	109,1	106,3	121,9	126,8	116,4	114,9	94,7	133,4	116,6	89,7	95,7
1989	126,1	125,3	122,3	124,7	97,7	128,8	126,7	136,6	140,9	125,3	124,2	125,4	124,5	127,7	120,9	121,7
1990	129,7	130,4	127,9	130,8	96,8	124,7	123,4	127,8	137,7	129,2	130,0	133,7	123,8	134,0	131,5	76,8
1991	134,6	134,3	145,4	149,5	103,4	126,5	124,4	134,5	148,9	132,6	132,0	140,8	127,9	132,0	142,7	88,3
1992	135,3	135,5	152,0	156,3	107,3	129,9	127,1	142,0	147,6	132,5	132,6	148,8	125,0	128,4	151,5	88,5
1990 Décembre	115,9	115,0	124,2	128,5	81,6	105,0	104,1	106,9	96,9	115,7	114,7	119,3	106,8	124,8	114,3	97,2
1991 Janvier	143,0	145,1	147,7	152,8	95,9	133,5	128,8	157,0	205,0	139,6	141,9	153,7	130,2	142,9	146,3	62,3
Février	126,7	126,8	123,5	127,0	87,2	118,3	112,5	147,2	145,1	126,1	126,1	130,3	120,5	129,1	133,7	85,9
Mars	142,4	141,3	138,1	141,4	103,9	130,6	129,8	131,9	163,2	142,0	140,5	143,3	138,7	144,5	149,7	63,6
Avril	140,9	141,6	143,6	147,0	108,3	130,8	129,7	133,2	152,6	139,9	140,6	144,3	132,9	145,8	143,2	106,8
Mai	134,2	134,6	146,3	149,7	110,8	123,6	121,3	133,2	146,8	132,2	132,5	141,5	125,5	135,2	132,1	151,7
Juin	137,3	138,9	142,0	145,3	107,0	122,6	122,2	121,7	141,2	136,5	138,4	143,5	126,9	142,2	145,2	116,6
Juillet	131,4	128,6	140,5	142,1	122,8	112,4	111,4	114,6	152,1	129,8	126,3	139,5	131,8	123,3	131,4	71,5
Août	99,2	98,0	134,3	137,4	101,5	88,6	84,9	106,8	150,7	93,2	91,4	109,3	93,6	80,2	109,2	70,7
Septembre	141,9	138,8	153,5	157,9	108,5	139,8	134,5	165,5	116,8	141,1	137,3	141,1	143,0	136,0	155,3	80,4
Octobre	154,3	152,9	169,3	175,9	102,6	146,6	144,8	152,8	134,2	153,1	151,3	157,5	150,6	148,0	177,2	93,1
Novembre	130,7	131,5	146,3	151,6	93,1	137,7	138,1	132,4	148,3	127,5	128,1	139,4	121,8	124,3	145,3	69,9
Décembre	122,1	122,1	151,9	157,4	96,6	120,2	120,8	113,7	128,3	118,1	117,8	127,2	111,3	118,7	129,3	82,0
1992 Janvier	135,2	138,0	147,2	152,3	95,6	131,6	125,0	163,8	171,9	131,9	135,1	158,5	121,5	127,6	146,3	72,1
Février	129,2	130,6	135,7	139,4	96,8	141,2	135,6	167,3	111,4	128,2	129,7	144,8	121,3	123,7	146,4	69,6
Mars	146,4	148,2	151,4	156,3	101,4	147,3	145,7	151,7	133,4	145,6	147,8	161,2	133,2	148,5	160,8	101,7
Avril	138,1	140,9	151,7	156,7	100,6	130,0	129,7	128,4	165,8	135,3	138,3	158,2	122,3	134,8	152,6	77,9
Mai	127,3	130,7	141,0	144,6	104,1	125,1	120,5	146,9	136,5	124,9	128,9	138,6	112,3	132,0	130,5	90,9
Juin	145,9	146,6	161,5	163,6	138,7	124,6	125,3	118,0	159,5	143,8	144,5	163,9	135,1	141,8	155,5	60,4
Juillet	130,7	126,1	146,3	149,9	108,7	112,8	109,1	129,9	141,8	128,7	122,9	150,8	136,1	109,2	136,2	64,7
Août	99,3	100,9	139,5	142,0	104,7	96,8	91,5	122,8	149,7	92,6	93,9	122,1	84,3	80,0	119,0	60,8
Septembre	141,7	141,3	160,1	165,4	106,3	140,1	135,8	160,1	151,9	138,8	137,9	152,4	137,1	129,8	158,1	77,9
Octobre	147,3	148,1	156,5	161,2	108,8	137,1	137,6	131,0	123,3	147,0	147,8	157,5	135,9	143,6	183,3	144,0
Novembre	133,3	130,8	155,4	161,3	96,1	132,5	129,3	146,7	129,3	130,5	127,3	135,0	127,7	129,4	142,8	64,2
Décembre	130,1	129,1	158,9	163,6	110,9	126,9	124,7	136,0	186,6	124,2	122,5	137,6	113,7	122,4	147,7	109,5

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 3a. — IMPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Milliards de francs

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	2.820,9	2.673,1	292,5	259,5	33,0	218,0	204,2	13,9	535,7	1.774,7	1.626,7	264,1	565,9	619,3	223,6	101,7
1984	3.195,8	3.015,1	337,9	301,7	36,2	257,4	236,1	21,3	595,0	2.005,4	1.824,4	316,2	662,4	685,5	246,3	94,9
1985	3.317,8	3.146,9	331,5	293,7	37,8	267,1	246,2	20,8	551,0	2.168,3	1.997,3	338,8	675,9	767,0	266,7	119,9
1986	3.065,2	2.891,8	317,3	279,8	37,5	204,1	191,1	13,0	325,3	2.218,5	2.045,5	318,2	663,9	854,6	289,1	92
1987	3.110,1	2.931,1	311,8	273,4	38,3	204,9	194,6	10,3	283,8	2.309,7	2.130,7	323,5	670,2	920,9	315,9	79,1
1988	3.393,6	3.175,2	332,3	294,1	38,2	239,0	226,3	12,7	243,5	2.578,8	2.360,4	389,6	805,3	810,0	343,9	230,0
1989	3.883,9	3.601,0	352,7	312,5	40,2	276,8	262,0	14,8	297,4	2.956,9	2.674,1	447,2	954,9	945,5	378,9	230,4
1990	4.011,6	3.748,2	357,7	314,2	43,5	242,2	228,7	13,5	326,7	3.085,0	2.821,6	456,9	936,4	1.023,5	421,1	247,2
1991	4.116,3	3.861,0	390,8	345,1	45,7	227,6	212,4	15,2	344,3	3.153,5	2.898,3	474,6	914,5	1.071,7	448,3	244,4
1992	4.023,7	3.783,9	399,1	349,5	49,7	216,0	201,3	14,7	305,2	3.103,4	2.863,6	478,9	876,1	1.029,6	464,5	254,3
1990 Décembre	308,7	290,4	30,5	25,6	4,9	16,7	15,8	0,9	32,1	229,4	211,2	33,9	65,2	81,5	29,5	19,4
1991 Janvier	374,1	350,9	33,0	29,5	3,4	19,9	18,8	1,1	40,7	280,6	257,3	49,2	81,8	85,8	38,7	25,1
Février	327,1	307,9	26,2	23,6	2,6	16,9	15,7	1,2	29,8	254,2	235,0	39,8	70,5	82,3	39,4	22,1
Mars	358,7	340,3	33,1	29,6	3,4	18,9	17,6	1,3	26,7	280,0	261,6	44,3	77,7	93,6	42,6	21,8
Avril	352,4	331,2	33,4	30,0	3,4	19,7	18,6	1,1	25,8	273,5	252,2	42,8	81,0	92,4	36,6	20,7
Mai	345,2	321,4	32,9	29,2	3,8	19,4	17,9	1,5	31,2	261,8	238,0	40,9	81,0	87,5	32,3	20,1
Juin	347,2	325,6	31,5	27,8	3,8	20,0	18,4	1,6	24,4	271,3	249,8	39,2	80,2	97,6	32,9	21,4
Juillet	332,8	311,1	31,8	27,9	3,8	16,5	15,5	1,0	27,4	257,1	235,4	35,0	72,0	94,8	40,5	14,8
Août	294,0	273,5	30,5	27,4	3,0	18,3	17,0	1,4	25,0	220,2	199,7	33,1	67,1	71,4	36,1	12,5
Septembre	354,3	331,9	34,0	29,9	4,1	20,9	19,5	1,5	27,5	271,9	249,5	39,3	77,9	90,5	41,4	22,8
Octobre	371,3	344,9	36,5	31,8	4,7	19,8	18,5	1,3	24,9	290,1	263,8	41,2	87,5	97,2	41,4	22,8
Novembre	335,0	315,6	32,4	28,0	4,5	19,4	18,3	1,1	28,6	254,6	235,2	36,9	73,2	89,1	34,6	20,9
Décembre	324,2	306,6	35,5	30,3	5,2	17,9	16,8	1,1	32,4	238,3	220,8	32,8	64,7	89,4	32,0	19,4
1992 Janvier	345,8	326,4	32,1	28,2	4,0	18,5	17,3	1,2	28,1	267,2	247,7	40,9	75,9	86,9	39,7	23,7
Février	344,1	324,8	32,1	28,7	3,4	18,3	17,1	1,2	25,1	268,6	249,3	38,9	73,3	90,3	43,3	22,9
Mars	396,8	370,9	36,5	32,5	4,0	23,2	21,5	1,6	29,7	307,4	281,5	45,9	88,9	100,4	47,4	24,8
Avril	356,4	335,1	34,9	31,2	3,7	19,5	18,4	1,1	23,2	278,7	257,5	43,6	78,8	94,1	36,9	25,2
Mai	317,9	302,1	31,0	27,2	3,8	17,7	16,6	1,1	21,7	247,5	231,6	38,9	69,3	82,9	31,5	24,8
Juin	354,4	329,5	34,9	30,7	4,2	20,2	18,8	1,4	23,7	275,6	250,7	41,2	82,4	92,5	36,2	23,3
Juillet	307,0	286,9	31,9	28,2	3,7	15,6	14,4	1,2	25,6	234,0	213,9	37,8	67,5	74,6	40,0	14,1
Août	279,0	261,3	29,5	26,2	3,3	15,1	14,1	1,0	22,2	212,2	194,6	37,5	61,2	63,0	37,0	13,5
Septembre	341,3	319,4	33,9	29,9	4,0	17,7	16,3	1,4	24,4	265,2	243,3	41,7	76,6	83,5	43,7	19,8
Octobre	331,2	312,3	32,9	28,8	4,1	17,6	16,4	1,2	22,5	258,2	239,2	39,1	74,0	83,3	40,0	21,8
Novembre	312,4	295,1	32,2	27,7	4,6	16,1	15,1	1,0	25,3	238,7	221,4	36,8	66,3	80,2	34,9	20,5
Décembre	332,1	314,7	37,2	31,1	6,1	17,0	15,7	1,3	33,8	244,1	226,7	36,6	63,4	89,7	35,3	19,0

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 3b. — IMPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des valeurs unitaires moyennes (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	91,8	91,0	95,1	96,1	87,6	91,3	93,2	68,7	91,7	91,2	89,8	89,6	93,5	89,7	90,3	133,8
1984	99,1	98,2	102,0	102,9	95,6	101,4	100,8	108,3	99,9	98,0	96,5	96,9	101,0	96,3	95,7	132,1
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	87,2	87,7	96,0	95,5	99,4	79,3	81,4	56,4	55,2	94,2	95,7	84,6	89,1	102,0	98,3	98,4
1987	82,4	82,7	88,2	87,0	97,5	70,5	72,9	44,2	47,7	91,1	92,3	80,3	85,6	99,6	95,2	97,7
1988	84,5	83,4	91,1	90,3	97,8	74,9	77,2	50,0	40,8	95,0	94,3	82,5	97,5	99,6	96,1	95,6
1989	90,7	89,1	94,9	94,1	101,4	85,7	88,6	53,9	47,8	100,9	99,4	87,8	106,6	104,3	98,9	88,3
1990	88,5	86,3	89,5	87,8	103,8	77,6	80,4	47,3	50,5	98,7	96,3	83,0	105,1	103,4	96,1	75,4
1991	87,4	85,9	89,3	87,1	107,1	72,1	74,4	46,3	50,2	97,7	96,3	81,3	98,6	107,1	95,8	73,7
1992	84,3	82,7	87,9	85,1	111,8	67,8	69,6	47,0	43,3	95,3	93,7	75,7	95,4	106,9	94,4	72,3
1990 Décembre	91,3	89,4	88,7	85,7	110,9	71,6	74,2	44,1	60,4	101,2	99,4	88,5	103,2	108,9	96,6	72,2
1991 Janvier	89,2	88,6	87,0	85,2	101,7	72,8	75,4	44,5	58,7	98,6	98,6	87,9	95,9	107,8	97,2	73,3
Février	88,3	87,5	88,3	86,7	101,2	72,1	74,5	44,8	56,4	97,8	97,4	87,1	96,3	104,1	100,8	70,8
Mars	87,1	86,2	88,6	86,8	103,1	71,8	74,3	44,8	48,2	97,8	97,3	83,9	96,8	106,8	97,5	72,2
Avril	87,3	85,7	90,0	88,1	105,6	73,1	75,7	45,0	48,3	97,8	96,3	84,6	99,3	105,0	95,3	75,5
Mai	88,0	85,4	90,3	88,6	103,5	73,1	75,6	45,7	49,8	98,5	95,5	80,5	103,9	106,4	93,0	77,0
Juin	88,3	86,3	90,5	88,7	105,2	74,6	77,0	47,0	48,7	99,0	96,8	80,6	102,0	108,1	95,6	74,2
Juillet	89,6	87,4	90,6	88,7	106,4	75,1	77,6	47,0	48,6	100,8	98,5	80,8	103,8	109,2	101,1	79,2
Août	87,3	86,8	89,7	87,8	105,3	73,2	75,4	48,6	49,0	97,7	97,8	78,4	96,0	109,5	100,3	75,2
Septembre	88,5	86,8	90,6	88,8	105,9	70,9	72,9	48,1	50,3	99,2	97,6	80,6	99,9	108,9	100,1	76,6
Octobre	87,4	85,5	89,0	86,3	111,3	72,2	74,4	47,3	49,1	97,9	95,9	89,9	100,4	107,5	94,6	69,2
Novembre	88,1	86,8	91,1	88,3	113,9	71,6	73,8	47,5	50,5	98,5	97,4	79,9	98,3	110,7	94,9	75,1
Décembre	88,0	86,0	91,4	88,4	115,6	70,0	71,8	49,1	47,2	99,2	97,2	79,7	100,5	110,5	95,1	72,5
1992 Janvier	85,9	84,3	88,6	86,5	105,9	71,2	73,4	46,9	42,7	97,4	96,0	78,5	97,5	109,5	97,0	70,6
Février	88,2	86,2	90,2	87,9	108,9	70,4	72,4	47,8	49,8	99,0	96,9	80,7	99,1	108,0	100,8	75,6
Mars	88,0	85,3	89,4	87,0	109,1	71,1	73,3	46,4	42,6	100,3	97,4	78,9	102,4	110,6	99,0	78,3
Avril	87,1	84,3	90,2	87,7	111,9	71,2	73,3	47,1	43,3	98,6	95,5	78,6	102,9	107,7	95,5	74,7
Mai	87,6	84,4	89,9	87,7	107,9	70,8	72,7	48,3	45,4	99,0	95,2	78,9	104,9	107,9	92,8	75,5
Juin	86,2	83,8	90,1	87,6	111,2	69,3	70,9	50,2	45,4	97,0	94,4	77,5	100,7	106,8	93,1	72,6
Juillet	83,4	83,4	88,8	86,4	108,5	68,7	70,3	49,3	44,0	93,7	94,6	75,5	88,0	110,0	97,1	65,5
Août	83,2	83,0	86,8	84,3	107,5	66,7	68,2	48,0	43,6	93,8	94,6	74,5	89,4	107,9	98,0	71,2
Septembre	84,3	82,7	86,8	83,9	110,9	64,3	65,8	45,9	42,8	95,9	94,5	76,0	95,3	109,3	95,7	69,7
Octobre	83,4	81,9	87,4	84,2	115,2	63,4	65,0	45,0	41,4	94,8	93,6	74,6	93,8	106,3	93,1	79,0
Novembre	83,0	81,6	86,3	83,2	112,4	64,5	66,1	45,5	43,2	94,1	92,8	73,9	92,9	108,0	92,7	69,8
Décembre	84,3	82,7	87,9	84,2	117,3	64,0	65,4	46,3	42,9	96,1	94,6	73,4	94,8	112,4	95,4	66,8

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 3c. — IMPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des quantités (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	92,6	93,4	92,8	92,0	99,6	89,6	89,2	96,8	106,1	89,8	90,7	83,7	88,9	90,0	92,9	87,3
1984	97,2	97,6	99,9	99,9	100,0	95,1	95,2	94,5	108,1	94,3	94,6	92,9	96,8	92,8	96,5	67,0
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	106,0	104,8	99,9	100,0	99,7	96,3	95,5	108,7	107,1	108,6	107,0	110,1	109,9	109,3	107,4	78,0
1987	113,7	112,7	106,8	107,2	104,0	108,9	108,7	109,9	107,8	116,9	115,5	115,9	115,4	120,5	120,6	64,3
1988	121,1	121,0	110,4	111,4	102,9	115,0	114,8	115,8	108,6	125,6	125,7	109,0	139,9	128,5	109,2	66,9
1989	129,1	128,4	112,4	113,4	104,8	119,9	119,5	126,1	113,1	135,3	134,8	140,3	135,2	136,4	140,3	35,8
1990	136,6	138,0	120,8	122,2	110,8	115,9	115,0	131,0	117,5	144,2	146,9	154,3	134,4	148,6	160,0	40,8
1991	141,9	142,8	132,3	135,2	112,9	117,1	115,3	149,8	124,7	148,9	150,7	162,9	140,1	148,9	171,2	38,0
1992	143,8	145,5	137,2	140,1	117,5	118,5	117,0	145,0	128,0	150,3	153,0	170,2	136,8	125,4	178,2	605,3
1990 Décembre	122,3	123,8	124,6	122,3	139,7	103,6	103,1	110,7	116,0	125,5	127,7	124,9	115,1	135,4	134,8	51,3
1991 Janvier	151,7	151,0	137,5	142,0	107,6	121,7	120,6	140,4	151,2	157,6	156,9	186,0	155,0	146,2	174,4	89,0
Février	133,9	134,1	107,8	111,4	83,0	104,3	102,2	143,0	115,1	143,9	144,9	151,1	133,0	144,5	171,3	75,3
Mars	148,9	150,6	135,4	139,9	105,5	117,2	114,6	163,1	120,8	158,5	161,7	177,5	145,2	157,4	191,7	25,6
Avril	146,0	147,3	134,7	139,6	102,5	120,0	119,1	133,6	116,7	154,9	157,4	170,4	147,5	156,4	168,8	31,1
Mai	141,8	143,5	132,3	134,8	114,9	117,9	114,5	180,2	136,7	147,2	149,8	171,2	141,0	146,8	152,7	24,3
Juin	142,1	143,9	126,4	128,3	113,3	119,3	115,8	182,2	109,1	151,8	155,0	157,9	142,9	163,0	151,8	24,3
Juillet	134,3	135,7	127,1	129,0	114,0	97,8	96,7	116,8	122,8	141,2	143,8	141,2	125,3	149,4	175,3	18,5
Août	121,7	120,2	123,3	128,0	91,8	111,4	109,0	152,9	111,0	124,8	122,7	138,3	126,1	112,3	157,4	27,3
Septembre	144,9	145,9	136,0	138,0	121,8	131,3	129,3	165,6	119,1	151,8	153,7	165,3	141,2	150,6	181,5	47,2
Octobre	153,6	153,9	148,8	151,1	133,7	122,4	120,5	154,3	110,5	164,0	165,2	174,5	157,4	162,5	193,0	26,0
Novembre	137,5	138,6	129,2	129,8	124,7	120,6	120,0	130,8	123,3	143,1	145,1	158,2	135,0	144,1	160,0	26,7
Décembre	133,2	136,0	141,1	140,7	142,5	113,8	113,1	123,9	149,6	133,0	136,6	141,6	118,4	141,8	147,8	40,6
1992 Janvier	145,6	147,6	131,5	133,3	118,9	115,7	114,4	136,9	143,4	151,8	155,1	169,6	140,7	124,0	178,1	660,7
Février	141,1	143,7	129,1	133,6	100,0	115,8	114,6	137,2	110,0	150,3	154,7	156,1	132,2	130,6	186,0	631,4
Mars	163,1	165,8	147,8	152,7	115,8	145,4	142,2	201,3	152,1	169,7	173,8	184,6	154,6	141,8	207,6	694,9
Avril	148,0	151,5	140,3	145,8	104,6	122,2	121,8	127,2	117,0	156,5	162,0	185,5	136,8	136,5	167,9	658,9
Mai	131,3	136,5	125,1	127,0	112,4	111,5	110,5	130,1	104,3	138,4	146,3	165,9	118,2	120,0	147,4	647,2
Juin	148,8	150,0	140,6	143,4	121,1	129,7	128,3	155,3	113,8	157,3	159,7	173,3	146,2	135,2	169,3	655,2
Juillet	133,0	131,1	130,2	133,5	107,9	101,2	99,0	138,3	126,6	138,3	136,0	159,1	136,8	105,9	179,2	432,4
Août	121,3	120,0	123,3	127,4	96,2	101,1	100,4	114,7	111,0	125,2	123,5	158,3	123,0	91,3	163,8	382,7
Septembre	146,3	147,2	141,9	146,1	114,2	122,9	120,1	171,9	124,2	153,1	154,8	177,7	143,8	119,3	197,8	569,6
Octobre	143,7	145,4	136,7	140,3	113,2	123,5	122,2	147,9	118,9	150,8	153,6	169,4	140,4	122,5	186,6	579,7
Novembre	136,1	137,9	135,6	136,2	129,7	111,3	110,7	122,2	127,9	140,5	143,4	157,9	126,8	116,0	163,2	654,1
Décembre	142,4	145,1	153,6	151,3	165,1	118,1	116,3	151,0	171,7	140,7	144,1	154,9	118,7	124,7	161,2	654,8

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 4a. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL : REPARTITION SELON L'USAGE DES PRODUITS¹

Milliards de francs

Source : INS; Calculs : BNB.

	Importations							Exportations						
	Total	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :		Total	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :	
						véhicules automobiles	carburants pour moteur						véhicules automobiles	carburants pour moteur
1983	2.820,9	184,3	2.070,2	426,2	140,2	88,9	19,0	2.651,3	198,6	1.675,0	451,2	326,5	251,8	40,0
1984	3.195,8	221,4	2.359,9	474,5	139,9	99,0	20,2	2.992,1	227,6	1.935,3	519,0	310,2	242,8	37,1
1985	3.317,8	242,1	2.425,9	502,2	147,6	104,7	19,5	3.167,7	262,3	2.000,7	556,5	348,3	286,9	36,4
1986	3.065,2	276,2	2.112,8	530,3	146,0	126,2	7,5	3.070,3	277,7	1.838,8	579,1	374,8	329,2	27,5
1987	3.110,1	302,6	2.083,8	569,8	153,9	137,2	7,1	3.100,1	289,2	1.819,9	605,6	385,5	356,5	15,2
1988	3.393,6	316,1	2.322,4	600,0	155,1	148,1	6,5	3.382,3	263,5	2.142,4	599,5	376,8	357,3	18,2
1989	3.883,9	374,7	2.658,2	661,9	189,1	173,8	13,6	3.943,1	337,7	2.478,8	685,9	440,6	397,5	25,0
1990	4.011,6	399,4	2.630,7	770,6	210,9	196,3	13,8	3.944,5	321,4	2.183,7	958,2	481,2	454,4	25,2
1991	4.116,3	468,7	2.634,3	779,6	233,6	222,7	9,6	4.023,4	578,4	2.173,7	784,9	486,4	455,0	30,1
1992	4.023,7	379,3	2.577,1	856,6	210,8	201,3	8,8	3.967,9	313,9	2.109,5	1.056,6	487,8	454,8	31,7
1990 Décembre	308,7	31,8	200,0	58,4	18,5	17,0	1,4	288,9	28,4	148,5	72,7	39,3	36,9	2,2
1991 Janvier	374,1	36,8	253,0	66,6	17,8	16,8	0,9	365,7	51,6	198,4	66,3	49,4	46,4	2,8
Février	327,1	34,2	213,1	61,6	18,1	17,5	0,6	320,1	45,0	175,5	59,1	40,5	38,1	2,3
Mars	358,7	42,1	227,0	70,5	19,1	17,8	0,6	356,8	51,5	192,7	66,1	46,5	44,1	2,3
Avril	352,4	42,7	226,3	64,1	19,3	18,6	0,7	352,3	54,3	189,6	65,1	43,3	40,6	2,6
Mai	345,2	40,3	227,7	60,2	17,0	16,2	0,7	339,7	51,0	184,8	62,5	41,3	38,7	2,5
Juin	347,2	38,4	223,5	59,3	26,0	25,1	0,8	344,0	50,7	182,2	65,3	45,8	43,2	2,5
Juillet	332,8	39,4	200,3	67,0	26,1	25,1	0,9	331,7	45,9	183,1	63,1	39,6	36,5	3,1
Août	294,0	33,4	185,9	60,9	13,8	12,9	0,8	243,9	33,0	135,7	53,6	21,5	18,3	3,1
Septembre	354,3	39,6	227,1	70,4	17,3	16,3	0,9	347,3	49,5	186,1	70,2	41,5	39,5	1,9
Octobre	371,3	43,4	234,6	72,9	20,4	19,5	0,9	384,1	53,8	207,8	78,5	44,0	41,9	2,0
Novembre	335,0	37,5	215,3	63,4	18,8	17,8	1,0	331,3	47,7	179,1	68,7	35,8	33,1	2,5
Décembre	324,2	40,8	200,6	62,8	19,9	19,0	0,8	306,5	44,3	158,7	66,4	37,1	34,5	2,4
1992 Janvier	345,8	31,4	221,6	72,4	20,5	19,8	0,7	337,0	24,5	182,2	87,2	43,1	39,6	3,4
Février	344,1	33,1	216,4	74,1	20,4	19,8	0,6	323,2	24,7	173,1	83,6	41,7	39,6	1,9
Mars	396,8	37,8	256,9	81,4	20,7	20,0	0,6	368,5	28,7	190,9	100,1	48,9	46,1	2,6
Avril	356,4	33,8	229,6	72,3	20,7	19,9	0,7	347,6	28,3	184,4	88,6	46,2	43,6	2,5
Mai	317,9	29,3	205,5	64,9	18,2	17,3	0,7	323,3	26,9	171,7	81,2	43,4	40,5	2,8
Juin	354,4	35,2	228,8	70,9	19,5	18,8	0,6	363,1	29,5	192,6	96,1	44,8	42,1	2,7
Juillet	307,0	29,2	192,6	71,1	14,1	13,1	0,9	316,0	25,5	177,2	80,4	32,9	30,1	2,7
Août	279,0	24,6	180,2	63,1	11,1	10,3	0,8	241,1	18,4	127,9	74,8	20,0	16,7	3,1
Septembre	341,3	29,4	217,2	77,9	16,8	15,7	1,0	349,7	25,5	190,5	92,1	41,7	39,3	2,3
Octobre	331,2	29,6	211,5	73,3	16,7	16,0	0,7	355,2	30,2	182,2	97,2	45,7	43,7	1,9
Novembre	312,4	29,6	202,7	64,8	15,3	14,6	0,7	317,7	26,5	164,9	85,0	41,4	38,9	2,4
Décembre	332,1	36,8	208,6	70,8	15,9	15,1	0,7	310,0	25,4	161,1	85,7	37,9	34,5	3,2

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Regroupement de la classification selon les grandes catégories économiques (CGCE).

VIII - 4b. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL : REPARTITION SELON L'USAGE DES PRODUITS¹

Indices des valeurs unitaires moyennes (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Importations							Exportations						
	Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :		Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :	
						véhicules automobiles	carburants pour moteur						véhicules automobiles	carburants pour moteur
1983	91,8	90,2	92,0	92,0	88,7	87,1	92,8	91,0	89,9	91,2	91,7	90,6	89,1	94,5
1984	99,1	96,2	99,8	97,7	96,2	95,9	94,5	97,8	95,7	98,7	97,8	94,0	94,2	96,2
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	87,2	100,9	82,8	97,2	96,6	103,8	48,5	92,8	101,2	88,6	98,4	98,8	104,9	55,7
1987	82,4	97,7	77,2	94,3	100,5	108,8	43,9	88,3	99,1	82,6	96,1	97,3	106,1	36,0
1988	84,5	95,0	79,8	94,7	108,7	119,1	39,7	91,6	98,0	87,1	96,5	101,1	110,1	39,8
1989	90,7	101,0	86,2	99,1	115,1	124,9	49,5	98,7	103,0	94,9	101,1	107,6	117,0	42,7
1990	88,5	99,9	83,5	97,1	120,1	129,9	55,6	96,0	103,5	90,0	99,2	114,7	124,6	46,5
1991	87,4	100,4	81,9	96,7	121,5	131,8	51,3	94,3	104,8	86,5	98,6	120,8	130,8	51,1
1992	84,3	98,3	77,9	94,9	126,1	137,9	44,2	92,6	105,5	83,5	98,7	122,1	133,8	44,2
1990 Décembre	91,3	102,1	86,4	97,8	129,4	140,2	59,9	94,5	107,1	86,9	98,0	116,5	125,3	54,8
1991 Janvier	89,2	103,2	84,2	96,7	119,4	130,1	49,6	96,9	104,4	89,2	98,2	128,7	139,6	54,3
Février	88,3	100,1	83,0	99,2	115,9	125,7	48,2	95,7	105,0	88,7	98,9	119,2	128,5	54,1
Mars	87,1	102,3	81,8	97,0	113,6	123,6	45,5	94,9	106,6	87,3	96,4	119,8	129,1	52,5
Avril	87,3	102,1	81,9	97,2	112,8	122,2	49,5	94,7	106,4	87,1	98,2	119,8	130,0	48,3
Mai	88,0	103,5	83,1	95,0	116,0	125,5	51,6	95,9	106,7	89,2	98,0	118,0	128,6	46,4
Juin	88,3	101,8	83,0	96,0	123,3	133,4	53,5	94,9	105,9	87,4	99,1	118,4	128,7	48,5
Juillet	89,6	101,7	83,6	100,1	127,0	137,6	55,0	95,6	105,1	88,1	99,5	120,8	130,6	51,9
Août	87,3	104,5	80,6	99,3	121,8	132,0	54,4	93,1	102,5	84,9	99,2	121,5	130,8	52,2
Septembre	88,5	103,3	82,2	100,3	120,8	130,7	53,7	92,7	102,5	84,0	100,1	120,3	130,5	52,3
Octobre	87,4	101,6	81,6	95,9	127,6	138,8	52,5	94,3	106,2	85,9	99,5	121,6	131,9	51,8
Novembre	88,1	102,0	82,1	96,8	131,7	143,7	51,4	96,0	107,7	88,1	101,0	120,5	130,1	51,8
Décembre	88,0	102,5	81,7	98,3	127,9	139,8	49,0	95,1	108,3	86,0	102,4	121,2	130,9	51,6
1992 Janvier	85,9	101,5	79,4	96,1	128,6	141,0	41,8	94,4	106,2	86,2	99,0	122,4	132,8	50,2
Février	88,2	100,2	82,4	99,2	122,4	133,7	40,8	94,7	108,1	86,3	100,3	120,3	131,9	41,8
Mars	88,0	102,1	81,7	98,2	128,4	140,7	42,0	95,4	106,2	86,4	103,8	120,9	132,3	41,9
Avril	87,1	100,1	81,7	96,5	118,3	129,2	41,8	95,3	109,2	86,9	99,2	123,3	135,0	43,2
Mai	87,6	101,3	82,3	95,1	123,1	134,6	44,5	96,2	105,8	88,5	100,8	121,3	133,2	42,9
Juin	86,2	102,5	80,4	95,3	117,2	127,1	47,9	94,2	107,5	84,8	102,4	121,5	132,6	44,7
Juillet	83,4	102,8	75,8	96,6	124,3	135,2	47,6	91,6	108,6	82,0	97,9	121,5	133,0	46,2
Août	83,2	102,6	75,6	96,8	121,6	133,7	42,5	91,9	105,9	82,6	98,7	121,5	134,6	43,4
Septembre	84,3	101,5	77,0	96,3	130,0	140,1	61,1	93,5	106,7	84,2	99,9	123,1	134,8	44,0
Octobre	83,4	99,1	76,3	94,7	129,5	143,0	40,4	91,3	104,4	81,3	97,8	125,9	138,2	41,7
Novembre	83,0	96,7	76,3	93,7	132,9	146,8	39,9	90,3	105,9	79,9	97,4	123,8	135,7	44,2
Décembre	84,3	101,6	76,8	96,3	132,7	145,8	42,3	90,3	106,1	80,5	96,5	121,2	132,7	45,2

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Regroupement de la classification selon les grandes catégories économiques (CGCE).

VIII - 4c. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL : REPARTITION SELON L'USAGE DES PRODUITS¹

Indices des quantités (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Importations							Exportations						
	Total	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :		Total	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :	
						véhicules automobiles	carburants pour moteur						véhicules automobiles	carburants pour moteur
1983	92,6	84,3	92,7	92,3	107,1	97,5	105,1	91,9	84,3	91,8	88,4	103,5	98,5	116,3
1984	97,2	95,1	97,5	96,8	98,5	98,6	109,8	96,6	90,7	97,9	95,4	94,8	89,8	105,9
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	106,0	113,1	105,2	108,6	102,4	116,1	79,2	104,5	104,6	103,7	105,7	108,9	109,4	135,6
1987	113,7	128,0	111,3	120,3	103,8	120,5	83,5	110,9	111,3	110,2	113,2	113,7	117,1	115,8
1988	121,1	137,6	122,8	114,2	98,0	118,8	84,7	116,6	112,3	124,2	101,0	109,8	113,1	126,0
1989	129,1	153,3	127,1	133,1	111,1	132,8	115,9	126,1	125,0	130,6	123,0	115,9	118,4	160,7
1990	136,6	165,2	132,2	147,8	120,2	144,3	127,8	129,7	128,5	131,9	132,5	122,3	127,1	148,9
1991	141,9	172,4	134,9	160,6	132,2	161,3	96,6	134,6	129,2	137,3	144,1	119,3	121,2	161,7
1992	143,8	159,4	138,9	168,9	115,3	139,4	102,1	135,3	122,3	138,2	149,0	118,2	118,4	197,0
1990 Décembre	122,3	154,1	116,0	135,7	118,3	139,1	141,2	115,9	130,9	111,5	125,0	117,9	123,2	134,4
1991 Janvier	151,7	153,4	151,4	164,7	121,9	148,1	116,0	143,0	135,9	146,2	146,5	135,2	139,1	168,5
Février	133,9	152,5	129,0	148,6	128,5	159,4	70,7	126,7	116,6	130,0	130,1	119,5	124,0	141,8
Mars	148,9	170,0	139,8	173,2	139,6	165,2	79,7	142,4	131,3	144,0	148,6	137,6	142,8	141,2
Avril	146,0	183,3	139,5	157,6	141,6	174,2	81,1	134,0	145,5	143,5	144,3	127,5	130,5	177,1
Mai	141,8	171,9	138,0	151,5	120,8	148,3	82,9	134,2	137,2	135,9	138,7	123,9	126,0	179,5
Juin	142,1	173,0	134,6	147,5	173,3	215,7	96,0	137,3	135,2	137,0	143,3	137,3	140,4	169,5
Juillet	134,3	180,4	119,7	159,9	168,6	209,1	104,5	131,4	126,0	135,4	137,7	115,1	116,8	195,8
Août	121,7	142,9	115,8	146,5	94,3	112,2	93,2	99,2	84,0	105,0	117,0	64,0	58,5	199,0
Septembre	144,9	168,8	139,1	167,7	118,3	142,6	105,5	141,9	134,2	145,5	152,3	122,5	126,6	119,6
Octobre	153,6	190,3	144,6	181,7	132,9	161,0	105,6	154,3	148,3	156,7	171,3	131,1	133,0	125,6
Novembre	137,5	161,2	132,1	156,5	117,5	141,9	115,8	130,7	125,9	132,7	147,7	107,3	106,5	162,1
Décembre	133,2	171,4	124,6	152,6	128,0	156,1	106,8	122,1	117,0	120,9	140,9	109,5	110,4	154,3
1992 Janvier	145,6	153,2	141,5	165,4	132,1	161,3	96,2	135,2	113,7	138,7	146,0	124,6	124,6	223,0
Février	141,1	163,9	132,5	167,9	137,1	169,4	91,9	129,2	114,3	130,6	140,8	122,4	125,6	150,3
Mars	163,1	183,5	157,4	189,8	132,7	163,1	92,4	146,4	134,3	147,3	155,9	143,3	145,8	205,2
Avril	148,0	167,4	142,6	163,5	143,7	176,4	106,8	138,1	127,3	138,8	147,6	134,5	135,1	191,8
Mai	131,3	143,3	127,1	147,4	121,5	147,6	102,4	127,3	126,6	127,7	132,1	124,0	127,1	217,7
Juin	148,8	169,9	143,5	165,1	138,0	169,8	79,1	145,9	134,9	149,6	155,0	131,1	132,7	197,4
Juillet	133,0	140,8	127,6	167,1	95,0	111,3	115,5	130,7	115,9	140,3	137,8	96,6	94,7	189,7
Août	121,3	119,1	120,0	146,9	75,8	88,1	112,6	99,3	84,6	104,5	124,4	58,6	52,0	236,2
Septembre	146,3	143,7	142,0	182,4	106,8	128,4	104,7	141,7	117,5	147,1	156,9	120,4	121,8	169,0
Octobre	143,7	148,3	139,4	174,9	107,4	127,9	113,2	147,3	140,5	146,1	170,5	130,9	132,1	153,6
Novembre	136,1	151,7	133,0	158,8	95,0	114,1	100,7	133,3	123,3	135,6	147,2	116,5	120,0	177,1
Décembre	142,4	179,4	135,3	170,7	99,6	118,9	100,6	130,1	118,0	130,5	150,3	114,0	108,6	236,1

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Regroupement de la classification selon les grandes catégories économiques (CCCE).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

Milliards de francs

	Allemagne ¹			France			Pays-Bas			Italie		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	588,9	565,9	-23,0	396,3	483,0	86,7	511,8	377,5	-134,3	103,6	123,8	20,2
1984	644,2	593,9	-50,3	467,3	552,4	85,1	600,5	416,6	-183,9	114,4	153,8	39,4
1985	704,9	592,5	-112,4	498,9	600,6	101,7	614,6	451,0	-163,6	118,2	172,3	54,1
1986	717,2	611,1	-106,1	485,7	614,8	129,1	547,6	461,1	-86,5	130,0	179,1	49,1
1987	762,9	619,4	-143,5	487,8	633,9	146,1	533,4	466,0	-67,4	132,4	197,5	65,1
1988	836,5	662,9	-173,6	522,2	675,5	153,3	602,5	498,0	-104,5	144,4	210,4	66,0
1989	920,3	750,1	-170,2	578,4	806,8	228,4	684,6	540,1	-144,5	164,1	251,0	86,9
1990	962,5	840,9	-121,6	635,6	797,9	162,3	702,1	537,6	-164,5	180,9	258,3	77,4
1991	968,6	955,3	-13,3	648,8	766,7	117,9	709,2	551,1	-158,1	186,6	243,2	56,6
1992	962,5	906,6	-54,9	662,6	764,0	101,4	704,5	541,9	-162,6	180,8	233,8	53,0
1990 Décembre	73,3	66,3	-7,0	48,0	55,3	7,3	51,6	37,8	-13,8	14,9	19,4	4,5
1991 Janvier	82,7	93,1	10,4	59,7	73,1	13,4	64,1	47,4	-16,7	15,7	25,3	9,6
Février	78,3	79,3	1,0	52,8	61,4	8,6	55,0	44,4	-10,6	15,8	20,4	4,6
Mars	83,6	88,1	4,5	54,6	67,1	12,5	69,3	49,5	-19,8	16,3	22,4	6,1
Avril	80,9	89,0	8,1	56,8	69,5	12,7	57,8	47,2	-10,6	15,4	22,5	7,1
Mai	76,9	81,1	4,2	51,6	62,1	10,5	59,0	45,7	-13,3	14,6	20,3	5,7
Juin	89,0	84,7	-4,3	56,0	66,0	10,0	55,9	48,2	-7,7	14,8	19,1	4,3
Juillet	81,8	78,3	-3,5	55,1	64,2	9,1	52,4	40,4	-12,0	18,3	16,8	-1,5
Août	67,1	56,4	-10,7	39,9	42,1	2,2	54,8	38,9	-15,9	13,8	9,7	-4,1
Septembre	82,9	78,1	-4,8	56,6	67,0	10,4	61,6	47,5	-14,1	15,3	21,8	6,5
Octobre	88,0	85,3	-2,7	59,3	72,4	13,1	66,1	54,2	-11,9	16,7	24,2	7,5
Novembre	80,2	74,0	-6,2	53,0	62,7	9,7	59,3	46,4	-12,9	14,5	21,8	7,3
Décembre	77,1	67,9	-9,2	53,3	59,1	5,8	54,1	41,3	-12,8	15,4	18,8	3,4
1992 Janvier	83,5	84,3	0,8	58,0	67,3	9,3	62,2	46,0	-16,0	14,2	21,1	6,9
Février	85,1	76,7	-8,4	57,6	62,3	4,7	60,6	44,6	-16,0	17,1	21,1	4,0
Mars	96,3	85,1	-11,2	64,0	72,3	8,3	66,5	49,7	-16,8	18,6	23,6	5,0
Avril	175,0	161,5	-13,5	120,5	131,9	11,4	124,7	92,8	-31,9	32,0	44,2	12,2
Mai	78,3	72,4	-5,9	50,9	61,7	10,8	54,1	44,6	-9,5	13,5	19,7	6,2
Juin	82,8	85,2	2,4	59,1	68,9	9,8	57,1	48,6	-8,6	17,0	21,5	4,5
Juillet	68,8	70,4	1,6	50,3	59,2	8,9	54,0	41,1	-12,9	16,8	17,2	0,4
Août	64,7	57,1	-7,6	41,7	45,9	4,2	50,2	35,7	-14,5	12,9	11,3	-1,6
Septembre	80,4	75,9	-4,5	56,9	68,9	12,0	64,0	47,7	-16,3	14,2	20,5	6,3
Octobre	81,9	84,0	2,1	57,7	70,0	12,3	59,7	46,9	-12,8	14,1	20,9	6,8
Novembre	74,6	73,3	-1,3	52,3	60,3	8,0	56,8	42,4	-14,4	13,5	17,8	4,3
Décembre	76,9	60,0	-16,9	53,7	60,8	7,1	55,8	40,5	-15,3	14,3	16,9	2,6

¹ Il s'agit, pour l'ensemble de la période, du territoire qui a résulté de l'unification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite 1)

Milliards de francs

	Royaume-Uni			Espagne			Autres CE ²			CE		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	243,6	261,2	17,6	31,0	26,8	-4,2	41,7	60,9	19,2	1.910,3	1.893,6	-16,7
1984	279,9	296,4	16,5	36,6	25,0	-11,6	46,9	63,6	16,7	2.182,1	2.097,4	-84,7
1985	295,7	309,9	14,2	37,8	31,3	-6,5	53,8	74,3	20,5	2.314,5	2.228,1	-86,4
1986	255,8	267,1	11,3	34,7	41,9	7,2	53,0	73,9	20,9	2.216,0	2.243,8	27,8
1987	244,3	261,0	16,7	37,1	57,1	20,0	57,9	72,7	14,8	2.248,7	2.302,8	54,1
1988	259,0	315,5	56,5	51,3	72,9	21,6	67,7	81,1	13,4	2.476,3	2.510,6	34,3
1989	306,0	370,2	64,2	54,9	92,0	37,1	71,6	97,5	25,9	2.771,7	2.902,2	130,5
1990	331,9	342,2	10,3	54,0	90,8	36,8	70,1	101,6	31,5	2.931,8	2.964,9	33,1
1991	344,2	311,2	-33,0	62,5	99,8	37,3	76,7	99,9	23,2	2.996,7	3.027,1	30,4
1992	309,7	311,4	1,7	64,4	108,9	44,5	75,0	104,7	29,7	2.958,6	2.971,4	12,8
1990 Décembre	26,5	22,3	-4,2	4,8	6,5	1,7	5,8	7,1	1,3	225,0	214,7	-10,3
1991 Janvier	33,3	30,7	-2,6	4,9	8,2	3,3	6,8	9,0	2,2	267,2	286,8	19,6
Février	28,2	26,8	-1,4	4,7	7,0	2,3	6,5	7,5	1,0	241,4	246,8	5,4
Mars	28,5	26,5	-2,0	4,9	8,4	3,5	6,7	8,6	1,9	263,9	270,6	6,7
Avril	30,9	26,1	-4,8	5,1	8,7	3,6	6,6	8,4	1,8	253,6	271,5	17,9
Mai	31,4	25,8	-5,6	5,9	8,3	2,4	5,9	8,7	2,8	245,2	252,0	6,8
Juin	28,7	25,3	-3,4	5,8	8,4	2,6	5,8	8,6	2,8	256,0	260,2	4,2
Juillet	25,4	26,1	0,7	6,0	8,5	2,5	6,2	8,0	1,8	245,1	242,2	-2,9
Août	23,8	21,1	-2,7	3,1	6,0	2,9	5,2	6,8	1,6	207,6	181,0	-26,6
Septembre	28,6	26,3	-2,3	4,8	8,9	4,1	7,0	8,9	1,9	256,9	258,0	1,7
Octobre	33,9	28,9	-5,0	5,3	11,0	5,7	7,0	9,8	2,8	276,2	285,9	9,7
Novembre	26,7	25,4	-1,3	5,8	8,9	3,1	6,5	8,2	1,7	246,0	247,3	1,3
Décembre	24,9	22,1	-2,7	6,2	7,6	1,4	6,6	7,3	0,7	237,5	224,2	-13,3
1992 Janvier	27,1	26,9	-0,2	5,9	8,4	2,5	6,2	8,6	2,4	257,2	262,6	5,4
Février	26,0	25,6	-0,4	5,8	8,7	2,9	6,0	8,5	2,5	258,2	247,5	-10,7
Mars	33,9	28,2	-5,7	6,2	10,8	4,6	7,1	9,7	2,6	292,6	279,5	-13,1
Avril	60,3	52,7	-7,6	11,9	21,3	9,4	12,6	19,2	6,6	537,0	523,6	-13,4
Mai	23,7	28,4	4,7	4,6	10,1	5,5	5,9	8,9	3,0	31,1	245,8	14,7
Juin	28,4	29,6	1,2	6,0	11,2	5,2	7,2	8,6	1,4	257,7	273,5	15,8
Juillet	22,8	26,1	3,3	4,6	8,9	4,3	6,3	8,2	1,9	223,6	231,2	7,6
Août	22,3	19,9	-2,4	3,5	5,6	2,1	5,2	7,0	1,8	200,4	182,5	-17,9
Septembre	24,4	27,0	2,6	4,2	10,3	6,1	6,4	9,7	3,3	250,6	259,9	9,3
Octobre	24,3	27,8	3,5	5,0	8,6	3,6	6,6	9,7	3,1	249,3	267,8	18,5
Novembre	22,5	22,6	0,1	5,1	8,2	3,1	5,5	8,3	2,8	230,3	232,7	2,4
Décembre	24,4	20,7	-3,7	7,2	7,7	0,5	6,9	8,1	1,2	239,1	214,7	-24,4

² Danemark, Grèce, Irlande et Portugal.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite 2)

Milliards de francs

	Etats-Unis d'Amérique			Japon			AELE ³			Autres OCDE ⁴		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	180,7	136,4	-44,3	59,4	18,9	-40,5	178,1	162,7	-15,4	32,7	26,5	-6,2
1984	192,4	181,4	-11,0	67,2	24,8	-42,4	176,2	180,9	4,7	39,1	39,8	0,7
1985	187,9	200,8	12,9	70,3	25,6	-44,7	203,6	188,2	-15,4	42,2	47,6	5,4
1986	154,7	162,6	7,9	84,8	28,3	-56,5	184,3	191,8	7,5	35,9	42,8	6,9
1987	147,6	161,3	13,7	83,0	31,7	-51,3	188,2	184,8	-3,4	42,5	44,5	2,0
1988	150,5	168,3	17,8	77,1	39,8	-37,3	197,4	203,9	6,5	51,0	43,3	-7,7
1989	183,3	189,8	6,5	88,2	51,5	-36,7	225,0	238,9	13,9	61,7	49,1	-12,6
1990	182,2	170,3	-11,9	83,8	52,6	-31,2	246,9	228,6	-18,3	50,8	46,5	-4,3
1991	197,7	151,2	-46,5	88,9	47,6	-41,3	265,8	227,0	-38,8	47,6	42,6	-5,0
1992	176,7	153,1	-23,6	89,8	41,1	-48,7	248,6	233,2	-15,4	43,3	40,7	-2,6
1990 Décembre	12,7	11,2	-1,5	5,1	3,2	-1,9	23,4	15,5	-7,9	3,2	3,9	0,7
1991 Janvier	17,5	12,0	-5,5	6,8	3,8	-3,0	26,4	20,7	-5,7	4,5	3,5	-1,0
Février	14,7	10,6	-4,1	5,9	4,1	-1,8	22,5	16,6	-5,9	3,6	3,3	-0,3
Mars	18,9	13,9	-5,0	9,1	4,5	-4,6	23,2	19,8	-3,4	3,7	3,5	-0,2
Avril	17,6	12,9	-4,7	9,3	3,6	-5,7	22,9	19,8	-3,1	3,5	3,8	0,3
Mai	20,0	12,9	-7,1	7,7	4,0	-3,7	21,4	20,5	-0,9	3,5	3,7	0,2
Juin	15,2	12,5	-2,7	8,0	4,1	-3,9	21,0	19,2	-1,8	4,4	3,5	-0,9
Juillet	14,8	15,3	0,5	7,6	5,3	-2,3	17,1	17,8	0,7	3,7	4,0	0,3
Août	15,9	7,9	-8,0	6,6	2,4	-4,2	18,0	14,2	-3,8	3,9	2,8	-1,1
Septembre	17,4	13,0	-4,4	7,7	4,7	-3,0	24,3	20,4	-3,9	4,5	3,8	-0,7
Octobre	17,3	16,4	-0,9	8,3	4,2	-4,1	23,3	21,5	-1,8	3,9	4,0	0,1
Novembre	13,9	13,2	-0,7	6,0	3,9	-2,1	23,6	18,3	-5,3	4,2	3,5	-0,7
Décembre	14,4	10,7	-3,7	5,9	3,1	-2,8	22,1	18,1	-4,0	4,2	3,2	-1,0
1992 Janvier	14,2	10,9	-3,3	7,6	3,1	-4,5	21,5	19,2	-2,3	3,9	3,2	-0,7
Février	15,3	9,9	-5,4	7,1	4,0	-3,1	20,3	18,0	-2,3	3,2	3,1	-0,1
Mars	17,6	13,5	-4,1	8,3	4,1	-4,2	25,6	22,9	-2,7	4,6	3,4	-1,2
Avril	29,8	24,6	-5,2	18,1	6,8	-11,3	41,0	38,9	-2,1	7,3	6,5	-0,8
Mai	14,0	13,2	-0,8	8,9	3,3	-5,6	20,5	17,6	-2,9	3,6	3,2	-0,4
Juin	15,9	13,1	-2,8	8,2	3,5	-4,7	21,6	21,9	0,3	4,0	3,4	-0,6
Juillet	12,7	14,4	1,7	6,7	3,9	-2,8	16,0	16,6	0,6	3,8	3,4	-0,4
Août	11,8	8,9	-2,9	6,8	2,0	-4,8	18,7	13,7	-5,0	3,6	2,3	-1,3
Septembre	14,6	15,3	0,7	7,8	4,0	-3,8	22,8	21,5	-1,3	3,6	3,9	0,3
Octobre	14,7	14,4	-0,3	6,8	3,4	-3,4	19,8	23,1	3,3	3,0	3,6	0,6
Novembre	13,3	13,8	0,5	6,2	3,4	-2,8	19,3	18,7	-0,6	3,6	3,7	0,1
Décembre	14,9	13,2	-1,7	6,4	2,9	-3,5	21,9	19,2	-2,7	3,1	4,1	1,0

³ Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède et Suisse.

⁴ Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Turquie.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite 3)

Milliards de francs

	OCDE			Europe centrale et orientale, CEI ⁵			OPEP ⁶			Autres		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	2.367,8	2.243,6	-124,2	86,9	56,4	-30,5	149,3	106,3	-43,0	216,8	245,0	28,2
1984	2.664,7	2.528,5	-136,2	126,1	56,5	-69,6	133,6	110,6	-23,0	271,4	296,5	25,1
1985	2.827,9	2.694,0	-133,9	94,1	67,0	-27,1	108,6	101,3	-7,3	287,2	305,3	18,1
1986	2.683,7	2.674,7	-9,0	65,1	48,1	-17,0	82,1	71,5	-10,6	234,4	276,1	41,7
1987	2.717,1	2.729,9	12,8	65,7	41,0	-24,7	80,3	55,3	-25,0	247,0	273,9	26,9
1988	2.959,6	2.971,6	12,0	65,8	43,7	-22,1	85,6	55,7	-29,9	282,6	311,4	28,8
1989	3.338,0	3.436,8	98,8	68,5	51,9	-16,6	116,1	65,0	-51,1	361,3	389,3	28,0
1990	3.500,8	3.467,4	-33,4	74,9	43,7	-31,2	110,0	71,0	-39,0	325,8	362,4	36,6
1991	3.596,6	3.495,4	-101,2	73,5	58,0	-15,5	122,7	85,5	-37,2	323,4	384,4	61,0
1992	3.517,1	3.439,5	-77,6	71,2	61,6	-9,6	106,6	85,2	-21,4	328,8	381,5	52,7
1990 Décembre	269,4	248,6	-20,8	4,8	4,4	-0,4	11,6	5,9	-5,7	22,8	30,0	7,2
1991 Janvier	322,4	326,8	4,4	9,0	4,5	-4,5	14,1	6,3	-7,8	28,7	28,1	-0,6
Février	288,0	281,4	-6,6	5,7	4,2	-1,5	10,5	5,2	-5,3	22,8	29,2	6,4
Mars	318,9	312,3	-6,6	5,7	5,2	-0,5	8,4	5,9	-2,5	25,7	33,4	7,7
Avril	306,8	311,7	4,9	6,5	5,8	-0,7	10,6	6,7	-3,9	28,5	28,2	-0,3
Mai	297,8	293,0	-4,8	6,3	5,3	-1,0	11,7	7,9	-3,8	29,4	33,5	4,1
Juin	304,5	299,4	-5,1	5,2	4,8	-0,4	9,3	7,8	-1,5	28,2	32,0	3,8
Juillet	288,4	284,6	-3,8	5,8	5,3	-0,5	10,9	7,3	-3,6	27,6	34,6	7,0
Août	251,9	208,3	-43,6	5,0	3,9	-1,1	10,0	5,6	-4,4	27,0	26,1	-0,9
Septembre	310,8	300,6	-10,2	5,9	4,7	-1,2	9,7	6,7	-3,0	28,0	35,4	7,4
Octobre	329,1	332,0	2,9	5,8	5,1	-0,7	8,8	9,6	0,8	27,7	37,5	9,8
Novembre	293,8	286,1	-7,7	6,8	4,6	-2,2	8,4	7,9	-0,5	25,9	32,7	6,8
Décembre	284,1	259,3	-24,8	5,9	4,6	-1,3	10,3	8,7	-1,6	23,9	33,9	10,0
1992 Janvier	304,3	299,2	-5,1	5,5	4,3	-1,2	9,1	7,4	-1,7	27,8	27,4	-0,4
Février	304,1	282,5	-21,6	5,6	4,4	-1,2	6,8	6,6	-0,2	27,7	29,6	1,9
Mars	348,7	323,3	-25,4	6,9	5,6	-1,3	9,5	7,6	-1,9	31,7	31,9	0,2
Avril	633,2	600,4	-32,8	12,4	10,5	-1,9	13,3	15,5	2,2	53,7	68,8	15,1
Mai	278,1	283,1	5,0	4,8	4,9	0,1	8,0	4,7	-3,3	27,0	30,5	3,5
Juin	307,4	315,4	8,0	5,9	5,9	0,0	10,1	6,6	-3,5	31,0	35,2	4,2
Juillet	262,8	269,5	6,7	6,1	5,4	-0,7	10,4	7,1	-3,3	27,7	34,1	6,4
Août	241,3	209,4	-31,9	5,2	4,2	-1,0	8,4	5,2	-3,2	24,0	22,3	-1,7
Septembre	299,4	304,6	5,2	7,2	5,1	-2,1	8,0	6,9	-1,1	26,7	33,1	6,4
Octobre	293,7	312,3	18,6	4,8	5,6	0,8	7,7	8,1	0,4	25,0	29,2	4,2
Novembre	272,8	272,4	-0,4	5,3	5,1	-0,2	10,5	7,1	-3,4	23,8	33,0	9,2
Décembre	285,3	254,0	-31,3	7,4	5,8	-1,6	11,1	9,0	-2,1	28,2	41,2	13,0

⁵ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Communauté des Etats Indépendants, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie et Yougoslavie.

⁶ Algérie, Arabie-Saoudite, Emirats Arabes Unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar et Venezuela.

Références bibliographiques : - Bulletin de la BNB, août-septembre 1989 et septembre 1991.

- Statistiques du Commerce Extérieur (INS).
- Statistiques du Commerce Extérieur : tableaux détaillés (INS).
- Communiqués hebdomadaires (INS).
- Commerce extérieur, statistiques mensuelles (Eurostat).
- Statistiques mensuelles du Commerce extérieur (OCDE).
- Commerce extérieur par produits (OCDE).
- Direction of Trade Statistics (FMI).
- Annuaire statistique du commerce international (ONU).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*1993		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 6,5	+ 51,4	+ 27,2	- 10,7	- 9,5	+ 40,1	3.682,8	3.589,4	+ 93,4
1.12 Travail à façon	+ 54,9	+ 54,3	+ 64,6	+ 65,6	+ 75,2	+ 72,2	92,2	18,4	+ 73,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 36,0	+ 21,3	+ 18,3	+ 36,2	+ 25,6	+ 43,1	26,7	—	+ 26,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 33,2	+ 44,0	+ 53,8	+ 49,9	+ 40,6	+ 45,7	232,5	188,7	+ 43,7
1.3 Autres frais de transport	+ 1,1	- 1,9	- 13,0	- 6,5	- 2,4	+ 4,5	90,0	79,4	+ 10,7
1.4 Déplacements à l'étranger	- 35,3	- 43,6	- 49,5	- 58,4	- 66,5	- 82,0	140,3	217,3	- 76,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 13,4	+ 11,7	+ 49,8	+ 24,8	+ 52,2	+ 33,7	2.775,7	2.674,4	+ 101,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 80,5	+ 84,5	+ 92,4	+ 93,0	+ 111,1	+ 122,0	149,3	21,5	+ 127,8
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,2	+ 3,1	+ 1,6	+ 0,2	- 2,4	- 5,1	35,8	43,9	- 8,1
1.72 Autres	- 21,9	- 20,7	- 29,1	- 3,0	+ 8,9	+ 10,8	647,5	601,9	+ 45,6
Total 1 ...	+158,6	+204,1	+216,2	+191,2	+ 232,7	+ 285,0	7.872,8	7.434,8	+ 438,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 4,3	+ 1,5	+ 2,0	- 19,9	- 9,7	- 16,3	86,5	105,5	- 19,0
2.2 Transferts publics	- 51,7	- 71,6	- 78,5	- 51,6	- 59,3	- 63,1	64,4	133,4	- 69,0
Total 2 ...	- 56,0	- 70,1	- 76,5	- 71,5	- 69,1	- 79,4	150,9	238,9	- 88,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+102,6	+134,0	+139,7	+119,6	+ 163,7	+ 205,7	8.023,7	7.673,7	+ 350,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 17,3	+ 92,5	+ 84,6	+ 30,7	+ 83,6	- 91,7	1.900,4	1.517,8	+ 382,6
3.12 Avoirs	- 5,9	- 3,6	- 9,3	- 5,8	- 14,4	- 17,2	255,1	282,3	- 27,2
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,8	- 2,4	- 1,5	- 4,8	- 5,3	- 3,7	3,0	3,1	- 0,1
Total 3 ...	+ 8,6	+ 86,5	+ 73,8	+ 20,2	+ 63,9	- 112,5	2.158,5	1.803,2	+ 355,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	+ 1,6	- 12,1	+ 7,8	+ 32,7	- 7,5	- 7,5	27,7	—	+ 27,7
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 6,4	- 3,2	- 9,7	- 7,3	- 5,3	+ 9,7	17,7	3,3	+ 14,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 8,1	+ 30,1	- 10,1	- 50,0	- 27,7	- 30,1	15,3	20,4	- 5,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	-138,6	-379,7	-567,1	-306,4	-1.014,6	-1.979,8	—	1.925,2	-1.925,2
4.2312 Investissements directs	-100,1	-132,7	-240,9	-199,1	- 207,2	- 352,1	64,7	166,3	- 101,6
4.2313 Immeubles	- 3,0	- 5,8	- 11,4	- 6,7	- 3,6	- 8,2	7,6	17,8	- 10,2
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 5,6	+ 14,6	- 15,1	+ 73,4	+ 112,2	- 28,0	—	125,5	- 125,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 82,1	+288,4	+432,6	+263,4	+ 922,0	+1.884,7	1.675,6	—	+1.675,6
4.2322 Investissements directs	+ 87,3	+183,5	+265,2	+251,2	+ 304,7	+ 352,2	391,7	91,9	+ 299,8
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 2,9	+ 11,9	+ 14,8	+ 12,7	+ 11,0	16,6	7,4	+ 9,2
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 67,9	- 39,8	+ 41,5	+159,4	+ 319,7	+ 516,1	310,2	—	+ 310,2
Total 4 ...	- 6,5	- 53,8	- 95,3	+225,5	+ 405,3	+ 368,0	2.527,1	2.357,8	+ 169,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 3,2	- 4,5	- 24,1	- 52,2	- 24,6	+ 59,0	—	19,1	- 19,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 10,6	0,0	- 2,6	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 97,3	+162,2	+ 91,3	+312,7	+ 608,3	+ 520,1	12.709,3	11.853,8	+ 855,5
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 34,8	- 46,3	- 53,5	- 9,7	+ 146,8	- 24,1	—	—	+ 202,2
7.112 Monnaies étrangères	+ 51,3	+183,5	+132,2	+305,8	+ 443,9	+ 524,3	—	—	+ 727,7
7.12 Organismes divers	+ 0,1	- 0,2	+ 0,4	+ 0,0	0,0	0,0	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	+ 16,6	+ 17,5	+ 19,9	—	—	- 74,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1991	1992				* 1993			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 0,7	- 27,9	+ 35,2	+ 10,3	+ 22,4	+ 12,1	+ 27,7	+ 13,7	+ 39,9
1.12 Travail à façon	+ 18,1	+ 18,7	+ 19,0	+ 14,5	+ 19,9	+ 18,9	+ 21,5	+ 15,5	+ 17,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 3,9	+ 6,4	+ 3,5	+ 9,9	+ 23,3	- 1,9	+ 9,9	+ 14,7	+ 4,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 12,4	+ 11,9	+ 10,2	+ 9,7	+ 13,8	+ 11,5	+ 7,9	+ 13,2	+ 11,1
1.3 Autres frais de transport	- 0,3	+ 2,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,3	+ 2,6	+ 5,6	- 0,5	+ 3,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 9,3	- 13,3	- 17,1	- 39,9	- 11,6	- 16,1	- 17,5	- 34,1	- 9,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 22,6	- 0,6	- 0,1	+ 32,1	+ 2,3	+ 43,7	- 5,4	+ 44,8	+ 18,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 30,7	+ 30,0	+ 31,8	+ 28,1	+ 32,1	+ 32,1	+ 31,4	+ 32,7	+ 31,7
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	- 0,9	- 1,1	- 1,3	- 1,2	- 1,5	- 1,5	- 2,9	- 2,2	- 1,5
1.72 Autres	+ 2,2	- 2,2	+ 5,6	+ 1,2	+ 6,3	+ 16,2	+ 9,4	+ 14,9	+ 5,0
Total 1 ...	+ 78,6	+ 24,0	+ 87,9	+ 66,0	+107,2	+117,7	+ 87,5	+112,7	+120,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,9	- 4,1	- 5,1	- 3,9	- 3,2	- 2,7	- 7,3	- 4,7	- 4,4
2.2 Transferts publics	- 15,7	- 14,7	- 15,1	- 20,8	- 12,6	- 18,1	- 18,0	- 17,1	- 15,8
Total 2 ...	- 16,6	- 18,8	- 20,2	- 24,6	- 15,8	- 20,8	- 25,3	- 21,8	- 20,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 62,0	+ 5,2	+ 67,7	+ 41,4	+ 91,4	+ 96,9	+ 62,2	+ 90,9	+100,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 0,6	- 25,5	- 3,0	- 29,4	- 33,8	- 29,1	- 10,2	+193,8	+228,1
3.12 Avoirs	- 11,1	+ 3,8	- 8,5	- 1,1	- 11,3	- 5,4	- 9,2	+ 1,4	- 14,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 4,7	- 1,2	- 0,4	- 0,7	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	- 0,2	- 0,9
Total 3 ...	- 15,2	- 22,9	- 11,9	- 31,3	- 46,4	- 34,3	- 18,6	+195,0	+213,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	+ 9,2	+ 1,1	- 39,6	+ 12,4	+ 18,5	- 5,4	- 2,7	+ 20,0	+ 15,9
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 3,1	- 2,2	+ 15,2	- 1,8	- 1,5	- 1,1	+ 0,1	+ 9,3	+ 6,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 1,2	- 21,4	+ 17,1	- 38,6	+ 12,8	- 5,9	- 1,7	- 1,3	+ 3,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	-347,3	-298,5	-261,2	-452,3	-967,8	-768,8	-470,5	-575,7	-110,2
4.2312 Investissements directs ..	- 70,0	- 61,6	- 94,9	- 92,5	-103,2	- 68,8	+ 1,0	+ 2,8	- 36,5
4.2313 Immeubles	+ 0,1	- 2,3	- 2,7	- 1,5	- 1,7	- 2,0	- 4,8	- 1,5	- 1,9
4.2314 Autres	+ 76,3	- 26,5	- 25,6	+ 17,4	+ 6,7	- 94,4	-125,0	+ 36,4	+ 57,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob.	+316,9	+315,2	+326,9	+419,1	+823,5	+672,2	+516,8	+481,6	+ 4,9
4.2322 Investissements directs ..	+128,8	+ 65,0	+119,8	+ 76,8	+ 90,7	+ 91,0	+ 77,3	+ 49,3	+ 82,1
4.2323 Immeubles	+ 2,3	+ 4,2	+ 2,7	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,9	+ 2,5	+ 3,3	+ 2,5
4.2324 Autres	+ 95,7	+ 45,6	+ 96,4	+141,9	+232,2	+ 55,7	+ 48,8	+203,2	+ 2,4
Total 4 ...	+210,1	+ 18,4	+154,2	+ 82,5	+112,9	-126,5	+ 41,8	+227,3	+ 26,6
5. Erreurs et omissions	+ 2,1	+ 6,9	+ 18,0	+ 13,9	+ 20,2	+ 9,0	- 11,9	- 8,7	- 7,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+259,0	+ 7,7	+228,0	+106,5	+178,0	- 54,8	+ 73,5	+504,5	+332,3
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 60,4	- 32,6	+ 43,2	- 39,4	+ 4,7	- 33,7	+ 25,7	+ 97,0	+113,2
7.112 Monnaies étrangères	+183,1	+ 47,9	+173,1	+118,5	+184,8	+ 2,2	+ 27,1	+451,6	+246,8
7.12 Organismes divers	0,0	- 0,2	- 0,1	+ 0,3	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 15,5	- 7,4	+ 11,7	+ 27,1	- 11,6	- 23,3	+ 20,8	- 43,9	- 28,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1993					
	3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	860,4	846,7	+ 13,7	977,5	937,6	+ 39,9
1.12 Travail à façon	20,6	5,1	+ 15,5	22,4	4,4	+ 17,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	14,7	—	+ 14,7	4,1	—	+ 4,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	60,1	46,9	+ 13,2	62,1	51,0	+ 11,1
1.3 Autres frais de transport	18,5	19,0	- 0,5	23,6	20,6	+ 3,0
1.4 Déplacements à l'étranger	46,5	80,6	- 34,1	38,3	47,5	- 9,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	651,8	607,0	+ 44,8	709,0	690,9	+ 18,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	37,6	4,9	+ 32,7	37,7	6,0	+ 31,7
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	10,5	12,7	- 2,2	3,0	4,4	- 1,5
1.72 Autres	163,9	149,0	+ 14,9	163,0	158,0	+ 5,0
Total 1 ...	1.884,5	1.771,8	+112,7	2.040,6	1.920,4	+120,2
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	19,7	24,3	- 4,7	28,5	32,9	- 4,4
2.2 Transferts publics	13,1	30,2	- 17,1	17,3	33,0	- 15,8
Total 2 ...	32,7	54,5	- 21,8	45,7	65,9	- 20,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.917,2	1.826,4	+ 90,9	2.086,3	1.986,3	+100,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	671,3	477,6	+193,8	427,3	199,2	+228,1
3.12 Avoirs	63,5	62,1	+ 1,4	53,0	67,0	- 14,0
3.2 Autres pouvoirs publics	0,9	1,1	- 0,2	0,1	1,0	- 0,9
Total 3 ...	735,7	540,7	+195,0	480,4	267,2	+213,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	20,0	—	+ 20,0	15,9	—	+ 15,9
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	10,3	1,0	+ 9,3	6,4	0,2	+ 6,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	3,3	4,6	- 1,3	7,6	3,8	+ 3,9
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	575,7	-575,7	—	110,2	-110,2
4.2312 Investissements directs ..	31,6	28,8	+ 2,8	10,7	47,2	- 36,5
4.2313 Immeubles	1,5	3,0	- 1,5	1,6	3,5	- 1,9
4.2314 Autres (chiffres nets)	36,4	—	+ 36,4	57,5	—	+ 57,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	481,6	—	+481,6	4,9	—	+ 4,9
4.2322 Investissements directs ..	64,8	15,5	+ 49,3	96,2	14,1	+ 82,1
4.2323 Immeubles	5,8	2,5	+ 3,3	4,5	2,0	+ 2,5
4.2324 Autres (chiffres nets)	203,2	—	+203,2	2,4	—	+ 2,4
Total 4 ...	858,4	631,2	+227,3	207,7	181,0	+ 26,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	8,7	- 8,7	—	7,5	- 7,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	3.511,4	3.006,9	+504,5	2.774,3	2.442,0	+332,3
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois	—	—	+ 97,0	—	—	+113,2
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+451,6	—	—	+246,8
7.12 Organismes divers :	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	—	—	- 43,9	—	—	- 28,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1992	*1993	1992				*1993			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 43,5	+ 95,3	- 19,3	- 3,9	+ 20,9	+ 45,8	- 6,2	+ 23,1	+ 33,6	+ 44,7
1.12 Travail à façon	+ 70,8	+ 74,8	+ 19,2	+ 19,3	+ 13,7	+ 18,6	+ 17,9	+ 21,4	+ 16,4	+ 19,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 33,6	+ 51,6	- 1,6	+ 2,9	+ 12,5	+ 19,7	+ 12,0	+ 11,8	+ 13,7	+ 14,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 45,7	+ 43,7	+ 11,9	+ 10,2	+ 9,7	+ 13,8	+ 11,5	+ 7,9	+ 13,2	+ 11,1
1.3 Autres frais de transport	+ 4,5	+ 10,7	+ 2,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,3	+ 2,6	+ 5,6	- 0,5	+ 3,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 82,0	- 76,9	- 13,3	- 17,1	- 39,9	- 11,6	- 16,1	- 17,5	- 34,1	- 9,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 33,7	+ 101,3	- 0,6	- 0,1	+ 32,1	+ 2,3	+ 43,7	- 5,4	+ 44,8	+ 18,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 122,0	+ 127,8	+ 30,0	+ 31,8	+ 28,1	+ 32,1	+ 32,1	+ 31,4	+ 32,7	+ 31,7
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	- 5,1	- 8,1	- 1,1	- 1,3	- 1,2	- 1,5	- 1,5	- 2,9	- 2,2	- 1,5
1.72 Autres	+ 10,8	+ 45,6	- 2,2	+ 5,6	+ 1,2	+ 6,3	+ 16,2	+ 9,4	+ 14,9	+ 5,0
Total 1 ...	+ 277,5	+ 465,7	+ 25,0	+ 48,3	+ 78,5	+ 125,7	+ 112,3	+ 84,8	+ 132,6	+ 136,0
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 16,3	- 19,0	- 4,1	- 5,1	- 3,9	- 3,2	- 2,7	- 7,3	- 4,7	- 4,4
2.2 Transferts publics	- 63,1	- 69,0	- 14,7	- 15,1	- 20,8	- 12,6	- 18,1	- 18,0	- 17,1	- 15,8
Total 2 ...	- 79,4	- 88,0	- 18,8	- 20,2	- 24,6	- 15,8	- 20,8	- 25,3	- 21,8	- 20,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 198,1	+ 377,7	+ 6,3	+ 28,1	+ 53,8	+ 109,9	+ 91,5	+ 59,5	+ 110,8	+ 115,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	- 91,7	+ 382,6	- 25,5	- 3,0	- 29,4	- 33,8	- 29,1	- 10,2	+ 193,8	+ 228,1
3.12 Avoirs	- 17,2	- 27,2	+ 3,8	- 8,5	- 1,1	- 11,3	- 5,4	- 9,2	+ 1,4	- 14,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 3,7	- 0,1	- 1,2	- 0,4	- 0,7	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	- 0,2	- 0,9
Total 3 ...	- 112,5	+ 355,3	- 22,9	- 11,9	- 31,3	- 46,4	- 34,3	- 18,6	+ 195,0	+ 213,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 9,7	+ 14,4	- 2,2	+ 15,2	- 1,8	- 1,5	- 1,1	+ 0,1	+ 9,3	+ 6,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 30,1	- 5,1	- 21,4	+ 17,1	- 38,6	+ 12,8	- 5,9	- 1,7	- 1,3	+ 3,9
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières	- 1.979,8	- 1.925,2	- 298,5	- 261,2	- 452,3	- 967,8	- 768,8	- 470,5	- 575,7	- 110,2
4.2312 Investissements directs ...	- 352,1	- 101,6	- 61,6	- 94,9	- 92,5	- 103,2	+ 68,8	+ 1,0	+ 2,8	- 36,5
4.2313 Immeubles	- 8,2	- 10,2	- 2,3	- 2,7	- 1,5	- 1,7	- 2,0	- 4,8	- 1,5	- 1,9
4.2314 Autres	- 28,0	- 125,5	+ 26,5	- 25,6	+ 17,4	+ 6,7	- 94,4	- 125,0	+ 36,4	+ 57,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :										
4.2321 Valeurs mobilières	+ 1.884,7	+ 1.675,6	+ 315,2	+ 326,9	+ 419,1	+ 823,5	+ 672,2	+ 516,8	+ 481,6	+ 4,9
4.2322 Investissements directs ...	+ 352,2	+ 299,8	+ 65,0	+ 119,8	+ 76,8	+ 90,7	+ 91,0	+ 77,3	+ 49,3	+ 82,1
4.2323 Immeubles	+ 11,0	+ 9,2	+ 4,2	+ 2,7	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,9	+ 2,5	+ 3,3	+ 2,5
4.2324 Autres	+ 516,1	+ 310,2	+ 45,6	+ 96,4	+ 141,9	+ 232,2	+ 55,7	+ 48,8	+ 203,2	+ 2,4
Total 4 ...	+ 375,5	+ 141,5	+ 17,4	+ 193,7	+ 70,0	+ 94,4	- 121,1	+ 44,5	+ 207,3	+ 10,8
5. Erreurs et omissions	+ 59,0	- 19,1	+ 6,9	+ 18,0	+ 13,9	+ 20,2	+ 9,0	- 11,9	- 8,7	- 7,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 520,1	+ 855,5	+ 7,7	+ 228,0	+ 106,5	+ 178,0	- 54,8	+ 73,5	+ 504,5	+ 332,3
7. Financement du total :										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois ..	- 24,1	+ 202,2	- 32,6	+ 43,2	- 39,4	+ 4,7	- 33,7	+ 25,7	+ 97,0	+ 113,2
7.112 Monnaies étrangères	+ 524,3	+ 727,7	+ 47,9	+ 173,1	+ 118,5	+ 184,8	+ 2,2	+ 27,1	+ 451,6	+ 246,8
7.12 Organismes divers	0,0	0,0	- 0,2	- 0,1	+ 0,3	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 19,9	- 74,5	- 7,4	+ 11,7	+ 27,1	- 11,6	- 23,3	+ 20,8	- 43,9	- 28,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1989	1990	1991	* 1992	* 1992				* 1993	
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Opérations courantes ¹	+ 139,7	+ 119,6	+ 163,7	.	.	.	.	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 147,5	+ 152,3	+ 156,1	+ 199,0	+ 6,1	+ 27,9	+ 53,7	+ 111,3	+ 79,8	+ 35,2
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :										
2.1 Crédits commerciaux	+ 7,8	+ 32,7	- 7,5	.	.	.	.	.	.	.
2.2 Avoirs nets en francs des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	+ 53,9	+ 88,5	- 271,7	+ 114,6	+ 20,0	- 80,4	+ 163,0	+ 12,1	- 68,0	+ 50,6
2.21 Au comptant	+ 57,0	+ 18,4	- 113,4	+ 108,1	+ 59,2	- 44,1	+ 58,3	+ 34,7	+ 61,3	- 44,7
2.22 A terme	- 3,1	+ 70,1	- 158,3	+ 6,5	- 39,2	- 36,4	+ 104,7	- 22,6	- 129,3	+ 95,3
2.3 Avoirs nets des entreprises et particuliers résidents	- 38,3	- 246,8	+ 120,0	- 144,5	- 57,1	- 50,8	- 116,7	+ 80,1	- 68,7	- 228,1
2.31 En francs à l'étranger	- 21,0	- 20,7	+ 19,4	- 28,9	- 11,2	+ 13,9	- 27,6	- 4,0	+ 8,3	+ 4,7
2.32 En monnaies étrangères	- 17,2	- 226,1	+ 100,6	- 115,6	- 45,9	- 64,7	- 89,1	+ 84,0	- 77,0	- 232,8
2.321 Au comptant	- 94,0	+ 46,1	+ 97,3	- 77,7	- 48,1	- 42,6	- 42,6	+ 55,6	- 95,3	- 210,1
2.322 A terme	+ 76,8	- 272,2	+ 3,3	- 37,9	+ 2,2	- 22,1	- 46,4	+ 28,5	+ 18,4	- 22,7
2.4 Valeurs mobilières	- 205,8	+ 62,3	+ 58,8	+ 44,9	+ 10,4	+ 85,3	+ 32,0	- 82,7	- 15,3	+ 103,6
2.41 Actions	- 47,5	+ 47,3	+ 13,0	+ 51,7	- 1,4	+ 27,8	+ 8,9	+ 16,4	+ 18,3	+ 25,1
2.411 Avoirs de résidents	- 78,1	+ 19,3	- 6,0	+ 27,5	- 4,2	+ 18,9	+ 5,8	+ 7,0	+ 5,0	+ 10,2
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 30,6	+ 28,1	+ 19,0	+ 24,2	+ 2,8	+ 9,0	+ 3,1	+ 9,3	+ 13,3	+ 14,9
2.42 Titres à revenu fixe	- 158,3	+ 15,0	+ 45,8	- 6,9	+ 11,7	+ 57,4	+ 23,1	- 99,1	- 33,6	+ 78,5
2.421 Avoirs de résidents	- 185,1	+ 0,7	- 85,5	- 69,1	+ 4,5	+ 10,8	+ 10,6	- 95,1	+ 23,4	+ 39,8
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 26,8	+ 14,3	+ 131,2	+ 62,3	+ 7,2	+ 46,6	+ 12,5	- 4,0	- 57,0	+ 38,8
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	+ 43,3	+ 75,2	+ 82,4	+ 68,7	+ 18,8	+ 40,4	- 0,6	+ 10,2	+ 26,7	+ 61,1
2.51 Avoirs de résidents	- 259,3	- 206,6	- 208,6	- 340,3	- 58,9	- 83,4	- 79,1	- 118,9	- 83,8	+ 16,8
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 302,6	+ 281,8	+ 291,1	+ 409,1	+ 77,6	+ 123,8	+ 78,6	+ 129,1	+ 110,5	+ 44,3
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 139,1	+ 12,0	- 18,0	.	.	.	.	.	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	- 146,9	- 20,8	- 10,5	+ 83,7	- 8,0	- 5,6	+ 77,7	+ 19,6	- 125,4	- 12,8
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 25,4	- 24,2	- 77,4	- 83,4	- 2,0	- 34,8	- 15,8	- 30,7	+ 6,0	- 9,1
3.1 Au comptant	+ 48,2	- 226,3	- 237,3	- 249,6	- 39,0	- 88,3	- 36,1	- 86,3	- 72,3	+ 100,0
3.2 A terme	- 73,6	+ 202,1	+ 159,9	+ 166,2	+ 37,0	+ 53,5	+ 20,2	+ 55,5	+ 78,3	- 109,1
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 2,9	- 14,1	- 16,2	- 5,4	+ 2,5	+ 7,6	- 2,9	- 12,6	- 14,0	- 6,6
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	- 9,7	- 7,3	- 5,3	+ 9,7	- 2,2	+ 15,2	- 1,8	- 1,5	- 1,1	+ 0,1
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics ...	+ 6,8	- 6,8	- 10,8	- 15,1	+ 4,7	- 7,7	- 1,1	- 11,1	- 13,0	- 6,7
5. Erreurs et omissions	- 23,8	- 53,4	- 23,2	+ 64,0	+ 12,0	+ 12,4	+ 13,6	+ 26,0	+ 0,6	- 22,3
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or ..	- 2,6	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	- 54,1	+ 39,5	+ 28,8	+ 257,9	+ 10,5	+ 7,4	+ 126,4	+ 113,5	- 53,1	- 15,6
Financement du total :										
7.1 Opérations en capital, en monnaies étrangères, des pouvoirs publics ³	- 72,9	+ 22,9	+ 6,3	+ 103,1	+ 17,9	+ 0,7	+ 20,8	+ 63,7	+ 2,9	+ 0,1
7.2 Mouvement des réserves de change nettes, au comptant et à terme, de la Banque Nationale de Belgique ⁴	+ 18,8	+ 16,6	+ 22,5	+ 154,8	- 7,4	+ 6,7	+ 105,6	+ 49,9	- 56,0	- 15,7

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux; signe - : sorties.

³ Soit les emprunts au comptant en monnaies étrangères et les opérations à terme conclues avec la BNB. Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ou achats de monnaies étrangères à terme; signe - : augmentation de la dette ou cessions à terme.

⁴ Signe + : augmentation des réserves; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,2	77,5	17,9	4,6
1990	28,6	22,0	11,4	9,2	3,4	2,8	1,3	78,7	16,6	4,7
1991	27,4	22,5	11,2	8,9	2,9	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
1992	27,4	23,6	11,7	9,0	2,8	2,9	1,5	78,9	16,4	4,7
1991 3 premiers mois	28,2	21,6	11,2	9,0	3,2	2,8	1,2	77,2	17,6	5,2
6 premiers mois	27,6	22,3	11,2	8,8	3,0	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
9 premiers mois	27,6	22,4	11,2	8,8	2,9	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
1992 3 premiers mois	27,6	23,4	11,4	8,9	2,9	2,8	1,3	78,3	16,7	5,0
6 premiers mois	27,5	23,6	11,7	8,9	2,9	2,9	1,5	79,0	16,3	4,7
9 premiers mois	27,5	23,6	11,8	8,9	2,9	2,9	1,5	79,1	16,3	4,6
1993 3 premiers mois	28,1	21,9	12,0	8,8	3,1	2,3	1,5	77,7	16,9	5,4
6 premiers mois	28,1	22,3	11,9	8,7	3,1	2,5	1,5	78,1	16,7	5,2
9 premiers mois	28,0	22,0	12,2	8,7	3,0	2,6	1,6	78,1	16,9	5,0
Recettes d'exportations										
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1989	34,5	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,5	85,4	11,4	3,2
1990	33,4	19,3	15,6	8,0	4,6	2,9	1,9	85,7	10,7	3,6
1991	31,6	20,7	14,4	8,1	4,2	2,4	2,1	83,5	13,1	3,4
1992	31,8	20,0	14,7	8,5	4,1	2,6	2,3	84,0	12,8	3,2
1991 3 premiers mois	32,5	20,1	14,7	8,1	4,4	2,5	2,0	84,3	12,2	3,5
6 premiers mois	31,7	20,8	14,5	8,1	4,2	2,4	2,1	83,8	12,8	3,4
9 premiers mois	31,6	20,5	14,6	8,1	4,2	2,5	2,0	83,5	13,0	3,5
1992 3 premiers mois	31,8	20,1	14,5	8,2	4,3	2,5	2,2	83,6	13,2	3,2
6 premiers mois	31,7	20,3	14,6	8,3	4,2	2,6	2,2	83,9	12,9	3,2
9 premiers mois	31,7	20,2	14,9	8,2	4,3	2,6	2,3	84,2	12,6	3,2
1993 3 premiers mois	30,7	19,0	15,0	8,1	4,3	2,9	2,5	82,5	14,2	3,3
6 premiers mois	30,7	18,8	14,9	7,9	4,3	2,6	2,7	81,9	14,7	3,4
9 premiers mois	30,5	18,7	14,8	7,8	4,4	2,5	2,6	81,3	15,3	3,4

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXVI^e année, n° 10, octobre 1991 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1989 et 1990 sur la base des transactions » ; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS CEE

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1986	20,58	6,44	65,48	3,00	18,25	31,88	5,52	29,88	59,80	—
1987	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1991	20,59	6,06	60,23	2,75	18,27	32,87	5,34	23,64	54,99	18,76
1992	20,59	6,07	56,64	2,62	18,28	31,46	5,33	23,81	54,67	16,87
1993	20,90	6,10	51,90	2,20	18,60	27,22	5,33	21,53	50,62	15,07
1991 4 ^e trimestre	20,60	6,03	59,42	2,74	18,28	32,50	5,31	23,60	54,98	18,22
1992 1 ^{er} trimestre	20,58	6,05	58,98	2,74	18,28	32,62	5,31	23,86	54,88	17,82
2 ^e trimestre	20,58	6,11	60,00	2,73	18,28	32,76	5,33	24,52	54,92	17,31
3 ^e trimestre	20,61	6,08	57,40	2,66	18,28	31,70	5,34	23,88	54,66	16,62
4 ^e trimestre	20,58	6,06	50,32	2,34	18,29	28,81	5,33	23,03	54,24	15,75
1993 1 ^{er} trimestre	20,60	6,07	49,74	2,18	18,32	28,88	5,36	22,58	51,46	15,31
2 ^e trimestre	20,56	6,10	51,08	2,21	18,32	27,48	5,36	21,85	50,15	15,12
3 ^e trimestre	21,11	6,09	53,24	2,23	18,78	26,30	5,26	20,95	49,99	15,07
4 ^e trimestre	21,30	6,14	53,48	2,17	18,98	26,25	5,35	20,77	50,87	14,80
1993 Janvier	20,59	6,07	50,99	2,23	18,31	29,01	5,34	22,87	54,35	15,41
Février	20,62	6,09	48,71	2,19	18,32	28,83	5,37	22,62	50,18	15,36
Mars	20,60	6,06	49,55	2,13	18,32	28,82	5,36	22,28	50,05	15,19
Avril	20,58	6,09	50,81	2,14	18,32	28,41	5,36	22,19	50,19	15,11
Mai	20,56	6,10	51,11	2,24	18,33	27,33	5,35	21,79	50,10	15,15
Juin	20,55	6,11	51,29	2,26	18,32	26,75	5,37	21,59	50,14	15,09
Juillet	20,65	6,06	52,98	2,24	18,37	26,34	5,33	21,17	49,96	15,09
Août	21,19	6,06	53,64	2,24	18,84	25,91	5,20	20,74	50,02	15,12
Septembre	21,48	6,14	53,09	2,22	19,12	26,65	5,24	20,94	49,99	14,99
Octobre	21,76	6,20	53,60	2,23	19,36	26,99	5,38	21,05	51,12	15,01
Novembre	21,27	6,13	53,60	2,17	18,96	26,35	5,35	20,81	50,84	14,85
Décembre	20,88	6,11	53,24	2,12	18,64	25,45	5,33	20,46	50,66	14,56
1994 Janvier	20,79	6,12	54,07	2,13	18,56	25,31	5,35	20,57	51,87	14,48

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

X - 1b. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS AUTRES QUE LA CEE

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	1 schilling autrichien	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	1 zaire	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1986	44,66	26,57	32,13	6,26	24,89	2,93	6,04	8,80	.	.	.	43,79	52,33
1987	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	2,95	5,54	8,50	.	.	.	43,03	48,26
1988	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	2,98	5,64	8,78	.	.	.	43,42	49,39
1989	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	2,98	5,71	9,18	.	.	.	43,35	50,50
1990	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	2,94	5,34	8,73	.	.	.	42,50	45,30
1991	34,18	25,40	29,84	5,65	23,83	2,93	5,27	8,45	.	26,61	19,76	42,26	46,67
1992	32,12	25,36	26,60	5,53	22,89	2,93	5,17	7,19	.	23,62	17,28	41,54	45,21
1993	34,57	31,24	26,79	4,44	23,41	2,97	4,87	6,05	.	23,48	18,72	40,40	49,46
1991 4 ^e trimestre ...	33,55	25,90	29,58	5,64	23,36	2,93	5,25	8,02	.	26,32	18,81	42,04	46,40
1992 1 ^{er} trimestre ...	33,32	25,92	28,32	5,67	22,91	2,92	5,24	7,55	.	25,08	18,13	42,04	46,26
2 ^e trimestre ...	33,21	25,48	27,81	5,70	22,49	2,92	5,26	7,56	.	25,17	17,93	42,20	46,13
3 ^e trimestre ...	30,15	24,15	25,10	5,64	23,14	2,93	5,21	7,26	.	22,05	16,36	41,65	43,80
4 ^e trimestre ...	31,88	25,92	25,26	5,14	22,98	2,93	4,98	6,43	.	22,26	16,75	40,29	44,72
1993 1 ^{er} trimestre ...	33,70	27,93	26,73	4,48	22,37	2,93	4,84	5,86	.	23,21	17,53	40,12	46,37
2 ^e trimestre ...	33,30	30,32	26,21	4,50	22,79	2,92	4,86	6,00	.	23,12	18,00	40,16	47,03
3 ^e trimestre ...	35,38	33,51	27,15	4,42	23,99	3,00	4,88	6,10	.	23,67	19,49	40,49	49,69
4 ^e trimestre ...	35,85	33,12	27,06	4,37	24,43	3,03	4,89	6,21	.	23,90	19,80	40,81	49,96
1993 Janvier	33,26	26,59	26,05	4,58	22,49	2,93	4,84	6,13	.	22,41	17,07	40,34	45,79
Février	33,88	28,03	26,87	4,49	22,30	2,93	4,85	5,79	.	23,09	17,48	40,09	46,42
Mars	33,92	29,00	27,20	4,38	22,32	2,93	4,84	5,68	.	24,02	17,98	39,96	46,83
Avril	32,84	29,27	26,03	4,41	22,52	2,93	4,85	5,87	.	23,39	17,71	40,10	46,41
Mai	33,01	29,89	25,99	4,50	22,80	2,92	4,86	6,02	.	23,07	17,93	40,19	46,73
Juin	33,95	31,64	26,55	4,57	23,04	2,92	4,86	6,11	.	22,92	18,33	40,20	47,83
Juillet	35,41	32,93	27,61	4,45	23,37	2,93	4,85	6,13	.	23,99	19,43	40,22	49,27
Août	35,92	34,57	27,49	4,46	24,01	3,01	4,88	6,16	.	24,36	19,85	40,45	50,44
Septembre ...	34,82	33,04	26,37	4,35	24,55	3,05	4,92	6,02	.	22,70	19,21	40,78	49,36
Octobre	35,65	33,33	26,90	4,45	24,74	3,09	4,97	6,20	.	23,59	19,72	41,34	50,17
Novembre ...	36,20	33,57	27,49	4,38	24,17	3,03	4,90	6,24	9,46	24,07	19,81	40,82	50,31
Décembre ...	35,73	32,52	26,82	4,28	24,39	2,97	4,81	6,21	6,79	24,05	19,86	40,31	48,28
1994 Janvier	36,22	32,52	27,52	4,46	24,62	2,96	4,82	6,37	1,04	25,21	20,39	40,34	49,78

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 14 MAI 1993 AU 1^{er} AOUT 1993**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES	LISBONNE
Cours-pivot de l'ECU	40,2123	2,19672	7,43679	1,94964	—	6,53883	0,808628	154,250	—	192,854
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire										
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	—	16,6310	2,05664	407,300	—	509,230
		5,46286	18,4938	4,84837	—	16,2608	2,01090	383,589	—	479,590
		5,34150	18,0831	4,74000	—	15,8990	1,96616	361,260	—	451,670
100 florins Pays-Bas	1872,15	—	346,240	90,7700	—	304,440	37,6478	7455,80	—	9321,40
	1830,54	—	338,537	88,7526	—	297,661	36,8105	7021,83	—	8779,18
	1789,85	—	331,020	86,7800	—	291,040	35,9919	6613,20	—	8267,90
100 couronnes danoises	553,000	30,2100	—	26,8100	—	89,9250	11,1208	2202,30	—	2753,50
	540,723	29,5389	—	26,2162	—	87,9257	10,8734	2074,15	—	2593,24
	528,700	28,8825	—	25,6300	—	85,9700	10,6315	1953,40	—	2442,30
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160	—	—	343,050	42,4268	8403,00	—	10504,20
	2062,55	112,673	381,443	—	—	335,386	41,4757	7911,72	—	9891,77
	2016,55	110,167	373,000	—	—	327,920	40,5515	7451,50	—	9319,70
100 liras italiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	—	—	12,6480	2504,80	—	3131,60
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	—	—	12,3666	2358,98	—	2949,37
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	—	—	12,0915	2221,70	—	2777,70
100 punts irlandais	5086,05	277,840	940,600	246,600	—	827,030	—	20254,4	—	25323,4
	4972,89	271,662	919,676	241,105	—	808,631	—	19075,5	—	23849,5
	4862,30	265,620	899,220	235,700	—	790,640	—	17965,3	—	22461,5
100 pesetas espagnoles	27,6810	1,51213	5,11930	1,34200	—	4,50110	0,556630	—	—	132,750
	26,0696	1,42413	4,82126	1,26395	—	4,23911	0,524232	—	—	125,027
	24,5520	1,34124	4,54070	1,19000	—	3,99230	0,493722	—	—	117,750
100 livres Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 escudos portugais	22,1400	1,20950	4,09450	1,07300	—	3,60010	0,445207	84,9260	—	—
	20,8512	1,13906	3,85618	1,01094	—	3,39056	0,419295	79,9828	—	—
	19,6375	1,07280	3,63170	0,95200	—	3,19330	0,394892	75,3300	—	—

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 2 AOUT 1993**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES	LISBONNE
Cours-pivot de l'ECU	40,2123	2,19672	7,43679	1,94964	—	6,53883	0,808628	154,250	—	192,854
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire										
100 francs belges	—	6,34340	21,4747	5,63000	—	18,8800	2,33503	445,418	—	556,890
		5,46286	18,4938	4,84837	—	16,2608	2,01090	383,589	—	479,590
		4,70454	15,9266	4,17500	—	14,0050	1,73176	330,342	—	413,020
100 florins Pays-Bas	2125,60	—	393,105	103,058 ¹	—	345,650	42,7439	8153,70	—	10194,3
	1830,54	—	338,537	88,7526	—	297,661	36,8105	7021,83	—	8779,18
	1576,45	—	291,544	76,4326 ²	—	256,350	31,7007	6047,10	—	7560,50
100 couronnes danoises	627,880	34,3002	—	30,4450	—	102,100	12,6261	2408,50	—	3011,20
	540,723	29,5389	—	26,2162	—	87,9257	10,8734	2074,15	—	2593,24
	465,665	25,4385	—	22,5750	—	75,7200	9,36403	1786,20	—	2233,30
100 marks allemands	2395,20	130,834 ³	442,968	—	—	389,480	48,1696	9191,20	—	11481,1
	2062,55	112,673	381,443	—	—	335,386	41,4757	7911,72	—	9891,77
	1776,20	97,0325 ⁴	328,461	—	—	288,810	35,7143	6812,00	—	8517,90
100 liras italiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 francs français	714,030	39,0091	132,066	34,6250	—	—	14,3599	2739,30	—	3424,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	—	—	12,3666	2358,98	—	2949,37
	529,660	28,9381	97,9430	25,6750	—	—	10,6500	2031,50	—	2540,00
100 punts irlandais	5774,45	315,450	1067,92	280,000	—	938,950	—	22150,3	—	27693,8
	4972,89	271,662	919,676	241,105	—	808,631	—	19075,5	—	23849,5
	4282,60	233,952	792,014	207,600	—	696,400	—	16427,6	—	20538,9
100 pesetas espagnoles	30,2715	1,65368	5,59850	1,46800	—	4,92250	0,608731	—	—	145,180
	26,0696	1,42413	4,82126	1,26395	—	4,23911	0,524232	—	—	125,027
	22,4510	1,22644	4,15190	1,08800	—	3,65050	0,451462	—	—	107,670
100 livres Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 escudos portugais	24,2120	1,32266	4,47770	1,17400	—	3,93700	0,486881	92,8760	—	—
	20,8512	1,13906	3,85618	1,01094	—	3,39056	0,419295	79,9828	—	—
	17,9570	0,98094	3,32090	0,87100	—	2,91990	0,361092	68,8800	—	—

! Ces cours d'intervention ne sont pas opérationnels, suite à un arrangement bilatéral entre les autorités allemandes et néerlandaises les cours d'intervention suivants restent d'application :

¹ 90,7700

² 86,7800

³ 115,2350

⁴ 110,1675

X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE¹

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole	Livre sterling	Escudo portugais
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	—	—
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ²	—	—
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—	—
1991	- 0,21	- 1,26	- 0,18	- 0,42	- 1,54	- 0,48	+ 3,58	- 1,02	—
1992	- 0,12	- 1,50	- 0,18	- 1,03 ⁵	- 1,24	- 1,05	+ 1,18	- 2,67 ⁵	+ 1,20 ⁴
1993	+ 1,66	- 1,42	+ 1,35	—	- 0,80	+ 0,93	+ 1,17	—	+ 0,68
1991 4 ^e trimestre	- 0,15	- 1,81	- 0,14	- 0,71	- 1,91	- 0,50	+ 2,41	- 2,39	—
1992 1 ^{er} trimestre	- 0,11	- 1,86	- 0,20	- 0,73	- 1,64	- 0,68	+ 2,80	- 3,06	—
2 ^e trimestre	- 0,16	- 1,48	- 0,23	- 1,00	- 0,71	- 0,60	+ 3,25	- 1,39	+ 3,37 ⁴
3 ^e trimestre	- 0,13	- 1,27	- 0,09	- 1,50 ⁵	- 1,15	- 1,06	+ 0,67	- 3,88 ⁵	+ 0,67
4 ^e trimestre	- 0,06	- 1,40	- 0,22	—	- 1,44	- 1,83	- 1,81	—	- 0,26
1993 1 ^{er} trimestre	+ 0,07	- 0,94	- 0,12	—	- 1,24	+ 0,01	+ 1,93	—	+ 1,25
2 ^e trimestre	+ 0,09	- 0,89	- 0,29	—	- 0,85	+ 0,84	+ 1,24	—	+ 1,49
3 ^e trimestre	+ 2,58	- 2,76	+ 2,35	—	- 1,03	+ 0,52	+ 0,86	—	+ 0,49
4 ^e trimestre	+ 3,70	- 1,02	+ 3,27	—	- 0,09	+ 2,30	+ 0,70	—	- 0,40
1993 Janvier	+ 0,01	- 1,33	- 0,19	—	- 1,29	- 1,64	+ 2,36	—	+ 2,57
Février	+ 0,08	- 0,70	- 0,02	—	- 0,99	+ 0,90	+ 1,75	—	+ 1,45
Mars	+ 0,10	- 0,81	- 0,13	—	- 1,42	+ 0,66	+ 1,71	—	- 0,08
Avril	+ 0,06	- 0,91	- 0,20	—	- 1,00	+ 0,94	+ 0,25	—	- 0,49
Mai	+ 0,12	- 1,04	- 0,32	—	- 0,84	+ 0,77	+ 0,70	—	+ 1,21
Juin	+ 0,10	- 0,74	- 0,36	—	- 0,72	+ 0,82	+ 2,60	—	+ 3,53
Juillet	+ 0,33	- 1,38	+ 0,14	—	- 1,39	+ 0,46	+ 1,04	—	+ 1,55
Août	+ 2,94	- 3,83	+ 2,79	—	- 1,48	+ 0,56	- 0,67	—	- 0,51
Septembre	+ 4,47	- 3,06	+ 4,13	—	- 0,21	+ 0,53	+ 2,22	—	+ 0,43
Octobre	+ 5,76	- 0,53	+ 5,50	—	+ 0,83	+ 2,81	+ 3,52	—	+ 0,95
Novembre	+ 3,69	- 1,02	+ 3,28	—	- 0,32	+ 2,27	+ 1,24	—	- 0,13
Décembre	+ 1,82	- 1,49	+ 1,23	—	- 0,70	+ 1,88	- 2,39	—	- 1,90
1994 Janvier	+ 1,41	- 1,03	+ 0,78	—	- 0,51	+ 4,31	- 2,91	—	- 1,35

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)-Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

⁴ Depuis le 1^{er} avril 1992.

⁵ Jusqu'au 31 août 1992.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE¹

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole	Livre sterling	Escudo portugais
1986	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	—	—	—
1987	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	—	—	—
1988	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	—	—	—
1989	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ²	—	—
1990	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	- 14 ³	—
1991	- 25	- 16	+ 35	- 22	- 21	+ 57	- 2	- 67	+ 12	—
1992	- 36	- 30	+ 35	- 35	+ 18 ⁵	+ 28	+ 14	- 37	+ 40 ⁵	- 36 ⁴
1993	- 4	- 19	+ 29	- 13	—	+ 33	- 19	- 15	—	- 10
1991 4 ^e trimestre ...	- 38	- 31	+ 46	- 41	- 6	+ 62	- 14	- 55	+ 31	—
1992 1 ^{er} trimestre ...	- 39	- 34	+ 50	- 38	- 3	+ 47	- 5	- 61	+ 45	—
2 ^e trimestre ...	- 24	- 16	+ 46	- 17	+ 25	+ 12	+ 5	- 61	+ 20	- 59 ⁴
3 ^e trimestre ...	- 37	- 31	+ 24	- 42	+ 40 ⁵	+ 22	+ 14	- 32	+ 60 ⁵	- 31
4 ^e trimestre ...	- 42	- 40	+ 23	- 42	—	+ 30	+ 43	+ 4	—	- 22
1993 1 ^{er} trimestre ...	- 23	- 27	+ 21	- 24	—	+ 43	- 22	- 43	—	- 30
2 ^e trimestre ...	- 9	- 14	+ 31	+ 6	—	+ 37	- 47	- 24	—	- 26
3 ^e trimestre ...	+ 5	- 18	+ 43	- 18	—	+ 37	- 4	0	—	0
4 ^e trimestre ...	+ 12	- 14	+ 18	- 15	—	+ 15	- 4	+ 7	—	+ 14
1993 Janvier	- 27	- 28	+ 36	- 24	—	+ 41	+ 49	- 48	—	- 50
Février	- 19	- 24	+ 14	- 24	—	+ 34	- 58	- 40	—	- 33
Mars	- 24	- 30	+ 14	- 24	—	+ 52	- 52	- 41	—	- 10
Avril	- 13	- 17	+ 29	- 5	—	+ 41	- 54	- 11	—	+ 2
Mai	- 11	- 17	+ 37	+ 6	—	+ 34	- 44	- 14	—	- 21
Juin	- 5	- 10	+ 29	+ 16	—	+ 35	- 42	- 44	—	- 57
Juillet	- 9	- 25	+ 56	- 21	—	+ 69	- 29	- 14	—	- 22
Août	+ 9	- 12	+ 37	- 14	—	+ 24	+ 5	+ 14	—	+ 12
Septembre	+ 15	- 17	+ 37	- 19	—	+ 19	+ 11	- 1	—	+ 11
Octobre	+ 23	- 18	+ 25	- 22	—	+ 19	+ 3	- 2	—	+ 15
Novembre	+ 12	- 14	+ 19	- 15	—	+ 17	- 4	+ 3	—	+ 12
Décembre	+ 2	- 11	+ 12	- 9	—	+ 8	- 11	+ 19	—	+ 15
1994 Janvier	+ 3	- 8	+ 10	- 4	—	+ 7	- 25	+ 24	—	+ 12

¹ Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

⁴ Depuis le 6 avril 1992.

⁵ Jusqu'au 31 août 1992.

X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)	(4)	
du 1^{er} février 1993 au 13 mai 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	31,96	1,53
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,34	1,79
Livre sterling	0,08784	49,8252 ³	4,3766	10,86	—
Lire italienne	151,8	0,022425 ³	3,4041	8,45	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,99	2,03
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,52	2,06
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,65	2,19
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,06	2,23
Drachme grecque	1,44	0,155338 ³	0,2237	0,56	—
Peseta espagnole	6,885	0,283364	1,9510	4,84	5,71
Escudo portugais	1,393	0,223006	0,3106	0,77	5,95
Total ...			40,2802	100,00	
du 14 mai 1993 au 1^{er} août 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	32,02	1,53
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,37	1,79
Livre sterling	0,08784	51,1120 ³	4,4897	11,16	—
Lire italienne	151,8	0,022425 ³	-3,4041	8,47	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	10,01	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,53	2,06
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,66	2,19
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,06	2,23
Drachme grecque	1,44	0,152024 ³	0,2189	0,54	—
Peseta espagnole	6,885	0,260696	1,7949	4,46	5,73
Escudo portugais	1,393	0,208512	0,2904	0,72	5,96
Total ...			40,2123	100,00	
depuis le 2 août 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	32,02	10,20
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,37	11,94
Livre sterling	0,08784	51,1120 ³	4,4897	11,16	—
Lire italienne	151,8	0,022425 ³	3,4041	8,47	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	10,01	13,50
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,53	13,72
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,66	14,60
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,06	14,84
Drachme grecque	1,44	0,152024 ³	0,2189	0,54	—
Peseta espagnole	6,885	0,260696	1,7949	4,46	14,33
Escudo portugais	1,393	0,208512	0,2904	0,72	14,84
Total ...			40,2123	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques ou livres sterling ou liras italiennes et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1991	119,3	117,1	102,8	93,2	151,2	227,1	72,6	74,0	46,8	138,0	67,4	170,6	93,7	78,6	55,9	74,9
1990 3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 ^e trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 ^{er} trimestre	118,8	122,2	104,9	89,4	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2	58,0	77,1
2 ^e trimestre	116,6	119,9	101,6	95,8	148,6	224,9	71,5	73,6	46,4	135,9	67,1	170,0	92,4	77,1	55,3	73,4
3 ^e trimestre	117,2	120,6	101,4	95,9	148,6	228,7	71,2	72,8	46,1	135,8	66,4	165,5	91,5	76,7	54,7	73,4
4 ^e trimestre	119,6	123,7	103,3	91,6	151,9	234,3	72,7	73,3	46,8	138,8	67,7	167,9	93,7	78,5	55,6	75,4
1992 1 ^{er} trimestre	120,1	124,8														
2 ^e trimestre	120,2	125,2														
3 ^e trimestre	123,2	129,2														
1991 Novembre	119,8	123,5	103,4	91,4	152,0	233,7	72,8	73,4	46,8	138,9	67,9	167,4	93,7	78,6	55,8	75,4
Décembre	120,6	124,7	104,4	90,0	154,2	233,5	73,8	73,8	47,2	140,8	68,6	170,3	95,0	79,8	56,1	76,5
1992 Janvier	120,4	124,4														
Février	120,2	124,5														
Mars	120,0	124,2														
Avril	120,1	124,4														
Mai	120,0	124,3														
Juin	120,8	125,4														
Juillet	122,3	127,5														
Août	123,2	128,6														
Septembre	124,5	130,0														
Octobre	126,2	131,8														
Novembre	125,1	130,9														

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome 1, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — DETTE OFFICIELLE DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes en franc belge					Dettes en monnaies étrangères			Dettes totales
	consolidée		à court et à moyen terme			consolidée	à court et à moyen terme	(8) = (6) + (7)	
	(1)	dont : OLO	(3)	dont : avoirs des particuliers à l'OCP	(5) = (1) + (3)					(6)	(7)
		(2)				(4)	(9) = (5) + (8)		
1984	1.971,0	—	1.275,6	69,9	3.246,6	639,4	378,9	1.018,3	4.264,9
1985	2.533,3	—	1.391,0	83,5	3.924,3	574,1	416,2	990,3	4.914,6
1986	2.775,1	—	1.622,8	94,0	4.397,9	504,6	515,8	1.020,4	5.418,3
1987	3.120,4	—	1.706,1	88,4	4.826,5	496,9	549,1	1.046,0	5.872,5
1988	3.563,6	—	1.711,2	88,9	5.274,8	541,4	546,1	1.087,5	6.362,3
1989	3.791,7	81,8	1.865,4	105,1	5.657,1	552,1	579,0	1.131,1	6.788,2
1990	4.167,3	354,8	1.945,6	99,2	6.112,9	561,9	549,8	1.111,7	7.224,6
1991	4.730,5	1.289,8	1.913,4	90,5	6.643,9	604,2	502,8	1.107,0	7.750,9
1992	5.354,1	2.252,3	1.924,0	81,8	7.278,2	603,5	407,0	1.010,5	8.288,7
1992 Décembre	5.354,1	2.252,3	1.924,0	81,8	7.278,2	603,5	407,0	1.010,5	8.288,7
1993 Janvier	5.484,0	2.408,4	2.027,4	115,9	7.511,3	593,5	409,4	1.003,0	8.514,3
Février	5.549,7	2.456,9	2.018,9	94,2	7.568,6	590,2	427,8	1.018,0	8.586,6
Mars	5.489,5	2.517,9	2.248,5	99,8	7.738,0	602,4	414,8	1.017,2	8.755,2
Avril	5.616,3	2.709,2	2.207,7	121,3	7.824,0	606,1	416,6	1.022,7	8.846,6
Mai	5.534,6	2.875,2	2.299,5	93,7	7.834,1	614,5	416,5	1.030,9	8.865,1
Juin	5.667,8	2.937,3	2.217,4	90,3	7.885,2	632,3	413,2	1.045,5	8.930,8
Juillet	5.704,3	3.093,4	2.134,9	94,6	7.839,2	673,0	396,3	1.069,3	8.908,4
Août	5.738,1	3.133,6	2.050,9	95,9	7.789,0	677,9	480,0	1.157,9	8.946,9
Septembre	5.712,0	3.195,6	1.986,5	82,8	7.698,5	664,3	607,1	1.271,4	8.969,9
Octobre	5.753,5	3.241,2	1.965,6	98,8	7.719,1	670,1	605,5	1.275,5	8.994,7
Novembre	5.802,5	3.326,6	1.816,8	87,2	7.619,3	677,6	745,9	1.423,5	9.042,8
Décembre	5.850,6	3.374,4	1.702,4	75,6	7.553,0	683,6	836,4	1.520,0	9.073,0

¹ Jusqu'à fin 1990, la trésorerie des communautés et des régions était tenue par le Trésor. Depuis le début de 1991 (1992 pour la communauté germanophone), ces entités disposent d'une trésorerie autonome, de sorte qu'à partir de cette date la situation officielle de la dette n'est plus influencée par leur solde financier.

* **Référence bibliographique :** *Bulletins de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988 et LXVIII^e année, n° 7-8, juillet-août 1993.

XI - 2. — VARIATION NOMINALE DE LA DETTE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variation nominale de la dette officielle du Trésor ²	Ajustements						(8) = (2) à (7)	(9) = (1) - (8)
		Variation des certificats de trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes ³	Régularisation d'intérêts ⁴	Placements à court terme du Trésor ⁵	Divers ⁶		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	—	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	—	—	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	—	—	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	—	—	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	—	—	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	—	—	+ 42,9	393,5
1991	+ 526,3	+ 2,7	+ 3,2	+ 25,0	+ 4,6	+ 124,4	- 0,1	+ 159,8	366,5
1992	+ 537,7	+ 33,6	+ 11,0	+ 59,9	+ 21,2	+ 25,8	+ 3,8	+ 155,3	382,5
1992 11 mois	+ 542,8	+ 32,8	+ 11,2	+ 3,2	+ 16,2	- 28,2	+ 3,8	+ 39,0	503,8
12 mois	+ 537,7	+ 33,6	+ 11,0	+ 59,9	+ 21,2	+ 25,8	+ 3,8	+ 155,3	382,5
1993 1 mois	+ 225,6	- 0,2	- 6,3	+ 181,1	+ 5,8	- 14,0	—	+ 166,4	59,2
2 mois	+ 297,9	+ 0,1	+ 4,1	+ 187,1	+ 7,5	- 57,3	—	+ 141,4	156,5
3 mois	+ 466,5	+ 0,9	+ 3,8	+ 187,1	+ 12,4	- 65,7	+ 0,2	+ 138,6	327,9
4 mois	+ 557,9	+ 0,9	+ 8,8	+ 187,1	+ 16,5	+ 35,4	+ 0,2	+ 248,8	309,1
5 mois	+ 576,4	+ 0,9	+ 17,1	+ 187,4	+ 16,5	- 5,8	+ 0,2	+ 216,2	360,1
6 mois	+ 642,1	+ 1,8	+ 32,2	+ 187,4	+ 20,6	- 35,3	+ 0,2	+ 206,9	435,2
7 mois	+ 619,7	+ 1,5	+ 55,9	+ 187,4	+ 22,9	- 66,3	+ 0,2	+ 201,6	418,1
8 mois	+ 658,2	+ 1,5	+ 58,4	+ 187,4	+ 22,9	- 107,2	+ 0,2	+ 163,2	495,0
9 mois	+ 681,2	+ 1,2	+ 53,9	+ 187,4	+ 25,7	- 116,9	+ 0,2	+ 151,5	529,7
10 mois	+ 706,0	+ 1,9	+ 58,1	+ 187,9	+ 26,3	- 93,2	+ 4,2	+ 185,2	520,8
11 mois	+ 754,1	+ 2,0	+ 54,6	+ 187,9	+ 30,2	- 46,8	+ 4,2	+ 232,1	522,0

¹ Jusqu'à fin 1990, les données concernent le pouvoir fédéral, les communautés et les régions. A partir du début 1991, les communautés et les régions disposant d'une trésorerie autonome, elles ne concernent plus que le pouvoir fédéral. Durant l'année 1991 toutefois, elles concernent également la communauté germanophone qui ne dispose d'une trésorerie autonome qu'à partir de 1992.

² Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (9).

³ A savoir les dettes des secteurs nationaux (1985 et 1986), de Réfribel (1987), de la S.A. du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles (1990), du Fonds Nothomb (1990, et suivantes), des communes fusionnées (1992) et, en 1993, de la SNSN, de la SOCOBESOM et de Verlipack.

⁴ A savoir les emprunts de régularisation (bons du Trésor) émis dans le cadre de l'A.R. n° 446 du 20 août 1986 (1986 à 1990) et les prorata d'intérêts (payés sous forme d'OLO) dus suite à la conversion en OLO, d'une part, des bons du Trésor précités (1991) et, d'autre part, de certains emprunts classiques à long terme (à partir de 1992).

⁵ Surplus de moyens récoltés par rapport aux besoins de financement, qui sont placés temporairement sur le marché monétaire (réforme monétaire du 29 janvier 1991).

⁶ Comprend, entre autres, le remboursement aux sociétés, sous la forme d'OLO en 1992 et 1993 d'une partie du précompte mobilier fictif lié à certaines opérations de liquidation effectuées entre l'annonce et l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1989.

⁷ Les données de cette colonne correspondent à celles de la colonne (5) du tableau XI-3 (précédées du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER DU TRESOR

(milliards de francs)

Sources : Ministère des Finances, BNB.

	Opérations budgétaires ^{1,2}			Autres opérations ¹	Solde net à financer (-) du Trésor		
	Recettes ³	Dépenses	Solde budgétaire			Pouvoir fédéral	Communautés et régions
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
A. — Pouvoir fédéral, communautés et régions							
1985	1.473,4	2.011,3	- 537,9	- 33,2	- 571,1	- 552,0	- 19,1
1986	1.500,1	2.051,3	- 551,2	- 4,3	- 555,5	- 552,2	- 3,3
1987	1.557,9	1.995,3	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	- 451,2	+ 20,8
1988	1.614,7	2.028,3	- 413,6	- 20,3	- 433,9	- 416,4	- 17,5
1989	1.694,5	2.097,5	- 403,0	+ 5,8	- 397,2	- 442,4	+ 45,2
1990	1.839,9	2.240,8	- 400,9	+ 7,4	- 393,5	- 365,8	- 27,8
B. — Pouvoir fédéral							
1990	1.256,7	1.614,2	- 357,5	- 8,5	- 365,9	- 365,8	- 0,2 ⁴
1991	1.258,3	1.632,7	- 374,5	+ 7,9	- 366,5	- 367,6	+ 1,1 ⁴
1992	1.303,6	1.703,7	- 400,1	+ 17,6	- 382,5	- 382,5	-
1992 11 mois	1.109,2	1.624,1	- 514,9	+ 11,1	- 503,8		
12 mois	1.303,6	1.703,7	- 400,1	+ 17,6	- 382,5		
1993 1 mois	54,8	193,8	- 139,0	+ 79,8	- 59,2		
2 mois	142,8	332,7	- 189,9	+ 33,5	- 156,5		
3 mois	222,4	568,7	- 346,3	+ 18,4	- 327,9		
4 mois	400,3	744,3	- 344,0	+ 34,9	- 309,1		
5 mois	479,0	867,8	- 388,7	+ 28,6	- 360,1		
6 mois	574,5	1.040,6	- 466,0	+ 30,8	- 435,2		
7 mois	730,7	1.181,9	- 451,2	+ 33,1	- 418,1		
8 mois	818,4	1.333,4	- 515,0	+ 20,0	- 495,0		
9 mois	902,0	1.430,5	- 528,5	- 1,2	- 529,7		
10 mois	1.015,0	1.548,9	- 533,9	+ 13,2	- 520,8		
11 mois	1.095,4	1.631,7	- 536,4	+ 14,4	- 522,0		

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises et les opérations budgétaires (recettes et dépenses) ont été adaptées en conséquence. Pour l'ensemble de la période considérée, la définition des « autres opérations » utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers, opérations de caisse, ...) a été retenue, en tenant compte, toutefois, des modifications reprises à la note ³. En 1989 et 1990 (partie A), la rubrique fonds de tiers a en outre été apurée des impôts conjugués et partagés qui ont été attribués aux communautés et aux régions.

² Les recettes et dépenses comprennent également les montants cédés à la CEE et ceux alloués à la sécurité sociale dans le cadre de l'opération Maribel.

³ Y compris, à partir de 1990, la variation, par rapport à la fin de l'année précédente, de l'encours des contributions directes déjà perçues mais non encore ventilées entre les différentes catégories d'impôt (retards de comptabilisation). Les données ont également été corrigées pour tenir compte du non-remboursement à l'enrôlement en 1991, et du paiement sous la forme d'OLO en 1992 et 1993, d'une partie du précompte mobilier fictif lié à des opérations de liquidation effectuées entre l'annonce et l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1989.

Les montants repris dans la partie A correspondent à ceux repris à la rubrique C du tableau XI-4.

Les montants repris dans la partie B correspondent à la somme de ceux repris aux rubriques C.I et C.III du tableau XI-4.

⁴ Solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) de la communauté germanophone.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU POUVOIR FEDERAL, DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS¹

(milliards de francs)

Sources : Ministère des Finances, BNB.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991	1992	1992 11 mois	1993 11 mois
	Ancienne série						Nouvelle série ²				
A. Recettes courantes	1.458,1	1.485,2	1.542,2	1.597,7	1.676,8	1.816,9	1.846,5	1.889,1	1.976,6	1.725,6	1.750,9
I. Recettes fiscales	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,7	1.609,4	1.722,5	1.722,5	1.762,6	1.838,2	1.617,1	1.653,8
1. Contributions directes ^{3,4}	851,0	874,6	895,0	919,2	932,3	1.001,6	1.001,6	1.012,1	1.046,9	917,0	940,3
dont :											
— précompte professionnel ⁵	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	616,9	711,1	753,0	663,7	684,0
— versements anticipés	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	196,8	195,3	195,5	168,1	171,6
— rôles des sociétés ⁴	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 25,1	- 14,6	- 29,7	- 34,3	- 18,7
— rôles des personnes physiques	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	- 28,8	- 17,6	- 16,2	- 31,5
— précompte mobilier	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	166,6	131,0	108,7	103,6	92,3
2. Douanes et Accises	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	173,6	185,4	203,1	185,5	189,8
3. TVA, Enregistrement et Domaines	398,0	410,3	442,4	474,7	519,4	547,3	547,3	565,1	588,3	514,5	523,8
II. Recettes non fiscales	79,9	68,9	67,9	60,0	67,3	94,4	123,9	126,5	138,3	108,5	97,1
B. Recettes de capital	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	27,8	32,5	24,8	22,0	22,8
I. Recettes fiscales	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	18,7	21,3	22,1	19,8	20,6
II. Recettes non fiscales	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	9,1	11,1	2,7	2,1	2,3
C. Recettes totales	1.473,4	1.500,1	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.839,9	1.874,3	1.921,5	2.001,4	1.747,5	1.773,8
I. Recettes des Voies et Moyens	1.389,5	1.408,3	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.132,5	1.182,6	1.176,9	1.221,2	1.033,3	1.024,1
II. Recettes des communautés et des régions ...	25,9	25,2	34,9	30,8	556,6	619,3	617,6	663,3	697,8	638,4	677,3
III. Recettes cédées à la CEE	45,0	53,7	56,8	64,2	68,8	74,1	74,1	81,4	82,4	75,8	71,3
IV. Recettes affectées à la sécurité sociale	13,0	13,0	13,4	14,1	14,0	14,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1

¹ A l'exclusion des impôts additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cette nouvelle série diffère de l'ancienne pour trois raisons :

- les moyens propres des fonds budgétaires (supprimés) sont dorénavant repris dans les recettes non fiscales des Voies et Moyens ;
- les montants affectés à la sécurité sociale dans le cadre de l'opération Maribel (Rubrique C.IV) sont dorénavant intégrés dans les recettes fiscales des Voies et Moyens ;
- les recettes propres non fiscales des communautés et des régions ne sont, par manque d'informations, plus comptabilisées.

³ Y compris, à partir de 1990, la variation, par rapport à la fin de l'année précédente, de l'encours des contributions directes déjà perçues mais non encore ventilées entre les différentes catégories d'impôt (retards de comptabilisation).

⁴ Les données ont été corrigées pour tenir compte du non-remboursement à l'enrôlement en 1991, et du paiement sous la forme d'OLO en 1992 et 1993, d'une partie du précompte mobilier fictif lié à des opérations de liquidation de sociétés effectuées entre l'annonce et l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1989.

⁵ Y compris, pour les années 1984 à 1987, les retenues sur allocations de chômage.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES SOUS-SECTEURS ET DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Sources : Ministère des Finances, BNB.

	Pouvoir fédéral, communautés et régions ³						Pouvoirs locaux	Sécurité sociale ⁴	Ensemble des pouvoirs publics	
	Solde net à financer (-) du Trésor ¹			Solde net à financer (-) des communautés et des régions à partir de 1991 ¹	Octrois de crédits et prises de participations budgétaires	Autres ²				
	(1) = (2) + (3)	Pouvoir fédéral (2)	Communautés et régions jusqu'en 1990 ¹ (3)							
(7) = (2) à (6)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)							
1984	- 504,1	- 501,4	- 2,8	—	+ 68,9	+ 3,6	- 431,6	- 11,4	+ 49,8	- 393,1
1985	- 571,1	- 552,0	- 19,1	—	+ 82,7	- 6,2	- 494,6	- 10,0	+ 49,8	- 454,9
1986	- 555,5	- 552,2	- 3,3	—	+ 67,7	- 16,4	- 504,2	- 15,2	+ 27,9	- 491,6
1987	- 430,5	- 451,2	+ 20,8	—	+ 43,2	- 36,4	- 423,7	- 0,7	+ 19,7	- 404,8
1988	- 433,9	- 416,4	- 17,5	—	+ 40,4	- 39,3	- 432,7	- 4,7	+ 23,7	- 413,7
1989	- 397,2	- 442,4	+ 45,2	—	+ 35,7	- 68,7	- 430,2	- 31,4	+ 50,9	- 410,7
1990	- 393,5	- 365,8	- 27,8	—	+ 27,6	- 55,4	- 421,2	- 14,4	+ 41,5	- 394,1
1991	- 366,5	- 367,6	+ 1,1	- 34,7	+ 23,4	- 22,1	- 399,9	- 37,7	- 17,5	- 455,1
1992	- 382,5	- 382,5	—	- 61,5	+ 23,9	- 41,3	- 461,4	- 20,8	- 13,2	- 495,3
1990 3 ^e trimestre	- 61,0	- 46,9	- 14,1	—	+ 5,6	- 4,2	- 59,6	+ 7,5	+ 3,3	- 48,8
4 ^e trimestre	+ 18,2	+ 6,7	+ 11,5	—	+ 10,4	- 7,9	+ 20,7	+ 2,0	+ 13,7	+ 36,4
1991 1 ^{er} trimestre	- 267,8	- 267,4	- 0,4	- 14,3	+ 6,5	- 2,4	- 278,0	- 2,2	- 4,4	- 284,6
2 ^e trimestre	- 121,9	- 122,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 6,7	- 14,0	- 127,6	- 28,3	+ 0,3	- 155,6
3 ^e trimestre	- 33,9	- 34,3	+ 0,4	- 31,2	+ 1,5	- 1,6	- 65,2	+ 0,9	- 27,8	- 92,0
4 ^e trimestre	+ 57,1	+ 57,0	+ 0,1	+ 9,2	+ 8,7	- 4,1	+ 70,9	- 8,0	+ 14,3	+ 77,1
1992 1 ^{er} trimestre	- 309,3	- 309,3	—	- 24,3	+ 5,1	+ 0,2	- 328,3	- 18,0	- 12,5	- 358,8
2 ^e trimestre	- 100,5	- 100,5	—	- 11,9	+ 4,8	- 8,4	- 116,0	- 13,6	- 13,0	- 142,6
3 ^e trimestre	- 89,0	- 89,0	—	- 19,7	+ 5,4	- 1,4	- 104,7	+ 0,4	+ 3,3	- 101,0
4 ^e trimestre	+ 116,2	+ 116,2	—	- 5,6	+ 8,7	- 31,6	+ 87,7	+ 10,5	+ 9,0	+ 107,2
1993 1 ^{er} trimestre	- 327,9	- 327,9	—	- 33,4	+ 6,7	+ 6,1	- 348,5	+ 0,5	+ 1,8	- 346,2
2 ^e trimestre	- 107,3	- 107,3	—	- 12,0	+ 6,7	- 16,1	- 128,7	+ 35,2	- 26,1	- 119,6
3 ^e trimestre	- 94,5	- 94,5	—	- 32,9	+ 6,7	- 2,9	- 123,7	- 39,7	+ 1,8	- 161,6

¹ Jusqu'à fin 1990, la trésorerie des communautés et des régions était tenue par le Trésor. Le solde de ces entités [colonne (3)] faisait donc partie du solde net à financer total du Trésor. Depuis le début de 1991, ces entités disposent d'une trésorerie autonome (cette disposition ne concerne la communauté germanophone qu'à partir de 1992); leur solde net à financer est repris de ce fait dans la colonne (4).

² Débudgétisations et préfinancements pour des transactions autres que celles sous la forme d'octrois de crédits et prises de participations.

³ A l'exclusion du financement d'octrois de crédits et prises de participations.

⁴ Les données relatives à la sécurité sociale concernent les mêmes organismes que celles des comptes nationaux et, comme ces derniers, tiennent compte des cotisations sociales dues et non pas de celles qui ont été effectivement versées.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : BNB.

	Nouveaux engagements						Formation d'actifs financiers en franc belge ²		Solde ⁴	
	En monnaies étrangères	En franc belge				(6) = (2) + (3) + (4)	(7) = (1) + (6)	(8)		dont : par le Trésor ³
		Après de la BNB ¹	Autres		A plus d'un an					
			A un an au plus							
(1)	(2)	(3)	(4)	dont : OLO	(5)	(9)	(10) = (7) - (8)			
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 329	—	+ 406	+ 562	+ 169	—	+ 393
1985	+ 34	- 18	+ 52	+ 562	—	+ 596	+ 631	+ 176	—	+ 455
1986	+ 63	+ 27	+ 297	+ 225	—	+ 549	+ 612	+ 121	—	+ 492
1987	+ 33	- 82	+ 220	+ 381	—	+ 520	+ 553	+ 148	—	+ 405
1988	+ 20	- 21	+ 25	+ 497	—	+ 501	+ 521	+ 107	—	+ 414
1989	+ 69	- 40	+ 271	+ 204	+ 82	+ 434	+ 503	+ 92	—	+ 411
1990	- 22	- 30	+ 144	+ 448	+ 273	+ 562	+ 540	+ 146	—	+ 394
1991	- 13	- 107	+ 126	+ 667	+ 935	+ 685	+ 673	+ 217	+ 124	+ 455
1992	- 112	0	- 45	+ 747	+ 963	+ 701	+ 588	+ 93	+ 26	+ 495
1990 3 ^e trimestre	- 36	+ 1	+ 46	+ 66	+ 103	+ 113	+ 77	+ 28	—	+ 49
4 ^e trimestre	+ 21	+ 31	- 142	+ 103	+ 102	- 8	+ 13	+ 49	—	- 36
1991 1 ^{er} trimestre	- 6	- 106	+ 312	+ 170	+ 341	+ 376	+ 370	+ 86	+ 63	+ 285
2 ^e trimestre	- 2	0	+ 10	+ 225	+ 382	+ 235	+ 233	+ 77	+ 35	+ 156
3 ^e trimestre	0	+ 1	- 35	+ 87	+ 109	+ 53	+ 53	- 39	- 23	+ 92
4 ^e trimestre	- 5	- 2	- 162	+ 185	+ 103	+ 21	+ 16	+ 93	+ 49	- 77
1992 1 ^{er} trimestre	- 17	- 1	+ 166	+ 148	+ 154	+ 313	+ 296	- 63	- 38	+ 359
2 ^e trimestre	- 1	0	+ 12	+ 118	+ 203	+ 130	+ 129	- 14	- 16	+ 143
3 ^e trimestre	- 23	0	+ 25	+ 92	+ 118	+ 117	+ 93	- 8	- 16	+ 101
4 ^e trimestre	- 71	0	- 248	+ 389	+ 488	+ 141	+ 70	+ 177	+ 95	- 107
1993 1 ^{er} trimestre	- 10	+ 15	+ 322	- 23	+ 266	+ 314	+ 304	- 42	- 66	+ 346
2 ^e trimestre	0	- 15	- 18	+ 169	+ 419	+ 136	+ 136	+ 16	+ 30	+ 120
3 ^e trimestre	+ 204	0	- 203	+ 60	+ 258	- 144	+ 61	- 101	- 82	+ 162

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique, de l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par des avances spéciales de celle-ci et de la créance consolidée de la Banque sur l'Etat. A partir de 1991, cette colonne comprend seulement les avances accordées par la Banque à l'Etat dans le cadre d'une facilité de caisse spéciale, limitée à 15 milliards. A partir du 1^{er} juillet 1993, cette facilité de caisse est supprimée en vertu de la loi du 22 mars 1993 sur le statut et le contrôle des établissements de crédit.

² Y compris les octrois de crédits et prises de participations.

³ Il s'agit des opérations dites de gestion du Trésor.

⁴ Cette colonne correspond au déficit financier total des pouvoirs publics repris à la colonne (10) du tableau XI-5 (précédé du signe opposé).

XI - 7. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS¹

(variations en milliards de francs)

Source : BNB.

	Monnaie scripturale	Autres actifs à un an au plus ²			Actifs à plus d'un an ²	Total ³
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁴	Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)
1984	+ 15,6	+ 20,2	+ 20,9	+ 41,2	+ 111,9	+ 168,7
1985	+ 9,0	+ 27,5	+ 15,1	+ 42,5	+ 124,1	+ 175,6
1986	- 5,8	+ 8,8	+ 6,2	+ 15,0	+ 111,4	+ 120,6
1987	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,8	+ 33,0	+ 108,8	+ 148,0
1988	+ 13,3	+ 13,1	+ 5,6	+ 18,7	+ 75,4	+ 107,4
1989	- 0,8	+ 10,9	+ 18,3	+ 29,3	+ 63,7	+ 92,1
1990	- 4,5	+ 48,5	+ 1,2	+ 49,8	+ 101,0	+ 146,3
1991	+ 3,0	+ 70,3	+ 29,7	+ 100,0	+ 114,3	+ 217,4
1992	+ 0,2	- 11,8	+ 46,6	+ 34,8	+ 58,2	+ 93,1
1990 3 ^e trimestre	+ 7,4	+ 24,1	- 22,1	+ 2,1	+ 18,6	+ 28,0
4 ^e trimestre	+ 1,5	- 17,6	+ 47,3	+ 29,7	+ 17,8	+ 49,1
1991 1 ^{er} trimestre	- 15,7	+ 97,2	- 27,9	+ 69,3	+ 32,2	+ 85,9
2 ^e trimestre	- 0,2	+ 6,0	+ 29,7	+ 35,7	+ 41,6	+ 77,1
3 ^e trimestre	- 23,8	- 4,3	- 31,1	- 35,5	+ 20,6	- 38,6
4 ^e trimestre	+ 42,7	- 28,6	+ 59,1	+ 30,5	+ 19,9	+ 93,1
1992 1 ^{er} trimestre	- 23,8	- 19,9	- 28,9	- 48,8	+ 10,1	- 62,6
2 ^e trimestre	+ 6,8	- 36,5	+ 1,1	- 35,4	+ 14,6	- 14,0
3 ^e trimestre	- 10,2	- 3,5	- 11,4	- 14,9	+ 17,3	- 7,8
4 ^e trimestre	+ 27,4	+ 48,1	+ 85,8	+ 133,9	+ 16,2	+ 177,4
1993 1 ^{er} trimestre	- 0,7	- 5,9	- 43,4	- 49,3	+ 8,0	- 41,9
2 ^e trimestre	+ 8,7	- 27,4	+ 21,8	- 5,5	+ 13,2	+ 16,3
3 ^e trimestre	- 12,2	- 54,0	- 49,0	- 103,0	+ 14,2	- 101,0

¹ Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs fédéral, communautaires, régionaux et locaux, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

² Durée à l'origine.

³ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁴ BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

XI - 8. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : BNB.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge ²		Dettes nettes		p.m. Dette harmonisée (10)
	En monnaies étrangères (1)	En franc belge		(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	dont : opérations de gestion du Trésor (7)	(8) = (5) - (6)	p.m. Total à l'exclusion de la dette envers le FMI ³ (9)	
		A un an au plus ¹ (2)	A plus d'un an (3)							
1984	1.060	1.265	3.073	4.338	5.398	452	—	4.947	4.856	4.648
1985	1.028	1.307	3.635	4.943	5.971	511	—	5.460	5.361	5.278
1986	1.046	1.617	3.861	5.477	6.524	531	—	5.993	5.908	5.770
1987	1.069	1.752	4.246	5.998	7.066	573	—	6.493	6.412	6.233
1988	1.107	1.758	4.743	6.501	7.608	617	—	6.991	6.907	6.687
1989	1.150	1.994	4.946	6.940	8.090	655	—	7.435	7.346	7.110
1990	1.128	2.099	5.394	7.493	8.621	713	—	7.907	7.828	7.550
1991	1.118	2.141	5.968	8.109	9.227	828	124	8.399	8.317	8.029
1992	1.017	2.129	6.714	8.842	9.859	871	150	8.987	8.872	8.539
1990 3 ^e trimestre ...	1.114	2.210	5.291	7.502	8.616	679	—	7.936	7.857	7.563
4 ^e trimestre ...	1.128	2.099	5.394	7.493	8.621	713	—	7.907	7.828	7.550
1991 1 ^{er} trimestre ...	1.146	2.336	5.530	7.866	9.013	774	63	8.238	8.162	7.916
2 ^e trimestre ...	1.157	2.351	5.755	8.106	9.264	814	99	8.449	8.368	8.116
3 ^e trimestre ...	1.142	2.318	5.842	8.160	9.302	757	76	8.544	8.463	8.132
4 ^e trimestre ...	1.118	2.141	5.968	8.109	9.227	828	124	8.399	8.317	8.029
1992 1 ^{er} trimestre ...	1.107	2.307	6.115	8.422	9.529	758	86	8.771	8.688	8.316
2 ^e trimestre ...	1.099	2.317	6.233	8.549	9.649	729	71	8.919	8.840	8.428
3 ^e trimestre ...	1.072	2.342	6.324	8.667	9.738	706	54	9.032	8.951	8.504
4 ^e trimestre ...	1.017	2.129	6.714	8.842	9.859	871	150	8.987	8.872	8.539
1993 1 ^{er} trimestre ...	1.017	2.466	6.691	9.157	10.174	822	84	9.352	9.236	8.846
2 ^e trimestre ...	1.046	2.434	6.860	9.294	10.340	831	115	9.509	9.391	8.990
3 ^e trimestre ...	1.271	2.230	6.919	9.150	10.421	718	33	9.703	9.587	9.126

¹ Y compris l'encours des certificats de trésorerie financés par le Fonds des Rentes grâce au concours spécial de la BNB et le portefeuille d'effets publics de cette dernière.

² A l'exclusion des crédits et participations.

³ La remise de certificats de trésorerie qui ne portent pas d'intérêts, au FMI, ne donne lieu à aucune recette de trésorerie pour les pouvoirs publics.

XII. — GLOBALISATIONS DES COMPTES ANNUELS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES *

1a. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels	74.440	87.903	88.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	30,8	28,1	22,7	21,6	13,7	11,4	10,6	14,2
II. Immobilisations incorporelles	121,0	151,7	180,6	193,3	231,4	263,6	301,4	307,7
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	725,4	778,8	805,8	853,9	935,9	1.048,7	1.189,8	1.324,2
b. Installations, machines et outillage	911,4	1.055,0	1.084,3	1.125,2	1.169,6	1.258,5	1.319,3	1.410,0
c. Mobilier et matériel roulant	195,3	204,1	230,4	248,8	264,6	296,2	319,2	299,0
d. Location-financement et droits similaires	39,9	44,6	56,7	89,3	100,7	122,2	127,4	155,9
e. Autres immobilisations corporelles	67,0	75,2	78,5	84,6	96,4	114,0	142,9	163,5
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	213,5	150,9	147,8	147,9	162,2	189,3	259,9	271,6
Total des immobilisations corporelles	2.152,5	2.308,7	2.403,4	2.549,7	2.729,2	3.028,9	3.358,6	3.624,3
IV. Immobilisations financières	514,5	622,0	755,2	886,3	1.142,0	1.535,2	1.991,2	2.264,5
Total des actifs immobilisés	2.818,8	3.110,5	3.362,0	3.650,8	4.116,3	4.839,1	5.661,7	6.210,7
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	52,8	51,5	62,8	63,5	68,7	75,8	89,3	117,9
b. Autres créances	82,5	98,0	118,0	190,0	275,2	376,7	458,8	519,8
Total des créances à plus d'un an	135,2	149,5	180,8	253,5	343,9	452,5	548,1	637,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	1.029,3	1.088,5	1.056,7	1.056,7	1.153,7	1.250,4	1.310,0	1.370,3
b. Commandes en cours d'exécution	194,5	191,2	207,2	179,9	162,5	181,6	220,3	243,5
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	1.223,8	1.279,7	1.263,9	1.236,6	1.316,2	1.432,0	1.530,3	1.613,7
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	1.526,8	1.690,9	1.648,5	1.659,9	1.890,9	2.154,3	2.298,4	2.417,0
b. Autres créances	312,5	356,0	415,0	484,3	725,8	1.002,4	1.250,9	1.466,7
Total des créances à un an au plus	1.839,2	2.047,0	2.063,5	2.144,2	2.616,7	3.156,7	3.549,3	3.883,7
VIII. Placements de trésorerie	238,8	273,6	331,7	430,5	544,6	722,1	756,9	769,8
IX. Valeurs disponibles	226,2	240,0	258,4	278,2	317,9	360,8	382,1	409,6
X. Comptes de régularisation	103,4	115,7	112,8	114,6	129,8	143,0	163,3	186,8
Total des actifs circulants	3.766,7	4.105,5	4.211,1	4.457,7	5.269,1	6.267,1	6.930,1	7.501,3
TOTAL DU BILAN	6.585,5	7.216,0	7.573,1	8.108,4	9.385,4	11.106,2	12.591,8	13.712,0

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	1.176,3	1.247,3	1.396,8	1.511,7	1.783,7	2.101,7	2.552,9	2.984,7
II. Primes d'émission	55,3	141,9	146,8	158,2	178,1	205,2	267,3	284,1
III. Plus-values de réévaluation	195,6	172,7	151,8	142,8	101,2	103,5	107,4	110,3
IV. Réserves								
a. Réserve légale	47,6	53,5	58,9	64,7	75,3	84,9	90,8	101,1
b. Réserves indisponibles	49,2	60,6	67,5	70,2	73,3	78,6	82,9	98,5
c. Réserves immunisées	126,7	144,3	159,3	174,0	188,6	269,3	292,3	279,1
d. Réserves disponibles	318,2	381,2	425,9	473,3	529,5	633,5	691,1	745,1
Total des réserves	541,7	639,6	711,6	782,2	866,7	1.066,3	1.157,1	1.223,8
V. Bénéfice reporté	133,4	172,2	204,9	237,8	301,3	367,3	435,3	507,2
Perte reportée	-227,0	-219,8	-232,3	-240,8	-228,0	-231,7	-294,8	-372,5
VI. Subsidés en capital	105,8	122,0	134,9	142,3	143,5	143,9	140,7	125,8
Total des capitaux propres	1.981,1	2.275,9	2.514,6	2.734,2	3.146,3	3.756,2	4.365,9	4.863,4
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	172,6	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	297,1	326,1
b. Impôts différés								5,9
Total provisions et impôts différés	172,6	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	297,1	332,0
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	1.244,7	1.285,7	1.357,8	1.521,6	1.737,6	2.008,5	2.392,0	2.529,7
dont : établissements de crédit ³	(797,0)	(838,4)	(882,1)	(1.019,7)	(1.154,6)	(1.345,7)	(1.585,0)	(1.678,2)
b. Dettes commerciales	20,7	18,7	13,7	12,6	10,9	13,1	24,0	22,4
c. Acomptes reçus sur commandes	34,6	33,6	28,4	24,9	16,6	20,0	23,8	20,6
d. Autres dettes	138,8	144,3	150,9	172,9	182,1	191,3	222,8	234,2
Total des dettes à plus d'un an	1.438,7	1.482,3	1.550,9	1.732,1	1.947,3	2.232,9	2.662,6	2.806,9
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	162,3	181,0	213,8	241,7	291,9	368,6	394,2	485,4
b. Dettes financières	504,9	592,2	566,8	630,4	793,4	1.179,3	1.404,1	1.481,4
dont : établissements de crédit ³	(446,7)	(505,0)	(473,4)	(487,7)	(584,8)	(809,9)	(904,1)	(874,5)
c. Dettes commerciales	1.338,9	1.427,7	1.376,2	1.404,4	1.634,9	1.824,1	1.884,9	1.985,9
d. Acomptes reçus sur commandes	210,7	207,8	217,6	198,9	210,5	237,6	285,2	307,6
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	312,6	339,7	358,6	374,7	397,5	434,0	457,0	487,0
f. Autres dettes	336,2	376,1	429,7	430,2	545,4	634,2	645,8	757,8
Total des dettes à un an au plus	2.865,6	3.124,5	3.162,8	3.280,2	3.873,5	4.677,8	5.071,2	5.505,1
X. Comptes de régularisation	127,5	141,1	136,6	136,1	147,3	168,5	195,0	204,6
Total des dettes	4.431,8	4.747,9	4.850,2	5.148,5	5.968,1	7.079,2	7.928,9	8.516,6

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 9, septembre 1991.

XII - 1b. 1. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		2.182,4	2.405,6	2.538,4	2.604,9	2.843,0	3.055,7	3.276,3	3.421,0
Frais de personnel	-	1.413,9	1.561,4	1.606,2	1.652,8	1.741,7	1.867,7	2.051,9	2.173,8
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	287,0	326,4	361,4	402,4	466,2	516,1	575,1	610,0
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	15,4	17,9	23,0	18,3	18,3	18,3	20,3	25,0
Provisions nettes pour risques et charges	-	24,5	17,0	16,1	22,7	21,7	13,7	14,9	12,0
Autres charges d'exploitation ³	-	126,3	134,5	119,1	108,4	107,0	116,0	139,1	140,8
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	3,9	2,6	2,6	3,1	3,9	2,8	2,2	2,4
Résultat d'exploitation	=	319,2	351,0	415,2	403,4	492,0	526,7	477,1	461,8
Produits financiers	+	189,6	224,7	231,6	267,9	313,1	483,2	567,3	640,7
Charges financières	-	275,9	285,4	297,4	307,1	333,2	462,4	553,6	621,8
Résultat courant avant impôts	=	232,9	290,3	349,4	364,3	471,9	547,5	490,9	480,7
Produits exceptionnels	+	86,8	69,1	84,1	82,1	95,1	190,1	111,6	136,0
Charges exceptionnelles	-	83,9	60,4	87,2	90,7	115,1	110,1	111,4	135,4
Résultat de l'exercice avant impôts	=	235,8	299,0	346,3	355,7	451,9	627,5	491,1	481,4
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,9
Impôts sur le résultat	-	70,2	79,0	100,3	96,7	110,3	118,2	120,1	123,0
Résultat de l'exercice	=	165,6	220,0	246,0	259,0	341,6	509,3	370,9	357,5
Transfert net aux réserves immunisées	-	9,3	19,9	19,3	20,3	28,7	86,4	25,4	10,8
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	108,3	143,7	169,7	193,5	230,4	292,4	356,0	429,6
Perte reportée de l'exercice précédent	-	211,1	216,3	201,7	221,4	227,8	203,5	224,4	315,4
RESULTAT A AFFECTER	=	53,5	127,5	194,7	210,8	315,5	511,8	477,1	460,8
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	64,8	17,0	-25,9	-33,1	-105,1	-249,9	-220,8	-163,9
Intervention d'associés dans la perte	+	5,9	4,7	3,6	2,9	2,2	2,0	1,7	1,8
Bénéfice à distribuer	-	124,2	149,2	172,4	180,6	212,6	263,8	257,9	298,7
<i>dont : rémunération du capital</i>		(114,0)	(137,0)	(155,3)	(161,8)	(192,5)	(243,6)	(238,6)	(282,1)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 1b. 2. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	14.107
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		1.851,5	1.963,3	2.049,1	2.072,4	2.258,0	2.422,6	2.579,3	2.669,0
Subsides d'exploitation	+	33,0	36,5	35,2	39,1	38,3	34,3	32,4	33,7
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	1.884,4	1.999,7	2.084,3	2.111,4	2.296,4	2.456,9	2.611,7	2.702,8
Frais de personnel	-	1.226,7	1.304,9	1.318,1	1.335,2	1.392,7	1.484,2	1.622,3	1.706,1
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	53,4	53,9	55,0	59,2	61,2	69,2	75,2	86,3
Autres charges d'exploitation	-	28,0	27,5	23,5	20,9	23,2	26,9	42,7	34,2
Excédent brut d'exploitation	=	576,3	613,4	687,7	696,1	819,3	876,6	871,6	876,1
Produit des immobilisations financières	+	48,8	63,6	66,3	72,9	86,3	142,2	152,4	167,1
Produit des actifs financiers circulants	+	53,3	55,7	54,5	67,1	88,2	159,4	210,1	237,0
Subsides en intérêts	+	4,4	4,5	4,2	4,2	4,8	4,7	6,0	6,3
Charge des dettes	-	176,7	181,1	180,5	177,6	193,2	247,0	324,4	365,0
Solde des autres produits et charges financiers	+	-17,6	0,5	-5,6	-0,5	0,9	-18,5	-12,3	1,3
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	15,7	3,1	9,9	10,7	-2,3	3,5	1,5	-8,4
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	11,1	5,9	5,8	7,1	8,8	3,5	3,1	5,7
Impôts sur le résultat	-	61,2	66,3	83,6	77,6	89,0	92,4	90,8	92,6
Intervention d'associés dans la perte	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,0
Bénéfice à distribuer	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	241,2	281,6
<i>dont : rémunération du capital</i>		(110,7)	(132,2)	(148,9)	(154,0)	(183,9)	(234,3)	(230,5)	(273,3)
EPARGNE BRUTE	=	343,8	365,7	403,1	440,4	531,3	588,1	577,0	546,9
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		150,0	195,1	210,0	217,5	291,2	460,2	335,9	329,8
Amortissements d'exploitation	+	255,0	280,0	303,2	330,4	378,5	412,7	455,2	477,1
Amortissements nets exceptionnels	+	16,1	8,3	17,9	9,2	21,1	14,1	6,5	7,8
Provisions et impôts différés nets	+	26,7	23,0	29,1	30,8	38,6	17,7	24,3	26,6
Réductions de valeurs nettes	+	31,3	27,9	36,3	44,7	44,7	54,7	51,8	57,4
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	25,1	35,0	37,5	30,1	50,4	127,5	56,4	71,2
Intervention d'associés dans la perte	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,0
Bénéfice à distribuer	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	241,2	281,6

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

XII - 1c. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	29,7	55,7	60,7	56,7	103,2	94,0	98,8	86,2
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	3,0	2,7	1,7	3,2	5,0	8,6	3,1	7,9
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	434,6	497,2	537,2	557,1	677,7	856,7	946,5	930,2
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	55,9	76,9	82,9	70,4	89,9	106,9	102,9	124,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	120,3	174,5	220,3	262,7	409,4	646,2	757,7	650,6
Cessions (valeur nette comptable)	34,0	52,8	64,9	72,5	96,4	188,2	215,9	226,3
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	14.107
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	24,7	49,4	53,5	46,2	90,5	77,3	81,5	69,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,8	2,3	1,4	2,7	4,6	7,9	2,4	6,9
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	374,8	413,7	428,3	421,9	502,5	650,0	718,5	698,2
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	48,7	65,8	74,6	60,2	77,1	89,5	85,1	104,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	116,5	168,5	210,3	250,8	383,9	600,0	719,9	618,3
Cessions (valeur nette comptable)	32,8	50,4	62,4	69,6	93,1	182,2	202,0	208,6

XII - 1d. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		7,0	7,0	8,3	8,5	9,2	9,0	8,5	8,3
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		3,5	3,5	4,3	4,1	4,6	4,4	3,7	3,5
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		64,8	64,9	63,3	63,5	61,3	61,1	62,6	63,5
2.2 Autres charges d'exploitation ³		5,8	5,6	4,7	4,1	3,7	3,8	4,2	4,1
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{2,4} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		29,4	29,5	32,0	32,4	35,0	35,1	33,1	32,3
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.436	1.510	1.586	1.623	1.738	1.824	1.879	1.941
3.2 Frais de personnel par personne occupée		951	1.006	1.034	1.061	1.095	1.147	1.212	1.267
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	20,7	21,2	21,4	23,8	28,0	28,9	27,2
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	9,7	9,8	9,5	10,9	13,6	8,5	7,4
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		30,1	31,5	33,2	33,7	33,5	33,8	34,7	35,5
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	14.107
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	65,1	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4	62,1	63,1
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,8	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,9	3,2
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,5	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	1,6	1,3
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,4}	=	30,6	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7	33,4	32,4
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	5,4	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3	13,9	15,0
1.7 Charge des dettes	-	9,4	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1	12,4	13,5
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,2	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8	3,5	3,4
1.9 Rémunération du capital	-	5,9	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5	8,8	10,1
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	0,7	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7	-0,4	-0,1
1.11 Epargne brute ⁴	=	18,2	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9	22,1	20,2
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	20,7	20,6	20,0	21,9	26,5	27,5	25,8
3. Acquisitions d'immobilisations financières		6,2	8,4	10,1	11,9	16,7	24,4	27,6	22,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	9,8	9,7	9,3	10,9	14,3	8,9	7,8
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		29,7	31,3	33,1	33,6	33,4	33,9	35,0	35,9

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 2a. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels	12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	12,1	10,1	6,9	9,1	5,0	4,6	4,5	7,9
II. Immobilisations incorporelles	21,3	27,6	38,1	44,7	64,5	82,8	89,3	89,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	187,4	187,9	196,5	202,7	215,8	235,4	262,3	285,1
b. Installations, machines et outillage	256,6	281,9	299,2	310,6	335,4	382,2	422,1	483,5
c. Mobilier et matériel roulant	20,0	24,9	29,9	33,0	39,7	41,6	47,8	45,6
d. Location-financement et droits similaires	9,8	11,7	20,0	25,4	30,9	35,1	37,8	38,2
e. Autres immobilisations corporelles	13,9	14,1	14,9	14,3	15,0	15,1	19,3	18,5
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	30,3	39,6	39,4	40,6	48,2	68,6	125,5	127,8
Total des immobilisations corporelles	517,9	560,1	599,8	626,8	685,1	778,0	914,8	998,7
IV. Immobilisations financières	206,7	251,1	301,3	347,5	440,6	601,1	756,0	854,8
Total des actifs immobilisés	758,1	848,9	946,1	1.028,0	1.195,2	1.466,5	1.764,6	1.950,4
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	10,9	14,0	17,5	9,1	10,4	8,2	10,0	8,9
b. Autres créances	16,8	17,9	24,7	28,6	27,2	26,1	26,7	28,1
Total des créances à plus d'un an	27,7	31,9	42,2	37,8	37,6	34,3	36,7	37,0
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	504,7	515,1	479,9	467,7	515,5	555,3	555,8	561,7
b. Commandes en cours d'exécution	64,0	61,0	62,9	57,4	56,9	62,9	67,9	78,6
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	568,7	576,1	542,8	525,1	572,4	618,2	623,8	640,3
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	643,6	687,3	673,1	644,8	723,6	797,9	793,1	800,7
b. Autres créances	108,4	115,4	148,2	121,6	154,7	224,9	217,9	226,1
Total des créances à un an au plus	751,9	802,7	821,3	766,3	878,3	1.022,8	1.011,1	1.026,8
VIII. Placements de trésorerie	87,1	103,9	134,4	166,4	167,6	201,9	220,6	180,4
IX. Valeurs disponibles	59,3	59,3	66,3	68,2	80,1	92,9	90,9	96,7
X. Comptes de régularisation	16,6	17,0	17,0	16,8	18,4	20,1	23,0	24,9
Total des actifs circulants	1.511,4	1.591,0	1.624,0	1.580,6	1.754,4	1.990,2	2.006,0	2.006,1
TOTAL DU BILAN	2.269,4	2.439,9	2.570,1	2.608,6	2.949,6	3.456,7	3.770,6	3.956,5

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	439,3	487,4	527,3	504,3	546,1	600,8	677,4	709,4
II. Primes d'émission	31,3	31,1	35,6	40,9	44,5	50,9	53,0	59,1
III. Plus-values de réévaluation	32,6	29,7	31,1	27,0	23,1	21,2	21,2	23,1
IV. Réserves								
a. Réserve légale	19,3	20,8	22,6	23,4	27,6	29,9	31,9	33,2
b. Réserves indisponibles	15,3	15,9	15,2	15,4	14,6	15,8	16,3	14,5
c. Réserves immunisées	57,3	67,6	71,0	76,1	77,2	128,3	141,1	143,2
d. Réserves disponibles	151,2	178,4	201,1	219,5	237,3	296,7	320,1	342,7
Total des réserves	243,1	282,7	309,9	334,4	356,7	470,7	509,4	533,6
V. Bénéfice reporté	66,1	74,7	90,7	112,1	139,4	179,0	199,2	207,7
Perte reportée	-89,1	-69,9	-76,5	-76,9	-83,2	-81,3	-98,1	-140,4
VI. Subsides en capital	17,6	20,5	20,3	19,1	18,7	20,4	23,2	21,1
Total des capitaux propres	740,9	856,3	938,3	960,9	1.045,2	1.261,7	1.385,3	1.413,6
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	85,2	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	142,6	149,1
b. Impôts différés								3,7
Total provisions et impôts différés	85,2	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	142,6	152,8
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	270,5	279,5	324,0	366,9	420,6	513,3	632,5	684,2
dont : établissements de crédit ¹	(174,7)	(173,6)	(198,9)	(213,4)	(229,1)	(263,4)	(313,5)	(310,7)
b. Dettes commerciales	6,5	6,5	4,6	4,0	2,9	3,3	4,0	3,6
c. Acomptes reçus sur commandes	11,8	8,3	8,9	5,4	5,7	8,8	12,2	9,6
d. Autres dettes	46,0	34,2	36,2	47,8	67,0	64,1	69,9	80,8
Total des dettes à plus d'un an	334,7	328,4	373,7	424,1	496,2	589,5	718,5	778,2
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	55,3	57,0	58,1	70,4	103,4	115,0	131,8	162,7
b. Dettes financières	209,4	233,3	216,0	187,1	197,4	279,2	286,0	315,4
dont : établissements de crédit ²	(175,7)	(185,7)	(176,0)	(143,6)	(160,9)	(215,7)	(207,3)	(186,9)
c. Dettes commerciales	498,7	508,6	485,5	480,3	571,4	629,8	634,8	644,7
d. Acomptes reçus sur commandes	57,1	51,1	51,8	47,3	49,9	54,1	64,3	78,6
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	165,3	172,3	180,1	180,6	190,1	204,3	208,7	211,6
f. Autres dettes	81,3	96,5	120,1	106,6	121,1	146,5	146,2	151,6
Total des dettes à un an au plus	1.067,1	1.118,9	1.111,6	1.072,3	1.233,4	1.428,9	1.471,8	1.564,5
X. Comptes de régularisation	41,4	43,7	40,2	38,1	41,1	46,9	52,3	47,3
Total des dettes	1.443,3	1.491,1	1.525,6	1.534,5	1.770,6	2.065,3	2.242,6	2.390,0

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 2b. 1. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
<i>Nombre de comptes annuels</i>		12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		1.001,8	1.081,4	1.157,3	1.161,1	1.256,2	1.322,8	1.381,1	1.366,1
Frais de personnel	-	678,8	735,4	754,8	753,3	781,8	819,6	888,5	912,7
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	130,5	150,3	168,6	187,0	215,7	234,3	254,5	260,8
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	7,2	7,5	10,3	7,1	7,8	6,5	6,6	8,6
Provisions nettes pour risques et charges	-	10,3	5,7	6,6	12,0	11,2	4,5	2,5	-2,1
Autres charges d'exploitation ³	-	32,3	34,7	33,1	30,9	29,2	29,0	36,5	38,0
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	3,3	1,1	1,2	2,0	3,2	0,9	1,3	1,3
Résultat d'exploitation	=	146,0	148,9	185,1	172,8	213,7	229,8	193,8	149,5
Produits financiers	+	61,9	78,0	82,0	76,2	86,0	139,0	145,2	142,8
Charges financières	-	102,4	107,3	111,4	95,1	97,4	136,8	158,7	170,8
Résultat courant avant impôts	=	105,5	119,6	155,7	153,9	202,3	232,0	180,4	121,5
Produits exceptionnels	+	54,1	29,9	36,2	34,2	38,8	113,2	45,9	57,0
Charges exceptionnelles	-	53,7	30,4	48,4	46,3	65,9	50,9	52,3	67,9
Résultat de l'exercice avant impôts	=	105,9	119,1	143,5	141,8	175,2	294,3	174,1	110,6
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,4
Impôts sur le résultat	-	40,3	41,9	56,6	53,7	60,0	58,7	50,2	43,9
Résultat de l'exercice	=	65,6	77,2	86,9	88,1	115,2	235,6	123,8	66,4
Transfert net aux réserves immunisées	-	5,3	8,8	5,2	9,3	12,1	55,4	8,7	5,1
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	47,9	65,8	74,7	88,2	104,7	134,6	171,0	198,6
Perte reportée de l'exercice précédent	-	91,1	77,2	64,7	70,9	73,9	68,3	76,1	98,9
RESULTAT A AFFECTER	=	17,1	57,0	91,7	96,1	133,9	246,5	210,1	160,9
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	18,5	-8,9	-36,4	-38,9	-66,5	-167,7	-134,2	-86,2
Intervention d'associés dans la perte	+	3,0	1,7	0,9	0,6	0,2	0,2	0,4	0,3
Bénéfice à distribuer	-	38,6	49,8	56,2	57,8	67,6	79,0	76,3	75,0
dont : rémunération du capital		(36,3)	(47,3)	(50,7)	(51,5)	(61,9)	(73,2)	(71,3)	(71,9)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 2b. 2. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	3.706
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		914,4	972,0	1.031,7	1.030,4	1.118,4	1.178,8	1.231,9	1.207,5
Subsides d'exploitation	+	14,0	7,7	10,7	10,2	8,7	6,8	4,7	8,4
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	928,4	979,7	1.042,5	1.040,6	1.127,1	1.185,6	1.236,6	1.215,9
Frais de personnel	-	627,1	663,9	674,8	669,1	692,7	724,5	787,2	806,2
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	12,5	14,2	15,9	16,8	16,4	17,6	21,9	23,1
Autres charges d'exploitation	-	12,2	11,2	10,5	9,4	9,3	8,6	11,6	12,2
Excédent brut d'exploitation	=	276,6	290,4	341,2	345,4	408,7	434,9	415,9	374,4
Produit des immobilisations financières	+	11,5	15,1	16,5	20,2	25,3	52,6	53,3	56,4
Produit des actifs financiers circulants	+	19,1	18,7	19,9	18,8	21,3	44,4	47,3	42,3
Subsides en intérêts	+	2,7	2,7	2,5	2,4	2,4	2,2	2,3	2,2
Charge des dettes	-	62,4	60,3	57,2	52,5	54,3	70,2	93,0	108,7
Solde des autres produits et charges financiers	+	-13,0	-9,3	-14,6	-11,0	-8,8	-24,7	-24,5	-19,4
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	15,7	0,5	5,2	-2,2	-4,8	1,3	0,3	-4,4
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	6,4	4,0	4,2	4,9	7,4	1,5	1,9	4,3
Impôts sur le résultat	-	38,5	39,2	52,9	49,6	55,8	53,6	44,9	38,7
Intervention d'associés dans la perte	+	2,8	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,3	0,3
Bénéfice à distribuer	-	36,7	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	73,1	71,9
<i>dont : rémunération du capital</i>		(35,6)	(46,3)	(49,3)	(49,7)	(60,0)	(70,8)	(69,5)	(70,1)
EPARGNE BRUTE	=	184,2	176,7	212,2	222,6	277,6	313,5	285,8	236,8
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		61,9	71,4	78,7	79,2	104,3	225,5	117,0	61,1
Amortissements d'exploitation	+	123,8	140,2	155,8	171,6	197,4	213,2	231,2	235,8
Amortissements nets exceptionnels	+	12,7	4,0	10,1	3,7	15,8	6,0	3,8	3,9
Provisions et impôts différés nets	+	12,0	11,3	20,0	19,2	26,3	8,9	7,3	9,3
Réductions de valeurs nettes	+	17,1	12,9	17,3	21,9	19,5	24,9	20,3	30,7
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	9,4	17,2	17,1	19,2	21,8	90,0	21,1	32,5
Intervention d'associés dans la perte	+	2,8	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,3	0,3
Bénéfice à distribuer	-	36,7	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	73,1	71,9

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

XII - 2c. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	18,2	24,1	35,5	39,0	62,9	52,5	48,6	47,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,4	2,1	1,0	1,2	2,9	5,4	0,8	4,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	159,8	183,7	221,0	217,9	263,1	323,4	373,4	338,4
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	12,6	16,9	27,8	16,4	24,5	35,6	23,3	20,6
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	48,1	77,3	92,9	121,9	158,2	275,0	263,4	222,3
Cessions (valeur nette comptable)	17,6	24,2	34,0	34,1	38,8	75,8	82,2	97,6
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	3.706
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	17,3	23,3	34,4	37,7	61,4	49,8	46,7	45,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,4	2,0	1,0	1,2	2,8	5,3	0,7	4,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	148,0	167,8	198,8	191,9	229,4	286,1	334,9	299,9
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	11,3	15,0	26,5	15,0	22,9	33,5	21,4	18,4
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	47,7	76,6	91,7	120,5	154,4	269,3	259,9	219,7
Cessions (valeur nette comptable)	17,4	24,0	33,7	33,7	38,3	74,8	80,3	96,7

XII - 2d. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		8,5	8,3	9,9	10,2	11,0	10,7	9,9	9,2
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,2	4,0	4,9	4,7	5,3	5,2	4,2	3,3
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		67,8	68,0	65,2	64,9	62,2	62,0	64,3	66,8
2.2 Autres charges d'exploitation ³		3,2	3,2	2,9	2,6	2,4	2,2	2,6	2,8
2.3 Excédent brut d'exploitation ²⁴ = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		29,0	28,8	31,9	32,5	35,4	35,8	33,0	30,4
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.429	1.532	1.655	1.718	1.847	1.961	2.000	2.040
3.2 Frais de personnel par personne occupée		972	1.044	1.082	1.118	1.154	1.215	1.293	1.368
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		16,0	17,0	19,1	18,8	20,9	24,5	27,0	24,8
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,9	9,0	9,3	9,2	11,0	18,7	8,9	4,7
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		32,6	35,1	36,5	36,8	35,5	36,5	36,7	35,7
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	3.706
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	67,6	67,8	64,7	64,3	61,5	61,1	63,7	66,3
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,8	1,9
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,3	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,9	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation ²⁴	=	29,8	29,6	32,7	33,2	36,3	36,7	33,6	30,8
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	3,3	3,5	3,5	3,7	4,1	8,2	8,1	8,1
1.7 Charge des dettes	-	6,7	6,2	5,5	5,0	4,8	5,9	7,5	8,9
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,1	4,0	5,1	4,8	4,9	4,5	3,6	3,2
1.9 Rémunération du capital	-	3,8	4,7	4,7	4,8	5,3	6,0	5,6	5,8
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	1,3	-0,2	-0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-1,9	-1,5
1.11 Epargne brute ⁴	=	19,8	18,0	20,4	21,4	24,6	26,5	23,1	19,5
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		15,9	17,1	19,1	18,4	20,4	24,1	27,1	24,7
3. Acquisitions d'immobilisations financières		5,1	7,8	8,8	11,6	13,7	22,7	21,0	18,1
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,8	8,9	9,0	8,9	10,8	19,3	9,1	4,7
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		32,6	35,1	36,6	37,0	35,5	36,7	36,9	35,8

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 3a. — COMMERCE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels	33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	1,9	3,0	2,9	2,8	2,1	1,8	2,3	2,7
II. Immobilisations incorporelles	11,6	13,3	14,7	16,4	19,6	22,5	24,3	25,9
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	89,4	101,7	109,3	126,3	143,1	173,7	200,1	224,6
b. Installations, machines et outillage	47,0	54,1	57,2	64,3	74,2	90,7	92,6	99,3
c. Mobilier et matériel roulant	21,7	26,7	30,7	35,3	39,8	45,2	49,3	52,8
d. Location-financement et droits similaires	12,0	14,3	14,7	16,4	18,1	20,8	24,3	26,1
e. Autres immobilisations corporelles	16,0	18,0	19,6	21,5	22,9	26,7	33,1	37,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	3,1	4,5	4,1	6,3	11,5	10,1	10,2	9,2
Total des immobilisations corporelles	189,2	219,3	235,6	270,3	309,7	367,2	409,6	449,1
IV. Immobilisations financières	113,7	135,4	172,5	174,4	211,7	275,9	355,1	416,4
Total des actifs immobilisés	316,4	371,1	425,6	463,8	543,0	667,4	791,4	894,1
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	19,3	19,3	25,3	27,3	30,0	32,1	23,3	26,1
b. Autres créances	6,0	7,3	8,7	9,7	9,2	15,5	10,9	9,8
Total des créances à plus d'un an	25,3	26,6	34,0	37,0	39,2	47,6	34,2	35,9
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	345,7	390,7	402,6	423,1	470,6	513,1	546,2	577,6
b. Commandes en cours d'exécution	3,7	4,7	3,9	3,0	5,7	5,8	5,7	6,8
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	349,3	395,3	406,5	426,2	476,3	518,9	551,9	584,4
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	489,3	543,9	502,7	525,4	594,7	656,8	675,2	700,0
b. Autres créances	57,1	78,5	76,2	81,5	90,9	115,0	115,9	137,9
Total des créances à un an au plus	546,4	622,4	578,9	606,9	685,6	771,7	791,0	837,9
VIII. Placements de trésorerie	58,6	72,4	67,9	86,5	101,5	120,1	122,9	115,4
IX. Valeurs disponibles	79,4	88,3	91,2	95,3	102,9	116,7	124,5	132,6
X. Comptes de régularisation	14,9	16,1	15,7	17,4	21,1	24,0	26,4	30,5
Total des actifs circulants	1.073,9	1.221,2	1.194,3	1.269,3	1.426,7	1.599,1	1.651,0	1.736,7
TOTAL DU BILAN	1.390,3	1.592,2	1.619,9	1.733,2	1.969,7	2.266,5	2.442,4	2.630,8

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	190,0	222,0	251,1	259,9	279,1	312,8	348,6	380,7
II. Primes d'émission	2,1	3,6	6,5	8,7	10,1	23,5	26,5	34,9
III. Plus-values de réévaluation	8,1	7,0	6,7	6,6	6,1	6,5	6,5	7,4
IV. Réserves								
a. Réserve légale	10,4	12,2	13,7	14,6	16,1	18,0	19,2	21,1
b. Réserves indisponibles	7,3	7,9	8,3	7,9	8,3	8,9	8,9	8,9
c. Réserves immunisées	26,8	25,4	24,5	29,2	35,5	44,3	47,5	43,6
d. Réserves disponibles	89,0	105,6	116,3	126,9	138,8	155,0	163,8	175,3
Total des réserves	133,5	151,1	162,8	178,7	198,6	226,1	239,4	248,9
V. Bénéfice reporté	43,9	65,4	77,5	76,2	88,2	97,3	111,4	129,3
Perte reportée	-48,4	-55,1	-56,2	-59,1	-54,7	-61,7	-73,3	-92,2
VI. Subsidés en capital	1,6	1,8	1,9	2,3	2,3	2,4	2,3	2,2
Total des capitaux propres	330,7	395,7	450,3	473,2	529,7	607,0	661,3	711,1
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	19,1	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	30,9	35,1
b. Impôts différés								
Total provisions et impôts différés	19,1	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	30,9	35,1
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	102,4	115,3	138,2	166,4	190,4	249,4	295,3	324,4
dont : établissements de crédit ³	(68,4)	(76,8)	(95,4)	(117,2)	(134,7)	(163,6)	(194,7)	(206,9)
b. Dettes commerciales	4,9	4,6	3,8	3,5	3,2	3,0	4,6	5,2
c. Acomptes reçus sur commandes	0,2	1,0	1,2	0,8	0,2	0,5	0,5	0,5
d. Autres dettes	22,6	27,7	25,2	23,3	25,6	32,4	32,6	38,9
Total des dettes à plus d'un an	130,1	148,5	168,4	194,0	219,4	285,2	332,9	369,1
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	16,7	19,1	20,3	26,7	35,1	43,8	45,4	53,8
b. Dettes financières	201,2	234,0	199,7	220,1	263,5	310,8	341,3	354,6
dont : établissements de crédit ³	(192,0)	(207,2)	(183,8)	(200,4)	(224,6)	(272,2)	(282,7)	(291,2)
c. Dettes commerciales	508,6	563,5	541,0	567,1	641,3	690,2	718,1	745,0
d. Acomptes reçus sur commandes	9,9	13,2	13,1	12,3	16,9	16,4	19,0	20,1
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	62,6	73,4	77,3	82,9	89,2	99,9	106,7	117,8
f. Autres dettes	89,8	99,9	103,5	108,5	121,1	149,4	149,0	183,3
Total des dettes à un an au plus	888,8	1.003,1	954,8	1.017,7	1.167,2	1.310,4	1.379,5	1.474,6
X. Comptes de régularisation	21,5	22,1	23,7	23,3	26,4	32,1	37,7	40,9
Total des dettes	1.040,4	1.173,7	1.146,9	1.235,0	1.413,0	1.627,8	1.750,1	1.884,6

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 3b. 1. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		434,1	496,6	525,4	549,6	609,2	663,7	706,3	755,3
Frais de personnel	-	268,4	313,0	323,5	343,3	364,3	400,7	431,3	467,2
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	39,0	46,4	51,7	59,3	71,1	82,2	90,6	101,8
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	4,6	5,9	6,2	5,2	6,2	6,6	7,0	7,7
Provisions nettes pour risques et charges	-	3,6	3,0	2,5	2,6	2,2	1,4	1,6	1,3
Autres charges d'exploitation ³	-	54,9	61,1	53,8	51,0	50,6	55,9	59,2	59,4
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,3	1,1	1,1	0,9	0,5	0,6	0,6	0,9
Résultat d'exploitation	=	63,9	68,3	88,8	89,1	115,3	117,5	117,1	118,8
Produits financiers	+	57,1	62,3	56,1	53,0	51,4	78,5	91,6	93,3
Charges financières	-	69,9	65,2	64,2	60,9	68,7	93,2	112,2	127,2
Résultat courant avant impôts	=	51,1	65,4	80,7	81,2	98,0	102,8	96,5	84,8
Produits exceptionnels	+	13,9	14,4	17,1	19,2	24,6	30,2	24,9	37,9
Charges exceptionnelles	-	13,9	13,5	19,5	18,4	24,2	24,3	20,3	22,4
Résultat de l'exercice avant impôts	=	51,1	66,3	78,3	82,0	98,4	108,7	101,1	100,3
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,1
Impôts sur le résultat	-	18,4	21,4	25,2	27,3	30,4	32,4	36,7	37,6
Résultat de l'exercice	=	32,7	44,9	53,1	54,7	68,0	76,3	64,4	62,5
Transfert net aux réserves immunisées	-	1,0	2,6	1,7	5,5	8,0	7,6	5,8	-0,8
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	41,9	53,7	64,3	66,6	78,6	87,2	95,2	109,0
Perte reportée de l'exercice précédent	-	41,4	47,3	50,1	52,9	50,4	54,9	58,3	67,4
RESULTAT A AFFECTER	=	32,2	48,7	65,6	62,9	88,2	100,9	95,5	104,9
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	8,3	21,0	35,8	31,5	49,9	51,0	-54,6	-52,9
Intervention d'associés dans la perte	+	1,6	1,4	1,5	1,3	1,0	0,8	0,8	0,9
Bénéfice à distribuer	-	25,5	29,1	31,3	32,7	39,3	50,7	41,6	52,9
dont : rémunération du capital		(20,9)	(24,5)	(26,7)	(27,8)	(33,2)	(45,1)	(36,5)	(48,0)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 3b. 2. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	5.155
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		324,0	347,7	359,6	368,7	413,4	455,2	474,9	502,1
Subsides d'exploitation	+	2,3	2,0	1,7	2,9	5,3	3,4	3,1	4,5
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	326,3	349,7	361,3	371,6	418,7	458,5	478,0	506,6
Frais de personnel	-	205,4	225,8	224,8	233,2	246,5	273,3	287,5	308,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	29,6	32,0	30,9	34,2	36,7	41,4	40,7	46,1
Autres charges d'exploitation	-	5,8	6,4	4,8	4,1	4,2	6,2	9,8	5,0
Excédent brut d'exploitation	=	85,5	85,5	100,7	100,1	131,3	137,7	140,1	146,7
Produit des immobilisations financières	+	13,6	21,0	17,0	13,6	13,2	24,2	26,3	26,6
Produit des actifs financiers circulants	+	16,5	17,2	14,8	12,7	13,3	22,2	22,9	21,3
Subsides en intérêts	+	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5
Charge des dettes	-	32,2	31,7	28,4	25,6	28,4	38,4	52,5	56,4
Solde des autres produits et charges financiers	+	-5,7	-2,3	-3,7	-1,0	-6,5	-9,3	-2,8	-7,6
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	0,7	1,8	1,3	4,9	-0,1	-0,8	0,6	1,9
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,4	1,2	1,2	0,9	0,7	0,6	1,0	1,0
Impôts sur le résultat	-	14,6	15,9	17,9	19,0	21,4	22,3	25,1	26,0
Intervention d'associés dans la perte	+	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,5	0,3
Bénéfice à distribuer	-	21,6	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	35,5	46,2
<i>dont : rémunération du capital</i>		(19,9)	(22,8)	(24,6)	(25,2)	(30,2)	(42,2)	(33,9)	(44,7)
EPARGNE BRUTE	=	44,0	53,9	60,8	61,6	70,9	70,9	75,7	62,1
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		26,6	35,3	39,3	39,0	50,4	60,4	52,0	52,6
Amortissements d'exploitation	+	28,5	31,0	32,6	35,7	43,0	49,5	52,4	58,9
Amortissements nets exceptionnels	+	0,1	1,1	2,7	0,5	1,1	1,0	1,2	1,7
Provisions et impôts différés nets	+	4,0	3,7	3,1	3,0	3,7	0,3	2,9	3,4
Réductions de valeurs nettes	+	8,4	9,3	9,6	12,4	15,3	14,7	9,3	9,4
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	3,0	3,1	1,9	3,7	11,0	11,6	7,1	18,1
Intervention d'associés dans la perte	+	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,5	0,3
Bénéfice à distribuer	-	21,6	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	35,5	46,2

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

XII - 3c. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	4,2	4,9	6,6	7,2	12,1	13,5	12,2	10,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,8	0,6	0,7
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	60,6	69,3	80,9	100,3	126,8	148,4	155,0	154,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	9,3	8,9	9,8	11,4	15,5	18,7	16,8	16,6
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	29,4	38,4	62,4	40,3	60,7	113,6	115,1	96,5
Cessions (valeur nette comptable)	6,3	12,4	16,5	7,6	12,8	46,4	29,3	24,3
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	5.155
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	2,0	2,2	3,8	3,1	6,8	7,1	5,6	3,9
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,2	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,2	0,3
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	41,7	42,6	46,4	57,0	73,0	84,8	84,3	80,3
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	7,0	5,4	7,2	8,3	11,6	13,8	11,1	10,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	28,4	37,1	59,9	37,1	55,6	103,1	108,4	88,4
Cessions (valeur nette comptable)	6,2	12,0	16,0	7,0	12,0	45,4	25,1	21,7

XII - 3d. — COMMERCE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		2,8	2,8	3,6	3,7	4,3	4,1	3,9	3,9
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		1,6	1,6	2,2	2,1	2,6	2,4	2,2	2,1
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		61,8	63,0	61,6	62,5	59,8	60,4	61,1	61,9
2.2 Autres charges d'exploitation ³		12,7	12,3	10,2	9,2	8,3	8,4	8,4	7,9
2.3 Excédent brut d'exploitation ²⁴ = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		25,5	24,7	28,2	28,3	31,9	31,2	30,5	30,3
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.391	1.431	1.521	1.525	1.626	1.685	1.719	1.767
3.2 Frais de personnel par personne occupée		872	914	951	965	984	1.029	1.064	1.107
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		13,9	14,0	15,4	18,2	20,8	22,4	21,9	20,5
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,9	11,4	11,8	11,6	12,8	12,6	9,7	8,8
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		23,8	24,9	27,8	27,3	26,9	26,8	27,1	27,0
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	5.155
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	63,0	64,6	62,2	62,8	58,9	59,6	60,1	60,9
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	9,1	9,2	8,6	9,2	8,8	9,0	8,5	9,1
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,8	1,8	1,3	1,1	1,0	1,4	2,0	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation ²⁴	=	26,2	24,4	27,9	26,9	31,4	30,0	29,3	29,0
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	9,2	10,9	8,8	7,1	6,3	10,1	10,3	9,5
1.7 Charge des dettes	-	9,9	9,1	7,9	6,9	6,8	8,4	11,0	11,1
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,5	4,5	5,0	5,1	5,1	4,9	5,3	5,1
1.9 Rémunération du capital	-	6,1	6,5	6,8	6,8	7,2	9,2	7,1	8,8
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	-1,4	0,2	-0,2	1,4	-1,6	-2,2	-0,4	-1,1
1.11 Epargne brute ⁴	=	13,5	15,4	16,9	16,6	16,9	15,5	15,8	12,3
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		12,8	12,2	12,9	15,3	17,4	18,5	17,6	15,9
3. Acquisitions d'immobilisations financières		8,7	10,6	16,6	10,0	13,3	22,5	22,7	17,5
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		10,1	11,7	11,7	11,5	13,4	13,8	11,0	10,3
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		23,2	24,3	27,7	26,8	26,2	26,4	26,7	26,9

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 4a. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels	19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	47.907
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	4,7	4,4	5,0	4,3	3,4	1,8	1,9	2,0
II. Immobilisations incorporelles	7,7	10,8	12,5	16,9	22,4	33,9	40,3	37,4
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	308,2	343,0	356,9	372,8	412,4	467,9	539,9	609,5
b. Installations, machines et outillage	38,2	45,1	47,4	60,8	68,3	87,0	100,9	106,8
c. Mobilier et matériel roulant	66,0	58,4	71,0	77,0	80,9	103,7	122,9	124,6
d. Location-financement et droits similaires	16,4	17,5	20,6	21,8	25,5	37,8	37,3	45,7
e. Autres immobilisations corporelles	31,2	38,8	39,1	44,1	53,6	66,7	84,2	99,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	16,6	17,3	16,9	16,2	22,7	27,9	29,8	40,8
Total des immobilisations corporelles	476,7	520,0	551,9	592,6	663,4	791,0	915,0	1.026,6
IV. Immobilisations financières	64,7	86,1	105,5	132,1	180,4	262,1	333,8	408,7
Total des actifs immobilisés	553,8	621,3	674,9	746,0	869,6	1.088,8	1.291,0	1.474,6
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	15,2	10,9	14,2	13,4	21,0	21,7	25,1	44,4
b. Autres créances	26,0	35,5	32,8	67,1	74,4	89,3	91,5	85,1
Total des créances à plus d'un an	41,1	46,4	47,0	80,5	95,4	111,0	116,6	129,5
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	43,5	45,8	46,9	46,7	51,1	58,4	76,3	100,9
b. Commandes en cours d'exécution	43,1	52,4	60,1	39,0	22,9	24,5	36,3	43,5
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	86,6	98,2	107,0	85,6	73,9	82,9	112,5	144,3
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	155,1	189,8	198,6	209,0	241,9	302,8	351,7	399,6
b. Autres créances	52,5	60,7	75,8	87,6	113,2	133,4	155,5	161,7
Total des créances à un an au plus	207,5	250,5	274,4	296,6	355,1	436,2	507,1	561,4
VIII. Placements de trésorerie	51,7	58,3	63,1	68,2	93,9	120,3	135,0	138,6
IX. Valeurs disponibles	51,1	51,8	57,3	66,0	74,5	82,4	93,4	103,4
X. Comptes de régularisation	17,4	22,3	21,8	20,3	22,2	28,3	31,8	36,0
Total des actifs circulants	455,4	527,5	570,6	617,2	715,1	861,1	996,4	1.113,3
TOTAL DU BILAN	1.009,2	1.148,9	1.245,5	1.363,1	1.584,7	1.949,9	2.287,4	2.587,9

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	180,8	205,1	231,9	280,7	343,3	392,2	474,5	543,2
II. Primes d'émission	3,9	4,1	4,1	6,2	15,2	21,2	30,7	41,8
III. Plus-values de réévaluation	8,1	8,2	7,2	7,6	9,6	10,2	11,6	12,1
IV. Réserves								
a. Réserve légale	5,0	6,1	6,9	7,9	9,2	10,9	12,4	14,1
b. Réserves indisponibles	4,4	4,8	5,2	5,4	5,0	5,3	5,8	6,4
c. Réserves immunisées	20,0	24,6	33,7	38,0	43,0	61,0	64,1	58,0
d. Réserves disponibles	36,4	45,0	50,1	56,9	65,2	73,0	81,5	89,8
Total des réserves	65,8	80,5	95,8	108,2	122,4	150,2	163,8	168,4
V. Bénéfice reporté	15,2	19,8	24,4	29,1	37,9	49,1	57,2	65,1
Perte reportée	-57,8	-64,2	-66,0	-62,3	-70,8	-67,6	-99,6	-108,5
VI. Subsides en capital	0,9	1,2	1,6	2,0	2,6	3,4	3,7	3,6
Total des capitaux propres	216,9	254,7	299,0	371,4	460,1	558,6	642,0	725,7
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	16,0	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	30,2	37,8
b. Impôts différés								0,7
Total provisions et impôts différés	16,0	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	30,2	38,6
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	367,7	400,5	425,4	454,4	505,3	611,6	723,4	793,9
dont : établissements de crédit ²	(319,8)	(349,7)	(369,8)	(399,1)	(436,7)	(509,4)	(578,7)	(614,6)
b. Dettes commerciales	2,8	1,7	1,4	1,4	1,4	1,5	1,2	1,5
c. Acomptes reçus sur commandes	17,0	16,8	13,4	13,6	2,9	3,5	3,7	4,1
d. Autres dettes	33,4	38,5	36,5	38,4	43,4	48,7	55,6	68,2
Total des dettes à plus d'un an	420,9	457,6	476,7	507,8	553,1	665,2	783,8	867,7
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	40,8	36,4	40,7	51,2	54,8	67,4	89,0	116,6
b. Dettes financières	49,8	63,3	68,5	66,1	82,4	130,8	177,4	182,9
dont : établissements de crédit ²	(44,4)	(54,4)	(58,5)	(55,5)	(66,3)	(98,5)	(128,2)	(130,9)
c. Dettes commerciales	120,6	149,0	152,4	161,2	192,2	234,4	263,9	314,8
d. Acomptes reçus sur commandes	21,2	26,7	31,2	27,0	31,2	38,0	46,2	48,2
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	34,6	39,8	42,7	47,2	53,0	60,6	67,9	77,9
f. Autres dettes	55,9	67,1	80,6	78,4	102,1	131,3	139,4	162,3
Total des dettes à un an au plus	322,9	382,3	416,2	431,0	515,7	662,6	783,9	902,7
X. Comptes de régularisation	32,4	36,2	34,3	31,9	32,0	38,5	47,5	53,2
Total des dettes	776,2	876,1	927,2	970,8	1.100,7	1.366,2	1.615,2	1.823,6

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.
* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 1. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	47.907
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		260,4	306,7	326,0	353,4	404,8	456,0	526,4	585,1
Frais de personnel	-	161,4	191,3	202,4	221,3	247,0	272,8	320,1	352,2
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	42,4	49,0	55,9	63,9	79,1	91,8	111,8	125,2
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	2,1	2,2	2,7	2,7	3,2	3,3	3,1	5,5
Provisions nettes pour risques et charges	-	1,1	1,3	1,2	2,0	1,9	1,6	3,5	1,6
Autres charges d'exploitation ²	-	20,2	24,5	19,0	16,3	16,8	19,5	28,6	26,9
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Résultat d'exploitation	=	33,5	38,5	44,9	47,3	56,9	67,2	59,5	73,8
Produits financiers	+	19,9	24,7	26,3	29,7	35,0	56,1	59,1	67,9
Charges financières	-	33,3	38,8	39,1	41,5	45,5	62,6	82,4	99,9
Résultat courant avant impôts	=	20,1	24,4	32,1	35,5	46,4	60,7	36,2	41,8
Produits exceptionnels	+	9,7	13,5	17,9	15,3	19,6	33,9	27,8	26,7
Charges exceptionnelles	-	6,7	9,3	10,1	11,6	14,1	18,9	27,5	27,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	23,1	28,6	39,9	39,2	51,9	75,7	36,5	40,8
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,4
Impôts sur le résultat	-	8,2	9,5	10,9	11,4	13,7	15,7	18,3	20,7
Résultat de l'exercice	=	14,9	19,1	29,0	27,8	38,2	60,0	18,2	19,7
Transfert net aux réserves immunisées	-	2,0	4,2	9,0	4,2	5,9	18,7	5,1	3,1
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	11,7	16,0	19,0	23,3	28,4	34,6	47,9	56,5
Perte reportée de l'exercice précédent	-	54,2	58,9	60,5	63,4	62,3	62,1	69,6	124,1
RESULTAT A AFFECTER	=	-29,6	-28,0	-21,5	-16,5	-1,6	13,8	-8,6	-50,9
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	38,8	40,3	35,8	33,4	22,3	10,5	31,9	75,7
Intervention d'associés dans la perte	+	0,8	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,3	0,5
Bénéfice à distribuer	-	10,0	13,3	15,3	17,7	21,5	25,1	23,6	25,3
dont : rémunération du capital		(8,3)	(10,3)	(12,1)	(14,1)	(17,5)	(20,9)	(19,1)	(20,1)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 2. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre de comptes annuels		2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	4.027
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		190,2	210,6	221,1	234,1	266,5	299,5	341,8	387,1
Subsides d'exploitation	+	2,1	2,6	0,5	0,7	1,7	2,2	7,9	3,8
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	192,2	213,1	221,6	234,8	268,2	301,6	349,7	391,0
Frais de personnel	-	123,5	138,9	143,8	153,9	170,2	186,0	220,2	241,8
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	3,8	4,8	5,0	4,8	4,3	5,3	6,2	7,7
Autres charges d'exploitation	-	5,1	5,8	3,7	4,0	5,8	7,8	15,3	12,3
Excédent brut d'exploitation	=	59,8	63,6	69,1	72,0	87,8	102,3	108,1	129,2
Produit des immobilisations financières	+	3,1	4,2	5,3	6,9	8,7	18,9	15,7	18,8
Produit des actifs financiers circulants	+	8,5	9,5	8,8	9,4	13,4	19,9	24,6	26,8
Subsides en intérêts	+	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7
Charge des dettes	-	22,8	24,3	23,9	24,0	28,1	35,7	49,7	62,4
Solde des autres produits et charges financiers	+	-0,7	-1,3	-0,2	-1,3	0,2	-2,4	-2,5	-1,0
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	1,7	0,1	0,8	0,9	1,2	6,0	2,2	-3,1
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,3	0,2	0,2	0,8	0,5	0,3	0,2	0,3
Impôts sur le résultat	-	5,9	6,3	6,9	6,5	8,1	8,3	9,6	11,1
Intervention d'associés dans la perte	+	0,2	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1	0,3
Bénéfice à distribuer	-	7,5	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	18,5	20,0
<i>dont : rémunération du capital</i>		(7,0)	(8,5)	(9,7)	(11,3)	(14,5)	(17,7)	(16,1)	(17,1)
EPARGNE BRUTE	=	37,7	37,3	43,3	46,5	60,8	83,0	71,4	78,5
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		10,9	13,1	20,1	16,5	24,4	44,6	8,1	12,8
Amortissements d'exploitation	+	31,5	33,4	36,2	39,2	48,4	55,4	68,9	77,8
Amortissements nets exceptionnels	+	1,1	0,8	2,0	1,2	1,9	3,9	0,8	1,4
Provisions et impôts différés nets	+	1,2	1,1	0,7	1,6	1,7	2,2	4,5	1,2
Réductions de valeurs nettes	+	2,9	3,1	3,9	5,7	7,5	9,2	16,9	11,1
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	2,7	4,7	8,9	5,2	7,5	13,1	9,5	6,0
Intervention d'associés dans la perte	+	0,2	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1	0,3
Bénéfice à distribuer	-	7,5	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	18,5	20,0

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4c. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	47.907
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	3,3	5,3	5,6	8,4	12,7	20,3	17,5	15,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	1,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	90,9	96,8	112,6	132,4	174,2	249,8	256,8	265,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	16,5	19,6	24,4	23,9	34,4	39,7	43,0	62,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	17,5	30,0	33,8	48,2	88,9	120,7	145,8	149,1
Cessions (valeur nette comptable)	6,6	9,5	10,3	15,2	22,9	27,1	44,5	56,2
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	4.027
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	1,5	2,8	2,7	3,8	7,5	13,8	10,1	8,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	1,0
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	68,5	65,5	72,1	82,2	108,5	170,7	167,2	174,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	13,8	15,3	21,0	19,5	28,3	30,9	34,3	52,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	15,4	26,4	28,8	41,5	73,7	99,0	120,0	129,2
Cessions (valeur nette comptable)	5,8	7,9	8,9	13,6	21,1	23,4	37,9	42,4

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4d. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		19.351	23.411	24.330	28.514	32.220	36.188	41.764	47.907
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		11,4	10,8	12,0	12,3	13,3	13,5	12,5	12,9
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,9	4,7	5,2	5,1	5,5	5,7	4,2	4,6
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		62,0	62,4	62,1	62,6	61,0	59,8	60,8	60,2
2.2 Autres charges d'exploitation ³		7,8	8,0	5,8	4,6	4,2	4,3	5,4	4,6
2.3 Excédent brut d'exploitation ²⁴ = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		30,2	29,6	32,1	32,8	34,8	35,9	33,8	35,2
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.512	1.591	1.520	1.567	1.654	1.761	1.840	1.897
3.2 Frais de personnel par personne occupée		995	1.041	1.003	1.043	1.069	1.122	1.192	1.218
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		34,9	31,6	34,4	37,5	43,0	54,8	48,8	45,4
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		6,9	7,5	9,7	7,5	8,3	10,7	2,8	2,7
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		21,5	22,1	24,0	27,3	29,0	28,6	28,1	28,0
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	4.027
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	64,3	65,2	64,9	65,6	63,5	61,7	63,0	61,8
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,0	2,3	2,3	2,1	1,6	1,8	1,8	2,0
1.4 Autres charges d'exploitation	-	2,7	2,7	1,7	1,7	2,2	2,6	4,4	3,1
1.5 Excédent brut d'exploitation ²⁴	=	31,1	29,8	31,2	30,7	32,7	34,0	30,9	33,0
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	6,1	6,4	6,4	6,9	8,2	12,9	11,5	11,7
1.7 Charge des dettes	-	11,9	11,4	10,8	10,2	10,5	11,8	14,2	16,0
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,1	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8	2,8	2,8
1.9 Rémunération du capital	-	3,6	4,0	4,4	4,8	5,4	5,9	4,6	4,4
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	0,9	-0,3	0,2	0,1	0,6	1,1	-0,5	-1,5
1.11 Epargne brute ⁴	=	19,6	17,5	19,5	19,8	22,7	27,5	20,4	20,1
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		35,6	30,8	32,5	35,0	40,5	56,6	47,8	44,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières		8,0	12,4	13,0	17,7	27,5	32,8	34,3	33,0
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		7,6	8,4	11,1	7,2	8,4	12,5	2,0	2,7
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		17,2	17,4	19,1	22,9	25,1	25,2	24,8	24,7

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XIII. — COMPTES FINANCIERS

1. — FLUX DE FONDS PAR SECTEUR

(milliards de francs)

Variations des créances	Variations des dettes	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	Neuf premiers mois	
														1992	1993
Particuliers et sociétés ¹	Particuliers et sociétés ¹	36,2	52,3	76,0	31,4	-8,1	-20,3	-35,8	5,1	56,9	-16,7	7,5	-13,4	-9,1	-35,6
	Administrations publiques	55,7	34,7	62,5	33,5	74,8	36,0	94,5	169,0	51,5	204,0	339,1	228,7	192,0	-65,6
	Reste du monde	271,7	162,2	189,4	222,5	280,4	295,4	357,4	493,0	717,8	281,6	161,8	584,1	538,6	457,5
	Intermédiaires financiers ⁴	328,0	371,3	424,8	327,6	431,1	560,5	482,0	495,1	659,3	638,3	856,9	529,2	479,8	670,6
	BNB	4,0	-7,8	0,9	-11,2	-9,4	12,3	-3,1	6,9	6,8	-10,5	2,8	-4,8	3,0	4,0
	Total ²	695,6	612,7	753,7	603,9	768,7	883,9	894,9	1.169,2	1.492,3	1.096,6	1.368,1	1.323,9	1.204,3	1.030,9
Administrations publiques	Particuliers et sociétés ¹	106,9	119,2	131,6	115,9	132,8	104,4	108,4	58,3	62,9	82,8	107,2	33,8	-0,5	-11,2
	Administrations publiques	-7,9	0,6	3,7	10,3	-1,6	8,8	4,5	16,0	12,5	15,5	25,9	63,3	10,8	-17,7
	Reste du monde	4,4	6,3	8,3	6,6	5,2	5,4	6,0	6,7	11,3	6,4	15,0	7,1	-5,5	-11,2
	Intermédiaires financiers ⁴	-22,2	17,9	0,5	35,9	39,1	2,7	28,6	26,8	5,4	42,0	69,1	-11,1	-89,1	-86,7
	BNB	...	0,7	0,1	-0,7	0,6	-0,3	0,1	-0,3	0,1	-0,1	0,1	0,2
	Total ³	81,3	144,7	144,2	168,7	175,6	120,6	148,1	107,4	92,1	146,3	217,4	93,1	-84,3	-126,6
Reste du monde	Particuliers et sociétés ¹	107,6	87,8	41,8	38,1	69,2	54,0	116,0	193,5	315,0	288,7	350,6	397,5	298,7	244,0
	Administrations publiques	128,3	175,2	75,2	122,0	90,0	153,8	126,3	159,5	228,9	115,3	315,7	6,6	45,9	162,4
	Reste du monde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Intermédiaires financiers ⁴	416,6	129,0	330,2	774,5	901,0	850,2	829,2	218,9	911,7	562,1	-365,5	392,5	594,2	943,9
	BNB	5,1	11,5	32,8	-49,1	0,5	-0,9	-0,8	5,2	-5,6	3,6	2,2	-2,4	-2,3	-0,3
	Total	657,6	403,5	480,0	885,5	1.060,7	1.057,1	1.070,7	577,1	1.450,0	969,7	303,0	794,2	936,5	1.350,0
Intermédiaires financiers ⁴	Particuliers et sociétés ¹	91,5	32,9	64,4	56,5	115,0	159,3	245,1	415,6	613,6	317,2	341,0	280,3	256,6	71,4
	Administrations publiques	323,0	371,9	474,4	382,5	484,2	384,5	406,2	193,8	246,7	230,9	79,2	287,4	276,5	410,7
	Reste du monde	334,3	111,2	231,5	607,2	788,0	845,0	684,0	130,0	747,4	692,1	191,3	320,0	440,3	1.090,1
	Intermédiaires financiers ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	BNB	2,8	0,8	-2,3	7,5	-3,1	0,9	2,1	1,5	6,8	-4,2	...	2,4	-4,9	-5,8
	Total	751,6	516,8	768,0	1.053,7	1.384,2	1.389,7	1.337,4	740,9	1.614,5	1.236,0	611,5	890,1	968,5	1.566,4
BNB	Particuliers et sociétés ¹	...	-0,1	-0,1	...	-0,1	...	-0,1	...	...	...	0,2	...	...	...
	Administrations publiques	73,3	32,7	8,4	13,4	-16,9	29,1	-78,6	-17,3	-36,8	-25,3	-87,4	2,4	-7,0	11,0
	Reste du monde	-90,6	-26,0	10,7	18,1	-7,9	6,3	79,9	30,4	6,7	20,2	41,2	13,2	19,2	-51,5
	Intermédiaires financiers ⁴	29,2	-1,4	12,4	-84,3	12,9	-23,7	-2,4	0,1	38,1	-6,3	51,0	-20,5	-16,4	38,6
	BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	11,9	5,2	31,5	-52,8	-12,0	11,7	-1,2	13,2	8,0	-11,4	5,0	-4,9	-4,2	-1,9
Total	Particuliers et sociétés ^{1,5}	342,2	292,1	313,7	241,8	308,8	297,3	433,5	672,5	1.048,4	672,0	806,5	698,2	545,7	268,6
	Administrations publiques ⁶	572,3	615,0	624,3	561,7	630,6	612,2	552,8	521,1	502,9	540,4	672,5	588,5	518,2	500,8
	Reste du monde	519,9	253,7	439,8	854,4	1.065,7	1.152,1	1.127,3	660,1	1.483,2	1.000,2	409,4	924,5	992,6	1.484,9
	Intermédiaires financiers ⁴	751,6	516,8	768,0	1.053,7	1.384,2	1.389,7	1.337,4	740,9	1.614,5	1.236,0	611,5	890,1	968,5	1.566,4
	BNB	11,9	5,2	31,5	-52,8	-12,0	11,7	-1,2	13,2	8,0	-11,4	5,0	-4,9	-4,2	-1,9
	Total	2.197,9	1.682,8	2.177,3	2.658,9	3.377,3	3.462,9	3.449,8	2.607,8	4.657,0	3.437,3	2.504,9	3.096,4	3.020,7	3.818,8

¹ Ce secteur inclut les sociétés d'assurances, les organismes de placement collectif et les autres intermédiaires financiers, repris séparément aux tableaux XIII-2 et XIII-3.

² Ce total ne correspond pas exactement au total des actifs financiers des particuliers et des sociétés repris à la colonne (13) du tableau XV-3 en raison d'ajustements statistiques.

³ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁴ Banques, banques d'épargne, entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds monétaire, Office des chèques postaux, Fonds des Rentes, IRG.

⁵ Correspond à la colonne (12) du tableau XVI-1.

⁶ Correspond à la colonne (7) du tableau XI-6.

XIII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS EN 1991 - SYNTHESE¹

(milliards de francs)

Dettes par secteur	Particuliers et sociétés	Pouvoir fédéral	Communautes et Régions	Autres administrations fédérales, communautaires et régionales	Pouvoirs locaux	Organismes de sécurité sociale	Banque Nationale de Belgique	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC	Banques	Banques d'épargne ²	Etablissements de crédit du secteur public ³	Sociétés d'assurances ⁴	Organismes de placement collectif	Autres intermédiaires financiers	Reste du monde	TOTAL
Créances par secteur																
Particuliers et sociétés	-32,6	146,5	...	5,0	-15,3	-0,4	2,3	-15,2	355,5	177,4	304,0	106,0	184,1	-29,4	179,5	1.367,3
Pouvoir fédéral .....	...	1,5	...	...	...	...	...	16,7	78,3	2,5	12,5	...	...	...	12,9	124,4
Communautes et Régions .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,3	...	...	...	...	11,3
Autres administrations fédérales, communautaires et régionales	45,4	-0,1	...	...	...	...	0,1	-0,4	0,5	...	0,6	...	...	45,5	2,6	94,1
Pouvoirs locaux .....	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	-30,9	...	...	...	...	-28,1
Organismes de sécurité sociale	8,7	16,0	...	-0,1	-5,1	...	...	-0,4	0,3	...	-24,7	...	...	...	...	-5,3
Banque Nationale de Belgique	0,2	-89,2	...	-0,1	1,4	...	...	1,2	30,8	2,2	16,9	...	...	...	41,2	4,5
Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC	-0,4	-88,5	...	-0,1	-3,7	...	...	...	2,2	-2,8	-7,8	...	...	-1,9	...	-102,9
Banques	202,4	-64,2	6,5	46,9	-13,7	-0,3	-1,0	-43,9	-159,1	-9,0	4,0	...	...	-8,5	39,4	-0,4
Banques d'épargne ²	79,5	90,5	3,5	10,6	-2,9	3,3	0,7	-2,9	-15,4	-2,3	-0,3	...	...	-6,8	76,7	234,2
Etablissements de crédit du secteur public ³	85,4	-34,9	36,0	37,2	51,3	6,5	0,3	-8,6	17,8	-1,3	17,1	...	...	6,4	75,2	288,5
Sociétés d'assurances ⁴	44,0	49,6	...	1,1	1,5	...	...	...	3,5	...	5,5	...	0,4	...	0,4	106,0
Organismes de placement collectif	8,1	143,0	...	...	...	...	...	...	48,1	...	...	...	...	...	-14,7	184,5
Autres intermédiaires financiers	4,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
Reste du monde	350,6	317,8	...	-2,1	...	...	2,2	-49,4	-362,8	67,5	-19,8	...	...	-1,0	...	303,0
TOTAL	795,6	490,9	46,0	98,4	13,5	9,1	4,5	-102,9	-0,4	234,2	288,5	106,0	184,5	4,3	413,2	2.585,5

¹ Le total des flux financiers intersectoriels diffère de celui du tableau XIII-1. Les différences proviennent :

- de la déconsolidation des opérations entre intermédiaires financiers tels qu'ils sont définis au tableau XIII-1 ;
- de la déconsolidation des opérations autres que sous la forme d'actions et d'obligations des particuliers et des sociétés avec les sociétés d'assurances, les organismes de placement collectif et les autres intermédiaires financiers ;
- de la déconsolidation des opérations entre ces trois derniers secteurs.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la Ligue des Familles nombreuses.

⁴ Non compris les fonds de pension extra-légaux.

XIII - 3. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1991 (milliards de francs)

Dettes par secteur	Particuliers et sociétés	Pouvoir fédéral	Communautes et Régions	Autres administrations fédérales, communautaires et régionales	Pouvoirs locaux	Organismes de sécurité sociale	Banque Nationale de Belgique	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public ²	Sociétés d'assurances ³	Organismes de placement collectif	Autres intermédiaires financiers	Reste du monde	TOTAL
Créances par secteur																
<i>Particuliers et sociétés</i>																
Or financier et DTS .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,5	3,5
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	2,9	-10,9	12,7	5,3	2,6	...	...	0,3	...	13,0
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	74,2	43,5	17,5	...	...	...	57,0	192,2
Titres à court terme .....	...	73,9	...	...	...	...	...	...	26,7	46,3	41,1	...	...	...	...	188,1
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,6	9,6
Crédits commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,0	11,0
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-19,1	72,6	...	5,0	-15,3	-0,4	...	...	100,4	52,9	97,7	...	...	...	119,1	412,8
Actions	-13,5	...	...	...	...	...	...	...	4,4	...	...	...	69,8	...	83,8	144,5
Crédits à long terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	118,4	118,4
Reserves techniques d'assurances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	99,6	...	...	...	99,6
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	-0,6	-4,3	137,1	29,3	145,0	6,4	114,3	-29,8	-222,8	174,6
Total ...	-32,6	146,5	...	5,0	-15,3	-0,4	2,3	-15,2	355,5	177,4	304,0	106,0	184,1	-29,4	179,5	1367,3
<i>Pouvoir fédéral</i>																
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	16,7	78,3	2,5	12,5	...	...	...	12,9	123,0
Titres à court terme .....	...	1,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5
Total ...	...	1,5	...	...	...	...	...	16,7	78,3	2,5	12,5	...	...	...	12,9	124,4
<i>Communautes et Régions</i>																
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,3	...	...	...	...	11,3
Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,3	...	...	...	...	11,3
<i>Autres administrations fédérales, communautaires et régionales</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,2	...	...	-0,1	...	...	...	...	-0,2
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	-0,2	0,5	...	0,6	...	...	...	...	0,9
Titres à court terme .....	...	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,1
Crédits à court terme	2,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à long terme	43,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	45,5	2,6	91,2
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	45,4	-0,1	...	...	...	...	0,1	-0,4	0,5	...	0,6	...	...	45,5	2,6	94,1
<i>Pouvoirs locaux</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12,4	...	...	...	...	12,4
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-44,1	...	...	...	...	-44,1
Titres à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	3,6
Total ...	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	-30,9	...	...	...	...	-28,1
<i>Organismes de sécurité sociale</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	-0,4	0,3	...	-9,2	...	...	...	...	-9,2
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-15,2	...	...	...	...	-15,2
Titres à court terme .....	...	-0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,7
Crédits à court terme	9,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,1
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,3	16,7	...	-0,1	-5,1	...	...	...	-0,1	...	-0,2	...	...	...	...	10,9
Crédits à long terme	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,1
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,1	...	...	...	...	-0,1
Total ...	8,7	16,0	...	-0,1	-5,1	...	...	-0,4	0,3	...	-24,7	...	...	...	...	-5,3
<i>Banque Nationale de Belgique</i>																
Or financier et DTS .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,6	2,6
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	1,2	...	...	...	...	...	...	17,0	18,2
Titres à court terme .....	...	-56,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-56,8
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	30,8	2,2	16,9	...	...	...	21,6	71,5
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	0,2	-32,4	...	-0,1	1,4	...	...	...	...	...	-0,1	...	...	...	...	-31,0
Total ...	0,2	-89,2	...	-0,1	1,4	...	...	1,2	30,8	2,2	16,9	...	...	...	41,2	4,5
<i>Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC</i>																
Titres à court terme .....	...	-76,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-76,5
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	-2,8	-7,6	...	...	...	...	-8,2
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,4	-12,0	...	-0,1	-3,7	...	...	...	...	...	-0,2	...	...	-1,9	...	-18,2
Total ...	-0,4	-88,5	...	-0,1	-3,7	...	...	...	2,2	-2,8	-7,8	...	...	-1,9	...	-102,9

<i>Banques</i>																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	-1,0	...	...	...	...	...	...	...	0,4	-0,6
Titres à court terme	...	-219,7	...	...	...	...	...	-43,0	...	...	...	...	...	...	-0,2	-270,0
Crédits à court terme	113,0	...	...	-0,8	...	0,3	...	-0,9	-189,6	-8,7	26,8	...	...	...	41,8	-18,1
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	6,3	157,6	...	28,0	-13,7	-0,6	...	...	-0,3	-0,3	-15,7	...	...	...	32,3	185,2
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15,0	15,0
Crédits à long terme	83,2	-2,0	6,5	19,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-77,9	29,4
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	30,7	...	...	...	...	...	28,0	58,7
Total	202,4	-64,2	6,5	46,9	-13,7	-0,3	-1,0	-43,9	-159,1	-9,0	4,0	...	...	-8,5	39,4	-0,4
<i>Banques d'épargne¹</i>																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7
Titres à court terme	...	41,7	...	...	...	...	...	-2,8	...	...	...	...	...	...	...	38,9
Crédits à court terme	26,2	...	...	...	...	5,5	...	-0,2	-17,1	-0,9	2,6	...	...	...	92,2	108,3
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-2,1	48,9	...	7,5	-2,9	-2,2	...	...	0,2	-1,4	-2,9	...	...	-6,8	-18,1	20,2
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	...	0,2	1,7
Crédits à long terme	55,4	...	3,5	3,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-3,7	58,3
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,1	6,1
Total	79,5	90,5	3,5	10,6	-2,9	3,3	0,7	-2,9	-15,4	-2,3	-0,3	...	...	-6,8	76,7	234,2
<i>Etablissements de crédit du secteur public²</i>																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
Titres à court terme	...	-23,2	...	...	...	...	...	-6,5	...	...	...	...	...	...	...	-29,7
Crédits à court terme	29,0	...	11,2	10,9	15,8	10,3	...	-2,1	17,9	-1,3	18,8	...	...	...	51,5	162,0
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,3	-11,7	...	3,1	-4,0	-3,8	...	...	...	...	-1,7	...	...	6,4	37,7	25,7
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	1,0
Crédits à long terme	56,7	...	24,8	23,2	39,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-4,2	139,9
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-10,8	-10,8
Total	85,4	-34,9	36,0	37,2	51,3	6,5	0,3	-8,6	17,8	-1,3	17,1	...	...	6,4	75,2	288,5
<i>Sociétés d'assurances³</i>																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	...	...	...	...	...	...	2,8
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	6,7	49,6	...	1,1	1,5	...	...	...	0,7	...	5,5	...	...	...	8,3	73,4
Actions	8,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	-7,9	0,5
Crédits à long terme	9,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,4
Divers et ajustements	19,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19,9
Total	44,0	49,6	...	1,1	1,5	...	...	...	3,5	...	5,5	...	0,4	...	0,4	106,0
<i>Organismes de placement collectif</i>																
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	48,1	...	...	...	...	...	-23,7	24,4
Titres à court terme	...	100,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100,0
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	3,1	43,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13,1	59,2
Actions	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-4,1	0,9
Total	8,1	143,0	...	...	...	...	...	...	48,1	...	...	...	...	...	-14,7	184,5
<i>Autres intermédiaires financiers</i>																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à long terme	4,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	4,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
<i>Reste du monde</i>																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	2,2	...	9,5	...	...	...	...	...	...	11,7
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	22,0	-2,0	-14,3	...	...	...	...	5,7
Titres à court terme	...	99,7	...	...	...	...	...	-6,5	...	...	...	...	...	...	...	93,2
Crédits à court terme	0,1	...	...	-3,1	...	...	...	-42,9	-404,2	58,3	10,1	...	...	...	...	-381,8
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	5,9	180,3	...	-1,1	...	...	...	...	4,6	...	-19,4	...	...	-1,0	...	169,2
Actions	215,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	215,1
Crédits à long terme	88,6	37,8	...	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	128,5
Divers et ajustements	40,9	...	...	...	...	...	...	...	5,3	11,2	3,9	...	...	...	...	61,3
Total	350,6	317,8	...	-2,1	...	...	2,2	-49,4	-362,8'	67,5	-19,8	...	...	-1,0	...	303,0
TOTAL	795,6	490,9	46,0	98,4	13,5	9,1	4,5	-102,9	-0,4	234,2	288,5	106,0	184,5	4,3	413,2	2.585,5

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la ligue des Familles nombreuses.

³ Non compris les fonds de pension extra-légaux.

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

1a. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1993 31 déc.
ACTIF			
Or	333,8	260,2	330,3
Monnaies étrangères	230,8	193,4	244,2
Droits de tirage spéciaux (DTS)	18,4	5,7	6,2
Participation au FMI	16,4	26,7	27,7
Prêts au FMI	—	—	—
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,5	4,6	4,9
Ecus	110,6	106,4	148,0
FECOM : Financements à très court et à court terme	12,6	116,6	—
CEE : Soutien financier à moyen terme	—	—	—
Accords internationaux	3,1	3,3	3,3
Avances sur nantissement	43,9	20,0	30,1
Effets de commerce	18,4	10,1	5,6
Effets achetés sur le marché	17,7	17,4	32,4
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	42,6	52,4	119,7
Avances au Fonds des Rentes	—	—	—
Avances à l'Etat belge	0,0	0,2	—
Avances à l'Etat luxembourgeois	—	—	—
Monnaies	0,7	0,9	1,2
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :			
Compte A	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,8	3,5	3,1
Placements statutaires (art. 21)	34,2	37,2	40,4
Immeubles, matériel et mobilier	11,2	12,3	13,2
Autres actifs	0,5	6,5	4,4
Comptes de régularisation	6,9	7,8	5,8
TOTAL ACTIF	910,2	885,1	1.020,4
PASSIF			
Billets en circulation	431,5	430,2	440,6
Comptes courants en francs	7,1	4,6	9,6
Dépôt de l'Etat belge	—	—	0,8
Dépôt de l'Etat luxembourgeois	—	—	0,5
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	4,2	4,4	6,0
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	3,8	3,5	3,1
Contrepartie des DTS alloués	21,7	22,1	24,0
FECOM : Financements à très court et à court terme	—	—	—
Réserve indisponible de plus-values sur or	54,8	116,3	116,3
Autres passifs	2,4	1,2	2,3
Comptes de régularisation	0,1	0,4	0,5
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	336,0	250,0	362,0
Provision pour immeubles, matériel et mobilier	1,4	0,9	0,8
Provision sociale pour risques divers	8,7	9,8	10,1
Capital	0,4	0,4	0,4
Fonds de réserve :			
Réserve statutaire	2,5	2,7	2,9
Réserve extraordinaire	23,5	25,5	28,0
Compte d'amortissement d'immeubles, de matériel et de mobilier	10,6	11,7	12,6
Bénéfice net à répartir	1,3	1,3	—
TOTAL PASSIF	910,2	885,1	1.020,4

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIV - 1b. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1993 5 juillet	1993 9 août	1993 6 sept.	1993 4 oct.	1993 8 nov.	1993 6 déc.	1994 10 janvier	1994 7 février
ACTIF								
Or	260,2	260,2	260,2	260,2	260,2	260,2	330,3	330,3
Monnaies étrangères	292,3	258,4	260,4	244,7	218,9	222,0	244,4	252,0
Droits de tirage spéciaux (DTS)	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	6,2	6,2
Participation au FMI	25,8	26,0	26,0	26,3	25,7	25,6	27,7	27,7
Prêts au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,9	4,9
Ecus	132,4	142,4	142,6	142,8	147,2	147,4	148,0	152,0
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2
Avances sur nantissement	28,0	45,7	32,5	19,9	19,2	1,1	32,0	28,3
Effets de commerce	9,2	8,0	6,0	6,5	7,3	4,3	4,5	7,4
Effets achetés sur le marché	21,6	17,7	23,8	27,6	35,2	35,7	30,4	30,3
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	69,8	69,4	75,2	93,1	116,7	146,8	107,3	93,9
Avances à l'Etat belge	0,0	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies	1,0	1,3	1,3	1,1	1,2	1,1	1,3	1,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,5	3,4	3,3	3,1	3,1	3,2	3,1	3,0
Placements statutaires (art. 21)	40,4	40,4	40,4	40,4	40,4	40,4	40,4	44,0
Immeubles, matériel et mobilier	12,3	12,3	12,3	12,3	12,3	12,3	12,3	13,2
Comptes divers	12,4	14,5	14,9	15,5	18,0	18,4	20,3	6,1
	922,6	913,3	912,6	907,1	918,9	932,0	1.016,2	1.003,7
PASSIF								
Billets en circulation	450,5	434,5	433,1	425,5	427,6	431,8	431,7	423,8
Comptes courants en francs	8,3	6,7	4,9	7,6	5,6	8,2	8,8	5,8
Dépôt de l'Etat belge	4,2	0,0	0,0	0,0	2,0	1,3	1,3	1,2
Autres dépôt de l'Etat Luxembourgeois	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	1,6	2,1	1,6	2,0	2,1	4,3	1,6	2,4
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	3,5	3,4	3,3	3,1	3,1	3,2	3,1	3,0
Contrepartie des DTS alloués	22,1	22,1	22,1	22,1	22,1	22,1	24,0	24,0
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve indisponible de plus-values sur or	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	261,5	269,9	268,3	268,4	273,1	273,3	362,1	371,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	43,6
Comptes divers	14,1	17,3	21,9	21,2	25,9	30,6	26,3	11,5
	922,6	913,3	912,6	907,1	918,9	932,0	1.016,2	1.003,7

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIV - 2. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des réserves de transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant			Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	CEE ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10) = (6) - (9)	(11)	
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	23,6	28,9	342,1	+ 80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	23,6	34,1	360,7	+ 25,2
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 12,3
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 16,5
1990 4 ^e trimestre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 3,6
Nouvelle série											
1991	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+ 17,5
1992	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	+ 19,9
1993	330,3	38,8	148,0	244,2	3,3	764,6	12,3	24,0	36,3	728,3	- 74,5
1992 1 ^{er} trimestre	333,8	38,1	102,2	234,8	3,1	712,0	9,9	21,7	31,6	680,4	- 7,4
2 ^e trimestre	262,2	38,9	109,8	311,1	3,1	725,2	8,6	21,7	30,3	694,9	+ 11,7
3 ^e trimestre	276,5	37,7	189,0	236,9	3,4	743,5	8,5	21,7	30,2	713,3	+ 27,1
4 ^e trimestre	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	- 11,5
1993 1 ^{er} trimestre	260,2	36,1	143,2	259,9	3,4	702,8	9,5	22,1	31,6	671,2	- 23,3
2 ^e trimestre	260,2	36,0	132,4	292,3	3,4	724,3	9,1	22,1	31,2	693,1	+ 20,8
3 ^e trimestre	260,2	36,6	142,8	245,6	3,3	688,5	8,2	22,1	30,3	658,2	- 44,0
4 ^e trimestre	330,3	38,8	148,0	244,2	3,3	764,6	12,3	24,0	36,3	728,3	- 28,1
1993 Janvier	260,2	37,2	230,1	180,7	3,3	711,5	10,1	22,1	32,2	679,3	- 14,4
Février	260,2	36,8	247,1	188,0	3,4	735,5	10,1	22,1	32,2	703,3	+ 22,7
Mars	260,2	36,1	143,2	259,9	3,4	702,8	9,5	22,1	31,6	671,2	- 31,6
Avril	260,2	36,1	138,7	281,5	3,4	719,9	9,3	22,1	31,4	688,5	+ 16,9
Mai	260,2	36,2	132,2	289,5	3,4	721,5	9,0	22,1	31,1	690,4	+ 1,8
Juin	260,2	36,0	132,4	292,3	3,4	724,3	9,1	22,1	31,2	693,1	+ 2,1
Juillet	260,2	36,3	142,4	290,6	3,4	732,9	9,6	22,1	31,7	701,2	+ 0,9
Août	260,2	36,2	142,6	254,0	3,4	696,5	10,2	22,1	32,3	664,2	- 38,7
Septembre	260,2	36,6	142,8	245,6	3,3	688,5	8,2	22,1	30,3	658,2	- 6,2
Octobre	260,2	35,9	147,2	217,4	3,3	664,0	8,3	22,1	30,4	633,6	- 29,1
Novembre	260,2	35,8	147,4	220,8	3,3	667,5	8,5	22,1	30,6	636,9	+ 0,9
Décembre	330,3	38,8	148,0	244,2	3,3	764,6	12,3	24,0	36,3	728,3	+ 0,1
1994 Janvier	330,3	38,8	152,0	251,8	3,2	776,1	9,9	24,0	33,9	742,2	+ 3,7

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FECOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIV - 3. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, CNCP	21,4	21,5	20,9	20,9	17,6	17,6	16,6	18,7
Prêts au jour le jour	353,6	359,9	410,3	292,5	409,0	589,8	444,8	606,6
Banquiers	2.800,6	2.962,4	2.968,8	3.112,9	2.949,3	3.317,5	2.895,7	3.448,6
Maison-mère, succursales et filiales	1.989,1	2.098,4	1.971,9	2.106,4	2.699,7	2.444,1	2.288,8	2.364,0
Autres valeurs à recevoir à court terme	112,1	86,1	62,1	49,8	104,2	72,0	113,6	68,1
Portefeuille-effets	1.166,7	1.196,3	954,6	950,9	981,2	1.071,6	981,3	983,6
a) Effets publics	917,6	980,8	718,8	723,4	742,0	839,5	739,2	768,4
b) Effets commerciaux ^a	249,1	215,5	235,8	227,5	239,2	232,1	242,1	215,2
Reports et avances sur titres	8,5	2,3	7,0	7,1	4,9	14,9	9,1	5,0
Débiteurs par acceptations	45,8	45,5	70,4	42,0	64,5	41,3	68,8	41,4
Débiteurs divers	2.992,8	3.181,3	3.334,1	3.578,2	3.445,2	3.582,4	3.407,0	3.666,3
Valeurs mobilières	1.752,7	1.877,6	2.033,4	2.309,8	2.028,4	2.220,7	2.040,0	2.270,6
a) Fonds publics belges	1.117,2	1.176,4	1.295,3	1.455,3	1.268,9	1.404,9	1.285,1	1.430,7
b) Autres titres d'emprunt	580,2	649,7	673,5	805,8	706,6	767,7	696,3	791,0
c) Actions et parts de sociétés	17,2	12,7	12,5	11,0	14,4	9,7	14,2	10,2
d) Autres valeurs mobilières	38,1	38,8	52,1	37,7	38,5	38,4	44,4	38,7
Valeurs de la réserve légale	6,6	6,7	8,0	9,3	7,9	9,3	8,0	9,3
Participations	89,0	82,8	95,4	94,8	89,7	96,1	90,5	96,0
a) Filiales	67,2	63,9	77,0	82,3	65,0	77,3	65,7	77,4
b) Autres participations	21,8	18,9	18,4	12,5	24,7	18,8	24,8	18,6
Frais de constitution et de premier établissement	3,6	3,7	3,5	4,1	3,8	3,9	3,8	3,9
Immeubles	35,6	42,0	48,0	51,1	48,9	50,3	49,1	50,5
Participations dans les filiales immobilières	2,1	2,1	2,6	2,8	2,1	2,8	2,0	2,8
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,2	0,1	0,4	0,1	0,5	0,1	0,3
Matériel et mobilier	12,5	12,8	12,8	13,9	13,8	14,5	13,6	14,6
Divers	458,6	509,8	489,7	469,2	483,4	446,6	473,3	488,8
Total de l'actif ...	11.851,5	12.491,4	12.493,6	13.116,1	13.353,7	13.995,9	12.906,1	14.139,1
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la BNB et des autres institutions publiques de crédit	47,8	48,1	37,5	29,9	37,3	34,2	37,6	31,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	16,5	12,7						

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIV - 3. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	21,8	15,0	94,0	111,2	88,8	152,7	84,2	122,0
a) Créanciers garantis par des privilèges	10,4	9,4	7,8	8,6	5,7	6,5	5,6	6,0
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	11,4	5,6	86,2	102,6	83,1	146,2	78,6	116,0
Emprunts au jour le jour	445,9	472,4	621,8	427,2	555,4	655,3	595,8	688,1
Banquiers	4.841,1	4.913,1	4.447,2	4.793,7	4.903,0	4.993,9	4.673,7	5.076,6
Maison-mère, succursales et filiales	1.557,7	1.704,2	1.473,0	1.467,9	1.964,5	1.854,9	1.774,2	1.798,1
Acceptations	45,8	45,5	70,4	42,0	64,5	41,3	68,8	41,4
Autres valeurs à payer à court terme	113,1	76,5	66,1	71,0	93,9	97,2	98,8	82,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	5,2	3,1	2,6	2,3	2,8	2,3	2,8	2,3
Dépôts et comptes courants	3.410,0	3.628,6	3.922,8	4.204,5	3.859,1	4.178,0	3.796,1	4.277,3
a) A vue	812,7	780,2	833,3	824,2	790,5	832,6	798,5	879,3
b) A un mois au plus	896,3	976,0	1.083,5	1.113,0	1.079,7	1.156,1	1.005,0	1.158,2
c) A plus d'un mois	720,7	969,1	1.110,1	1.395,3	1.110,5	1.348,2	1.117,9	1.403,1
d) A plus d'un an	22,8	23,6	26,1	20,2	25,8	22,3	25,6	21,3
e) A plus de deux ans	80,0	85,8	77,8	71,6	83,0	71,5	81,0	71,2
f) Carnets de dépôts	873,5	767,2	717,6	677,6	699,3	646,5	694,9	643,7
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	4,0	26,7	74,4	102,6	70,3	100,8	73,2	100,5
Obligations et bons de caisse	533,4	690,8	809,7	897,8	800,5	896,4	806,1	898,3
Montants à libérer sur titres et participations ..	2,0	1,8	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0
Divers	504,4	550,1	537,0	596,0	578,3	619,0	557,2	641,5
<i>Total de l'exigible ...</i>	11.480,4	12.101,1	12.046,4	12.615,5	12.912,7	13.493,0	12.459,6	13.630,5
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	94,7	101,8	138,8	186,3	128,0	179,1	134,3	184,7
<i>Non exigible :</i>								
Capital	119,2	144,7	154,0	153,2	156,7	157,5	155,7	157,6
Fonds indisponible par prime d'émission	22,8	23,4	26,9	28,5	26,9	28,7	26,8	28,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	6,5	7,0	8,3	9,2	8,3	9,5	8,3	9,5
Réserve disponible	55,5	56,0	63,7	67,2	63,8	70,9	63,8	70,9
Autres réserves	52,8	44,0	43,5	43,6	43,5	43,5	43,5	43,4
Provisions	19,6	13,4	12,0	12,6	13,8	13,7	14,1	13,8
<i>Total du non exigible ...</i>	276,4	288,5	308,4	314,3	313,0	323,8	312,2	323,9
Total du passif ...	11.851,5	12.491,4	12.493,6	13.116,1	13.353,7	13.995,9	12.906,1	14.139,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
Caisse, BNB, Chèques Postaux	4,0	4,1	4,4	5,3	3,9	4,5	3,5	4,4
Prêts au jour le jour	5,0	12,2	10,3	13,2	20,3	11,7	17,5	10,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	140,8	223,7	272,6	393,3	216,3	368,7	262,1	421,8
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	8,4	8,7	7,1	6,1	8,6	6,5	7,0	5,8
Effets de commerce et factures	5,2	5,0	4,9	4,3	4,9	4,9	4,9	4,8
Débiteurs par acceptations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,3	0,4	0,3
Avances, ouvertures de crédits et prêts non hypothécaires	254,8	314,4	351,7	381,6	367,9	374,9	347,1	368,8
Portefeuille-titres et participations	891,0	934,4	999,8	1.064,9	972,4	1.048,4	974,6	1.058,2
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(96,2)	(92,8)	(131,5)	(149,6)	(92,6)	(168,5)	(107,9)	(157,9)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(442,1)	(494,2)	(543,9)	(604,6)	(553,8)	(566,3)	(534,9)	(591,7)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(174,3)	(162,1)	(156,9)	(146,3)	(150,3)	(147,3)	(155,5)	(143,1)
c) Obligations de sociétés belges	(23,1)	(20,8)	(19,3)	(22,2)	(19,3)	(19,7)	(19,7)	(19,7)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(16,4)	(19,2)	(20,7)	(21,8)	(20,6)	(21,0)	(20,6)	(21,0)
e) Autres valeurs	(138,9)	(145,3)	(127,5)	(120,4)	(135,8)	(125,6)	(136,0)	(124,8)
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	346,9	389,5	426,3	471,5	417,7	463,9	420,1	467,8
Actionnaires ou sociétaires	1,9	2,0	1,9	0,5	2,0	0,5	2,0	0,5
Débiteurs divers	9,0	12,0	15,3	15,6	17,5	23,1	14,6	22,0
Divers	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,5
Total du disponible et réalisable ...	1.667,3	1.906,4	2.094,8	2.356,8	2.032,2	2.307,9	2.054,1	2.365,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Immeubles et terrains	10,1	11,5	13,1	12,8	12,0	13,1	12,0	13,0
Leasing immobilier	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Matériel et mobilier	2,7	2,6	2,7	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9
Leasing mobilier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	13,7	15,3	17,1	16,8	16,1	17,2	16,1	17,1
Comptes transitoires ¹	78,9	89,0	94,8	82,4	87,1	97,6	91,8	92,9
Total de l'actif ...	1.759,9	2.010,7	2.206,7	2.456,0	2.135,4	2.422,7	2.162,0	2.475,7
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées ..	1.618,0	1.862,2	2.032,4	2.295,6	1.936,4	2.204,5	1.987,9	2.241,9
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.591,7	1.836,1	2.004,4	2.265,9	1.860,6	2.178,2	1.960,9	2.216,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	859,7	930,4	1.040,1	1.200,4	999,5	1.151,8	1.007,6	1.170,9
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	203,8	275,0	313,5	339,2	309,6	336,8	311,5	337,6
c) de cinq ans ou plus	162,5	168,0	181,1	192,2	179,7	193,0	180,0	192,8
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	7,0	7,6	8,2	8,9	8,2	8,8	8,2	8,8
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,4	3,2	2,7	3,2	1,6	1,8	1,9	1,7
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,5	3,8	1,6	1,3	1,8	0,1	1,1	0,0
b) auprès de la BNB	0,5	3,0	4,7	4,7	6,9	5,6	3,1	7,4
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	329,6	411,6	415,7	458,2	371,8	402,6	385,7	412,2
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	0,0	0,0	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5
Mobilisation d'actifs	1,2	0,1	8,1	12,6	11,3	49,3	15,9	73,4
Autres engagements à un mois maximum	3,9	5,9	5,7	5,8	4,4	5,6	3,7	4,3
Créditeurs divers	4,8	6,2	6,6	9,6	6,4	15,1	6,3	15,3
Provisions pour charges	2,5	2,4	2,9	3,8	2,1	2,6	2,2	2,9
Divers	1,0	1,7	11,0	9,0	9,6	13,6	12,8	14,4
Total de l'exigible ...	1.580,5	1.819,0	2.002,4	2.249,3	1.913,4	2.187,3	1.940,5	2.242,3
Fonds propres :								
a) capital	30,2	30,5	32,2	35,1	30,7	34,5	30,8	34,7
b) réserve légale	1,9	2,1	2,2	2,4	2,3	2,3	2,2	2,3
c) autres réserves	52,3	55,2	57,5	56,9	56,3	56,9	56,3	56,9
Comptes de redressements d'actifs	19,9	20,0	22,1	24,6	20,2	22,8	20,2	23,1
Comptes transitoires ¹	75,1	83,9	90,3	87,7	112,5	118,9	112,0	116,4
Total du passif ...	1.759,9	2.010,7	2.206,7	2.456,0	2.135,4	2.422,7	2.162,0	2.475,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	1,2	0,6	1,9	2,5	1,0	2,6	1,1	3,2
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	11,3	11,8	13,6	14,9	13,3	14,7	13,4	14,7
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	5,5	6,5	7,2	6,9	7,0	6,9	7,0	6,9
Autres crédits	7,5	8,2	9,1	9,3	9,1	9,4	9,1	9,4
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	8,4	9,6	9,6	9,7	9,6	9,7	9,6	9,7
b) Autres valeurs	0,6	1,3	1,4	0,8	1,3	0,7	1,4	0,7
Divers	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Total de l'actif ...	35,5	39,1	43,9	45,3	42,5	45,2	42,8	45,8
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	7,4	9,7	11,2	6,1	11,8	6,0	11,5	6,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	8,8	12,3	15,5	16,7	15,5	16,4	15,5	16,6
c) de cinq ans ou plus	7,7	4,8	4,5	5,8	4,5	5,7	4,5	5,9
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	4,7	5,8	5,3	8,5	3,6	9,2	4,1	9,1
Fonds propres	2,4	2,5	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
Divers	3,7	3,3	3,9	4,7	3,6	4,4	3,7	4,6
Total du passif ...	35,5	39,1	43,9	45,3	42,5	45,2	42,8	45,8
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	6	6	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n^o 4, avril 1988.

**XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I^{er}
de la Loi du 10 juin 1964¹**

(milliards de francs)

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	4,0	4,1	4,4	5,3	3,9	4,5	3,5	4,4
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédi- aires financiers	147,0	236,5	284,8	409,0	237,6	383,0	280,7	435,8
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	358,2	401,3	439,9	486,4	431,0	478,6	433,5	482,5
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	15,3	19,4	23,5	23,5	25,5	30,9	22,6	29,8
Autres crédits	275,9	336,4	372,9	401,4	390,9	396,0	368,5	389,1
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	721,0	758,7	841,9	910,2	806,3	891,8	807,9	902,4
b) Autres valeurs	179,0	186,6	168,9	165,2	177,0	167,0	177,7	166,2
Divers	95,0	106,8	114,3	100,3	105,7	116,1	110,4	111,3
Total de l'actif ...	1.795,4	2.049,8	2.250,6	2.501,3	2.177,9	2.467,9	2.204,8	2.521,5
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	867,1	940,1	1.051,3	1.206,5	1.011,3	1.157,8	1.019,1	1.177,0
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	212,6	287,3	329,0	355,9	325,1	353,2	327,0	354,1
c) de cinq ans ou plus	170,2	172,8	185,6	198,0	184,2	198,7	184,5	198,7
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	7,9	8,4	9,0	9,7	9,0	9,6	9,0	9,6
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,5	3,0	4,7	4,7	6,9	5,6	3,1	7,4
b) Autres intermédiaires financiers	336,0	421,3	431,1	480,9	388,9	461,7	407,2	495,3
Fonds propres	86,8	90,3	94,7	97,2	92,1	96,5	92,1	96,7
Divers	114,3	126,6	145,2	148,4	160,4	184,8	162,8	182,7
Total du passif ...	1.795,4	2.049,8	2.250,6	2.501,3	2.177,9	2.467,9	2.204,8	2.521,5

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n^o 4, avril 1988.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Bilans de la CGER au 31 décembre — CGER-Banque

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990	1991
ACTIF				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	7,8	9,7	7,6	7,2
Prêts au jour le jour	5,8	7,0	11,2	27,0
Banquiers	153,2	169,1	216,8	218,2
Filiales	0,3	1,2	4,6	4,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,7	2,5	1,8	0,9
Portefeuille-effets	217,2	198,5	182,0	143,0
a) effets publics	(208,3)	(189,4)	(173,7)	(133,6)
b) effets commerciaux	(8,8)	(9,1)	(8,2)	(9,4)
Reports et avances sur titres	0,9	0,5	0,2	0,1
Débiteurs par acceptation	0,3	0,1	0,1	0,3
Débiteurs divers	446,1	509,1	545,3	570,7
Valeurs mobilières	449,9	518,5	528,4	588,0
a) fonds publics belges	(400,3)	(461,8)	(463,1)	(499,5)
b) autres titres d'emprunts	(43)	(50,2)	(59,0)	(79,2)
c) actions et parts de sociétés	(0,4)	(0,5)	(0,8)	(0,5)
d) autres valeurs mobilières	(6,5)	(6,0)	(5,5)	(8,8)
Participations	1,7	2,6	3,5	4,7
a) filiales	(0,7)	(1,0)	(2,1)	(3,2)
b) autres participations	(1,0)	(1,6)	(1,3)	(1,5)
Immeubles	12,0	11,6	11,5	11,1
Matériel et mobilier	1,4	1,6	1,4	1,0
Divers	63,3	77,4	71,4	84,5
Compte de résultats :				
perte de l'exercice	—	—	—	—
Total de l'actif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8	1.660,9
PASSIF				
EXIGIBLE				
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,8	1,3	16,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,8)	(1,3)	(16,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	5,7	12,4	17,4	12,1
Banquiers	175,3	211,8	221,1	225,5
Filiales	—	—	1,4	0,1
Acceptations	0,3	0,1	0,1	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	6,9	7,7	7,3	7,0
Dépôts et comptes courants	765,9	835,6	852,3	838,8
a) à vue et à un mois au plus	(626,2)	(674,7)	(642,5)	(647,2)
b) à plus d'un mois	(139,7)	(160,9)	(209,8)	(191,7)
Obligations et bons de caisse	279,8	283,6	333,3	388,5
Divers	97,0	118,5	103,4	120,0
Total de l'exigible ...	1.332,0	1.471,5	1.537,6	1.608,4
EXIGIBLE SPECIAL				
Emprunts subordonnés	2,8	4,4	12,9	15,7
NON EXIGIBLE				
Fonds de réserve	26,2	31,7	33,5	35,3
Comptes de résultats :				
bénéfice de l'exercice	1,6	1,8	1,8	1,5
Total du passif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8	1.660,9

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — CGER Assurances¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990	1991
ACTIF				
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	0,4	0,4	0,4	0,4
— Autres immobilisations corporelles	0,0	0,0	0,0	0,2
Immobilisations financières	1,5	1,8	2,0	7,5
Immeubles et titres de placement :				
Valeurs mobilières : — Actions et parts	2,5	3,5	3,8	4,0
— Titres à revenu fixe	62,0	65,4	70,6	78,6
— Autres valeurs mobilières	0,0	0,0	0,0	0,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques :				
Provisions mathématiques	0,1	1,0	1,2	1,3
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0	0,3
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0	0,2
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	—	—	—
Créances :				
Crédits : — Prêts hypothécaires	38,1	43,1	45,5	45,4
— Avances sur contrats	0,2	0,2	0,2	0,2
— Autres prêts	7,3	9,0	10,0	10,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,3	2,0	0,7	0,8
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0	0,1
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	0,5	0,6	0,5	1,0
Placements de trésorerie	0,1	1,8	0,1	0,1
Valeurs disponibles	2,3	1,7	4,4	2,5
Comptes de régularisation :				
Produits financiers acquis et non échus	4,8	4,7	5,1	5,7
Total de l'actif ...	120,2	135,3	144,6	158,5
PASSIF				
Réserves :				
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,8	1,2	1,3	1,3
Réserves disponibles	16,7	17,9	18,8	19,6
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,9	0,5	0,6	0,8
Provisions techniques :				
Provisions mathématiques	85,8	97,2	108,1	119,9
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,3	0,4	0,8	1,4
Provisions pour prestations à régler	0,5	0,6	1,2	2,0
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	11,5	10,9	10,3	10,0
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0	0,1
Provisions pour risques et charges	0,2	0,2	0,1	0,5
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,2	0,2
Dettes :				
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	1,0	0,9	1,2	1,2
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	1,0	0,0	0,0
— ONPTS : Résultat - Versements obligatoires	0,4	0,5	0,4	0,4
Compte courant	—	—	—	—
Rentes à transférer	—	—	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	1,4	1,7	1,2	0,4
— Autres créiteurs	0,5	2,1	0,3	0,6
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	120,2	135,3	144,6	158,5

¹ La CGER-Assurances regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
ACTIF									
IMMOBILISE	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4	51,5	34,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1	77,1	69,2
2. garantis par banques et organismes financiers	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4	2,9	2,2
3. dont le risque est à charge de l'Institution	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7	158,8	179,5
Crédits commerciaux	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4	25,3	25,1
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7	12,7	14,2
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3	82,8	76,6
Autres ¹	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,7	3,7	3,6
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6	47,5	47,9
2. Autres ²	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5
Banquiers	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—	—	—
Débiteurs divers	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7	11,1	17,5
Fonds publics et participations	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9	52,8	65,9
Divers	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	16,0	15,5	12,8
Total de l'actif ...	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3	550,2
PASSIF									
NON EXIGIBLE	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6	11,6	9,0
EXIGIBLE SPECIAL	—	—	—	—	—	—	—	0,5	2,5
EXIGIBLE :									
Obligations	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9	110,0	—
Bons de caisse	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5	170,6	286,0
Dépôts et emprunts divers	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0	155,9	155,3
Effets réescomptés	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4	8,4	6,6
Banquiers	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—	—	—
Créditeurs divers	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0	17,7	19,3
Provisions pour charge et risques divers	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9	7,4	9,4
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—	—	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7	47,6	48,4
2. Autres ³	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5
Divers	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,6	13,0	13,1	13,2
Total du passif ...	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3	550,2

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					à fin de période	Créditeurs		Débiteurs
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat								
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1990	49,0	3,7	63,4	68,1	28,5	593,0	19,3	21,0	57,0	1.440,5
1991	54,3	4,1	73,0	64,1	34,4	652,6	25,2	52,1	76,1	3.752,8
1992	57,6	4,7	80,9	80,9	38,0	722,0	80,9	66,5	109,1	4.969,9
1993	68,6	3,8	86,7	90,7	41,2	791,1	94,4	78,7	107,9	6.808,0
1991 4 ^e trimestre	13,1	1,4	22,0	20,4	34,4	652,6	25,2	58,3	108,9	826,2
1992 1 ^{er} trimestre	13,4	1,4	22,5	19,5	33,7	656,2	70,8	65,9	119,6	1.126,9
2 ^e trimestre	12,0	1,4	16,5	16,8	36,3	675,9	77,2	64,7	116,9	1.178,7
3 ^e trimestre	12,8	0,9	18,6	19,6	35,5	674,0	75,9	64,4	102,7	1.305,2
4 ^e trimestre	19,4	1,0	23,3	25,0	38,0	722,0	80,9	71,0	97,2	1.359,1
1993 1 ^{er} trimestre	15,4	0,9	21,5	22,3	37,5	754,2	87,9	71,9	87,4	1.459,6
2 ^e trimestre	17,7	1,0	18,8	20,6	39,9	762,7	92,0	79,5	86,6	1.730,9
3 ^e trimestre	16,7	0,9	17,0	21,4	38,7	772,8	97,8	74,8	123,2	1.899,6
4 ^e trimestre	18,8	1,0	29,4	26,4	41,2	791,1	94,4	88,6	134,1	1.717,9
1992 Décembre	7,7	0,4	9,9	10,0	38,0	722,0	80,9	71,0	86,6	568,1
1993 Janvier	5,3	0,2	6,5	7,6	37,0	738,7	84,7	76,9	87,0	513,3
Février	5,0	0,3	6,6	5,9	38,2	743,6	86,6	72,5	91,0	426,4
Mars	5,1	0,4	8,4	8,8	37,5	754,2	87,9	66,4	84,2	519,9
Avril	6,0	0,3	6,1	5,6	39,8	748,3	88,8	76,6	92,0	563,7
Mai	5,4	0,3	6,3	7,1	39,9	754,6	89,6	80,0	85,1	504,8
Juin	6,3	0,4	6,4	7,9	39,9	762,7	92,0	82,0	82,8	662,4
Juillet	6,4	0,4	7,8	9,2	38,9	762,6	91,8	79,6	126,7	687,5
Août	3,6	0,1	4,1	5,7	37,3	746,7	92,9	73,3	128,1	576,6
Septembre	6,7	0,4	5,1	6,5	38,7	772,8	97,8	71,5	114,9	635,5
Octobre	6,2	0,4	11,2	11,1	40,0	773,9	94,0	82,8	130,8	575,8
Novembre	5,4	0,3	5,4	6,0	40,6	787,0	95,5	86,2	136,4	560,2
Décembre	7,2	0,3	12,8	9,3	41,2	791,1	94,4	96,8	135,2	581,9

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1986	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1991	1.154	308,1	103,2	621,4	1.205,6	622,0	1.205,6	3.654,6	98
1992	1.185	309,5	99,5	638,7	1.236,9	638,3	1.236,9	3.750,7	98
1993	1.200	313,5	94,6	668,8	1.305,7	642,6	1.305,7	3.922,9	96
1991 4 ^e trimestre	1.154	297,5	97,7	578,6	1.052,2	578,1	1.052,2	3.261,1	98
1992 1 ^{er} trimestre	1.162	305,4	100,2	645,6	1.332,8	650,2	1.332,8	3.961,4	98
2 ^e trimestre	1.169	324,3	106,2	711,6	1.369,8	704,6	1.369,8	4.155,7	98
3 ^e trimestre	1.177	303,7	98,7	592,2	1.150,8	603,5	1.150,8	3.497,3	98
4 ^e trimestre	1.185	304,9	92,9	605,4	1.094,2	594,9	1.094,2	3.388,6	97
1993 1 ^{er} trimestre	1.192	318,2	100,6	687,8	1.443,5	686,0	1.443,5	4.260,8	96
2 ^e trimestre	1.196	331,9	97,3	737,7	1.457,7	738,7	1.457,7	4.391,8	96
3 ^e trimestre	1.199	295,9	90,3	619,4	1.208,1	632,0	1.208,1	3.667,6	97
4 ^e trimestre	1.200	308,3	90,3	630,5	1.113,7	513,7	1.113,7	3.371,4	96
1992 Décembre	1.185	314,4	90,7	611,3	1.018,6	598,9	1.018,6	3.247,5	98
1993 Janvier	1.188	321,2	98,3	672,4	1.453,8	677,1	1.453,8	4.256,9	92
Février	1.191	294,7	103,1	735,9	1.466,8	695,1	1.466,8	4.364,6	98
Mars	1.192	336,4	100,5	655,1	1.409,9	685,9	1.409,9	4.160,9	99
Avril	1.193	325,6	92,3	711,4	1.274,7	678,6	1.274,7	3.939,3	90
Mai	1.195	321,2	103,4	770,8	1.614,2	722,9	1.614,2	4.722,2	99
Juin	1.196	349,1	96,0	731,0	1.484,2	814,5	1.484,2	4.513,8	99
Juillet	1.198	334,9	90,0	701,1	1.319,8	705,8	1.319,8	4.046,6	95
Août	1.199	285,4	90,7	581,8	1.125,8	595,5	1.125,8	3.428,9	98
Septembre	1.199	266,6	90,2	575,1	1.178,7	594,8	1.178,7	3.527,3	98
Octobre	1.200	289,1	89,0	626,0	1.119,3	594,1	1.119,3	3.458,8	98
Novembre	1.200	293,0	92,1	572,9	1.092,1	575,7	1.092,1	3.332,8	98
Décembre	1.200	342,4	89,7	692,5	1.129,5	371,1	1.129,5	3.322,7	92

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIV - 9. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS			PASSIFS					
	Portefeuille		Avances à l'Etat Belge ¹	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB		Avances par l'Etat Belge ¹	Moyens propres
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie				Avances ordinaires	Avances spéciales		
	valeur nominale								
1980	29,7	77,1	—	18,3	0,0	9,9	77,1	—	2,7
1981	25,2	151,9	—	28,0	0,0	0,0	149,5	—	1,5
1982	16,6	192,4	—	28,9	0,0	0,0	181,1	—	1,3
1983	27,3	188,4	—	15,2	0,0	13,6	188,4	—	0,7
1984	26,6	219,3	—	41,5	5,4	0,0	200,6	—	0,7
1985	26,1	199,0	—	42,5	0,4	0,0	182,2	—	1,5
1986	47,6	216,3	—	44,2	13,1	0,0	209,4	—	0,6
1987	42,3	139,9	—	47,8	6,6	0,0	127,6	—	1,8
1988	46,7	124,1	—	50,9	10,9	0,0	106,6	—	3,8
1989 Septembre	55,0	69,3	—	67,6	0,0	0,0	47,9	—	7,1
Décembre	79,9	66,5	—	64,1	6,6	5,3	66,5	—	3,9
1990 Mars	60,7	30,7	—	47,0	0,0	8,9	30,7	—	7,1
Juin	52,8	24,6	—	68,3	0,0	0,0	4,7	—	9,0
Septembre	53,0	5,5	—	33,6	0,8	13,5	5,5	—	6,7
Décembre	41,9	65,0	—	58,8	7,7	0,0	36,7	—	5,8
1991 Janvier	33,7	19,9	0,4	51,2	—	0,0	0,0	—	6,6
Février	30,4	0,0	3,9	29,6	—	0,0	0,0	—	6,3
Mars	29,2	0,0	1,4	26,3	—	0,0	0,0	—	6,7
Avril	25,0	0,0		14,2	—	0,0	0,0	5,8	6,8
Mai	22,6	0,0		0,0	—	0,0	0,0	17,9	6,5
Juin	24,6	0,0		0,0	—	0,0	0,0	19,3	6,7
Juillet	21,2	0,0		0,0	—	0,0	0,0	16,1	6,6
Août	20,5	0,0		0,0	—	0,0	0,0	15,4	6,5
Septembre	19,0	0,0		0,0	—	0,0	0,0	13,5	6,6
Octobre	19,6	0,0		0,0	—	0,0	0,0	14,4	6,3
Novembre	19,8	0,0		0,0	—	0,0	0,0	14,7	6,3
Décembre	21,8	0,0		0,0	—	0,0	0,0	16,7	4,6

¹ Avances à l'Etat belge. Au-delà du 28 janvier, les excédents de trésorerie du Fonds des Rentes furent prêtés à l'Etat belge sous la forme d'avances. Ces avances ont été accordées selon des modalités similaires à celles retenues dans la convention du 22 janvier 1991 sur les avances de l'Etat belge au Fonds des Rentes. Les excédents

de trésorerie du Fonds s'amenuisant au fur et à mesure de l'expiration de ses certificats, les avances à l'Etat belge prirent fin le 10 avril et cédèrent la place à des avances de l'Etat.

XIV - 10. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

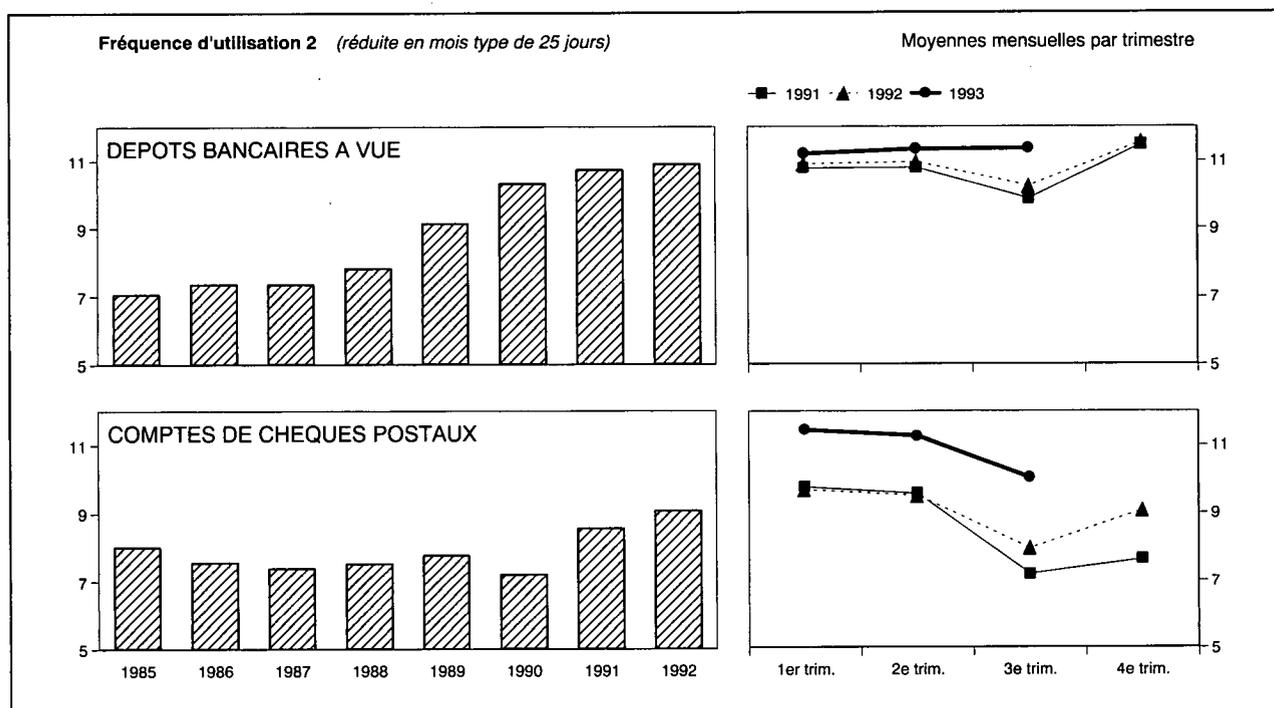
Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	156,2	193,9	263,7	302,1	316,9	346,4	401,7
Obligations organisations internationales	5,2	5,7	8,6	6,8	7,7	8,5	9,3
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	49,7	49,0	43,6	37,5	33,8	35,8	33,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,5	0,7
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,3	0,6	0,9	1,2	1,2	1,3
Actions sociétés belges	52,4	74,2	58,3	88,4	93,7	100,4	116,0
Immeubles	38,6	40,6	44,0	46,7	59,3	68,2	75,4
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédits	137,8	147,9	153,8	164,9	181,3	189,7	196,5
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,1	0,1	0,3	0,4	0,7	0,4	0,5
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	4,8	4,0	2,0	2,9	3,5	2,4	2,7
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,7	1,6	1,3	1,0	1,2	2,1	2,1
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	7,8	7,5	2,3	9,9	7,0	8,4	3,4
Certificats fonds communs de placement	0,8	0,9	1,1	2,3	1,7	1,2	1,8
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	8,5	7,0	10,3	10,1	16,5	20,3	21,6
Numéraire	2,6	8,0	13,8	9,1	9,2	16,5	16,6
Avances sur polices	11,3	11,3	12,1	10,8	10,8	10,8	11,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	15,4	17,6	21,4	23,7	24,2	27,0	29,4
Primes restant à encaisser	1,6	1,8	2,1	1,9	2,1	2,2	2,4
Créances sur intermédiaires	0,9	1,0	1,1	1,7	1,9	1,9	2,1
Total A ...	496,3	573,2	641,5	722,0	773,6	844,7	929,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2	4,9	8,1
Total B ...	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2	4,9	8,1
TOTAL GENERAL (A + B) ...	498,2	574,9	644,7	725,6	778,8	849,6	937,1
Encaissement affaires directes	59,2	68,4	81,4	89,5	98,6	103,8	112,6
Provisions techniques affaires directes	470,5	549,4	625,1	694,7	764,3	833,3	910,1

¹ Article 17, § 1, 1^o à 12^o de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XIV - 11. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OC ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OC ⁴
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1991	4.984,8	1.006,5	5.991,3	10,85	10,72	8,56
1992	5.106,0	1.016,8	6.122,8	11,09	10,90	9,07
1991 3 ^e trimestre	4.645,5	856,0	5.501,5	10,25	9,85	7,19
1991 4 ^e trimestre	5.345,7	849,9	6.195,6	11,62	11,47	7,64
1992 1 ^{er} trimestre	4.973,7	1.113,6	6.087,3	11,18	10,89	9,68
1992 2 ^e trimestre	5.314,5	1.165,6	6.480,1	10,82	10,95	9,51
1992 3 ^e trimestre	4.829,6	906,7	5.736,3	10,51	10,23	7,96
1992 4 ^e trimestre	5.306,3	881,1	6.187,4	11,86	11,54	9,08
1993 1 ^{er} trimestre	5.231,6	1.223,3	6.454,9	11,36	11,20	11,43
1993 2 ^e trimestre	5.585,9	1.237,5	6.823,4	11,19	11,34	11,25
1993 3 ^e trimestre	5.505,9	1.016,2	6.522,1	11,81	11,35	10,03
1992 Septembre	4.959,2	913,2	5.872,4	11,27	10,84	8,07
1992 Octobre	4.946,7	780,5	5.727,2	12,00	11,11	8,03
1992 Novembre	4.954,9	1.071,2	6.026,1	10,32	10,75	10,34
1992 Décembre	6.017,3	791,5	6.808,8	13,22	12,71	8,75
1993 Janvier	5.116,2	1.212,0	6.328,2	11,01	11,01	11,97
1993 Février	5.253,2	1.367,3	6.620,5	10,76	11,20	12,26
1993 Mars	5.325,3	1.090,6	6.415,9	12,30	11,39	10,08
1993 Avril	5.462,0	992,1	6.454,1	11,71	11,71	9,65
1993 Mai	5.435,3	1.596,7	7.032,0	10,13	11,01	13,58
1993 Juin	5.860,0	1.123,8	6.983,8	11,74	11,29	10,24
1993 Juillet	5.552,1	1.209,1	6.761,2	11,29	10,86	11,81
1993 Août	5.175,1	877,4	6.052,5	11,23	10,80	8,66
1993 Septembre	5.790,4	962,2	6.752,6	12,96	12,46	9,60

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'INS — Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XV. — ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

1. — AGREGATS MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	M1	Autres actifs à 1 an au plus ¹ auprès des intermédiaires financiers nationaux ²	M3	Certificats de Trésorerie et billets de trésorerie détenus par les sociétés ³ et les particuliers	M4
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)
1983	958,2	2.022,8	2.981,0	7,7	2.988,7
1984	937,9	2.210,8	3.148,7	6,6	3.155,4
1985	990,2	2.402,9	3.393,0	0,0	3.393,1
1986	1.073,0	2.753,0	3.826,0	3,5	3.829,5
1987	1.111,7	3.104,1	4.215,7	0,1	4.215,8
1988	1.185,6	3.357,5	4.543,1	0,0	4.543,1
1989	1.284,2	3.852,1	5.136,3	0,0	5.136,3
1990	1.301,9	4.065,0	5.366,9	0,1	5.367,0
1991 Mars	1.297,7	4.120,1	5.417,9	77,9	5.495,8
Juin	1.422,7	4.126,4	5.549,1	118,9	5.668,0
Septembre	1.311,3	4.211,2	5.522,5	176,9	5.699,4
Décembre	1.316,4	4.359,1	5.675,5	174,0	5.849,5
1992 Mars	1.340,2	4.428,1	5.768,3	169,5	5.937,8
Juin	1.463,2	4.508,5	5.971,8	184,7	6.156,5
Septembre	1.320,6	4.614,9	5.935,5	215,6	6.151,1
Décembre	1.336,0	4.956,9	6.293,0	181,8	6.474,8
1993 Mars	1.376,0	5.129,1	6.505,0	217,4	6.722,5
Juin	1.490,9	5.225,5	6.716,4	206,5	6.922,9
Septembre	1.355,0	5.418,6	6.773,6	194,3	6.967,9

¹ Durée à l'origine.

² Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

³ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XV - 2. — VENTILATION DE M1

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire ¹	Monnaie scripturale					Total	Total
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCP	Auprès des banques ²	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)
1983	390,2	0,2	73,5	383,4	37,2	73,7	568,0	958,2
1984 ³	385,3	0,4	60,0	374,2	40,1	77,9	552,6	937,9
1985	383,6	0,2	73,5	408,7	39,7	84,4	606,6	990,2
1986	403,6	0,2	81,1	450,9	44,4	92,8	669,4	1.073,0
1987	411,6	0,3	79,0	476,1	46,7	98,0	700,1	1.111,7
1988	415,6	0,2	79,3	517,2	59,6	113,6	770,0	1.185,6
1989	421,7	0,4	96,0	572,6	68,6	125,0	862,5	1.284,2
1990	413,2	0,3	93,7	580,9	73,5	140,2	888,7	1.301,9
1991 Mars	406,7	0,2	95,8	574,7	76,2	144,2	891,0	1.297,7
Juin	432,3	0,3	106,2	629,1	84,3	170,5	990,4	1.422,7
Septembre	411,6	0,2	91,2	580,0	78,6	149,6	899,7	1.311,3
Décembre	417,0	0,2	81,1	596,4	78,8	142,9	899,4	1.316,4
1992 Mars	405,3	0,2	95,8	610,1	80,8	147,8	934,8	1.340,2
Juin	426,7	0,2	104,5	662,1	89,6	180,1	1.036,5	1.463,2
Septembre	403,0	0,1	86,2	595,4	84,0	151,9	917,6	1.320,6
Décembre	412,7	0,0	77,4	846,0	.	.	923,3	1.336,0
1993 Mars	403,1	0,0	93,5	879,3	.	.	972,8	1.376,0
Juin	428,5	0,2	83,0	979,2	.	.	1.062,4	1.490,9
Septembre	408,1	0,0	79,5	867,4	.	.	946,9	1.355,0

¹ Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

² Ensemble des intermédiaires financiers à partir de fin 1992.

³ Des ruptures de séries, de faible ampleur, se sont produites en raison d'améliorations dans le recensement de certains encours.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	M1 ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)		(13) = (4) + (7) + (12)
1984	- 24,9	+ 222,1	+ 211,6	+ 408,7	- 9,4	+ 104,5	+ 95,1	- 1,6	+ 10,2	+ 14,5	+ 74,5	+ 97,6	+ 601,4
1985	+ 52,2	+ 223,7	+ 280,8	+ 556,7	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+ 18,4	+ 8,5	+ 5,0	+ 77,9	+ 109,8	+ 751,1
1986	+ 82,9	+ 415,0	+ 83,2	+ 581,0	+ 29,8	+ 112,7	+ 142,5	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+ 88,8	+ 159,5	+ 883,1
1987	+ 38,6	+ 359,3	+ 127,4	+ 525,3	+ 49,0	+ 88,9	+ 137,9	- 1,1	+ 19,9	+ 90,2	+ 121,0	+ 230,0	+ 893,2
1988	+ 73,9	+ 220,2	+ 269,2	+ 563,3	+ 33,3	+ 192,5	+ 225,8	+ 12,1	+ 6,0	+ 127,2	+ 239,5	+ 384,8	+ 1.174,0
1989	+ 98,6	+ 514,2	+ 146,5	+ 759,4	+ 108,8	+ 243,7	+ 352,5	- 7,8	- 3,7	+ 207,6	+ 183,0	+ 379,1	+ 1.491,0
1990	+ 17,7	+ 345,5	+ 626,8	+ 990,0	+ 70,4	- 53,8	+ 16,6	- 32,7	+ 5,1	+ 196,3	- 91,2	+ 77,5	+ 1.084,0
1991	+ 14,5	+ 467,7	+ 533,9	+ 1.016,1	+ 50,5	+ 46,4	+ 96,9	+ 7,6	+ 3,5	+ 184,7	+ 66,3	+ 262,1	+ 1.375,0
1992	- 20,3	+ 462,2	+ 511,9	+ 953,9	+ 164,4	- 27,2	+ 137,2	+ 7,6	+ 3,6	+ 226,5	- 10,6	+ 227,1	+ 1.318,2
1991 1 ^{er} trimestre	- 4,2	+ 92,5	+ 206,6	+ 294,9	+ 56,3	+ 21,1	+ 77,4	- 2,9	+ 3,0	+ 25,2	+ 113,7	+ 139,0	+ 511,3
2 ^e trimestre	+ 125,0	+ 69,6	+ 115,5	+ 310,1	- 31,0	+ 16,4	- 14,6	+ 31,9	- 2,3	+ 75,7	+ 39,9	+ 145,2	+ 440,6
3 ^e trimestre	- 111,4	+ 149,8	+ 84,4	+ 122,8	+ 17,6	- 20,6	- 3,0	- 12,2	+ 1,5	+ 27,2	+ 44,1	+ 60,6	+ 180,5
4 ^e trimestre	+ 5,1	+ 155,7	+ 127,4	+ 288,3	+ 7,6	+ 29,5	+ 37,1	- 9,2	+ 1,2	+ 56,6	- 131,4	- 82,8	+ 242,6
1992 1 ^{er} trimestre	+ 23,8	+ 97,6	+ 156,6	+ 278,0	+ 17,6	- 22,6	- 5,0	- 1,1	+ 0,5	+ 43,2	+ 109,5	+ 152,1	+ 425,1
2 ^e trimestre	+ 123,0	+ 98,6	+ 126,4	+ 348,0	+ 114,0	- 39,3	+ 74,7	+ 39,6	+ 2,3	+ 56,2	+ 11,8	+ 109,9	+ 532,7
3 ^e trimestre	- 142,6	+ 186,6	+ 67,7	+ 111,8	+ 98,7	- 10,6	+ 88,1	- 12,4	+ 1,0	+ 48,7	- 5,2	+ 32,1	+ 231,9
4 ^e trimestre	- 24,4	+ 79,3	+ 161,3	+ 216,1	- 65,8	+ 45,3	- 20,5	- 18,5	- 0,2	+ 78,3	- 126,7	- 67,1	+ 128,5
1993 1 ^{er} trimestre	+ 39,9	+ 197,0	*+ 21,3	*+ 258,2	- 3,5	- 1,7	- 5,2	+ 5,4	- 1,9	+ 87,7	*+ 134,7	*+ 225,9	+ 478,9
2 ^e trimestre	+ 115,0	+ 78,0	*+ 98,9	*+ 291,9	+ 162,3	+ 3,8	+ 166,1	+ 2,7	- 0,3	- 1,7	*- 77,1	*- 76,4	+ 381,6
3 ^e trimestre	- 136,0	+ 182,8	*+ 0,6	*+ 47,4	- 71,4	+ 72,2	+ 0,8	- 19,9	- 1,4	- 5,4	*+ 134,2	*+ 107,5	+ 155,7

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (1) du tableau XV-1.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (9).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (5).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (12).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (8).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

**XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge									En monnaies étrangères ³			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger			Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}	Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme ⁶	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁷	Total	Certificats de trésorerie	Billets de trésorerie	Autres actifs						(9) = (5) à (8)
(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)											
1984	+114,3	+ 56,3	+ 6,9	+ 1,0	+178,5	- 1,1	0,0	+ 44,6	+222,1	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+212,6	
1985	+162,0	+ 14,4	+ 26,7	+ 2,2	+205,2	- 6,6	0,0	+ 25,1	+223,7	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+218,2	
1986	+206,6	+ 95,1	+ 51,4	+ 7,0	+360,1	+ 3,5	0,0	+ 51,3	+415,0	- 0,4	+ 30,3	+ 29,8	+444,8	
1987	+224,2	+ 83,6	+ 18,3	+ 4,2	+330,3	- 3,5	0,0	+ 32,4	+359,3	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+408,3	
1988	+185,4	+ 26,7	+ 13,3	+ 1,7	+227,0	0,0	0,0	- 6,8	+220,2	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+253,5	
1989	+190,0	+169,7	+ 83,4	+ 2,7	+445,8	0,0	0,0	+ 68,5	+514,2	+ 62,0	+ 46,7	+108,8	+623,0	
1990	-258,3	+408,6	+ 90,2	-11,0	+229,5	+ 0,1	0,0	+115,9	+345,5	+ 2,7	+ 67,8	+ 70,4	+415,9	
1991	- 88,5	+222,2	+113,8	+ 5,7	+253,2	+161,9	0,0	+ 52,6	+467,7	+ 41,7	+ 8,8	+ 50,5	+518,2	
1992	- 72,5	+314,1	+ 90,8	+ 8,7	+341,0	+ 12,1	+ 5,3	+103,8	+462,2	+ 10,8	+153,6	+164,4	+626,6	
1991 1 ^{er} trimestre	-131,9	+ 85,0	+ 44,3	+ 2,3	- 0,4	+ 66,2	0,0	+ 26,7	+ 92,5	+ 46,0	+ 10,2	+ 56,3	+148,8	
2 ^e trimestre	+ 8,5	- 17,2	+ 22,3	+ 3,3	+ 16,8	+ 40,0	0,0	+ 12,7	+ 69,6	- 16,3	- 14,8	- 31,0	+ 38,6	
3 ^e trimestre	- 25,2	+ 84,3	+ 20,7	+ 1,2	+ 81,0	+ 59,5	0,0	+ 9,3	+149,8	+ 11,1	+ 6,5	+ 17,6	+167,5	
4 ^e trimestre	+ 60,2	+ 70,1	+ 26,5	- 1,0	+155,7	- 3,8	0,0	+ 3,8	+155,7	+ 0,9	+ 6,8	+ 7,6	+163,4	
1992 1 ^{er} trimestre	- 95,5	+121,7	+ 31,0	+ 4,2	+ 61,3	+ 6,7	0,0	+ 29,7	+ 97,6	- 13,8	+ 31,4	+ 17,6	+115,2	
2 ^e trimestre	+ 4,5	+ 48,2	+ 21,6	+ 7,3	+ 81,6	+ 16,0	0,0	+ 1,0	+ 98,6	+ 5,1	+108,9	+114,0	+212,6	
3 ^e trimestre	- 56,2	+131,2	+ 22,5	+ 3,4	+100,9	+ 29,3	+ 1,6	+ 54,9	+186,6	+ 16,7	+ 82,0	+ 98,7	+285,3	
4 ^e trimestre	+ 74,7	+ 13,1	+ 15,7	- 6,3	+ 97,2	- 39,9	+ 3,7	+ 18,3	+ 79,3	+ 2,9	- 68,7	- 65,8	+ 13,5	
1993 1 ^{er} trimestre	- 34,3	+ 79,7	+ 64,0	+32,9	+142,3	+ 34,3	+ 3,4	+ 17,1	+197,0	+ 1,7	- 5,2	- 3,5	+193,5	
2 ^e trimestre	+ 39,3	- 58,6	+ 42,7	+30,6	+ 53,9	- 18,2	+ 8,6	+ 33,7	+ 78,0	+ 33,6	+128,7	+162,3	+240,3	
3 ^e trimestre	- 82,2	+191,1	+ 70,1	-25,5	+153,5	- 8,4	- 6,6	+ 44,3	+182,8	+ 27,5	- 98,9	- 71,4	+111,3	

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds des Rentes, IRC.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Y compris les dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs belges et les dépôts en carnets non exonérés de précompte mobilier.

⁷ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁸ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme ⁴	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁵	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1983	1.246,6	544,0	91,8	10,7	1.893,1	129,7	2.022,8
1984	1.360,9	600,3	98,7	11,6	2.071,6	139,2	2.210,8
1985	1.522,9	614,7	125,3	13,8	2.276,8	126,1	2.402,9
1986	1.729,6	709,8	176,8	20,8	2.636,9	116,0	2.753,0
1987	1.953,8	793,4	195,0	25,1	2.967,3	136,8	3.104,1
1988	2.139,1	820,1	208,4	26,7	3.194,3	163,3	3.357,5
1989	2.329,1	989,8	291,7	29,5	3.640,0	212,1	3.852,1
1990	2.070,8	1.398,4	381,9	18,5	3.869,5	195,4	4.065,0
1991 Mars	1.938,9	1.483,3	426,2	20,7	3.869,2	251,0	4.120,1
Juin	1.947,3	1.466,1	448,6	24,0	3.886,0	240,4	4.126,4
Septembre	1.922,1	1.550,4	469,2	25,2	3.967,0	244,2	4.211,2
Décembre	1.982,3	1.620,6	495,7	24,2	4.122,7	236,4	4.359,1
1992 Mars	1.886,8	1.742,2	526,6	28,4	4.184,0	244,1	4.428,1
Juin	1.891,3	1.790,4	548,3	35,7	4.265,6	242,9	4.508,5
Septembre	1.835,2	1.921,5	570,8	39,1	4.366,5	248,4	4.614,9
Décembre	1.897,4	1.927,4	527,0	324,9	4.676,7	280,3	4.956,9
1993 Mars	1.863,1	2.035,0	591,0	357,8	4.846,9	282,1	5.129,1
Juin	1.902,4	1.976,4	633,7	388,4	4.900,9	324,6	5.225,5
Septembre	1.820,2	2.167,5	703,8	362,9	5.054,3	364,3	5.418,6

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

⁴ Y compris les dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs belges et les dépôts en carnets non exonérés de précompte mobilier.

⁵ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge					En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général (9) = (5) + (8)
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Dépôts	Autres actifs	Total	Obligations	Actions ⁷	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (2) + (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1984	+ 182,1	+ 20,1	+ 2,1	+ 7,3	+ 211,6	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 316,1
1985	+ 267,7	+ 2,6	+ 7,2	+ 3,3	+ 280,8	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 370,9
1986	+ 75,8	+ 8,7	- 0,5	- 0,9	+ 83,2	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 195,9
1987	+ 132,7	- 14,4	+ 7,3	+ 1,8	+ 127,4	+ 88,4	+ 0,5	+ 88,9	+ 216,3
1988	+ 268,8	+ 2,5	- 10,9	+ 8,8	+ 269,2	+ 211,0	- 18,5	+ 192,5	+ 461,7
1989	+ 99,5	+ 55,8	- 13,7	+ 5,0	+ 146,5	+ 165,6	+ 78,1	+ 243,7	+ 390,2
1990	+ 642,8	- 19,2	+ 0,1	+ 3,1	+ 626,8	- 34,5	- 19,3	- 53,8	+ 573,0
1991	+ 514,2	+ 4,0	+ 8,5	+ 7,2	+ 533,9	+ 40,4	+ 6,0	+ 46,4	+ 580,3
1992	+ 511,1	- 6,0	+ 3,8	+ 3,0	+ 511,9	- 24,4	- 2,8	- 27,2	+ 484,7
1991 1 ^{er} trimestre	+ 196,0	+ 5,4	+ 2,3	+ 3,0	+ 206,6	+ 3,2	+ 17,9	+ 21,1	+ 227,7
2 ^e trimestre	+ 106,2	+ 4,8	+ 0,9	+ 3,6	+ 115,5	+ 19,7	- 3,3	+ 16,4	+ 131,9
3 ^e trimestre	+ 84,6	- 3,3	+ 3,0	0,0	+ 84,4	- 19,2	- 1,4	- 20,6	+ 63,8
4 ^e trimestre	+ 127,4	- 2,9	+ 2,3	+ 0,6	+ 127,4	+ 36,7	- 7,2	+ 29,5	+ 156,9
1992 1 ^{er} trimestre	+ 148,5	+ 7,7	- 1,7	+ 2,1	+ 156,6	- 34,9	+ 12,3	- 22,6	+ 134,0
2 ^e trimestre	+ 131,6	- 6,7	+ 1,2	+ 0,3	+ 126,4	- 32,2	- 7,1	- 39,3	+ 87,1
3 ^e trimestre	+ 67,0	- 2,1	+ 3,0	- 0,1	+ 67,7	- 1,3	- 9,3	- 10,6	+ 57,1
4 ^e trimestre	+ 164,1	- 4,8	+ 1,3	+ 0,7	+ 161,3	+ 44,0	+ 1,3	+ 45,3	+ 206,6
1993 1 ^{er} trimestre	*+ 30,0	- 10,4	0,0	+ 1,7	*+ 21,3	+ 2,9	- 4,6	- 1,7	*+ 19,6
2 ^e trimestre	*+ 105,0	- 10,1	+ 4,0	0,0	*+ 98,9	+ 12,3	- 8,5	+ 3,8	*+ 102,7
3 ^e trimestre	*+ 16,0	- 11,5	- 3,4	- 0,5	*+ 0,6	+ 55,7	+ 16,5	+ 72,2	*+ 72,8

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds de logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.

**XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques ³		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ⁴		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1984	- 4,9	- 13,3	+ 68,4	+ 36,2	+ 61,9	+ 67,0	+ 46,0	+ 28,6	+ 158,2	+ 131,9	+ 290,0
1985	- 0,6	+ 12,3	+ 138,8	+ 43,6	+ 72,8	+ 86,8	+ 32,9	+ 35,0	+ 256,1	+ 165,5	+ 421,6
1986	+ 19,3	+ 8,3	+ 179,2	+ 9,7	+ 138,5	+ 16,9	+ 97,2	+ 0,3	+ 442,6	+ 27,0	+ 469,5
1987	+ 8,4	- 2,5	+ 204,5	+ 7,8	+ 87,7	+ 35,8	+ 97,2	+ 1,7	+ 395,3	+ 45,3	+ 440,7
1988	+ 3,2	+ 1,1	+ 158,5	- 0,5	+ 74,1	+ 60,6	+ 84,4	+ 21,1	+ 321,2	+ 81,2	+ 402,4
1989	+ 5,4	+ 17,5	+ 356,6 ⁵	+ 48,2 ⁵	+ 175,9	- 12,6	+ 51,1 ⁵	- 58,9 ⁵	+ 606,4	- 23,3	+ 583,1
1990	- 10,1	- 0,7	+ 185,8	+ 124,6	+ 9,9	+ 154,9	+ 65,0	+ 75,8	+ 249,9	+ 355,2	+ 605,1
1991	+ 2,9	- 11,8	+ 161,5	+ 104,0	+ 60,3	+ 100,6	+ 96,5	+ 57,9	+ 309,4	+ 262,5	+ 572,0
1992	- 3,8	- 4,5	+ 339,8	+ 186,7	.	.	.	.	+ 331,5	+ 186,7	+ 518,2
1991 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 2,1	+ 24,8	+ 58,2	+ 14,2	+ 52,8	+ 7,0	+ 30,3	+ 41,4	+ 141,3	+ 182,8
2 ^e trimestre	+ 25,2	+ 10,9	+ 36,7	+ 26,6	+ 24,9	+ 5,4	+ 27,9	+ 9,7	+ 125,5	+ 41,7	+ 167,3
3 ^e trimestre	- 21,0	- 14,8	+ 12,2	+ 16,5	- 11,7	+ 14,4	+ 16,0	+ 8,5	- 19,3	+ 39,4	+ 20,1
4 ^e trimestre	+ 5,3	- 10,0	+ 87,9	+ 2,7	+ 32,9	+ 27,9	+ 45,6	+ 9,4	+ 161,7	+ 40,1	+ 201,8
1992 1 ^{er} trimestre	- 9,8	+ 12,9	+ 13,4	+ 32,5	+ 32,7	+ 36,8	+ 22,0	+ 20,9	+ 71,2	+ 90,2	+ 161,3
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 9,3	+ 99,5	+ 28,4	+ 32,7	+ 7,5	+ 47,6	+ 3,7	+ 209,7	+ 39,6	+ 249,3
3 ^e trimestre	- 23,9	- 18,3	+ 15,9	+ 0,4	- 14,9	+ 17,1	+ 16,1	+ 8,6	- 25,1	+ 26,2	+ 1,1
4 ^e trimestre	+ 9,2	- 8,4	+ 75,0	+ 30,8	.	.	.	.	+ 75,7	+ 30,8	+ 106,5
1993 1 ^{er} trimestre	- 8,5	+ 15,2	+ 177,3	.	.	.	.	.	+ 183,9	.	.
2 ^e trimestre	+ 25,0	- 9,9	+ 187,4	.	.	.	.	.	+ 202,4	.	.
3 ^e trimestre	- 20,3	- 3,8	+ 69,1	.	.	.	.	.	+ 45,0	.	.

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de fin 1992.

⁴ Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁵ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques ²		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	375,0	88,9	1.362,2	375,3	748,4	968,5	406,6	368,1	2.981,0	1.711,8	4.692,9
1984 ⁴	370,1	75,6	1.435,5	411,5	814,9	1.032,5	452,6	396,7	3.148,7	1.840,6	4.989,4
1985	369,4	87,9	1.562,5	455,2	887,7	1.119,3	485,5	431,7	3.393,0	2.006,1	5.399,2
1986	388,8	96,2	1.732,2	464,9	1.026,2	1.136,2	582,6	432,0	3.826,0	2.033,1	5.859,1
1987	397,2	93,7	1.931,0	472,7	1.113,9	1.172,0	679,9	433,7	4.215,7	2.078,4	6.294,2
1988	400,4	94,8	2.095,7	472,1	1.188,0	1.232,7	764,3	454,9	4.543,1	2.159,7	6.702,8
1989	405,8	112,3	2.439,1 ⁵	520,3 ⁵	1.363,9	1.220,1	815,3 ⁵	395,9 ⁵	5.136,3	2.136,4	7.272,7
1990	395,7	111,5	2.605,5	644,9	1.373,8	1.374,9	880,3	471,8	5.366,9	2.491,5	7.858,4
1991 Mars	389,1	113,6	2.639,8	703,1	1.388,0	1.427,7	887,3	502,1	5.417,9	2.632,8	8.050,7
Juin	414,3	124,5	2.682,3	729,7	1.412,8	1.433,1	915,2	511,8	5.549,1	2.674,6	8.223,7
Septembre	393,3	109,7	2.687,1	746,2	1.401,2	1.447,5	931,2	520,3	5.522,5	2.714,0	8.236,5
Décembre	398,6	99,7	2.766,3	748,9	1.434,1	1.475,5	976,8	529,7	5.675,5	2.754,1	8.429,6
1992 Mars	388,8	112,7	2.801,3	781,3	1.466,8	1.512,3	998,8	550,6	5.768,3	2.844,2	8.612,5
Juin	409,5	122,0	2.894,4	809,8	1.499,5	1.519,8	1.046,4	554,2	5.971,8	2.883,8	8.855,6
Septembre	385,6	103,7	2.899,2	810,2	1.484,6	1.536,9	1.062,4	562,9	5.935,5	2.910,0	8.845,4
Décembre	394,8	95,3	5.803,0	2.926,2	.	.	.	.	6.293,0	2.926,2	9.219,2
1993 Mars	386,2	110,4	6.008,4	.	.	.	.	.	6.505,0	.	.
Juin	411,2	100,5	6.204,7	.	.	.	.	.	6.716,4	.	.
Septembre	390,8	96,7	6.286,0	.	.	.	.	.	6.773,6	.	.

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ensemble des intermédiaires financiers à partir de fin 1992.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Des ruptures de séries, de faible ampleur, se sont produites en raison d'améliorations dans le recensement de certains encours.

⁵ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI.1 — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES *

1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS² ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers				Engagements contractés principalement par des sociétés ² et entreprises individuelles							Total			
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires ³	Autres ⁴	Total	Actions	Obligations		Billets de Trésorerie (loi 22/7/91)	Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers belges		Autres engagements ⁵	Total	Total général	dont ⁷	
						Organismes publics d'exploitation ⁶	Sociétés privées		Crédits d'investissement et crédit-bail	Autres crédits				Franc belge	Monnaies étrangères ⁸
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (5) à (11)	(13) = (4) + (12)	(14)	(15)	
1985	23,5	22,7	2,9	49,1	12,9	-30,5	- 1,2	—	46,6	44,3	188,6	260,7	309,7	244,3	15,8
1986	30,7	54,2	- 1,6	83,4	21,7	-20,8	-13,3	—	72,7	26,0	127,6	214,0	297,3	258,4	14,4
1987	34,6	83,7	1,5	119,9	30,1	-45,7	-17,4	—	132,1	30,6	183,8	313,7	433,5	364,1	7,9
1988	31,2	99,3	- 0,2	130,3	45,8	-42,9	16,2	—	147,6	168,0	207,4	542,1	672,5	480,7	56,9
1989	31,7	141,8	6,1	179,7	93,0	-20,5	13,3	—	155,9	293,2	334,1	868,9	1.048,4	739,9	65,7
1990	31,0	99,5	4,6	135,1	16,2	-51,8	- 7,9	—	169,3	68,4	342,7	537,0	672,0	423,7	6,2
1991	25,0	76,0	4,3	105,3	36,8	-31,8	16,7	—	118,8	144,4	416,1	701,2	806,5	483,1	46,1
1992	21,4	105,3	1,4	128,2	11,0	- 7,2	2,4	11,1	124,6	51,6	376,4	570,0	698,2	329,9	26,8
1990 4 ^e trim.	- 2,2	32,4	4,2	34,4	5,2	-11,8	- 0,1	—	36,0	66,4	115,3	211,0	245,4	171,8	-10,1
1991 1 ^{er} trim.	- 4,3	21,4	- 1,0	16,1	5,2	- 6,1	4,4	—	23,9	53,9	82,2	163,5	179,6	81,7	27,9
2 ^e trim.	36,1	11,8	0,5	48,4	27,0	-21,6	4,2	—	36,4	32,3	152,9	231,2	279,6	184,3	18,0
3 ^e trim.	- 7,4	16,1	1,2	9,9	2,8	- 5,9	1,3	—	31,7	26,3	22,2	78,4	88,3	55,9	- 4,7
4 ^e trim.	0,6	26,7	3,6	30,9	1,8	1,9	6,8	—	26,8	32,0	158,8	228,1	259,0	161,2	4,9
1992 1 ^{er} trim.	1,0	18,0	- 0,1	18,9	3,9	- 7,6	0,1	—	32,7	- 3,9	41,3	66,5	85,4	16,3	3,6
2 ^e trim.	42,5	31,1	2,3	75,9	2,3	4,1	1,0	—	51,7	55,0	138,7	252,8	328,7	202,8	16,0
3 ^e trim.	-16,6	22,7	- 0,4	5,7	1,0	- 7,3	1,5	4,9	26,3	19,1	80,4	125,9	131,8	26,0	38,6
4 ^e trim.	- 5,5	33,5	- 0,3	27,7	3,8	3,6	- 0,2	6,2	13,9	-18,5	116,0	124,8	152,7	84,8	-31,4
1993 1 ^{er} trim. *	-30,0	-5,1	14,0	-21,1	0,5	- 3,1	- 1,5	1,4	48,0	-13,7	68,5	100,2	79,1	- 8,8	- 4,6
2 ^e trim. *	9,1	42,2	9,2	60,5	4,9	- 6,4	0,3	9,6	52,0	62,6	41,7	164,7	225,2	198,8	- 5,8
3 ^e trim. *	-12,4	57,0	-53,9	- 9,3	5,4	6,5	- 1,2	-6,7	-6,6	-87,6	63,9	-26,4	-35,7	-84,2	6,6

¹ La ventilation des crédits par secteur est élaborée depuis janvier 1993 telle que rapportée par les institutions de crédit contrairement à la période précédente où la sectorisation était déterminée selon la nature des crédits. A partir de 1993, les engagements des entreprises individuelles sont comprises dans les engagements des particuliers.

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note ⁵ du tableau XVI-3a.

⁴ Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

⁵ Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

⁶ Y compris les sociétés de logement.

⁷ Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁸ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e Année, n^{os} 7-8, juillet-août 1991.

XVI - 2a. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques ⁴		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers ³	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1985	0,0	-1,1	20,6	45,9	3,1	1,2	13,3	31,6	37,0	77,6
1986	0,0	2,4	31,5	55,6	13,6	17,7	29,2	9,3	74,3	85,0
1987	0,0	-0,7	41,9	98,1	15,7	11,7	59,1	19,2	116,7	128,3
1988	0,0	0,2	45,7	223,1	20,9	30,0	60,0	35,7	126,6	289,0
1989	0,0	2,1	93,0	348,0	- 5,8	44,1	89,3	42,9	176,5	437,1
1990	0,0	-3,6	43,4	77,6	34,6	51,3	58,1	55,8	136,1	181,1
1991	0,0	-2,2	39,4	159,6	31,6	38,3	29,2	45,3	100,2	241,0
1992	0,0	-0,2	48,4	65,0	38,8	51,1	37,0	40,2	124,2	156,1
1990 4 ^e trimestre	0,0	-1,5	3,9	50,0	8,5	18,1	20,4	19,3	32,8	85,9
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	-0,5	4,3	50,0	3,6	9,9	5,0	3,5	12,9	68,9
2 ^e trimestre	0,0	-1,6	28,1	32,6	13,8	14,9	5,6	11,3	47,5	65,7
3 ^e trimestre	0,0	-0,1	- 0,6	26,7	4,5	14,3	5,7	14,4	9,6	55,3
4 ^e trimestre	0,0	0,1	7,6	50,3	9,7	- 0,8	12,9	16,1	30,2	65,6
1992 1 ^{er} trimestre	0,0	0,1	3,9	4,8	8,9	7,8	3,8	10,0	16,6	22,7
2 ^e trimestre	0,0	0,0	43,4	56,9	12,8	29,3	19,1	8,1	75,3	94,3
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 4,3	33,3	9,0	- 4,9	0,8	13,8	5,5	42,2
4 ^e trimestre	0,0	-0,3	5,4	- 30,0	8,1	18,9	13,3	8,3	26,8	- 3,1
1993 1 ^{er} trimestre	0,0	0,1	-23,0	28,1	-	-	-	-	-23,0	28,2
2 ^e trimestre	0,0	0,0	60,2	120,1	-	-	-	-	60,2	120,1
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 9,0	-105,0	-	-	-	-	- 9,0	-105,0

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

⁴ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de 1993.

XVI - 2b. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG		Banques ³		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1984	0,0	3,8	226,9	1.130,7	241,5	223,0	320,4	506,5	788,8	1.864,0
1985	0,0	2,7	247,6	1.159,4	244,4	224,2	333,8	538,0	825,8	1.924,3
1986	0,0	5,1	279,2	1.199,0	258,0	241,8	363,0	547,4	900,2	1.993,3
1987	0,0	4,4	321,1	1.289,5	273,7	253,4	422,1	566,6	1.016,9	2.113,9
1988	0,0	4,6	366,7	1.525,9	294,6	283,5	482,1	602,3	1.143,4	2.416,3
1989	0,0	6,7	459,8	1.862,9	288,8	327,6	571,4	645,2	1.320,0	2.842,4
1990	0,0	3,2	503,2	1.915,9	323,4	378,9	629,5	701,0	1.456,1	2.999,0
1991	0,0	1,0	542,5	2.087,7	354,9	417,2	658,7	746,4	1.556,1	3.252,3
1992	0,0	0,8	591,0	2.151,1	393,7	468,2	695,7	786,6	1.680,4	3.406,7
1990 3 ^e trimestre	0,0	4,6	499,3	1.876,2	314,9	360,8	609,1	681,7	1.423,3	2.923,3
4 ^e trimestre	0,0	3,2	503,2	1.915,9	323,4	378,9	629,5	701,0	1.456,1	2.999,0
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	2,6	507,5	1.987,3	326,9	388,8	634,5	704,5	1.468,9	3.083,2
2 ^e trimestre	0,0	1,1	535,5	2.030,4	340,7	403,7	640,1	715,8	1.516,3	3.151,0
3 ^e trimestre	0,0	1,0	535,0	2.042,5	345,2	418,0	645,8	730,2	1.526,0	3.191,7
4 ^e trimestre	0,0	1,0	542,5	2.087,7	354,9	417,2	658,7	746,4	1.556,1	3.252,3
1992 1 ^{er} trimestre	0,0	1,1	546,4	2.106,0	363,8	425,0	662,5	756,4	1.572,7	3.288,5
2 ^e trimestre	0,0	1,1	589,9	2.153,1	376,6	454,2	681,6	764,5	1.648,1	3.372,9
3 ^e trimestre	0,0	1,1	585,6	2.168,0	385,6	449,3	682,4	778,3	1.653,6	3.396,7
4 ^e trimestre	0,0	0,8	591,0	2.151,1	393,7	468,2	695,7	786,6	1.680,4	3.406,7
1993 1 ^{er} trimestre	0,0	0,9	2.348,0	2.915,1	—	—	—	—	2.348,0	2.916,0
2 ^e trimestre	0,0	0,9	2.408,2	3.045,5	—	—	—	—	2.408,2	3.046,4
3 ^e trimestre	0,0	0,9	2.399,2	2.950,7	—	—	—	—	2.399,2	2.451,7

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de 1993.

XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS — VENTILATION PAR CREANCIER

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques ⁷	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ²	Banques ⁷	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sociétés de logement + Sécurité sociale ³	Total ⁴	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ⁶	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1985	17,0	3,4	3,1	23,5	3,7	- 1,4	8,4	12,0	22,6	5,4	0,9	1,8	2,7	0,4
1986	18,3	7,4	5,0	30,7	13,2	5,8	26,1	9,0	54,3	8,9	0,5	- 1,9	- 1,4	- 1,9
1987	17,6	9,2	7,7	34,5	24,2	5,9	50,6	3,0	83,8	5,1	0,7	0,8	1,5	4,4
1988	16,1	8,6	6,4	31,1	29,7	13,2	52,7	3,7	99,2	11,0	- 1,0	0,9	- 0,1	- 1,6
1989	22,4	1,1	8,2	31,7	70,6	- 7,7	75,5	3,1	141,8	16,9	0,7	5,4	6,1	6,2
1990	12,6	9,3	9,1	31,0	30,7	22,8	46,7	- 0,9	99,5	17,1	2,5	2,1	4,6	4,4
1991	12,0	10,3	2,7	25,0	27,3	20,7	22,9	5,1	75,1	7,8	0,6	3,7	4,3	1,4
1992	5,2	7,4	8,8	21,4	43,1	31,9	26,3	3,9	104,3		- 0,5	1,9	1,4	
1990 4 ^e trimestre ...	- 4,0	0,0	1,8	- 2,2	7,9	6,5	16,3	1,7	32,4		2,0	2,3	4,3	
1991 1 ^{er} trimestre ...	- 6,4	1,6	0,5	- 4,3	10,6	3,4	4,2	3,2	21,4		- 1,4	0,4	- 1,0	
2 ^e trimestre ...	26,6	7,7	1,8	36,1	1,5	5,7	3,7	0,9	11,8		0,3	0,1	0,4	
3 ^e trimestre ...	- 7,8	0,5	- 0,2	- 7,4	7,2	3,7	5,0	0,3	16,2		0,3	0,9	1,2	
4 ^e trimestre ...	- 0,4	0,5	0,6	0,6	8,0	7,9	10,0	0,7	26,6		1,4	2,3	3,7	
1992 1 ^{er} trimestre ...	- 2,6	2,0	1,7	1,0	6,5	5,8	3,3	2,3	17,9		1,1	- 1,2	- 0,1	
2 ^e trimestre ...	29,5	5,7	7,3	42,5	13,9	9,4	7,3	0,5	31,1		- 2,2	4,5	2,3	
3 ^e trimestre ...	- 15,4	- 0,9	- 0,4	- 16,6	11,1	7,7	3,8	- 0,2	22,8		2,2	- 2,6	- 0,4	
4 ^e trimestre ...	- 6,3	0,6	0,2	- 5,5	11,6	9,0	11,9	0,9	33,4		- 1,6	1,2	- 0,3	
1993 1 ^{er} trimestre . *	- 30,0	—	—	- 30,0	- 7,0	—	—	2,0	- 5,0		—	—	14,0	
2 ^e trimestre . *	9,1	—	—	9,1	42,0	—	—	0,2	42,2		—	—	9,2	
3 ^e trimestre . *	- 12,4	—	—	- 12,4	57,3	—	—	- 0,3	57,0		—	—	- 53,9	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

³ Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

⁴ Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

⁵ Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁶ Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

⁷ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de 1993.

**XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques ⁴	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Banques ⁴	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sociétés de logement + Sécurité sociale ²	Total (9) = (5) à (8)	p.m. Autres intermédiaires financiers ³	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total (13) = (11) + (12)	p.m. Autres intermédiaires financiers ³
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)		(10)	(11)	(12)		(14)
1984	111,4	32,1	12,1	155,6	115,5	207,3	301,4	333,6	957,8	159,0	2,1	6,9	9,0	21,6
1985	128,3	35,4	15,2	178,9	119,2	205,9	309,8	345,7	980,5	164,4	3,1	8,8	11,9	22,0
1986	146,6	42,8	20,2	209,6	132,5	211,6	335,9	354,7	1.034,7	173,3	3,6	6,8	10,4	20,1
1987	164,3	52,0	27,9	244,2	156,7	217,5	386,5	357,7	1.118,4	178,3	4,2	7,7	11,9	24,5
1988	180,4	60,7	34,3	275,4	186,4	230,7	439,2	361,4	1.217,7	189,3	3,1	8,5	11,6	22,9
1989	202,7	61,9	42,6	307,2	257,1	223,0	514,8	364,5	1.359,4	206,2	3,8	14,0	17,8	29,1
1990	215,2	71,2	51,7	338,2	287,9	245,8	561,6	363,5	1.458,9	223,3	6,3	16,1	22,4	33,6
1991	227,3	81,5	54,4	363,1	315,3	266,5	584,5	368,7	1.535,0	231,1	6,9	19,8	26,7	35,0
1992	232,5	88,9	63,2	384,5	358,5	298,4	610,7	372,7	1.640,3		6,4	21,8	28,1	
1990 3 ^e trimestre ...	219,2	71,2	49,9	340,3	280,1	239,3	545,3	361,8	1.426,4		4,3	13,9	18,2	
4 ^e trimestre ...	215,2	71,2	51,7	338,2	287,9	245,8	561,6	363,5	1.458,8	223,3	6,3	16,1	22,4	33,6
1991 1 ^{er} trimestre ...	208,9	72,8	52,2	333,8	298,6	249,2	565,8	366,7	1.480,3		4,9	16,5	21,4	
2 ^e trimestre ...	235,5	80,5	54,0	370,0	300,1	255,0	569,5	367,7	1.492,3		5,3	16,7	22,0	
3 ^e trimestre ...	227,7	81,0	53,8	362,5	307,3	258,6	574,5	368,0	1.508,4		5,5	17,6	23,1	
4 ^e trimestre ...	227,3	81,5	54,4	363,1	315,3	266,5	584,5	368,7	1.535,0	231,1	6,9	19,8	26,7	35,0
1992 1 ^{er} trimestre ...	224,6	83,5	56,1	364,2	321,8	272,3	587,8	371,0	1.552,9		8,0	18,6	26,6	
2 ^e trimestre ...	254,1	89,2	63,4	406,7	335,8	281,7	595,1	371,6	1.584,2		5,7	23,2	28,9	
3 ^e trimestre ...	238,7	88,3	63,0	390,0	346,9	289,4	598,8	371,8	1.606,9		7,9	20,5	28,5	
4 ^e trimestre ...	232,5	88,9	63,2	384,5	358,5	298,4	610,7	372,7	1.640,3		6,4	21,8	28,1	
1993 1 ^{er} trimestre . *	301,0	—	—	301,0	1.259,0	—	—	374,7	1.633,7		—	—	788,0	
2 ^e trimestre . *	310,1	—	—	310,1	1.301,0	—	—	374,9	1.675,9		—	—	797,2	
3 ^e trimestre . *	297,7	—	—	297,7	1.358,3	—	—	374,7	1.733,0		—	—	743,2	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

³ Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁴ Ensemble des intermédiaires à partir de 1993.

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUES ET CARTES DE CREDIT

1. Résultats généraux

Source : INS, Statistiques du commerce.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) ¹				Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs) ¹				Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)		
	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total	p.m. Cartes de banque et cartes de crédit ²	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Cartes de banque et cartes de crédit	Total	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (5) + (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)
1984 1 ^{er} semestre	1.322	720	2.042	4.157	80,3	86,9	9,5	176,7	27,9	31,5	59,4
2 ^e semestre	1.406	769	2.175	4.264	79,8	94,2	12,3	186,3	22,8	45,6	68,4
1985 1 ^{er} semestre	1.388	748	2.136	4.229	90,0	93,6	10,2	193,8	31,3	36,6	67,9
2 ^e semestre	1.369	800	2.169	4.336	95,3	102,1	14,4	211,8	29,1	48,4	77,5
1986 1 ^{er} semestre	1.468	782	2.250	4.478	108,2	107,2	12,7	228,1	41,1	48,6	89,7
2 ^e semestre	1.576	843	2.419	4.467	111,7	112,5	14,6	238,8	36,2	50,5	86,7
1987 1 ^{er} semestre	1.721	932	2.653	4.560	124,7	134,0	13,1	271,8	45,4	75,5	120,9
2 ^e semestre	1.756	925	2.681	4.699	130,4	129,8	16,4	276,6	40,2	44,5	84,7
1988 1 ^{er} semestre	1.769	996	2.765	4.799	143,8	152,9	16,5	313,2	52,4	82,9	135,3
2 ^e semestre	1.791	988	2.379	4.895	147,5	142,5	19,2	309,2	42,2	46,0	88,2
1989 1 ^{er} semestre	1.819	1.044	2.863	5.215	162,1	170,0	19,3	351,4	56,9	92,5	149,4
2 ^e semestre	1.728	1.022	2.750	5.527	166,2	159,8	22,4	348,4	47,8	47,2	95,0
1990 1 ^{er} semestre	1.789	1.039	2.828	5.727	183,9	185,0	22,1	391,0	63,5	96,4	159,9
2 ^e semestre	1.751	1.042	2.793	6.178	182,3	180,2	27,0	389,5	47,4	56,3	103,6
1991 1 ^{er} semestre	1.719	1.046	2.765	6.552	187,2	208,0	25,0	420,2	53,4	99,5	152,9
2 ^e semestre	1.748	1.039	2.787	6.719	185,9	200,5	28,5	414,9	47,1	62,3	109,4
1992 1 ^{er} semestre	1.806	1.088	2.894	7.052	197,0	232,9	25,3	455,2	62,0	108,2	170,2
2 ^e semestre	1.769	1.075	2.844	7.298	186,4	220,4	29,7	436,5	46,4	64,1	110,5
1993 1 ^{er} semestre	1.508	1.082	2.590	7.469	186,0	243,2	30,7	459,9	55,9	99,1	155,0

¹ A l'exclusion des arriérés.

² Nombre de cartes de banque et de cartes de crédit en circulation (y compris celles attribuées à des non-particuliers).

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUE ET CARTES DE CREDIT

2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées ¹ (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible ² des contrats visés à la colonne précédente (milliards de francs)	p.m. indice du nombre de consultations ³ 1988 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1988	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1992	268,0	305,8	221,2	23,0	95
1993	305,8	355,8	277,1	28,2	142
1991 3 ^e trimestre	234,6	260,9	187,5	17,6	98
4 ^e trimestre	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1992 1 ^{er} trimestre	250,0	281,4	202,8	19,7	103
2 ^e trimestre	255,8	288,8	207,9	20,7	103
3 ^e trimestre	260,3	295,7	213,7	21,5	106
4 ^e trimestre	268,0	305,8	221,1	23,0	95
1993 1 ^{er} trimestre	277,4	314,8	228,3	21,5	184
2 ^e trimestre	282,1	320,2	239,4	22,8	172
3 ^e trimestre	293,2	337,5	257,3	24,5	151
4 ^e trimestre	305,8	355,8	277,1	28,2	142
1992 Décembre	268,0	305,8	221,1	23,0	95
1993 Janvier	272,9	307,0	224,2	20,8	158
Février	275,7	311,5	226,3	21,1	168
Mars	277,4	314,8	228,3	21,5	184
Avril	276,0	311,2	230,7	22,3	159
Mai	278,4	314,9	233,5	22,4	163
Juin	282,1	320,2	239,4	22,8	172
Juillet	285,5	325,6	244,2	23,1	177
Août	287,9	329,2	248,9	23,6	144
Septembre	293,2	337,5	257,3	24,5	151
Octobre	298,6	345,3	263,7	25,5	154
Novembre	300,1	348,1	267,5	26,1	134
Décembre	305,8	355,8	277,1	28,2	142

¹ A l'exclusion des garants.

² Pour les contrats non résiliés, il s'agit des arriérés; pour les autres, il s'agit du montant exigible.

³ Moyenne mensuelle du nombre de consultations calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux^{1*}

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	43,6	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1991	64,9	8,5	11,6	19,3	104,3	130,8	18,5	13,2	45,9	208,4
1992	74,7	9,9	15,3	30,4	130,3	165,7	23,2	20,4	80,0	289,3
1993	74,7	11,0	17,3	29,2	132,2	179,7	28,5	26,1	82,9	317,2
1991 4 ^e trimestre	16,8	2,2	2,8	4,9	26,7	34,4	4,7	3,3	12,3	54,7
1992 1 ^{er} trimestre	19,8	2,5	4,4	10,2	36,9	43,3	5,6	5,6	26,3	80,8
2 ^e trimestre	19,5	2,6	4,1	8,1	34,3	44,0	6,4	5,3	21,4	77,2
3 ^e trimestre	17,7	2,3	3,6	7,6	31,2	39,3	5,2	4,9	20,5	69,9
4 ^e trimestre	17,5	2,5	3,2	4,6	27,8	39,1	5,9	4,5	11,7	61,2
1993 1 ^{er} trimestre	20,0	3,1	4,9	8,9	36,9	45,5	7,7	7,8	24,4	85,4
2 ^e trimestre	19,5	2,7	4,7	7,0	33,9	48,0	7,3	6,9	20,1	82,3
3 ^e trimestre	18,3	2,6	4,3	7,5	32,7	45,2	6,9	6,0	21,4	79,5
4 ^e trimestre	16,9	2,6	3,4	5,8	28,7	41,0	6,6	5,4	17,0	70,0
1992 Décembre	6,0	0,9	1,1	1,7	9,7	13,9	2,3	1,4	4,4	21,9
1993 Janvier	4,9	0,7	0,9	1,4	7,9	10,4	1,8	1,2	3,5	16,9
Février	5,6	0,8	1,3	1,8	9,5	12,6	2,0	2,3	4,9	21,8
Mars	9,5	1,6	2,7	5,7	19,5	22,5	3,9	4,3	16,0	46,7
Avril	6,8	0,9	1,8	3,1	12,6	16,3	2,4	2,7	8,8	30,2
Mai	5,7	0,8	1,4	1,9	9,8	14,2	2,3	2,0	5,6	24,1
Juin	7,0	1,0	1,5	2,0	11,5	17,5	2,6	2,2	5,7	28,0
Juillet	6,1	0,9	1,3	1,8	10,1	15,5	2,4	1,8	5,2	24,9
Août	5,2	0,7	1,3	2,2	9,4	12,8	2,0	1,8	6,7	23,3
Septembre	7,0	1,0	1,7	3,5	13,2	16,9	2,5	2,4	9,5	31,3
Octobre	6,4	0,9	1,3	2,3	10,9	15,3	2,3	2,1	6,5	26,2
Novembre	5,3	0,8	1,0	1,7	8,8	12,4	2,0	1,5	5,1	21,0
Décembre	5,2	0,9	1,1	1,8	9,0	13,3	2,3	1,8	5,4	22,8

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^o 1-2, juillet-août 1986.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

2. Inscriptions hypothécaires

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1991	33,7
1992	37,7
1993	39,5
1991 3 ^e trimestre	35,2
4 ^e trimestre	35,5
1992 1 ^{er} trimestre	33,0
2 ^e trimestre	39,4
3 ^e trimestre	39,3
4 ^e trimestre	39,1
1993 1 ^{er} trimestre	31,4
2 ^e trimestre	40,4
3 ^e trimestre	42,3
4 ^e trimestre	43,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Billets de trésorerie (loi 22/7/91)	Crédits							p.m. Crédits à l'étranger		
	Organismes publics d'exploitation ² et sociétés de logement	Sociétés privées		Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total ⁴	dont		Total	dont
										Monnaies étrangères ⁵	Monnaies étrangères ⁵		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) à (8)	(10)	(11)	(12)		
1985	-12,1	-1,2	—	41,6	5,1	- 0,1	- 9,6	54,1	91,1	16,5	-113,6	-121,7	
1986	- 9,2	-4,6	—	70,0	2,9	16,5	-16,2	25,8	98,8	23,4	- 38,9	- 46,5	
1987	-31,0	-3,3	—	117,8	14,3	-47,9	-13,0	91,4	162,8	14,5	- 21,2	- 34,0	
1988	-27,5	1,1	—	126,5	21,1	0,5	- 0,6	168,1	315,6	64,1	80,4	78,5	
1989	-11,9	-0,2	—	151,5	4,3	- 2,6	- 0,4	296,3	449,1	65,4	124,8	98,6	
1990	-51,3	-5,3	—	157,5	11,8	-17,6	- 8,6	94,5	237,6	8,2	18,5	20,2	
1991	-30,7	8,6	—	121,8	- 3,0	- 8,5	- 2,2	155,1	263,3	40,2	- 50,6	- 14,7	
1992	-20,6	0,1	0,5	127,8	- 3,3	-17,6	1,4	67,7	176,0	14,1	4,0	1,6	
1990 4 ^e trimestre	-14,7	-1,7	—	39,8	- 3,8	0,2	0,9	65,3	102,4	0,9	- 37,0	- 24,6	
1991 1 ^{er} trimestre	-20,2	5,2	—	25,5	- 1,6	2,4	- 0,1	51,6	77,8	30,6	41,5	50,7	
2 ^e trimestre	-12,3	0,9	—	36,1	0,3	4,1	- 1,1	29,3	68,7	16,7	26,7	1,5	
3 ^e trimestre	- 4,3	1,7	—	34,0	- 2,3	-16,8	- 0,9	43,9	57,9	- 8,0	- 34,7	- 7,3	
4 ^e trimestre	6,1	0,8	—	26,2	0,5	1,8	- 0,1	30,3	58,8	1,0	- 84,0	- 59,6	
1992 1 ^{er} trimestre	- 6,1	0,0	—	29,5	3,2	- 6,7	- 0,8	3,6	28,8	1,8	35,5	24,9	
2 ^e trimestre	-11,5	-0,8	—	51,0	0,7	4,8	- 1,1	51,2	106,6	0,3	- 8,8	- 9,0	
3 ^e trimestre	- 4,1	0,6	0,3	29,1	- 2,8	- 5,6	0,6	24,1	45,4	34,5	- 24,2	- 24,8	
4 ^e trimestre	1,1	0,3	0,2	18,2	- 4,3	-10,1	2,8	- 11,1	- 4,5	-22,5	1,5	10,5	
1993 1 ^{er} trimestre	0,9	-6,0	-0,2	48,0	0,0	-11,0	0,0	- 2,7	34,3	- 6,7	150,5	150,0	
2 ^e trimestre	0,0	3,2	2,3	51,0	1,0	- 2,6	0,0	65,2	114,6	- 3,5	30,9	23,4	
3 ^e trimestre	0,0	-9,1	-1,7	- 5,4	- 1,2	- 1,4	0,0	- 86,2	- 94,3	- 1,3	- 14,5	- 18,6	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Billets de trésorerie (loi 22/7/91)	Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation et sociétés de logement ²	Sociétés privées		Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total (9) = (3) à (8)	dont	Total	dont
										Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1984	273,4	49,8	—	610,7	20,8	202,8	148,1	558,2	1.540,6	199,1	1.017,9	954,5
1985	261,3	48,6	—	652,2	25,9	202,7	138,5	595,0	1.614,3	198,3	904,4	832,8
1986	252,1	44,0	—	722,2	28,7	219,3	122,2	604,8	1.697,2	205,7	865,5	786,3
1987	221,1	40,7	—	840,0	43,1	171,4	109,2	688,6	1.852,3	212,5	844,3	752,3
1988	193,5	41,7	—	966,5	64,1	171,8	108,6	870,0	2.181,1	289,9	924,8	830,7
1989	181,6	41,6	—	1.118,0	68,5	169,2	108,2	1.155,3	2.619,2	344,4	1.049,6	929,3
1990	130,4	36,2	—	1.275,6	80,2	151,6	99,6	1.225,3	2.832,3	328,0	1.068,1	949,4
1991	99,7	44,8	—	1.397,4	77,2	143,1	97,5	1.392,6	3.107,8	380,5	1.005,9	923,2
1992	79,0	44,9	0,5	1.525,2	73,9	125,6	98,9	1.458,8	3.282,4	393,0	1.009,9	924,8
1990 3 ^e trimestre	145,0	38,0	—	1.235,8	84,0	151,5	98,8	1.170,3	2.740,4	337,5	1.105,1	974,1
4 ^e trimestre	130,4	36,2	—	1.275,6	80,2	151,6	99,6	1.225,3	2.832,3	328,0	1.068,1	949,4
1991 1 ^{er} trimestre	110,2	41,4	—	1.301,1	78,6	154,0	99,5	1.298,3	2.931,5	380,0	1.109,5	1.000,2
2 ^e trimestre	97,9	42,3	—	1.337,2	78,9	158,1	98,4	1.338,1	3.010,7	407,1	1.136,2	1.001,7
3 ^e trimestre	93,6	44,1	—	1.371,2	76,7	141,3	97,6	1.367,4	3.054,2	384,5	1.101,5	994,4
4 ^e trimestre	99,7	44,8	—	1.397,4	77,2	143,1	97,5	1.392,6	3.107,8	380,5	1.005,9	923,2
1992 1 ^{er} trimestre	93,6	44,9	—	1.426,9	80,3	136,4	96,6	1.409,7	3.149,9	395,8	1.041,4	948,1
2 ^e trimestre	82,0	44,0	—	1.477,9	81,0	141,3	95,6	1.451,1	3.246,9	386,3	1.032,6	939,1
3 ^e trimestre	77,9	44,6	0,3	1.507,0	78,2	135,7	96,1	1.456,9	3.273,9	402,6	1.008,3	914,3
4 ^e trimestre	79,0	44,9	0,5	1.525,2	73,9	125,6	98,9	1.458,8	3.282,4	393,0	1.009,9	924,8
1993 1 ^{er} trimestre	* 78,3	7,5	0,3	1.547,0	19,0	56,0	81,0	1.127,0	2.830,0	440,0	811,4	676,2
2 ^e trimestre	* 78,3	10,6	2,6	1.598,0	20,0	53,4	81,0	1.202,5	2.955,0	446,8	842,2	699,6
3 ^e trimestre	* 78,3	1,5	0,9	1.592,6	18,8	52,0	81,0	1.126,6	2.870,9	455,8	827,7	681,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES⁶

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ³	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴				(12) = (10) + (11)	Monnaies étrangères^{4}
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1985	-10,0	-1,5	18,2	4,7	2,7	- 9,6	41,4	57,4	7,3	-10,6	-108,8	-119,4	-122,1
1986	-12,3	0,6	50,4	1,6	15,9	-16,2	15,6	67,3	8,7	11,1	- 56,6	- 45,6	- 51,3
1987	- 9,8	2,7	71,9	13,4	-47,5	-13,1	80,4	105,2	11,0	-24,0	- 7,6	- 31,7	- 40,5
1988	-13,0	1,7	77,1	19,7	- 0,1	- 0,7	138,1	234,4	63,8	- 1,2	81,6	80,5	78,1
1989	2,0	0,0	83,5	3,0	- 2,4	- 0,4	262,3	346,1	60,5	1,3	92,9	94,2	71,3
1990	-28,6	-4,1	67,8	10,5	-18,3	- 8,6	58,8	110,2	-27,4	5,2	4,3	9,6	15,4
1991	- 8,1	10,9	54,8	- 4,5	- 9,1	- 2,2	117,7	156,7	42,8	21,1	- 68,2	- 47,1	- 22,3
1992	- 3,0	-5,2	58,4	- 4,2	-18,6	1,5	36,1	73,1	-12,0	-23,1	39,3	16,4	14,3
1990 4 ^e trimestre ...	- 7,6	-2,3	20,1	- 3,7	0,1	0,9	42,6	59,9	- 7,0	-11,2	- 9,4	- 20,5	- 11,8
1991 1 ^{er} trimestre ...	- 9,2	5,5	18,4	- 2,1	1,8	- 0,1	35,8	53,8	16,6	3,0	35,0	38,0	44,6
2 ^e trimestre ...	- 3,4	3,2	13,5	0,0	4,1	- 1,1	16,4	32,8	23,6	8,3	8,4	16,7	- 1,9
3 ^e trimestre ...	- 0,2	2,2	13,6	- 2,3	-16,6	- 0,9	30,9	24,7	9,0	3,7	- 35,5	- 31,8	- 10,7
4 ^e trimestre ...	4,7	0,1	9,3	- 0,1	1,6	- 0,1	34,7	45,4	- 6,4	6,1	- 76,1	- 70,0	- 54,3
1992 1 ^{er} trimestre ...	0,2	0,1	17,6	3,0	- 6,6	- 0,8	- 8,7	4,5	- 6,3	-23,4	61,1	37,8	30,1
2 ^e trimestre ...	- 3,3	0,0	21,7	0,4	4,8	- 1,1	34,5	60,2	12,0	0,9	- 5,9	- 4,9	- 3,8
3 ^e trimestre ...	- 1,5	0,7	12,1	- 2,5	- 6,2	0,6	30,1	34,0	25,4	- 2,8	- 17,0	- 19,8	- 20,0
4 ^e trimestre ...	1,6	-6,0	7,1	- 5,1	-10,6	2,8	- 19,8	- 25,6	-43,1	2,2	1,1	3,3	8,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

⁶ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

XVI - 7b. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES⁶

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ³	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴				Monnaies étrangères ⁴
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1984	100,5	15,5	157,3	16,7	198,2	148,1	494,4	1.014,7	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9
1985	90,5	14,0	175,5	21,4	200,9	138,5	518,6	1.054,9	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8
1986	78,2	14,7	225,9	23,0	216,9	122,2	518,1	1.106,1	200,4	62,0	767,5	829,5	764,4
1987	68,4	17,4	297,8	36,5	169,4	109,2	590,8	1.203,7	205,6	37,9	759,8	797,7	723,9
1988	55,5	19,1	375,0	56,2	169,3	108,6	742,2	1.451,3	274,8	36,8	841,5	878,3	802,1
1989	57,5	19,0	458,4	59,2	167,0	108,2	993,5	1.786,3	322,5	38,1	934,4	972,5	873,5
1990	28,9	15,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.027,7	1.872,0	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991	20,8	25,9	581,0	65,1	139,7	97,5	1.157,7	2.041,0	351,2	64,3	859,0	923,3	854,9
1992	17,9	20,7	639,4	60,9	121,1	98,9	1.192,3	2.112,6	357,2	41,2	898,3	939,5	869,3
1990 3 ^e trimestre ...	36,5	17,3	506,1	73,4	148,6	98,8	995,5	1.822,4	314,0	54,4	948,1	1.002,5	900,7
4 ^e trimestre ...	28,9	15,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.027,7	1.872,0	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991 1 ^{er} trimestre ...	19,7	20,5	544,6	67,6	150,5	99,5	1.084,9	1.947,1	351,5	46,2	973,7	1.019,9	933,4
2 ^e trimestre ...	16,3	23,7	558,1	67,6	154,7	98,4	1.111,8	1.990,6	364,2	54,5	982,2	1.036,7	931,5
3 ^e trimestre ...	16,1	25,8	571,6	65,3	138,1	97,6	1.128,0	2.000,6	348,1	58,2	946,7	1.004,9	920,8
4 ^e trimestre ...	20,8	25,9	581,0	65,1	139,7	97,5	1.157,7	2.041,0	351,2	64,3	859,0	923,3	854,9
1992 1 ^{er} trimestre ...	21,0	26,0	598,6	68,1	133,1	96,6	1.162,5	2.058,9	363,4	40,9	920,1	961,0	885,0
2 ^e trimestre ...	17,7	26,0	620,2	68,5	137,9	95,6	1.187,2	2.109,4	352,1	41,8	914,2	956,0	881,2
3 ^e trimestre ...	16,2	26,6	632,3	66,0	131,7	96,1	1.199,1	2.125,2	369,1	39,0	897,2	936,2	861,3
4 ^e trimestre ...	17,9	20,7	639,4	60,9	121,1	98,9	1.192,3	2.112,6	357,2	41,2	898,3	939,5	869,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

**XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964⁷**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées ⁶	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1985	- 8,2	- 0,4	9,0	- 2,9	3,7	9,8	0,6	4,7	1,0
1986	- 1,9	- 3,8	18,1	0,4	6,4	24,9	- 0,1	3,0	2,0
1987	- 8,3	- 3,8	21,3	- 0,5	2,9	23,7	- 0,1	4,8	1,3
1988	- 10,9	0,2	28,6	0,2	12,0	40,7	4,1	- 0,5	0,4
1989	- 3,7	0,4	40,0	0,0	7,6	47,5	- 1,9	17,2	15,3
1990	- 6,5	- 0,8	40,6	0,6	17,5	58,6	2,0	5,5	2,5
1991	- 8,5	- 0,4	34,7	0,1	15,2	50,2	1,6	4,4	10,5
1992	- 5,4	4,0	32,2	0,4	19,8	52,4	1,4	- 18,5	20,0
1990 4 ^e trimestre	3,6	0,8	11,9	0,1	1,8	13,8	0,4	- 10,4	- 8,5
1991 1 ^{er} trimestre	- 5,2	- 0,2	9,0	0,2	5,9	15,2	1,4	3,1	2,8
2 ^e trimestre	- 0,2	- 0,4	8,9	0,1	6,6	15,6	4,4	6,3	6,0
3 ^e trimestre	- 3,3	- 0,4	8,5	- 0,3	9,8	18,0	- 0,7	- 0,1	3,0
4 ^e trimestre	- 2,9	0,6	8,3	0,1	- 7,1	1,4	- 3,5	- 4,9	- 1,4
1992 1 ^{er} trimestre	- 5,3	0,0	7,8	0,0	5,3	13,1	0,9	- 2,9	- 5,7
2 ^e trimestre	0,1	- 0,6	9,0	- 0,1	20,9	29,8	- 1,0	- 3,3	- 4,9
3 ^e trimestre	- 1,1	0,3	6,9	0,1	- 11,1	- 4,1	2,3	- 7,5	- 7,4
4 ^e trimestre	1,0	4,3	8,6	0,4	4,7	13,7	- 0,8	- 4,8	- 2,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁶ Y compris les billets de trésorerie.

⁷ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banque d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964⁶**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ⁵	Crédits d'investissement ³	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	
1984	73,5	25,8	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985	65,3	25,3	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986	61,8	21,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987	53,6	17,7	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988	42,7	17,9	177,4	1,2	44,3	222,9	4,6	27,2	15,3
1989	38,9	18,2	217,3	1,2	51,9	270,4	2,7	44,4	30,6
1990	32,5	17,4	257,8	1,8	69,4	329,0	4,7	49,8	33,1
1991	20,9	17,0	292,6	2,0	84,6	379,2	6,4	54,2	43,6
1992	15,6	21,0	324,8	2,3	104,4	431,5	7,8	35,7	23,6
1990 3 ^e trimestre	28,9	16,7	245,9	1,7	67,6	315,2	4,3	60,2	41,6
4 ^e trimestre	32,5	17,4	257,8	1,8	69,4	329,0	4,7	49,8	33,1
1991 1 ^{er} trimestre	27,3	17,2	266,9	2,0	75,4	344,3	6,1	53,0	35,9
2 ^e trimestre	27,1	16,8	275,8	2,1	81,9	359,8	10,6	59,3	42,0
3 ^e trimestre	23,8	16,4	284,3	1,8	91,7	377,8	9,9	59,1	45,0
4 ^e trimestre	20,9	17,0	292,6	2,0	84,6	379,2	6,4	54,2	43,6
1992 1 ^{er} trimestre	15,6	17,0	300,4	2,0	89,9	392,3	7,2	51,3	37,9
2 ^e trimestre	15,7	16,4	309,4	1,9	110,8	422,1	6,2	48,0	33,0
3 ^e trimestre	14,6	16,7	316,3	2,0	99,7	418,0	8,5	40,4	25,6
4 ^e trimestre	15,6	21,0	324,8	2,3	104,4	431,5	7,8	35,7	23,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

⁶ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

**XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC⁷**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation ²	Sociétés privées ⁶	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1985	7,1	0,7	14,7	0,0	9,0	23,8	8,4	1,1	- 0,4
1986	4,2	-1,4	2,5	0,1	3,8	6,6	- 4,7	3,6	2,8
1987	-12,3	-2,2	25,7	0,1	8,1	33,7	1,6	5,8	5,2
1988	- 4,0	-0,9	22,0	0,5	18,1	40,5	4,1	0,4	- 0,1
1989	-12,3	-0,5	29,7	-0,3	26,6	55,6	8,8	13,5	11,9
1990	-12,6	-0,4	50,5	0,1	18,1	68,9	1,0	3,5	2,3
1991	- 8,9	-1,9	33,8	0,4	22,2	56,4	2,6	- 7,8	- 2,8
1992	-12,1	1,8	38,0	0,6	11,8	50,6	5,1	6,5	7,2
1990 4 ^e trimestre	- 9,2	-0,2	7,7	0,0	20,9	28,7	1,0	- 6,0	- 4,3
1991 1 ^{er} trimestre	- 0,2	-0,1	- 1,5	0,4	9,9	8,8	2,1	0,4	3,4
2 ^e trimestre	- 0,6	-1,8	14,1	-0,2	6,4	20,3	10,0	3,6	- 2,6
3 ^e trimestre	- 0,8	-0,1	11,9	0,1	3,3	15,3	- 5,8	- 2,7	0,4
4 ^e trimestre	4,2	0,1	9,2	0,1	2,6	11,9	- 3,7	- 9,1	- 4,0
1992 1 ^{er} trimestre	- 1,1	-0,1	4,2	-0,1	7,0	11,1	2,2	0,7	0,5
2 ^e trimestre	- 8,4	-0,2	20,7	0,1	- 4,2	16,7	2,8	- 0,6	- 0,2
3 ^e trimestre	- 1,5	-0,1	9,8	0,5	5,0	15,4	- 3,1	3,1	2,6
4 ^e trimestre	- 1,2	2,2	3,3	0,1	4,0	7,4	3,2	3,0	4,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁶ Y compris les billets de trésorerie.

⁷ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC⁶**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation ²	Sociétés privées ³	Crédits d'investis- sment ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation (4)	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1984	95,7	8,5	357,1	0,5	44,6	402,3	1,2	8,5	6,0
1985	102,8	9,1	371,8	0,7	53,5	426,0	9,7	9,5	5,5
1986	107,0	7,8	374,3	0,9	57,4	432,6	4,9	13,1	8,3
1987	94,7	5,6	399,9	1,0	65,4	466,3	6,4	18,9	13,5
1988	90,7	4,8	422,0	1,4	83,5	506,9	10,6	19,3	13,4
1989	78,4	4,3	451,5	1,0	109,9	562,4	19,3	32,8	25,2
1990	65,8	3,8	502,1	1,1	128,1	631,3	20,3	36,3	27,5
1991	56,9	1,9	535,9	1,4	150,3	687,6	22,9	28,4	24,6
1992	44,7	3,7	574,0	2,1	162,1	738,2	28,1	34,7	31,9
1990 3 ^e trimestre	75,0	4,0	494,3	1,1	107,2	602,6	19,2	42,3	31,8
4 ^e trimestre	65,8	3,8	502,1	1,1	128,1	631,3	20,3	36,3	27,5
1991 1 ^{er} trimestre	60,6	3,7	500,7	1,5	138,0	640,2	22,4	36,6	30,9
2 ^e trimestre	53,5	1,9	514,7	1,3	144,4	660,4	32,4	40,3	28,2
3 ^e trimestre	52,7	1,8	526,7	1,4	147,7	675,8	26,6	37,5	28,6
4 ^e trimestre	56,9	1,9	535,9	1,4	150,3	687,6	22,9	28,4	24,6
1992 1 ^{er} trimestre	55,8	1,8	540,1	1,4	157,3	698,8	25,1	29,1	25,1
2 ^e trimestre	47,5	1,6	560,8	1,5	153,1	715,4	28,0	28,5	24,9
3 ^e trimestre	45,9	1,5	570,7	2,0	158,1	730,8	24,9	31,7	27,4
4 ^e trimestre	44,7	3,7	574,0	2,1	162,1	738,2	28,1	34,7	31,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

⁶ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS¹ A L'ÉGARD DE L'ÉTRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Billets de trésorerie (loi 22/7/91)	Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont ³ :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation ¹	Sociétés privées					Franc belge	Monnaies étrangères ⁴
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1985	27,8	13,8	12,1	- 5,8	2,1	—	3,9	15,3	69,2	11,1	- 0,7
1986	23,5	-10,5	28,8	- 4,9	0,6	—	2,6	13,9	54,0	35,3	- 9,1
1987	58,2	11,0	23,8	- 6,3	7,5	—	0,2	21,6	116,0	37,4	- 6,7
1988	115,8	40,4	17,9	- 0,2	2,4	—	2,9	14,3	193,5	37,6	- 7,1
1989	128,8	95,8	30,6	-10,1	0,0	—	11,9	58,0	315,0	48,3	0,2
1990	130,1	92,2	28,1	-10,1	3,0	—	14,9	30,5	288,7	46,7	- 1,9
1991	196,2	88,6	18,9	- 3,1	9,0	—	12,7	28,3	350,6	37,4	5,5
1992	252,3	33,2	24,3	14,4	9,3	8,7	10,8	44,5	397,5	36,4	12,8
1990 4 ^e trimestre	27,6	52,6	9,0	- 1,8	1,0	—	4,3	-23,6	69,1	- 9,3	-10,8
1991 1 ^{er} trimestre	36,8	29,5	0,5	- 1,9	1,5	—	3,9	21,3	91,6	18,3	- 2,9
2 ^e trimestre	66,7	22,1	6,3	- 0,2	4,7	—	2,6	25,2	127,4	28,7	1,3
3 ^e trimestre	21,7	4,8	8,2	- 0,1	2,8	—	4,0	-10,8	30,6	-12,7	3,3
4 ^e trimestre	71,0	32,2	3,9	- 0,9	0,0	—	2,2	- 7,4	101,0	3,1	3,8
1992 1 ^{er} trimestre	46,4	5,9	2,9	1,9	0,1	—	4,2	9,3	70,7	6,6	1,0
2 ^e trimestre	35,3	73,1	9,0	15,2	-2,5	—	2,7	2,7	135,5	11,5	16,5
3 ^e trimestre	60,9	2,0	3,1	- 1,0	7,6	3,3	1,5	15,1	92,5	14,7	3,2
4 ^e trimestre	109,7	-47,8	9,3	- 1,7	4,1	5,4	2,4	17,4	98,8	3,6	- 7,9
1993 1 ^{er} trimestre	* 66,5	3,7	11,2	- 2,0	-1,5	0,1	0,8	24,3	103,2	8,4	2,1
2 ^e trimestre	* 43,3	20,2	11,6	3,9	0,0	3,3	2,6	-23,1	61,9	25,1	1,4
3 ^e trimestre	* 34,1	6,9	14,3	9,2	-0,8	-0,8	3,6	12,4	78,9	23,5	14,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 11. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1989	1990	1991	1992	1989	1990	1991	1992
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	103,2	106,0	110,8	114,5	70,0	73,9	80,1	85,0
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	51,7	49,0	44,8	30,0	17,1	13,2	13,2	13,1
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	262,2	276,9	282,2	287,0	129,0	139,1	140,9	149,0
Textile, habillement et cuir	146,5	156,2	157,0	154,6	82,9	89,9	94,6	96,4
Industrie chimique ⁴	374,8	375,8	357,6	342,0	130,7	147,5	144,9	135,4
Métallurgie de base	168,0	172,3	176,9	171,0	70,4	63,9	77,5	81,1
Fabrications métalliques	577,2	537,8	569,4	588,9	261,6	242,2	263,5	278,0
Produits minéraux non métalliques et bois	172,0	177,2	184,4	194,7	101,3	96,9	104,2	112,6
Papier, carton et imprimerie	95,6	104,1	114,0	119,1	55,9	59,5	64,3	64,0
Pétrole	133,1	135,0	125,0	128,3	22,3	30,6	18,3	16,8
Diamant et orfèvrerie	61,5	56,7	67,3	75,3	36,2	38,5	45,0	50,4
Autres	4,7	4,8	5,4	5,1	2,5	3,4	3,8	3,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	216,7	273,9	302,8	348,2	137,5	179,1	215,0	251,4
Production et distribution d'énergie et d'eau ...	156,5	137,3	119,5	111,7	91,8	78,3	78,4	68,4
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	183,0	184,5	189,9	198,7	106,3	109,4	110,7	111,3
Commerce de détail	237,8	258,4	280,8	296,4	166,4	176,9	200,6	221,6
Transports, entrepôts et communications	282,5	346,5	351,8	330,4	177,8	235,5	242,2	244,2
Services financiers ⁵	491,9	512,7	503,0	524,3	215,7	204,8	230,4	263,7
Autres services aux entreprises ⁶	206,8	331,2	336,9	372,8	124,8	209,4	206,5	230,3
Autres services aux particuliers ⁷	228,9	305,1	341,8	403,5	231,8	256,9	290,9	344,2
Total ...	4.205,1	4.501,4	4.621,3	4.796,5	2.232,0	2.448,9	2.625,0	2.820,4

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE
PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE,
LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

2. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1989	1990	1991	1992	1989	1990	1991	1992
Communauté Economique Européenne	1.182,4	1.240,4	1.362,4	1.333,6	398,7	460,8	502,9	475,5
Royaume-Uni	548,5	538,9	617,9	616,1	120,7	102,7	110,6	116,9
Allemagne	120,9	152,7	161,0	123,3	46,5	62,8	87,8	52,0
France	79,7	98,4	107,4	119,8	34,8	42,9	43,3	52,2
Pays-Bas	140,7	159,5	162,2	166,0	50,1	72,5	78,1	77,1
Italie	77,0	86,8	107,6	90,7	36,3	50,0	63,1	67,0
Luxembourg	66,4	54,0	56,4	65,1	14,3	15,0	29,7	14,2
Danemark	25,3	27,4	29,8	10,7	8,7	22,0	9,5	6,4
Irlande	3,2	11,5	12,9	19,9	1,1	6,8	6,1	13,6
Grèce	4,2	3,3	4,0	8,9	2,9	2,5	2,7	4,1
Espagne	82,8	78,0	67,6	71,0	63,5	64,9	51,8	46,4
Portugal	33,7	29,9	35,6	42,1	19,8	18,6	20,2	25,6
Autres pays d'Europe	139,3	106,4	98,3	129,4	50,5	47,6	47,4	72,8
dont : Suisse	80,6	58,6	46,7	50,6	21,1	22,4	17,8	21,4
Norvège	5,0	5,2	5,8	7,3	2,2	1,9	4,1	4,5
Suède	17,5	11,5	14,4	36,7	8,4	6,3	7,4	27,2
Etats-Unis et Canada	449,8	397,7	409,2	442,4	118,0	132,0	142,2	155,0
Pays exportateurs de pétrole	61,4	49,1	65,3	72,2	41,7	34,2	40,8	47,5
Autres pays de l'hémisphère occidental	165,2	153,7	129,7	148,4	86,2	74,1	64,4	69,6
dont : Brésil	36,0	23,8	20,0	29,7	14,9	9,2	9,1	10,2
Mexique	25,9	23,1	21,3	21,6	20,9	15,1	15,3	17,1
Autres pays d'Afrique	53,4	48,4	39,5	35,6	36,2	32,3	24,5	26,4
dont : Afrique du Sud	4,0	2,7	1,8	1,7	3,3	1,9	1,3	1,0
Zaïre	24,1	26,0	19,2	16,0	14,7	15,0	10,7	12,4
Australie et Nouvelle-Zélande	111,1	65,6	31,7	31,6	72,2	45,7	11,7	8,1
Autres pays d'Asie	162,9	128,0	132,7	142,8	78,5	49,9	46,3	58,4
dont : Japon	47,3	16,7	14,3	14,5	28,3	6,7	6,0	7,0
Total ...	2.325,5	2.189,3	2.268,8	2.336,0	882,0	876,6	880,2	913,3

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

XVII. — MARCHÉ DES CAPITAUX

1. — OBLIGATIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN EMISES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

	Pouvoir fédéral		Communa- nautés et Régions	Autres administrations fédérales, communautaires ou régionales ¹		Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total	dont : Non accessibles à tout placeur
	Obligations linéaires	Autres		Obligations linéaires ²	Autres				
A. — Emissions brutes									
1985	0,0	720,0	0,0	0,0	42,6	40,0	2,2	804,8	139,3
1986	0,0	400,9	0,0	0,0	47,1	20,0	0,0	468,0	93,3
1987	0,0	604,4	0,0	0,0	105,8	22,6	9,5	742,0	176,6
1988	0,0	639,1	0,0	0,0	70,5	26,2	14,2	750,0	92,8
1989	81,8	474,3	0,0	0,0	68,1	5,6	0,0	629,8	84,4
1990	273,0	245,1	0,0	0,0	77,8	15,0	0,0	610,9	94,4
1991	935,0	224,5	0,0	0,0	64,7	0,0	0,0	1.224,2	61,2
1992	937,5	144,5	6,0	25,1	44,6	25,0	27,0	1.209,7	102,7
1991 4 ^e trimestre	103,3	41,3	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	146,6	2,3
1992 1 ^{er} trimestre	153,6	62,0	0,0	0,0	11,0	0,0	11,0	237,6	22,0
2 ^e trimestre	199,5	58,5	0,0	3,5	12,9	25,0	0,0	299,4	38,0
3 ^e trimestre	115,4	0,0	0,0	3,0	9,5	0,0	0,0	127,9	9,5
4 ^e trimestre	469,0	24,0	6,0	18,6	11,2	0,0	16,0	544,8	33,2
1993 1 ^{er} trimestre	253,1	63,0	0,0	12,4	0,4	0,0	0,0	328,9	0,6
2 ^e trimestre	411,2	251,8	0,0	8,2	5,3	9,5	0,0	686,0	14,8
3 ^e trimestre	253,2	0,0	0,0	5,1	9,5	0,0	0,0	267,8	9,5
B. — Emissions nettes									
1985	0,0	474,0	0,0	0,0	159,9	36,5	- 1,3	669,1	231,3
1986	0,0	178,2	0,0	0,0	44,8	12,9	- 5,3	230,6	5,3
1987	0,0	293,5	0,0	0,0	84,7	2,4	- 5,4	375,3	21,0
1988	0,0	379,4	0,0	0,0	56,3	24,3	7,4	467,6	24,5
1989	81,8	81,0	0,0	0,0	41,2	- 2,7	- 8,2	193,1	8,8
1990	273,0	34,5	0,0	0,0	82,6	13,1	-10,3	392,9	39,3
1991	935,0	- 419,6	0,0	0,0	43,3	- 41,8	- 7,0	510,0	- 45,8
1992	937,5	- 401,7	6,0	25,1	26,2	22,6	21,0	636,8	46,4
1991 1 ^{er} trimestre	340,7	- 252,2	0,0	0,0	22,5	0,4	- 4,5	106,9	- 41,6
2 ^e trimestre	382,1	- 190,7	0,0	0,0	17,3	- 0,1	0,0	208,6	17,2
3 ^e trimestre	108,9	- 5,1	0,0	0,0	2,1	- 40,0	- 1,4	64,5	- 8,9
4 ^e trimestre	103,3	28,4	0,0	0,0	1,4	- 2,2	- 1,0	129,9	- 12,6
1992 1 ^{er} trimestre	153,6	- 48,6	0,0	0,0	7,8	0,0	6,4	119,3	4,4
2 ^e trimestre	199,5	- 125,5	0,0	3,5	5,3	25,0	0,0	107,8	26,3
3 ^e trimestre	115,4	- 48,8	0,0	3,0	8,4	0,0	- 1,4	76,6	- 1,4
4 ^e trimestre	469,0	- 178,8	6,0	18,6	4,7	- 2,4	16,0	333,1	17,2
C. — Encours à fin de période³									
1983	0,0	1.845,3	0,0	0,0	96,2	48,6	54,0	2.044,1	279,4
1984	0,0	2.082,3	0,0	0,0	130,5	77,1	51,8	2.341,7	400,0
1985	0,0	2.689,2	0,0	0,0	157,5	113,6	50,6	3.010,8	631,4
1986	0,0	2.873,9	0,0	0,0	195,8	126,5	45,2	3.241,4	636,7
1987	0,0	3.200,5	0,0	0,0	251,3	128,9	39,8	3.620,5	661,5
1988	0,0	3.615,1	0,0	0,0	272,6	153,2	47,2	4.088,1	686,1
1989	81,8	3.745,3	0,0	0,0	264,6	150,5	38,9	4.281,2	694,8
1990	354,8	3.831,8	0,0	0,0	310,3	148,6	28,6	4.674,2	734,0
1991 Mars	695,5	3.584,2	0,0	0,0	328,2	149,1	24,1	4.781,1	557,9
Juin	1.077,6	3.393,5	0,0	0,0	345,6	149,0	24,1	4.989,7	575,1
Septembre	1.186,5	3.388,5	0,0	0,0	347,7	109,0	22,7	5.054,3	566,3
Décembre	1.289,8	3.416,8	0,0	0,0	349,1	106,8	21,7	5.184,2	553,7
1992 Mars	1.443,3	3.368,4	0,0	0,0	356,9	106,8	28,1	5.303,4	558,0
Juin	1.646,4	3.242,7	0,0	0,0	362,3	131,8	28,1	5.411,3	584,4
Septembre	1.764,7	3.197,1	0,0	0,0	367,6	131,8	26,6	5.487,9	583,0
Décembre	2.252,3	3.043,3	6,0	0,0	372,3	104,4	42,6	5.821,0	600,2

¹ Inclut les dettes émises par d'autres secteurs, mais dont la charge, en capital et en intérêts, incombe au pouvoir fédéral, communautaire ou régional.

² Intérêts capitalisés et remboursements d'impôts réglés sous la forme d'obligations linéaires, qui n'influencent pas le solde net à financer officiel du Trésor.

³ La variation d'encours ne correspond pas nécessairement au volume des émissions nettes de la période en raison des reprises de dettes d'autres pouvoirs publics par le pouvoir fédéral et des régularisations d'intérêts.

XVII - 2. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN PAR SECTEUR EMETTEUR¹

(milliards de francs)

	Pouvoirs publics ²	Banques	Banques d'épargne	Etablissements de crédit du secteur public		Organismes publics d'exploitation ³	Sociétés privées	Non-résidents	Total	dont :
				Emis au robinet	Autres					Non accessibles à tout placeur
A. — Emissions nettes										
1984	297,6	36,0	26,2	85,3	- 14,1	2,0	5,1	15,6	453,7	108,9
1985	669,1	38,3	34,3	102,8	- 6,8	- 25,0	- 1,2	45,5	857,0	216,5
1986	230,6	9,3	0,4	24,5	- 6,5	- 14,0	- 13,3	61,7	292,7	- 27,3
1987	375,3	7,8	4,2	36,9	- 15,1	- 37,8	- 22,6	57,6	406,3	35,8
1988	467,6	9,7	22,4	62,0	- 0,8	- 39,7	16,2	9,6	546,9	19,0
1989	193,1	54,1	- 49,1	- 2,2	- 32,0	- 10,5	13,3	40,9	207,6	30,6
1990	392,9	121,2	77,5	160,7	- 16,9	- 43,2	- 7,9	98,2	782,4	54,2
1991	510,0	106,3	51,2	102,6	- 0,1	- 26,5	7,5	96,6	847,6	- 159,8
1992	636,5	105,1	38,9	91,3	- 2,0	- 16,9	3,8	116,6	973,3	91,6
1991 1 ^{er} trimestre	106,9	58,9	28,4	59,6	0,0	- 4,2	3,2	15,2	268,0	- 180,4
2 ^e trimestre	208,6	29,2	7,3	10,4	0,0	- 21,5	2,6	25,7	262,4	11,6
3 ^e trimestre	64,5	17,7	7,4	12,5	0,3	- 5,7	0,6	21,9	119,2	- 14,5
4 ^e trimestre	129,9	0,4	8,1	20,1	- 0,4	4,9	1,2	33,7	197,9	- 15,6
1992 1 ^{er} trimestre	118,9	45,1	19,9	33,3	0,1	- 5,3	0,1	18,5	230,5	- 3,3
2 ^e trimestre	107,8	24,0	3,9	14,8	- 2,0	- 11,2	1,0	30,5	168,9	16,7
3 ^e trimestre	76,6	19,4	7,7	20,8	0,0	- 5,6	1,5	8,9	129,4	- 0,9
4 ^e trimestre	333,1	16,7	7,4	22,4	- 0,1	5,1	1,2	58,7	444,5	79,1
B. — Encours à fin de période										
1983	2.044,1	349,5	310,3	992,2	94,4	397,5	186,6	108,7	4.483,2	486,6
1984	2.341,7	385,5	336,5	1.077,5	80,3	399,4	191,7	124,3	4.936,9	604,0
1985	3.010,8	423,8	370,8	1.180,3	73,5	374,4	190,4	169,9	5.793,9	820,6
1986	3.241,4	433,1	371,2	1.204,8	67,0	360,5	177,1	231,6	6.086,6	811,4
1987	3.620,5	440,9	375,4	1.241,7	51,9	322,6	154,5	289,2	6.496,7	811,9
1988	4.088,1	450,6	397,8	1.303,7	51,1	282,9	170,7	298,8	7.043,6	819,0
1989	4.281,2	504,7	348,7	1.301,5	19,1	272,3	184,0	339,7	7.251,2	828,9
1990	4.674,2	625,9	426,1	1.462,2	2,2	229,1	176,1	437,9	8.033,6	876,9
1991 Mars	4.781,1	684,8	454,5	1.521,8	2,2	225,0	179,2	453,1	8.301,7	695,2
Juin	4.989,7	714,0	461,8	1.532,2	2,2	203,5	181,8	478,8	8.564,1	703,8
Septembre	5.054,3	731,8	469,2	1.544,7	2,5	197,8	182,4	500,7	8.683,4	687,6
Décembre	5.184,2	732,2	477,3	1.564,8	2,1	202,6	183,6	534,4	8.881,2	698,5
1992 Mars	5.303,1	777,2	497,2	1.598,1	2,2	197,3	183,7	552,9	9.111,7	694,3
Juin	5.410,9	801,2	501,1	1.612,9	0,2	186,1	184,8	583,4	9.280,6	708,3
Septembre	5.487,5	820,7	508,8	1.633,7	0,2	180,6	186,3	592,3	9.410,1	707,4
Décembre	5.820,6	837,3	516,2	1.656,1	0,1	185,8	187,5	651,0	9.854,6	786,5

¹ Y compris, dans la mesure où elles ont pu être recensées, les obligations en franc luxembourgeois.

² Cf. tableau XVII-1.

³ Y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses.

**XVII - 3. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN :
EMISSIONS NETTES ET ACQUISITIONS NETTES PAR LES PARTICULIERS ET LES SOCIETES¹**

(milliards de francs)

Emetteurs	Pouvoirs publics		Etablissements de crédit		Autres résidents		Non-résidents		Total	
	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés
1984	297,6	48,2	133,4	129,8	7,1	- 0,2	15,6	4,2	453,7	182,1
1985	669,1	93,4	168,6	158,3	-26,3	-15,3	45,5	31,3	857,0	267,7
1986	230,6	37,8	27,7	27,4	-27,3	-16,8	61,7	27,3	292,7	75,8
1987	375,3	93,6	33,8	38,0	-60,4	-24,5	57,6	25,5	406,3	132,7
1988	467,6	178,2	93,3	92,1	-23,6	- 1,8	9,6	0,3	546,9	268,8
1989	193,1	53,0	- 29,2	- 9,5	2,8	16,0	40,9	40,0	207,6	99,5
1990	392,9	192,1	342,4	355,0	-51,1	6,7	98,2	88,8	782,4	642,8
1991	510,0	156,6	260,0	250,9	-19,0	- 2,6	96,6	111,7	847,6	516,6
1992	636,5	207,2	233,3	152,5	-13,1	- 6,2	116,6	121,1	973,3	474,6
1991 1 ^{er} trimestre	106,9	31,2	146,9	139,0	- 1,1	12,5	15,2	14,4	268,0	197,1
2 ^e trimestre	208,6	48,9	46,9	40,8	-18,9	- 7,2	25,7	29,5	262,4	112,0
3 ^e trimestre	64,5	20,8	37,9	36,4	- 5,1	- 5,5	21,9	30,7	119,2	82,4
4 ^e trimestre	129,9	55,7	28,2	34,7	6,1	- 2,4	33,7	37,2	197,9	125,1
1992 1 ^{er} trimestre	118,9	43,7	98,3	91,7	- 5,3	- 3,7	18,5	14,1	230,5	145,8
2 ^e trimestre	107,8	51,7	40,7	39,5	-10,1	4,7	30,5	33,7	168,9	129,7
3 ^e trimestre	76,6	43,8	47,9	23,2	- 4,0	- 8,7	8,9	11,5	129,4	69,8
4 ^e trimestre	333,1	68,0	46,4	- 1,9	6,3	1,4	58,7	61,9	444,5	129,4

¹ Y compris, dans la mesure où elles ont pu être recensées, les obligations en franc luxembourgeois.

**XVII - 4. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN :
VENTILATION PAR SECTEUR EMETTEUR ET PAR SECTEUR DETENTEUR**

(milliards de francs)

Emetteurs	Détenteurs							
	Pouvoirs publics	Banques	Banques d'épargne	Etablissements de crédit du secteur public	BNB, Fonds monétaire, Fonds des Rentes, IRG	Particuliers et sociétés	Non-résidents	Total
Encours au 31 décembre 1991								
Pouvoir fédéral	153,6	1.142,1	557,4	790,9	68,8	1.570,5	423,3	4.706,6
Communautés et Régions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres administrations fédérales, communautaires ou régionales	2,3	151,3	74,1	91,7	0,5	24,4	4,7	349,1
Pouvoirs locaux	3,9	11,0	11,6	62,0	2,6	15,8	0,0	106,8
Sécurité sociale	1,7	7,8	4,2	7,4	0,0	0,6	0,0	21,7
Banques	0,4	0,8	2,5	0,7	0,0	709,4	18,5	732,2
Banques d'épargne	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	477,1	0,0	477,3
Etablissements de crédit du secteur public	12,4	49,3	18,0	43,3	0,4	1.433,1	10,5	1.566,9
Organismes publics d'exploitation ¹	7,2	20,9	21,0	56,7	1,0	83,8	12,2	202,6
Sociétés privées	3,8	25,9	17,0	1,9	0,0	107,1	27,9	183,6
Non-résidents	2,4	38,5	25,2	25,2	0,0	377,1	66,1	534,4
Total ...	187,6	1.447,4	731,1	1.079,7	73,3	4.798,9	563,1	8.881,2
Encours au 31 décembre 1992								
Pouvoir fédéral	160,6	1.315,1	612,4	836,7	76,4	1.777,4	517,0	5.295,6
Communautés et Régions	0,0	4,5	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	6,0
Autres administrations fédérales, communautaires ou régionales	0,3	171,3	70,3	94,4	0,4	30,0	5,2	372,0
Pouvoirs locaux	4,0	0,5	14,8	75,2	2,6	6,6	0,5	104,4
Sécurité sociale	2,2	12,7	4,6	18,7	0,0	4,5	0,0	42,6
Banques	0,3	0,8	2,5	0,7	0,0	780,0	53,1	837,3
Banques d'épargne	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	515,8	0,0	516,2
Etablissements de crédit du secteur public	12,1	48,9	14,8	94,0	0,1	1.476,3	10,0	1.656,2
Organismes publics d'exploitation ¹	6,7	18,3	15,6	44,5	0,8	83,1	16,9	185,8
Sociétés privées	3,8	20,6	20,6	3,7	0,0	101,6	37,2	187,5
Non-résidents	2,4	36,8	20,7	22,1	0,0	498,2	70,9	651,0
Total ...	192,4	1.629,7	777,7	1.190,4	80,4	5.273,4	710,6	9.854,6

¹ Y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses.

XVII - 5. — LOCALISATION DES OBLIGATIONS LINEAIRES DEMATERIALISEES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablissements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Administrations publiques	Autres	Total	Etablissements de crédit	Autres institutions financières ³	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)			(10)
1991 Mars	257,4	40,0	0,9	17,8	316,1	34,6	14,3	7,5	56,4	97,4	469,9
Avril	278,4	25,3	1,5	27,0	332,2	43,9	26,2	9,9	80,0	110,5	522,7
Mai	347,3	35,8	1,3	31,7	416,1	57,8	29,1	8,3	95,2	121,4	632,7
Juin	477,8	51,8	1,6	61,6	592,8	75,3	33,6	11,4	120,3	126,9	840,0
Juillet	466,8	68,1	1,9	51,2	588,0	88,4	35,4	9,0	132,8	141,7	862,5
Août	506,4	75,9	1,9	51,6	635,8	91,1	42,8	9,2	143,1	145,9	924,8
Septembre ...	499,1	88,4	2,0	52,0	641,4	97,8	44,8	9,6	152,2	161,8	955,5
Octobre	532,8	87,8	2,1	58,5	681,3	91,3	51,0	24,6	167,0	183,2	1.031,4
Novembre ...	522,8	91,4	3,5	54,1	671,7	105,0	53,0	11,9	169,8	209,2	1.050,7
Décembre ...	544,4	96,3	1,5	69,7	711,8	113,8	49,3	13,7	176,8	199,9	1.088,5
1992 Janvier	570,7	111,0	2,2	76,0	759,9	122,5	56,7	12,3	191,5	203,2	1.154,6
Février	581,2	130,7	2,3	76,2	790,4	126,9	68,0	12,9	207,8	223,7	1.221,9
Mars	592,7	153,6	4,3	81,4	832,0	138,4	63,0	13,5	214,9	213,2	1.260,1
Avril	639,4	155,1	5,0	83,4	882,9	141,4	74,1	16,4	231,9	218,9	1.333,7
Mai	614,3	162,4	5,3	86,0	868,0	141,5	78,2	14,7	234,4	231,8	1.334,2
Juin	698,3	164,7	6,2	92,2	961,4	157,4	83,6	15,6	256,6	249,6	1.467,6
Juillet	738,2	175,0	6,5	98,5	1.018,2	165,8	87,5	15,8	269,1	256,4	1.543,7
Août	729,7	175,5	6,8	103,3	1.015,3	172,5	89,6	16,2	278,3	273,0	1.566,6
Septembre ...	753,8	187,3	7,4	107,0	1.055,5	169,2	88,4	20,4	278,0	291,6	1.625,1
Octobre	870,8	208,2	9,2	125,4	1.213,6	205,2	88,6	20,5	314,3	313,0	1.840,9
Novembre ...	943,4	241,9	9,4	130,7	1.325,4	203,7	101,2	20,6	325,5	324,7	1.975,6
Décembre ...	1.063,5	242,6	11,0	148,4	1.465,5	230,9	106,8	19,8	357,5	292,6	2.115,6
1993 Janvier	1.117,9	311,5	14,5	161,0	1.604,9	240,4	123,5	21,2	385,1	284,7	2.274,7
Février	1.122,5	325,3	21,1	164,6	1.633,5	266,3	128,4	20,1	414,8	273,8	2.322,1
Mars	1.118,0	347,0	20,6	170,7	1.656,3	272,5	146,0	26,0	444,5	279,9	2.380,7
Avril	1.213,1	383,8	23,1	185,2	1.805,2	289,0	147,5	32,9	469,4	298,0	2.572,6
Mai	1.336,8	403,1	28,2	199,9	1.968,0	271,7	154,8	36,1	462,6	301,1	2.731,7
Juin	1.347,8	415,3	39,1	212,7	2.014,9	286,0	157,6	72,8	516,4	261,4	2.792,7
Juillet	1.425,9	449,7	34,0	232,9	2.142,5	275,6	176,9	82,5	535,0	267,7	2.945,2
Août	1.420,8	473,5	34,8	230,8	2.159,9	286,9	178,7	83,8	549,4	277,9	2.987,2
Septembre ...	1.433,7	478,1	34,4	234,4	2.180,6	284,3	172,0	91,4	547,7	332,8	3.061,1
Octobre	1.392,3	517,3	33,5	224,3	2.167,4	306,0	170,5	85,3	561,8	377,7	3.106,9

¹ Données recensées sur la base du relevé statistique que les institutions agréées comme teneurs de comptes-titres dématérialisés doivent communiquer chaque mois à la Banque Nationale de Belgique (art. 49 de l'A.R. du 23 janvier 1991).

² Banques, banques d'épargne et établissements de crédit du secteur public.

³ Y compris les sociétés d'assurances et les organismes de placement collectif.

**XVII - 6. — EMISSIONS PUBLIQUES D'OBLIGATIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN
PAR LE SECTEUR PUBLIC¹**

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montants émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1985	Janvier	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 - 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	RTT 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre		Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre		Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
							517,1		
1989	Janvier	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^{ème} série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25
	Octobre	3	Etat belge 1989-96	8,25	98,50	7 ans	62,5	—	8,54
	Décembre	11	Etat belge 1989-98	9,50	100,00	8 ans 3 mois	50,0	—	9,48
							463,6		
1990	Mars	5	Etat belge 1990-97	10,00	100,00	7 ans	70,0	—	10,00
	Juin	11	Etat belge 1990-97, 2 ^{ème} série	10,00	101,00	6 ans 9 mois	173,5	—	9,81
							243,5		
1991	Mars	4	Etat belge 1991-98	9,25	101,00	7 ans	126,5	—	9,05
	Juin	19	Etat belge 1991-99	9,00	100,00	8 ans	60,5	—	9,00
	Décembre	4	Etat belge 1991-99	9,00	99,35	7 ans 1 mois	41,0	—	8,99
							228,0		
1992	Février	5	Etat belge 1992-98	8,75	101,00	6 ans	62,0	—	8,53
	Juin	4	Etat belge 1992-99	8,75	100,25	7 ans	58,5	—	8,70
	Novembre	12	Etat belge 1992-2000	7,90	99,25	7 ans 72 jours	24,0	—	7,76
							144,5		
1993	Janvier	25	Etat belge 1993-2001	7,50	100,50	8 ans	62,7	—	7,41
	Juin	16	Etat belge 1993-2000	7,00	100,00	7 ans	251,8	—	7,00
	Octobre	7	Etat belge 1993-2001	7,00	99,75	8 ans	30,7	—	7,04

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Valeurs nominales. Les totaux annuels sont établis en fonction de la date d'ouverture de la souscription aux emprunts, contrairement aux tableaux précédents, où ils sont établis en fonction des paiements.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1. — OLO (1989-1999) 8,25 p.c. — Echéance 1/6/1999										
(émis en 10 tranches du 25/5/1989 au 22/2/1990)										91.420
2. — OLO (1990-1996) 10 p.c. — Echéance 5/4/1996										
(émis en 11 tranches du 29/3/1990 au 17/1/1991)										190.000
3. — OLO (1990-2000) 10 p.c. — Echéance 2/8/2000										
(émis en 9 tranches du 26/7/1990 au 18/4/1991)										221.295
4. — OLO (1991-1994) 9,50 p.c. — Echéance 28/2/1994										
1	21.02.1991	74.405	101,10	100,00	33.540	100,50	100,55	9,03	12.830	46.370
2	18.04.1991	30.605	100,50	100,00	18.380	100,35	100,38	9,07	2.625	67.375
3	22.05.1991 ¹	8.915	97,21	—	8.915	97,21	97,21	10,43	1.930	78.220
4	29.05.1991 ¹	50.260	100,25	—	50.260	100,25	100,25	9,11	6.350	134.830
5	10.06.1991 ¹	41.130	97,89	—	41.130	97,89	97,89	10,14	6.560	182.520
6	20.06.1991	12.875	100,26	—	12.875	100,26	100,26	9,10	23.325	218.720
7	12.10.1993 ¹	-10.342	—	—	-10.342	—	—	—	0	208.378
8	16.11.1993 ¹	-23.594	—	—	-23.594	—	—	—	0	184.784
9	14.12.1993 ¹	-28.314	—	—	-28.314	—	—	—	0	156.470
10	18.01.1994 ¹	-20.838	—	—	-20.838	—	—	—	0	135.632
5. — OLO (1991-1998) 9,25 p.c. — Echéance 2/1/1998										
1	29.01.1991 ²	—	—	—	—	—	—	—	107.946	107.946
2	21.03.1991	34.285	99,65	98,90	18.380	99,40	99,46	9,35	8.210	134.536
3	16.05.1991	38.900	100,15	—	20.980	99,85	100,08	9,21	9.710	165.226
4	18.07.1991	41.840	98,70	98,30	11.675	98,65	98,66	9,52	11.455	188.356
5	19.09.1991	18.080	100,15	99,80	8.740	100,05	100,07	9,22	55	197.151
6	22.11.1991	15.185	100,40	100,15	5.255	100,35	100,36	9,16	0	202.406
7	20.02.1992	8.955	101,90	101,65	2.350	101,85	101,85	8,82	1.360	206.116
8	19.03.1992	10.490	101,75	101,40	5.390	101,60	101,63	8,86	0	211.506
9	23.04.1992	13.685	101,70	101,50	9.310	101,60	101,62	8,85	0	220.816
10	21.05.1992	16.390	101,75	101,45	8.640	101,65	101,67	8,84	2.325	231.781
11	18.06.1992	6.200	101,00	100,85	2.065	101,00	101,00	8,99	1.830	235.676
6. — OLO (1991-2003) 9 p.c. — Echéance 28/3/2003										
1	21.03.1991	62.395	97,60	96,70	40.330	97,35	97,44	9,36	9.840	50.170
2	16.05.1991	71.200	99,00	98,60	54.860	98,85	98,91	9,15	16.295	121.325
3	18.07.1991	35.870	96,50	—	0	95,80	95,80	9,60	100	121.425
4	19.09.1991	25.080	98,70	98,25	16.780	98,50	98,56	9,19	1.535	139.740
5	21.11.1991	22.605	99,40	99,15	6.455	99,35	99,35	9,08	0	146.195
6	23.01.1992	38.205	102,70	102,30	23.345	102,55	102,58	8,62	5.165	174.705
7	10.12.1992 ¹	27.610	—	—	27.610	—	—	—	0	202.315
8	12.01.1993 ¹	42.520	—	—	42.520	—	—	—	0	244.835
9	09.02.1993 ¹	12.870	—	—	12.870	—	—	—	0	257.705
10	18.02.1993	23.345	108,55	108,35	4.755	108,55	108,55	7,74	6.825	269.285
11	09.03.1993 ¹	44.370	—	—	44.370	—	—	—	0	313.655
12	25.03.1993	17.265	109,75	108,50	8.275	109,70	109,72	7,58	10.145	332.075
13	06.04.1993 ¹	27.150	—	—	27.150	—	—	—	0	359.225

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 1)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
7. — OLO (1991-2001) 9 p.c. — Echéance 27/6/2001										
1	20.06.1991 ¹	51.475	98,13	—	51.475	—	98,13	9,30	18.175	69.650
2	22.08.1991	39.145	97,85	97,45	6.570	97,75	97,76	9,35	13.975	90.195
3	17.10.1991	37.630	99,60	99,30	16.225	99,55	99,56	9,06	18.250	124.670
4	12.12.1991	68.465	99,40	99,10	15.905	99,35	99,36	9,09	14.410	154.985
5	23.01.1992	39.495	102,25	101,90	10.870	102,15	102,17	8,64	7.685	173.540
6	20.02.1992	29.150	101,50	101,15	12.815	101,40	101,42	8,76	3.025	189.380
7	19.03.1992	17.750	101,25	101,00	6.655	101,20	101,21	8,79	0	196.035
8	09.04.1992 ¹	3.300	—	—	3.300	—	—	—	0	199.335
9	23.04.1992	33.700	101,25	101,00	18.700	101,20	101,22	8,79	0	218.035
10	21.05.1992	33.915	101,30	101,05	18.360	101,05	101,23	8,79	12.470	248.865
11	10.06.1992 ¹	5.450	—	—	5.450	—	—	—	0	254.315
8. — OLO (1991-1997) 9,25 p.c. — Echéance 29/8/1997										
1	22.08.1991	38.905	99,30	99,05	30.545	99,20	99,24	9,42	7.420	37.965
2	17.10.1991	27.850	100,60	100,35	10.175	100,55	100,56	9,11	10.485	58.625
3	12.12.1991	28.310	100,30	100,05	3.235	100,25	100,25	9,17	2.895	64.755
4	23.01.1992	27.835	102,50	100,40	16.365	102,40	102,42	8,66	2.540	83.660
5	09.04.1992 ¹	1.290	—	—	1.290	—	—	—	0	84.950
6	10.06.1992 ¹	12.700	—	—	12.700	—	—	—	0	97.650
9. — OLO (1992-2007) 8,50 p.c. — Echéance 1/10/2007										
1	20.02.1992	65.165	98,45	97,90	38.655	98,30	98,33	8,69	6.130	44.785
2	19.03.1992	27.980	98,35	98,05	10.015	98,25	98,26	8,70	1.200	56.000
3	09.04.1992 ¹	19.500	—	—	19.500	—	—	—	0	75.500
4	23.04.1992	29.935	98,25	97,85	19.860	98,20	98,22	8,70	0	95.360
5	21.05.1992	23.675	98,20	98,00	13.860	98,16	98,16	8,71	6.000	115.220
6	10.06.1992 ¹	11.120	—	—	11.120	—	—	—	0	126.340
7	18.06.1992	14.890	97,00	96,75	2.990	96,95	96,98	8,86	5.990	135.320
8	23.07.1992	13.145	97,10	96,70	7.720	97,00	97,02	8,86	3.105	146.145
9	20.08.1992	11.125	96,55	96,10	3.080	96,50	96,51	8,93	1.910	151.135
10	10.09.1992 ¹	3.840	—	—	3.840	—	—	—	0	154.975
11	24.09.1992	15.375	98,95	98,65	10.025	98,85	98,89	8,63	0	165.000
12	15.10.1992 ¹	39.530	—	—	39.530	—	—	—	0	204.530
13	22.10.1992	14.555	102,80	102,00	6.430	102,75	102,77	8,17	2.815	213.775
14	10.11.1992 ¹	8.440	—	—	8.440	—	—	—	0	222.215
15	19.11.1992	25.235	103,55	103,25	9.535	103,45	103,46	8,09	7.215	238.965
16	10.12.1992 ¹	14.360	—	—	14.360	—	—	—	0	253.325
10. — OLO (1992-2002) 8,75 p.c. — Echéance 25/06/2002										
1	18.06.1992	40.485	99,00	98,40	18.870	98,90	98,92	8,92	8.380	27.250
2	23.07.1992	45.520	98,85	98,60	30.080	98,75	98,79	8,93	6.210	63.540
3	20.08.1992	22.065	98,40	98,20	3.175	98,40	98,40	8,99	5.220	71.935
4	10.09.1992 ¹	14.810	—	—	14.810	—	—	—	0	86.745
5	24.09.1992	23.895	100,75	100,40	15.920	100,70	100,72	8,63	1.700	104.365
6	15.10.1992 ¹	22.740	—	—	22.740	—	—	—	0	127.105
7	22.10.1992	37.910	103,90	103,55	26.505	103,75	103,80	8,15	17.895	171.505
8	10.11.1992 ¹	16.810	—	—	16.810	—	—	—	0	188.315
9	19.11.1992	57.855	104,60	104,30	40.205	104,55	104,56	8,04	16.175	244.695
10	17.12.1992	25.270	104,85	104,65	15.755	104,80	104,81	8,00	16.050	276.500
11	21.01.1993	49.365	107,70	107,50	30.045	107,60	107,64	7,57	16.180	322.725

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 2)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
11. — OLO (1992-1998) 9,00 p.c. — Echéance 30/07/1998										
1	23.07.1992	12.595	100,10	99,90	8.545	100,00	100,00	9,00	3.855	12.400
2	20.08.1992	7.125	99,80	99,65	3.650	99,75	99,76	9,05	1.035	17.085
3	10.09.1992 ¹	22.160	—	—	22.160	—	—	—	0	39.245
4	24.09.1992	22.420	102,05	101,70	16.895	101,90	101,95	8,55	790	56.930
5	15.10.1992 ¹	39.060	—	—	39.060	—	—	—	0	95.990
6	22.10.1992	18.255	105,30	104,80	8.885	105,20	105,23	7,82	4.695	109.570
7	10.11.1992 ¹	3.810	—	—	3.810	—	—	—	0	113.380
8	19.11.1992	28.035	104,80	104,30	20.585	104,70	104,73	7,92	10.905	144.870
9	10.12.1992 ¹	24.290	—	—	24.290	—	—	—	0	169.160
10	17.12.1992	10.825	105,35	105,05	7.055	105,25	105,28	7,78	4.645	180.860
11	12.01.1993 ¹	16.790	—	—	16.790	—	—	—	0	197.650
12	21.01.1993	16.235	107,40	107,15	9.545	107,30	107,32	7,32	9.720	216.915
13	09.02.1993 ¹	6.930	—	—	6.930	—	—	—	0	223.845
14	18.02.1993	32.470	106,05	105,80	6.090	105,95	105,98	7,60	3.300	233.235
15	09.03.1993 ¹	10.140	—	—	10.140	—	—	—	0	243.375
16	25.03.1993	22.840	106,90	106,50	10.020	106,80	106,83	7,39	6.400	259.795
17	06.04.1993 ¹	22.150	—	—	22.150	—	—	—	0	281.945
12. — OLO (1992-2012) 8,00 p.c. — Echéance 24/12/2012										
1	17.12.1992	28.630	98,80	98,50	21.565	98,70	98,72	8,13	8.695	30.260
2	12.01.1993 ¹	13.720	—	—	13.720	—	—	—	0	43.980
3	21.01.1993	16.315	102,80	102,60	10.235	102,75	102,77	7,72	7.300	61.515
4	09.02.1993 ¹	40	—	—	40	—	—	—	0	61.555
5	18.02.1993	13.295	100,95	100,70	4.250	100,90	100,90	7,90	3.450	69.255
6	09.03.1993 ¹	6.510	—	—	6.510	—	—	—	0	75.765
7	25.03.1993	14.895	101,35	100,85	8.830	101,30	101,32	7,86	9.525	94.120
8	06.04.1993 ¹	9.850	—	—	9.850	—	—	—	0	103.970
9	22.04.1993	2.280	101,40	101,25	1.200	101,32	101,32	7,86	4.205	109.375
10	13.05.1993	5.000	100,85	100,55	1.900	100,75	100,76	7,91	1.510	112.785
11	24.06.1993	15.715	101,85	101,50	7.645	101,80	101,81	7,81	2.120	122.550
12	14.12.1993 ¹	4.450	—	—	4.450	—	—	—	0	127.000
13	16.12.1993	12.530	107,15	106,95	9.130	107,05	107,08	7,30	1.860	137.990
14	20.01.1994	10.725	107,75	107,45	7.350	107,65	107,68	7,24	0	145.340
13. — OLO (1993-1999) 7,00 p.c. — Echéance 29/04/1999										
1	22.04.1993	37.040	99,30	99,00	29.530	99,20	99,24	7,16	6.695	36.225
2	11.05.1993 ¹	35.480	—	—	35.480	—	—	—	0	71.705
3	13.05.1993	24.140	100,50	100,15	11.550	100,45	100,45	6,90	1.855	85.110
4	08.06.1993 ¹	14.410	—	—	14.410	—	—	—	0	99.520
5	13.07.1993 ¹	10.530	—	—	10.530	—	—	—	0	110.050
6	22.07.1993	11.925	102,00	101,70	7.075	101,90	101,93	6,58	2.100	119.225
7	14.09.1993 ¹	10.280	—	—	10.280	—	—	—	0	129.505
8	23.09.1993	12.860	100,70	100,25	7.550	100,50	100,53	6,87	0	137.055
9	12.10.1993 ¹	3.970	—	—	3.970	—	—	—	0	141.025
10	09.11.1993 ¹	8.950	—	—	8.950	—	—	—	0	149.975
11	16.11.1993 ¹	1.220	—	—	1.220	—	—	—	0	151.195
12	14.12.1993 ¹	8.480	—	—	8.480	—	—	—	0	159.675
13	16.12.1993	12.810	103,85	103,70	9.055	103,80	103,82	6,13	1.895	170.625
14	18.01.1994 ¹	4.100	—	—	4.100	—	—	—	0	174.725
15	20.01.1994	26.320	104,80	104,50	18.170	104,70	104,71	5,92	0	192.895
16	08.02.1994 ¹	28.180	—	—	28.180	—	—	—	0	221.075

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 3)

Numé- ro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspon- dant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
14. — OLO (1993-2004) 7,25 p.c. — Echéance 29/04/2004										
1	22.04.1993	36.690	98,50	97,80	28.840	98,40	98,45	7,46	8.455	37.295
2	11.05.1993 ¹	22.030	—	—	22.030	—	—	—	0	59.325
3	13.05.1993	35.535	98,90	98,45	24.010	98,80	98,82	7,41	0	83.335
4	08.06.1993 ¹	19.150	—	—	19.150	—	—	—	0	102.485
5	24.06.1993	56.340	100,90	100,45	33.890	100,85	100,86	7,13	10.520	146.895
6	13.07.1993 ¹	12.790	—	—	12.790	—	—	—	0	159.685
7	22.07.1993	19.530	101,00	100,70	10.330	100,90	100,92	7,12	2.515	172.530
8	19.08.1993	27.495	101,10	99,45	16.390	101,00	101,02	7,10	7.285	196.205
9	23.09.1993	15.015	99,55	99,25	8.275	99,45	99,48	7,31	0	204.480
10	12.10.1993 ¹	1.260	—	—	1.260	—	—	—	0	205.740
11	21.10.1993	24.820	100,60	100,30	12.265	100,55	100,55	7,16	3.700	221.705
12	09.11.1993 ¹	14.220	—	—	14.220	—	—	—	0	235.925
13	16.11.1993 ¹	7.210	—	—	7.210	—	—	—	0	243.135
14	18.11.1993	28.450	103,05	102,75	12.655	102,95	102,98	6,83	0	255.790
15	07.12.1993 ¹	2.420	—	—	2.420	—	—	—	0	258.210
16	14.12.1993	9.800	—	—	9.800	—	—	—	0	268.210
17	16.12.1993	21.115	104,25	104,00	15.715	104,15	104,18	6,67	2.750	286.475
18	11.01.1994 ¹	23.030	—	—	23.030	—	—	—	0	309.505
19	18.01.1994 ¹	2.900	—	—	2.900	—	—	—	0	312.405
20	20.01.1994	39.140	105,15	104,90	32.890	105,05	105,09	6,55	0	345.295
21	08.02.1994 ¹	19.410	—	—	19.410	—	—	—	0	364.705
22	17.02.1994	25.425	103,50	103,20	15.825	103,35	103,37	6,78	10.070	390.600
15. — OLO (1993-1997) 6,75 p.c. — Echéance 25/05/1997										
1	11.05.1993 ¹	67.700	—	—	67.700	—	—	—	0	67.700
2	08.06.1993 ¹	28.540	—	—	28.540	—	—	—	0	96.240
3	24.06.1993	33.305	101,55	101,20	9.010	101,40	101,41	6,32	7.165	112.415
4	13.07.1993 ¹	28.330	—	—	28.330	—	—	—	0	140.745
5	19.08.1993	13.745	101,40	100,50	6.910	101,35	101,36	6,32	4.090	151.745
6	14.09.1993 ¹	19.840	—	—	19.840	—	—	—	0	171.585
7	12.10.1993 ¹	1.850	—	—	1.850	—	—	—	0	173.435
8	21.10.1993	36.290	100,45	100,05	17.300	100,40	100,43	6,59	3.605	194.340
9	09.11.1993 ¹	11.490	—	—	11.490	—	—	—	0	205.830
10	16.11.1993 ¹	10.420	—	—	10.420	—	—	—	0	216.250
11	07.12.1993 ¹	3.160	—	—	3.160	—	—	—	0	219.410
12	08.02.1994 ¹	13.570	—	—	13.570	—	—	—	0	232.980
16. — OLO (1993-2008) 7,50 p.c. — Echéance 29/07/2008										
1	22.07.1993	16.200	100,70	100,20	10.500	100,45	100,56	7,44	1.530	12.030
2	19.08.1993	10.200	100,40	100,00	3.500	100,30	100,31	7,46	2.040	17.570
3	14.09.1993 ¹	12.200	—	—	12.200	—	—	—	0	29.770
4	23.09.1993	8.150	99,10	98,80	3.900	99,00	99,02	7,61	0	33.670
5	12.10.1993 ¹	3.950	—	—	3.950	—	—	—	0	37.620
6	21.10.1993	8.850	100,30	100,00	3.100	100,25	100,26	7,47	4.955	45.675
7	16.11.1993 ¹	6.030	—	—	6.030	—	—	—	0	51.705
8	18.11.1993 ¹	8.340	103,15	102,90	4.000	103,05	103,08	7,15	2.325	58.030
9	07.12.1993 ¹	710	—	—	710	—	—	—	0	58.740
10	11.01.1994 ¹	2.400	—	—	2.400	—	—	—	0	61.140
11	18.01.1994 ¹	8.940	—	—	8.940	—	—	—	0	70.080
12	17.02.1994	7.220	103,40	103,20	4.495	103,35	103,37	7,11	1.515	76.090
17. — OLO (1993-1996) 6,25 p.c. — Echéance 25/11/1996										
1	18.11.1993	65.275	100,95	100,25	30.440	100,70	100,79	5,95	65	30.440
2	14.12.1993	6.690	—	—	6.690	—	—	—	0	37.130
3	11.01.1994 ¹	44.020	—	—	44.020	—	—	—	0	81.150
4	18.01.1994 ¹	6.010	—	—	6.010	—	—	—	0	87.160
5	17.02.1994	14.615	100,65	100,50	8.805	100,60	100,61	5,99	9.830	105.795

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 8. — EMISSIONS D' ACTIONS¹

(milliards de francs)

	Constitutions de sociétés					Augmentations de capital							Réduc-tions de capital	Total des émis-sions effec-tuées par apports en espèces	dont : Emis-sions publi-ques
	Apports en espèces	Apports en nature	Mon-tant à libérer	Non ventilé	Total	Apports en espèces	Apports en nature	Mon-tant à libérer	Conver-sions de fonds propres	Conver-sions de dettes	Non ventilé	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (6) à (11)	(13)	(14) = (1) + (6)	(15)
1980	10,2	7,9	.	2,9	21,0	29,5	25,8	.	7,9	.	5,8	69,0	.	39,7	2,0
1981	14,0	15,3	.	2,8	32,1	34,3	33,1	.	4,4	.	12,7	84,5	.	48,3	0,4
1982	13,4	4,0	.	4,0	21,4	90,8	32,2	.	16,2	.	8,6	147,8	.	104,2	20,4
1983	51,5	9,1	.	8,0	68,6	195,1	77,2	.	17,6	.	5,7	295,6	.	246,6	50,6
1984	17,2	4,5	.	6,7	28,4	70,5	36,0	.	5,3	.	2,3	114,1	.	87,7	17,5
1985	29,2	11,6	.	9,0	49,8	74,3	27,8	.	15,5	.	12,4	130,0	.	103,5	19,9
1986	30,3	25,6	.	7,9	63,8	111,4	60,7	.	15,9	.	8,3	196,3	.	141,7	40,1
1987	48,3	26,6	11,0	1,1	87,0	164,1	53,0	26,4	21,4	11,4	16,6	292,9	62,0	212,4	30,9
1988	46,8	67,5	18,4	3,6	136,3	161,2	107,8	42,9	51,5	27,3	5,3	396,0	60,0	208,0	37,7
1989	88,4	61,6	32,5	9,0	191,5	280,2	264,8	79,0	31,8	15,3	3,4	674,5	98,7	368,6	109,2
1989 Janvier	2,4	1,5	1,1	0,3	5,3	11,0	8,6	4,3	0,3	0,3	0,6	25,1	4,3	13,4	0,7
Février	5,3	5,2	2,3	0,2	13,0	16,3	2,5	7,5	1,1	0,4	0,1	27,9	3,5	21,6	10,4
Mars	13,6	3,0	1,7	0,5	18,8	38,8	10,9	5,6	5,6	1,8	0,2	62,9	3,5	52,4	20,0
Avril	3,5	3,8	1,1	0,7	9,1	20,1	5,9	4,3	3,9	0,5	1,6	36,3	2,7	23,6	14,2
Mai	3,7	2,9	1,2	1,3	9,1	9,4	9,9	1,9	3,4	0,3	0,3	25,2	5,1	13,1	2,0
Juin	19,2	16,4	7,7	1,3	44,6	21,5	25,0	6,2	4,0	3,9	0,1	60,7	15,1	40,7	35,3
Juillet	6,4	2,0	2,0	0,4	10,8	21,7	14,9	1,1	1,2	0,4	0,1	39,4	2,4	28,1	0,9
Août	3,2	2,3	1,7	0,3	7,5	10,6	2,2	9,9	0,9	0,4	0,1	24,1	1,4	13,8	0,0
Septembre	4,2	2,4	1,7	0,5	8,8	30,4	109,1	16,3	2,6	2,6	0,1	161,1	3,9	34,6	10,4
Octobre ..	4,3	2,6	3,3	0,9	11,1	16,2	5,6	2,7	1,3	1,8	0,0	27,6	19,9	20,5	3,8
Novembre .	3,7	2,4	1,1	1,0	8,2	26,1	4,6	4,4	2,0	0,6	0,1	37,8	4,0	29,8	5,2
Décembre .	18,9	17,1	7,6	1,6	45,2	58,1	65,6	14,8	5,5	2,3	0,1	146,4	32,9	77,0	6,3

¹ Y compris les actions émises par les intermédiaires financiers.

XVII - 9. — ACTIVITE BOURSIERE

	Valeurs belges						Valeurs étrangères ¹		
	Cours des actions au comptant (indices 1985 = 100) ^{1,2}		Capitalisation boursière des actions à fin de période ¹ (milliards de francs)	Capitaux traités. Moyenne par séance ^{1,3} (millions de francs)	Taux de rendement des actions ^{4,5} (%)	Rapport cours/bénéfice ⁴	Cours des actions à terme (indice 1985 = 100) ² (dividendes réinvestis)	Capitaux traités. Moyenne par séance ³ (millions de francs)	
	Indices des cours (dividendes non réinvestis)	Indice return (dividendes réinvestis)							(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1982	55,1	45,4	401,9	204,8	6,6	8,6	.	157,3	
1983	69,9	62,6	599,7	305,7	5,6	10,6	.	252,7	
1984	86,7	82,8	778,5	366,0	4,8	11,7	.	273,1	
1985	100,0	100,0	1.051,1	452,7	4,9	11,1	100,0	303,9	
1986	144,3	149,8	1.508,8	785,5	3,6	14,1	99,3	412,5	
1987	174,7	186,7	1.380,8	1.080,4	3,3	14,4	107,4	517,7	
1988	183,2	202,0	2.195,4	1.245,5	3,2	13,4	100,1	356,1	
1989	224,5	254,8	2.677,6	1.234,6	2,9	13,5	123,8	464,6	
1990	206,0	240,4	2.027,8	917,6	2,9	9,6	115,4	379,9	
1991	190,3	230,0	2.230,1	882,9	3,3	10,8	127,3	291,2	
1992	187,3	234,6	2.129,2	1.047,7	3,5	12,6	125,5	224,7	
1993	206,9	269,1	2.819,0	1.549,8	2,9	15,2	139,4	428,0	
1992 Janvier	192,7	236,2	2.379,6	1.269,3	3,2	12,6	127,4	295,8	
Février	196,2	240,7	2.400,0	1.168,1	3,2	12,7	129,2	293,4	
Mars	197,8	242,9	2.342,4	1.097,2	3,3	12,2	129,9	277,5	
Avril	193,9	238,1	2.375,9	1.024,8	3,3	12,3	131,0	259,2	
Mai	196,6	243,0	2.393,7	1.135,2	3,3	13,6	135,7	250,3	
Juin	192,9	243,1	2.296,7	965,9	3,4	13,4	133,0	227,8	
Juillet	187,6	238,3	2.255,1	827,9	3,5	13,5	125,8	191,5	
Août	178,2	226,5	2.088,7	850,6	3,8	12,0	120,3	184,0	
Septembre	175,9	223,6	2.158,5	971,9	3,6	12,0	120,0	173,6	
Octobre	176,0	223,7	2.102,4	1.080,9	3,6	12,1	115,5	195,5	
Novembre	181,5	231,0	2.115,0	1.156,1	3,6	12,1	119,3	169,4	
Décembre	180,3	229,5	2.129,2	1.032,0	3,6	12,1	120,2	177,5	
1993 Janvier	184,8	235,3	2.232,1	1.383,3	3,4	12,7	121,3	185,5	
Février	193,9	247,1	2.277,8	1.433,6	3,3	13,0	126,9	306,5	
Mars	200,5	255,6	2.398,8	1.528,2	3,1	14,4	130,3	337,0	
Avril	203,0	258,7	2.314,6	1.385,1	3,3	13,7	128,3	417,7	
Mai	195,5	251,0	2.289,7	1.134,9	3,1	14,5	130,2	520,5	
Juin	198,0	259,0	2.420,6	1.151,2	2,9	15,5	135,1	443,4	
Juillet	210,8	277,5	2.515,3	1.425,3	2,8	15,9	141,1	514,1	
Août	215,6	283,7	2.482,7	1.536,1	2,8	15,4	147,3	445,3	
Septembre	209,6	275,9	2.459,2	1.590,4	2,8	15,2	144,3	386,7	
Octobre	216,4	285,1	2.618,3	1.854,0	2,6	16,5	151,2	527,2	
Novembre	222,0	292,6	2.652,2	1.959,7	2,6	16,6	157,0	538,7	
Décembre	230,9	304,4	2.819,0	2.180,9	2,4	18,7	159,1	524,4	
1994 Janvier	240,8	317,8	2.920,8	2.583,5	2,4	19,2	168,7	800,7	

¹ Source : Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles.

² Indice moyen de la période.

³ Obligations de sociétés et actions.

⁴ Source : Kredietbank.

⁵ Rapport du dernier dividende net payé au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles.

XVII - 10. — EMISSIONS PUBLIQUES EN BELGIQUE DE PARTS OU D'ACTIONS D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF¹

(milliards de francs)

	OPC de droit belge				OPC de droit luxembourgeois			Autres OPC de droit étranger	Total	
	Fonds A.R. n° 15	Fonds d'épargne pension	Autres fonds communs de placement belges	Sociétés d'investissement	Total	Fonds communs de placement	SICAV ²			Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9)	(10) = (5) + (8) + (9)
A. — Emissions brutes										
1983	13,7	—	2,3	—	16,0	1,3	—	1,3	.	17,3 ⁴
1984	20,7	—	1,6	—	22,3	2,6	—	2,6	.	24,9 ⁴
1985	24,7	—	4,3	—	29,0	11,1	—	11,1	.	40,1 ⁴
1986	6,2	—	10,4	—	16,6	40,0	3,7	43,7	.	60,3 ⁴
1987	8,9	23,6 ³	18,4	—	50,9	42,0	33,3	75,2	0,2	126,3
1988	4,1	12,6	6,2	—	22,9	28,4	144,4	172,8	0,4	196,2
1989	3,7	15,5	7,7	—	26,9	13,6	167,8	181,4	0,6	208,9
1990	1,1	15,3	5,0	—	21,4	3,9	60,5	64,4	0,3	86,1
1991	—	13,9	2,4	53,7	70,0	3,4	196,1	199,5	0,2	269,7
1992	—	12,8	1,2	138,8	152,8	—	288,6	288,6	0,8	442,2
1993 6 premiers mois	—	3,6	2,0	115,0	120,6	—	313,5	313,5	0,5	434,6
B. — Emissions nettes										
1983	13,0	—	1,6	—	14,6	- 0,6	—	- 0,6	-0,7	13,3
1984	18,8	—	0,2	—	18,9	1,0	—	1,0	-0,8	19,1
1985	19,0	—	2,5	—	21,6	9,4	—	9,4	-1,6	29,4
1986	- 2,5	—	5,1	—	2,7	37,7	3,7	41,3	-0,9	43,1
1987	- 4,0	23,6 ³	4,7	—	24,3	35,1	28,5	63,6	-0,3	87,6
1988	-11,1	12,4	2,5	—	3,9	25,2	134,6	159,8	0,2	163,8
1989	-17,3	12,6	1,7	—	- 3,0	10,1	127,7	137,8	-0,1	134,8
1990	-27,2	13,4	- 0,9	—	-14,7	1,4	-79,6	-78,2	0,0	-92,9
1991	—	12,8	- 6,8	35,8	41,8	1,8	26,3	28,1	-0,1	69,8
1992	—	5,3	- 1,9	90,1	93,5	—	117,0	117,0	-0,7	209,8
1993 6 premiers mois	—	- 2,8	1,1	62,4	60,7	—	170,4	170,4	-0,1	231,0

Source : Commission bancaire et financière.

¹ En cas de changement de catégorie au cours d'une période déterminée (par exemple, transformation de fonds commun de placement en SICAV), les émissions nettes effectuées au cours de cette période sont attribuées intégralement à la nouvelle catégorie.

² Non compris les SICAV de trésorerie à caractère privé.

³ Y compris les souscriptions recueillies avant le 14 février, qui donnaient droit à des abattements fiscaux sur les revenus des particuliers de l'année antérieure.

⁴ A l'exclusion des autres OPC de droit étranger.

**XVII - 11. — NOMBRE ET VALEUR D'INVENTAIRE DES ORGANISMES
DE PLACEMENT COLLECTIF DE DROIT BELGE¹**

Fin de période	Fonds A.R. n° 15		Fonds d'épargne-pension		Autres fonds communs de placement		Sociétés d'investissement		Total	
	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire
1982	6	9,0	—	—	7	4,6	—	—	13	13,6
1983	6	24,8	—	—	7	7,9	—	—	13	32,6
1984	6	46,2	—	—	7	8,5	—	—	13	54,7
1985	7	79,7	—	—	8	11,8	—	—	15	91,5
1986	7	101,4	—	—	10	19,1	—	—	17	120,6
1987	7	85,0	11	21,6	14	20,4	—	—	32	126,9
1988	9	110,4	11	38,2	14	20,9	—	—	34	169,5
1989	9	102,0	13	52,5	17	24,7	—	—	39	179,2
1990	9	58,4	13	65,3	18	18,4	—	—	40	142,1
1991	—	—	13	85,2	4	14,4	30	96,6	47	196,2
1992	—	—	14	97,4	4	11,9	41	198,6	59	307,9
1993 6 premiers mois	—	—	14	107,0	4	13,4	45	285,3	63	405,7

Source : Commission bancaire et financière.

¹ Organismes de placement collectif émettant publiquement en Belgique.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE *

1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (-) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation ¹ [augmentation (-)]	Réserves de change nettes ²	Dépôt de l'Etat belge ³ [augmentation (-)]	Dépôt de l'Etat luxembourgeois ³ [augmentation (-)]	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total (13) = (7) + (8) + (9) + (12)
							Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
										du Trésor et du Fonds des Rentes ³ (10)	des intermédiaires financiers (11)	total (12) = (10) + (11)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1991													
Avril	+ 1,8	- 1,7	-	-	- 0,9	- 0,8	- 6,6	- 9,4	+ 15,1	- 1,9	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,8
Mai	-12,3	+ 2,8	-	-	- 0,4	- 9,9	- 0,5	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 7,3	+ 9,3	+ 9,9
Juin	-16,5	+ 0,6	-	-	+ 5,0	- 10,9	+ 6,9	- 9,9	+ 18,9	+ 0,4	- 5,4	- 5,0	+ 10,9
Juillet	+21,4	- 1,3	-	-	- 0,3	+ 19,8	+ 0,9	+ 4,6	- 26,5	- 1,9	+ 3,1	+ 1,2	- 19,8
Août	+ 0,5	- 0,6	-	-	- 0,8	- 0,9	+ 1,0	+ 5,4	- 6,1	- 0,2	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9
Septembre	+ 1,7	- 2,3	-	-	+ 6,4	+ 5,8	0,0	+ 1,1	- 6,1	+ 2,7	- 3,5	- 0,8	- 5,8
Octobre	- 0,5	+ 3,0	-	-	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,2	- 1,2	- 0,8	- 2,7	+ 1,8	- 0,9	- 2,7
Novembre	0,0	- 3,2	-	-	0,0	- 3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,2	+ 3,2	+ 3,2
Décembre	- 9,1	+ 12,5	-	-	+ 5,8	+ 9,2	- 0,2	+ 0,3	- 0,9	0,0	- 8,4	- 8,4	- 9,2
1992													
Janvier	+23,0	- 14,7	-	-	+ 3,1	+ 11,4	- 0,4	- 0,2	- 19,7	0,0	+ 8,9	+ 8,9	- 11,4
Février	- 2,2	+ 2,4	-	-	- 0,6	- 0,4	+ 0,4	-10,0	+ 6,2	+ 0,8	+ 3,0	+ 3,8	+ 0,4
Mars	- 1,6	- 0,3	-	-	+ 4,4	+ 2,5	- 0,2	+ 5,0	+ 7,7	- 0,8	-14,2	-15,0	- 2,5
Avril	- 8,7	- 4,3	-	-	+ 0,6	- 12,4	- 0,6	- 0,1	+ 5,8	0,0	+ 7,3	+ 7,3	+ 12,4
Mai	-18,6	+ 3,8	-	-	- 0,2	- 15,0	+ 0,3	+ 5,1	+ 11,8	+ 1,8	- 4,0	- 2,2	+ 15,0
Juin	+ 1,2	+ 2,0	-	-	+ 3,3	+ 6,5	- 0,5	-	- 3,2	- 1,8	- 1,0	- 2,8	- 6,5
Juillet	+12,6	- 2,9	-	-	+ 0,6	+ 10,3	0,0	- 4,9	- 5,0	0,0	- 0,4	- 0,4	- 10,3
Août	+ 3,5	+ 3,4	-	-	- 0,3	+ 6,6	+ 0,1	0,0	- 20,0	0,0	+13,3	+13,3	- 6,6
Septembre	+ 9,0	+ 99,9	-	-	+ 5,3	+114,2	- 0,4	-15,0	- 83,6	0,0	-15,2	-15,2	-114,2
Octobre	- 3,4	- 10,5	-	-	+ 1,0	- 12,9	+ 0,2	- 5,0	+ 4,6	0,0	+13,1	+13,1	+ 12,9
Novembre	- 0,1	+ 55,6	-	-	- 0,4	+ 55,1	+ 0,2	-25,1	- 25,2	0,0	- 5,0	- 5,0	- 55,1
Décembre	-12,9	- 1,0	-	-	+ 5,4	- 8,5	- 6,0	+25,0	- 4,8	+ 0,2	- 5,9	- 5,7	+ 8,5
1993													
Janvier	+18,0	+ 3,4	-	-	+ 3,3	+ 24,7	+ 0,7	- 4,9	- 22,9	- 0,2	+ 2,6	+ 2,4	- 24,7
Février	- 1,7	- 6,9	-	-	- 0,4	- 9,0	- 0,5	-10,1	+ 6,0	+ 7,6	+ 6,0	+13,6	+ 9,0
Mars	- 1,0	- 60,2	-	-	+ 4,8	- 56,4	0,0	0,0	+ 44,9	+ 7,2	+ 4,3	+11,5	+ 56,4
Avril	-11,4	- 13,8	-	-	+ 1,2	- 24,0	+ 0,1	+10,0	+ 38,3	-14,8	- 9,6	-24,4	+ 24,0
Mai	-16,2	- 7,0	-	-	- 1,4	- 24,6	- 0,2	+ 9,9	+ 15,3	0,0	- 0,4	- 0,4	+ 24,6
Juin	+ 0,6	+ 0,1	-	-	+ 3,3	+ 4,0	+ 0,1	- 0,1	- 9,1	0,0	+ 5,1	+ 5,1	- 4,0
Juillet	+ 6,5	- 51,5	- 2,1	- 0,5	+ 0,6	- 47,0	0,0	-19,8	+ 53,4	-	+13,4	+13,4	+ 47,0
Août	+ 7,8	-127,5	+ 2,1	0,0	- 0,3	-117,9	0,0	0,0	+102,2	-	+15,7	+15,7	+117,9
Septembre	+ 7,5	+ 9,7	0,0	0,0	+ 4,0	+ 21,2	0,0	+ 2,0	+ 6,6	-	-29,8	-29,8	- 21,2
Octobre	- 7,9	-144,5	0,0	0,0	+ 0,3	-152,1	0,0	+ 3,0	+154,4	-	- 5,3	- 5,3	+152,1
Novembre	+ 2,2	+148,2	- 0,1	0,0	- 0,7	+149,6	- 0,1	+ 5,1	-153,4	-	- 1,2	- 1,2	-149,6
Décembre	-14,4	+ 12,2	- 0,7	0,0	+ 8,5	+ 5,6	+ 0,2	+10,0	- 13,5	-	- 2,3	- 2,3	- 5,6
1994													
Janvier	+19,2	+ 2,2	- 0,7	0,0	+ 3,5	+ 24,2	- 0,2	+ 0,1	- 27,4	-	+ 3,3	+ 3,3	- 24,2
Février	- 3,1	+ 5,7	+ 0,4	0,0	- 1,0	+ 2,0	+ 0,2	-14,9	+ 10,6	-	+ 2,1	+ 2,1	- 2,0

¹ Y compris les billets n'ayant plus cours légal.

² Aux cours du marché et à la date de valeur, non compris les variations résultant de swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (9), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'ont pas d'incidence sur le marché monétaire en franc belge.

³ Les avances de la Banque aux administrations et entreprises publiques ont été supprimées le 1^{er} juillet 1993 en vertu de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. A partir de cette date, la variation des dépôts des Etats belge et luxembourgeois n'a plus été reprise parmi les opérations de régulation du marché monétaire (colonne 10).

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire			Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels						Total
			Portefeuille d'open-market	Autres	Total	Avances à l'Etat ³	Surplus (-) de l'Etat ⁴	Avances au Fonds des Rentes ³	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (6) à (10)	(12) = (1) + (2) + (5) + (11)
1991 Avril	7,6	46,9	17,8	50,2	68,0	3,9	0,0	0,2	2,4	- 6,2	0,3	122,8
Mai	2,1	49,9	18,4	68,3	86,7	1,3	-0,1	0,0	2,4	- 6,4	- 2,8	135,9
Juin	5,0	49,3	17,7	66,4	84,1	1,6	0,0	0,1	3,9	- 2,8	2,8	141,2
Juillet	9,8	47,1	17,6	64,9	82,5	0,5	0,0	0,0	3,6	- 2,2	1,9	141,3
Août	10,7	49,5	18,1	47,0	65,1	2,2	0,0	0,0	4,0	- 1,8	4,4	129,7
Septembre	10,9	50,0	14,7	46,8	61,5	1,0	0,0	0,0	4,4	- 1,3	4,1	126,5
Octobre	11,0	49,9	14,1	41,3	55,4	1,2	0,0	0,0	4,4	- 1,3	4,3	120,6
Novembre	11,0	49,9	17,5	42,0	59,5	0,0	0,0	0,0	2,8	- 2,8	0,0	120,4
Décembre	10,9	50,4	13,6	45,4	59,0	2,4	0,0	0,0	4,7	- 1,3	5,8	126,1
1992 Janvier	10,8	47,0	14,2	34,6	48,8	1,5	0,0	0,0	3,0	- 2,1	2,4	109,0
Février	10,7	42,8	9,7	35,4	45,1	0,2	0,0	0,0	3,1	- 1,8	1,5	100,1
Mars	10,8	40,8	8,3	37,9	46,2	2,7	0,0	0,0	4,8	- 1,6	5,9	103,7
Avril	10,2	45,0	11,9	39,7	51,6	0,1	0,0	0,0	1,7	- 3,5	- 1,7	105,1
Mai	10,4	45,5	12,4	48,0	60,4	0,5	0,0	0,0	2,7	- 2,0	1,2	117,5
Juin	10,5	49,9	16,9	48,5	65,4	0,0	-0,1	0,0	1,5	- 3,3	- 1,9	123,9
Juillet	10,0	47,2	12,9	45,9	58,8	1,0	0,0	0,0	3,8	- 2,6	2,2	118,2
Août	9,9	45,0	8,7	34,3	43,0	2,1	0,0	0,0	7,0	- 0,9	8,2	106,1
Septembre	10,0	34,9	6,1	- 15,0	- 8,9	4,6	0,0	0,0	3,7	- 2,4	5,9	41,9
Octobre	10,0	29,6	7,6	- 58,2	- 50,6	0,9	0,0	0,0	5,3	- 2,1	4,1	- 6,9
Novembre	10,0	23,9	7,5	- 50,7	- 43,2	2,0	0,0	0,0	3,7	- 1,6	4,1	- 5,2
Décembre	7,4	14,3	10,5	- 84,6	- 74,1	3,2	0,0	0,0	4,6	- 1,2	6,6	- 45,8
1993 Janvier	5,1	20,5	11,3	-109,2	- 97,9	2,9	0,0	0,0	4,0	- 1,4	5,5	- 66,8
Février	4,2	13,6	5,2	-119,4	-114,2	8,2	0,0	0,0	10,2	- 1,0	17,4	- 79,0
Mars	4,2	11,6	10,5	- 69,0	- 58,5	10,9	0,0	0,0	6,8	- 1,2	16,5	- 26,2
Avril	4,3	16,0	18,3	- 38,2	- 19,9	5,3	0,0	0,0	5,2	- 1,5	9,0	9,4
Mai	4,2	23,9	23,5	- 18,0	5,5	1,2	-0,1	0,0	2,3	- 1,5	1,9	35,5
Juin	4,2	29,8	22,2	- 21,9	0,3	7,0	0,0	0,0	3,8	- 1,2	9,6	43,9
Juillet	4,2	22,2	20,2	1,7	21,9	—	—	—	10,9	- 1,1	9,8	58,1
Août	4,2	11,4	19,6	104,7	124,3	—	—	—	34,3	- 1,1	33,2	173,1
Septembre	4,2	10,5	23,9	139,9	163,8	—	—	—	18,2	- 1,2	17,0	195,5
Octobre	4,2	9,7	30,9	223,8	254,7	—	—	—	4,5	- 1,7	2,8	271,4
Novembre	4,3	10,3	35,5	150,2	185,7	—	—	—	3,4	- 2,0	1,4	201,7
Décembre	4,3	13,0	33,6	157,8	191,4	—	—	—	4,5	- 2,0	2,5	211,2
1994 Janvier	4,3	29,6	30,3	103,7	134,0	—	—	—	3,2	- 1,6	1,6	169,5
Février	4,3	19,8	29,9	101,2	131,1	—	—	—	1,8	- 1,8	0,0	155,2

¹ Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

² Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Récompte et de Garantie qui les redépote auprès de la Banque Nationale.

³ Supprimées le 1^{er} juillet 1993 en vertu de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

⁴ A partir du 1^{er} juillet 1993, la variation des dépôts des Etats belge et luxembourgeois n'a plus été reprise parmi les opérations de régulation du marché monétaire.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Belgique			Luxembourg			Total					
	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	dont primary dealers		
										Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)	
1991 Mars	161,7	71,1	1,3	38,4	8,3	0,4	200,1	79,4	1,7	169,5	62,2	1,2
Avril	161,9	65,0	1,6	38,4	8,8	0,5	200,3	73,8	2,1	169,5	57,1	1,6
Mai	161,9	61,8	1,6	38,4	9,0	0,5	200,3	70,8	2,1	169,5	54,6	1,6
Juin	161,9	59,2	3,3	40,5	7,7	0,9	202,4	66,9	4,2	169,5	50,8	3,4
Juillet	161,9	60,2	2,8	43,4	6,7	0,6	205,3	66,9	3,4	169,5	51,2	2,8
Août	161,9	63,4	3,3	43,6	7,0	0,8	205,5	70,4	4,1	169,5	54,7	3,4
Septembre	161,9	61,0	3,5	45,5	7,2	0,7	207,4	68,2	4,2	169,5	52,3	3,5
Octobre	161,9	60,4	4,0	45,5	7,0	0,6	207,4	67,4	4,6	169,5	51,2	3,9
Novembre	161,2	61,6	2,4	45,5	6,8	0,6	206,7	68,4	3,0	169,5	52,4	2,3
Décembre	161,2	61,7	5,1	45,5	7,8	0,8	206,7	69,5	5,9	169,5	53,9	5,2
1992 Janvier	161,2	60,7	2,4	45,6	8,1	0,5	206,8	68,8	2,9	169,5	52,9	2,3
Février	161,2	59,3	2,8	45,6	8,1	0,6	206,8	67,4	3,4	169,5	51,7	2,5
Mars	161,2	56,6	4,5	45,6	8,1	0,9	206,8	64,7	5,4	169,5	49,0	4,5
Avril	161,2	53,2	1,2	45,6	8,2	0,4	206,8	61,4	1,6	163,6	44,7	1,0
Mai	161,2	55,6	2,0	45,6	8,1	0,8	206,8	63,7	2,8	163,6	46,7	1,9
Juin	175,1	52,8	1,1	37,7	7,3	0,5	212,8	60,1	1,6	185,4	45,2	1,3
Juillet	175,1	54,1	3,4	37,7	8,1	0,6	212,8	62,2	4,0	185,4	48,7	3,1
Août	175,1	50,1	6,0	37,7	8,7	0,5	212,8	58,8	6,5	185,4	45,3	5,9
Septembre	175,1	54,2	3,7	37,7	8,7	0,5	212,8	62,9	4,2	185,4	49,5	3,7
Octobre	175,1	51,4	4,4	37,7	8,3	0,7	212,8	59,7	5,1	185,4	46,0	4,5
Novembre	177,8	53,3	3,2	37,7	8,1	0,6	215,5	61,4	3,8	188,2	48,1	3,1
Décembre	177,8	56,4	4,4	37,7	7,9	0,5	215,5	64,3	4,9	188,2	51,2	4,5
1993 Janvier	177,9	54,8	3,2	37,7	6,8	0,3	215,6	61,6	3,5	188,2	48,2	3,0
Février	177,9	64,7	9,4	37,7	9,7	0,8	215,6	74,4	10,2	188,2	60,2	9,3
Mars	177,9	64,9	6,1	37,7	9,8	0,8	215,6	74,7	6,9	188,2	60,9	6,1
Avril	177,9	62,7	5,4	37,7	10,1	0,7	215,6	72,8	6,1	188,2	58,9	5,3
Mai	177,9	58,5	2,0	37,7	9,7	0,5	215,6	68,2	2,5	188,2	54,1	2,1
Juin	177,9	57,6	3,6	37,7	8,9	0,7	215,6	66,5	4,3	188,2	52,6	3,7
Juillet	177,9	65,1	9,5	37,7	10,2	1,3	215,6	75,3	10,8	188,2	61,4	9,8
Août	178,0	91,0	29,8	37,7	12,9	1,9	215,7	103,9	31,7	188,2	88,9	30,3
Septembre	178,0	91,3	15,8	37,7	16,1	2,4	215,7	107,4	18,2	188,2	93,1	17,5
Octobre	178,0	70,8	4,4	37,7	10,0	0,2	215,7	80,8	4,6	188,2	66,7	4,4
Novembre	178,0	74,5	2,9	37,7	6,5	0,3	215,7	81,0	3,2	188,2	66,9	2,9
Décembre	178,0	70,3	4,2	37,8	8,8	0,3	215,8	79,1	4,5	188,2	65,0	4,2
1994 Janvier	178,0	65,4	3,4	37,8	8,3	0,3	215,8	73,7	3,7	188,2	59,7	3,4

¹ Montant moyen par mois calendrier; cependant, pour les montants maxima : situation en fin de mois.

³ Moyenne des 29, 30 et 31 janvier 1991.

² Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

**XVIII - 4. — PLAFONDS POUR LES MOBILISATIONS D'EFFETS DE COMMERCE PAR LES
ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)	
1991 Juin ¹	8,7	5,8	1,9	0,2	10,6	6,0	8,5	5,7
Juillet	8,7	6,8	1,9	0,9	10,6	7,7	8,5	7,2
Août	8,7	6,9	1,9	1,7	10,6	8,6	8,5	8,0
Septembre	8,7	6,8	1,9	1,8	10,6	8,6	8,5	8,1
Octobre	8,7	6,8	1,9	1,9	10,6	8,7	8,5	8,2
Novembre	8,7	6,9	1,9	1,8	10,6	8,7	8,5	8,1
Décembre	8,6	6,7	1,9	1,9	10,5	8,6	8,5	8,1
1992 Janvier	8,6	6,8	1,9	1,8	10,5	8,6	8,5	8,1
Février	8,6	6,9	1,9	1,7	10,5	8,6	8,5	8,1
Mars	8,6	6,9	1,9	1,9	10,5	8,8	8,5	8,3
Avril	8,6	6,8	1,9	1,6	10,5	8,4	8,3	7,9
Mai	8,6	6,8	1,9	1,9	10,5	8,7	8,2	7,9
Juin	9,5	7,3	1,0	1,7 ²	10,5	9,0	7,7	7,9 ²
Juillet	9,5	7,4	1,0	1,1 ²	10,5	8,5	7,7	7,6
Août	9,5	7,5	1,0	1,0	10,5	8,5	7,7	7,6
Septembre	9,5	7,6	1,0	1,0	10,5	8,6	7,7	7,5
Octobre	9,5	7,6	1,0	1,0	10,5	8,6	7,7	7,6
Novembre	9,5	7,7	1,0	1,0	10,5	8,7	7,7	7,6
Décembre	9,5 ³	6,1 ³	1,0	0,8 ³	10,5	6,9 ³	7,7	6,1 ³
1993 Janvier	9,5	4,5	1,0	0,5	10,5	5,0	7,7	4,4
Février	9,5	3,9	1,0	0,4	10,5	4,3	7,7	3,8
Mars	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Avril	9,5	3,9	1,0	0,4	10,5	4,3	7,7	3,8
Mai	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Juin	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Juillet	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Août	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Septembre	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Octobre	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Novembre	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
Décembre	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
1994 Janvier	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8

¹ A partir du 17 juin.

² Dépassement temporaire dû à des opérations de mobilisation encore en cours effectuées dans les limites des plafonds valables jusqu'au 31 mai 1992.

³ Dépassement temporaire dû à des opérations de mobilisation encore en cours effectuées dans les limites utilisables des plafonds valables jusqu'au 6 décembre 1992. A partir de cette date, les plafonds ne sont plus utilisables qu'à concurrence de 50 %.

XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication ¹	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué ²	Montant adjugé (millions de francs)	Pourcentage attribué ³	Encours des crédits ⁴ (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
03.05.1993	V	7	107.250	—	7,50	20.100	18,51	20.100
10.05.1993	V	7	221.525	—	7,40	22.000	9,83	22.000
17.05.1993	V	7	298.625	—	7,30	29.925	10,00	29.925
24.05.1993	V	7	207.150	—	7,20	29.950	14,33	29.950
28.05.1993	V	7	236.100	—	7,00	29.575	12,50	29.575
07.06.1993	V	7	118.950	—	7,00	29.750	25,00	29.750
14.06.1993	V	7	167.875	—	7,00	30.000	17,71	30.000
21.06.1993	V	7	95.650	—	7,00	30.000	31,16	30.000
28.06.1993	V	7	238.025	—	6,90	29.825	12,50	29.825
05.07.1993	V	7	333.450	—	6,70	30.000	8,90	30.000
12.07.1993	** V	8	159.900	—	6,70	25.000	15,41	25.000
19.07.1993	** V	6	162.675	—	6,70	10.000	5,90	10.000
26.07.1993	** V	7	163.400	—	8,50	10.025	5,85	10.025
04.08.1993	** V	7	167.950	—	9,50	20.050	11,70	20.050
11.08.1993	** V	7	175.900	—	9,50	10.000	5,45	10.000
18.08.1993	** V	7	174.900	—	9,50	10.000	5,53	10.000
25.08.1993	** V	7	155.775	—	9,50	10.000	6,18	10.000
01.09.1993	** V	7	174.125	—	9,50	10.000	5,53	10.000
08.09.1993	** V	7	154.075	—	10,50	10.100	6,27	10.100
15.09.1993	** V	7	132.850	—	10,00	10.000	7,33	10.000
22.09.1993	** V	7	103.075	—	9,75	12.000	11,45	12.000
29.09.1993	V	7	202.600	—	9,75	15.000	7,28	15.000
06.10.1993	V	7	3.350	—	9,65	3.350	100,00	3.350
13.10.1993	V	7	5.150	—	9,65	5.150	100,00	5.150
18.10.1993	V	7	8.000	—	9,65	8.000	100,00	13.150
25.10.1993	V	7	26.800	—	9,40	15.000	55,70	15.000
29.10.1993	V	7	20.000	—	9,40	20.000	100,00	20.000
08.11.1993	V	7	—	—	9,40	—	—	—
15.11.1993	V	7	—	—	9,40	—	—	—
22.11.1993	V	7	22.750	—	8,30	20.100	87,51	20.100
29.11.1993	V	7	—	—	8,30	—	—	—
06.12.1993	V	7	4.375	—	8,00	4.375	100,00	4.375
13.12.1993	V	7	10.575	—	7,50	10.575	100,00	10.575
20.12.1993	V	7	80.025	—	7,50	30.000	37,15	30.000
28.12.1993	V	7	139.700	—	7,25	30.050	21,30	30.050
03.01.1994	V	7	39.350	—	7,25	30.000	76,05	30.000
10.01.1994	V	7	28.150	—	7,10	28.150	100,00	28.150
17.01.1994	V	7	145.400	—	7,10	30.000	20,50	30.000
24.01.1994	V	7	74.900	—	7,10	30.175	40,01	30.175
31.01.1994	V	7	38.100	—	6,85	30.025	78,51	30.025
07.02.1994	V	7	34.700	—	6,70	30.025	86,05	30.025
14.02.1994	V	7	1.000	—	6,70	1.000	100,00	1.000
21.02.1994	V	7	15.275	—	6,55	15.275	100,00	15.275
28.02.1994	V	7	101.275	—	6,40	30.000	29,50	30.000

¹ V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

A adjudication à taux multiples (méthode « à l'américaine »).

* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

** limitation du montant demandé, pour chaque participant, à concurrence de sa ligne de crédit.

³ D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »), ou sur les montants demandés au taux inférieur retenu (méthode « à l'américaine »).

⁴ Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

² Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »). Taux inférieur retenu par la Banque (méthode « à l'américaine »).

XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
06.04.1993	130.274	8,30/ 8,41	44.134	8,34	100	8,33	34.311	1.630.808
13.04.1993	153.877	8,00/ 8,15	39.373	8,05	100	8,05	29.890	1.638.441
20.04.1993	259.942	7,98/ 8,12	122.413	8,03	47	8,02	25.025	1.620.505
27.04.1993	200.550	7,77/ 7,90	105.040	7,81	100	7,80	28.199	1.611.827
04.05.1993	241.297	7,40/ 7,51	120.641	7,45	100	7,44	30.201	1.658.544
11.05.1993	179.246	7,20/ 7,30	126.795	7,25	100	7,24	16.072	1.696.914
17.05.1993	217.753	7,21/ 7,33	90.635	7,26	52	7,25	27.583	1.705.710
25.05.1993	251.911	7,12/ 7,21	137.408	7,15	30	7,14	22.128	1.747.991
01.06.1993	165.120	7,05/ 7,15	142.770	7,11	100	7,09	8.025	1.706.274
08.06.1993	211.394	7,04/ 7,15	144.043	7,09	100	7,08	25.378	1.732.879
15.06.1993	271.385	7,05/ 7,14	102.011	7,09	38	7,08	30.150	1.689.834
22.06.1993	193.481	6,79/ 6,87	21.451	6,80	100	6,80	32.458	1.642.649
29.06.1993	216.094	6,66/ 6,78	91.516	6,70	21	6,68	31.633	1.629.283
06.07.1993	178.627	6,57/ 6,70	61.010	6,60	28	6,59	26.360	1.638.208
13.07.1993	145.449	6,70/ 6,90	23.713	6,78	100	6,77	18.920	1.611.578
19.07.1993	97.864	7,16/ 7,65	89.614	7,43	100	7,29	425	1.554.179
27.07.1993	149.688	8,07/ 8,75	134.238	8,40	100	8,29	5.200	1.560.378
03.08.1993	156.903	7,60/ 9,00	151.303	8,30	100	7,99	400	1.561.239
10.08.1993	91.129	9,75/11,25	31.541	10,32	100	10,22	27.253	1.477.166
17.08.1993	139.383	9,55/10,75	68.989	9,90	19	9,82	11.009	1.438.946
24.08.1993	177.116	9,00/10,00	129.116	9,25	100	9,18	9.298	1.417.824
31.08.1993	153.338	10,20/10,95	108.543	10,50	100	10,44	22.200	1.397.772
07.09.1993	192.920	11,75/16,00	72.308	12,20	52	12,11	25.576	1.326.235
14.09.1993	218.215	8,90/ 9,75	122.910	9,09	14	9,09	6.964	1.323.948
21.09.1993	136.089	8,95/ 9,25	93.848	9,03	100	9,03	1.425	1.365.312
28.09.1993	118.004	9,10/ 9,50	97.754	9,30	100	9,25	450	1.340.367
05.10.1993	185.175	9,00/ 9,30	117.505	9,06	100	9,04	11.729	1.382.231
12.10.1993	92.555	9,48/ 9,80	38.858	9,54	100	9,53	21.476	1.399.932
19.10.1993	138.990	9,08/ 9,44	69.165	9,18	100	9,16	25.634	1.404.692
26.10.1993	152.469	8,70/ 9,00	80.179	8,82	100	8,80	20.396	1.365.829
02.11.1993	133.004	8,87/ 9,02	47.333	8,94	100	8,92	26.416	1.287.875
09.11.1993	193.591	8,47/ 8,64	41.096	8,51	60	8,50	25.084	1.295.261
16.11.1993	182.240	8,42/ 8,84	56.169	8,46	71	8,45	17.042	1.288.474
23.11.1993	146.155	7,55/ 7,90	80.325	7,61	97	7,59	7.547	1.237.952
30.11.1993	186.112	7,35/ 7,52	71.506	7,39	27	7,37	16.747	1.195.442
07.12.1993	187.988	6,95/ 7,18	81.403	7,03	73	7,01	18.871	1.197.832
14.12.1993	176.662	7,06/ 7,28	93.442	7,17	100	7,15	10.695	1.172.095
21.12.1993	128.375	7,24/ 7,38	41.740	7,26	100	7,25	18.691	1.137.253
28.12.1993	144.972	6,90/ 7,04	98.687	6,97	61	6,95	8.431	1.146.167
04.01.1994	194.465	6,76/ 6,89	132.255	6,82	100	6,80	475	1.149.663
11.01.1994	124.081	6,96/ 7,12	65.459	7,03	9	7,00	10.895	1.165.683
18.01.1994	181.685	7,11/ 7,24	66.184	7,15	61	7,14	20.194	1.157.262
25.01.1994	227.986	6,84/ 7,02	128.272	6,90	79	6,88	9.289	1.194.248
01.02.1994	212.092	6,48/ 6,62	60.978	6,53	62	6,52	13.275	1.194.752
08.02.1994	184.635	6,45/ 6,59	75.197	6,50	37	6,48	11.881	1.215.650
15.02.1994	118.190	6,40/ 6,54	46.130	6,45	100	6,45	16.502	1.205.071
22.02.1994	184.011	6,31/ 6,40	133.948	6,36	64	6,34	6.371	1.257.518
01.03.1994	164.216	6,25/ 6,40	79.078	6,28	100	6,27	7.187	1.255.530

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux

inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A SIX MOIS ¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjudgé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjudgé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
11.06.1991	89.610	9,06/ 9,25	44.105	9,12	100	9,11	2.620	46.725
09.07.1991	66.900	9,29/ 9,50	37.200	9,38	100	9,36	3.020	86.945
06.08.1991	76.030	9,54/ 9,69	27.985	9,57	100	9,56	7.920	122.850
03.09.1991	82.215	9,27/ 9,43	35.700	9,32	63	9,30	7.165	165.715
01.10.1991	57.930	9,30/ 9,45	21.165	9,35	100	9,34	4.360	191.240
29.10.1991	47.080	9,38/ 9,55	41.880	9,45	100	9,41	0	233.120
26.11.1991	84.560	9,45/ 9,58	39.870	9,50	100	9,49	6.520	279.510
24.12.1991	39.330	9,75/ 9,95	6.630	9,79	100	9,77	5.700	245.115
14.01.1992	70.590	9,33/ 9,49	31.040	9,36	100	9,35	4.753	240.688
11.02.1992	56.278	9,41/ 9,58	46.578	9,45	100	9,44	1.975	253.336
10.03.1992	69.876	9,40/ 9,52	15.808	9,42	78	9,41	4.935	231.214
07.04.1992	61.206	9,58/ 9,70	13.261	9,61	100	9,60	6.734	225.684
05.05.1992	61.101	9,55/ 9,66	27.551	9,57	100	9,57	2.634	213.989
02.06.1992	56.670	9,50/ 9,63	28.795	9,54	100	9,53	790	197.184
14.07.1992	43.768	9,50/ 9,63	8.293	9,53	100	9,53	6.510	163.864
11.08.1992	39.182	9,64/ 9,74	20.219	9,66	100	9,66	3.756	139.286
08.09.1992	38.335	9,62/ 9,77	13.025	9,65	100	9,65	903	132.471
06.10.1992	35.103	8,57/ 9,63	8.376	8,59	100	8,57	2.612	123.464
03.11.1992	40.971	8,24/ 8,35	33.021	8,28	100	8,26	3.260	129.560
01.12.1992	53.815	8,35/ 8,45	21.440	8,38	100	8,38	3.179	124.594
29.12.1992	29.412	7,90/ 8,03	10.155	7,96	100	7,95	210	134.959
12.01.1993	37.635	7,66/ 7,73	11.145	7,68	100	7,68	4.035	135.336
09.02.1993	19.950	8,00/ 8,30	17.600	8,10	100	8,05	0	128.961
09.03.1993	56.210	7,47/ 8,65	21.410	7,55	100	7,52	3.260	139.703
06.04.1993	32.770	7,77/ 8,82	9.495	7,81	100	7,80	4.804	143.014
04.05.1993	128.640	7,29/ 7,40	12.090	7,30	100	7,30	4.282	123.105
01.06.1993	28.480	6,67/ 6,78	14.280	6,70	100	6,69	715	113.481
29.06.1993	63.165	6,31/ 6,41	38.510	6,35	100	6,34	2.259	143.885
13.07.1993	48.385	6,39/ 6,55	20.560	6,45	100	6,42	2.298	151.563
10.08.1993	33.243	7,95/ 9,50	9.728	8,25	100	8,20	4.963	148.654
07.09.1993	38.755	9,80/10,70	12.760	10,02	100	9,89	4.724	141.468
05.10.1993	39.365	8,42/ 8,74	22.715	8,50	100	8,47	700	150.584
02.11.1993	28.550	8,07/ 8,20	14.550	8,14	100	8,12	4.422	153.184
30.11.1993	49.700	6,83/ 7,00	14.335	6,87	22	6,85	4.417	156.941
28.12.1993	43.475	6,34/ 6,52	19.550	6,40	100	6,37	1.200	136.922
11.01.1994	28.980	6,58/ 6,80	10.280	6,65	100	6,64	3.103	127.447
08.02.1994	87.330	6,35/ 6,46	44.104	6,39	98	6,36	2.132	158.992
15.02.1994	39.245	6,31/ 6,41	22.245	6,35	100	6,34	0	181.237
22.02.1994	55.175	6,28/ 6,37	25.375	6,30	100	6,30	0	206.612
01.03.1994	57.900	6,21/ 6,35	27.925	6,25	100	6,24	0	234.537

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjudgés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6c. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A DOUZE MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
23.07.1991	59.315	9,33/ 9,48	46.665	9,40	100	9,38	3.000	273.110
20.08.1991	96.785	9,48/ 9,62	6.200	9,51	100	9,50	10.115	289.425
17.09.1991	66.145	9,29/ 9,43	43.265	9,35	100	9,33	670	333.360
15.10.1991	60.795	9,30/ 9,41	30.860	9,34	100	9,33	2.995	367.215
12.11.1991	55.400	9,38/ 9,52	25.745	9,43	100	9,41	4.555	397.515
10.12.1991	66.890	9,48/ 9,62	22.225	9,50	87	9,49	5.570	425.310
07.01.1992	89.085	9,38/ 9,53	13.425	9,39	100	9,39	8.194	446.929
04.02.1992	49.700	9,25/ 9,38	39.475	9,30	100	9,28	748	487.152
03.03.1992	59.706	9,35/ 9,50	39.776	9,39	100	9,37	1.803	528.731
31.03.1992	40.735	9,60/ 9,74	24.905	9,64	100	9,63	2.592	490.248
28.04.1992	85.598	9,51/ 9,65	14.065	9,52	100	9,52	8.526	420.279
26.05.1992	57.625	9,35/ 9,49	29.758	9,39	30	9,37	1.806	403.043
23.06.1992	37.488	9,47/ 9,59	15.138	9,49	100	9,48	3.216	405.292
20.07.1992	36.087	9,60/ 9,73	22.467	9,63	100	9,62	0	378.094
18.08.1992	33.870	9,70/ 9,79	5.579	9,71	29	9,70	6.125	373.483
15.09.1992	29.170	9,20/ 9,33	15.785	9,22	100	9,21	1.903	347.236
13.10.1992	41.710	8,29/ 8,40	22.500	8,32	100	8,31	1.292	337.173
10.11.1992	39.905	7,74/ 8,79	17.055	7,78	100	7,77	1.863	325.791
08.12.1992	31.075	7,66/ 7,80	13.075	7,72	100	7,71	1.629	312.700
05.01.1993	28.345	7,23/ 7,35	26.447	7,30	98	7,27	110	317.638
02.02.1993	23.920	7,25/ 7,35	10.630	7,29	100	7,28	710	288.755
02.03.1993	25.640	7,48/ 7,67	22.840	7,59	100	7,55	150	270.166
30.03.1993	30.945	7,48/ 7,65	13.665	7,53	100	7,50	4.951	261.285
27.04.1993	30.815	7,09/ 7,25	16.925	7,15	100	7,13	2.292	257.911
25.05.1993	44.880	6,54/ 6,65	28.375	6,59	100	6,57	843	255.565
22.06.1993	43.267	6,22/ 6,31	8.677	6,24	100	6,23	5.514	251.402
19.07.1993	18.405	6,20/ 6,65	17.505	6,51	100	6,37	0	246.440
17.08.1993	24.165	6,85/ 7,30	13.340	7,00	100	6,97	1.366	249.442
14.09.1993	19.875	7,00/ 7,65	5.175	7,27	100	7,18	1.237	238.166
12.10.1993	17.290	7,80/ 8,05	6.540	7,95	100	7,91	100	221.014
09.11.1993	28.595	7,08/ 7,20	11.003	7,12	51	7,10	1.701	214.800
07.12.1993	37.333	6,11/ 6,35	15.983	6,24	100	6,20	1.625	217.704
04.01.1994	26.185	5,96/ 6,06	16.085	6,01	100	5,99	0	207.232
01.02.1994	39.885	6,00/ 6,15	24.135	6,06	100	6,05	1.000	221.027
08.02.1994	14.780	6,08/ 6,20	8.630	6,15	100	6,13	0	229.657
15.02.1994	11.075	6,13/ 6,20	4.905	6,15	100	6,14	0	234.562
22.02.1994	13.775	6,12/ 6,20	7.825	6,17	100	6,15	0	242.387
01.03.1994	40.950	6,13/ 6,25	26.400	6,19	100	6,16	58	245.855

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6d. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE SPECIAUX¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 8 février 1994 ² (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjudgé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjudgé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
10.02.1994	98.717	6,65/ 6,85	70.617	6,75	100	6,74	70.617
24.02.1994	149.564	6,45/ 6,52	88.164	6,49	100	6,48	88.164
28.02.1994	121.140	6,46/ 6,56	76.640	6,49	100	6,48	164.804

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 8 février 1994 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1994, par le biais d'adjudications compétitives. Les titres sont adjudgés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à

l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² A la date de paiement.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires ²		Billets de trésorerie Certificats de dépôt		Total	
	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (3) + (5)	(8) = (2) + (4) + (6)
1991 Mars	63	35,7	138	11,3	—	—	201	47,0
Avril	74	37,9	164	13,1	—	—	238	51,0
Mai	80	39,7	150	15,7	—	—	230	55,4
Juin	57	29,2	187	21,6	—	—	244	50,8
Juillet	62	30,2	206	22,2	—	—	268	52,4
Août	61	29,3	155	18,1	—	—	216	47,4
Septembre	59	27,9	169	16,5	—	—	228	44,4
Octobre	62	28,4	203	21,3	—	—	265	49,7
Novembre	69	29,9	183	19,3	—	—	252	49,2
Décembre	50	22,2	189	22,9	—	—	239	45,1
1992 Janvier	65	31,6	205	25,1	—	—	270	56,7
Février	63	26,6	189	21,7	—	—	252	48,3
Mars	60	27,9	225	21,9	—	—	285	49,8
Avril	85	38,7	197	21,5	—	—	282	60,2
Mai	68	35,3	178	22,2	—	—	246	57,5
Juin	58	28,9	221	33,7	—	—	279	62,6
Juillet	69	39,3	213	32,0	0	0,1	282	71,3
Août	68	35,4	188	29,8	0	0,1	256	65,3
Septembre	102	50,9	309	45,8	0	0,1	411	96,8
Octobre	108	52,1	395	56,1	1	0,1	504	108,3
Novembre	103	53,6	323	53,3	1	0,2	427	107,1
Décembre	80	42,7	270	46,9	1	0,2	351	89,8
1993 Janvier	94	46,6	354	56,1	2	0,3	450	103,0
Février	108	49,4	446	66,2	1	0,1	555	115,7
Mars	116	57,0	449	65,4	1	0,4	566	122,8
Avril	108	53,5	352	53,5	2	0,4	462	107,4
Mai	122	64,0	372	60,5	2	0,6	496	125,1
Juin	98	54,7	349	62,2	2	0,6	449	117,5
Juillet	125	61,0	455	83,6	2	0,4	582	145,0
Août	116	44,9	441	86,6	2	0,5	559	132,0
Septembre	130	60,8	671	137,1	2	0,3	803	198,2
Octobre	148	70,4	678	129,6	2	0,5	828	200,5
Novembre	163	67,7	586	121,7	2	0,6	751	190,0
Décembre	117	55,7	518	111,8	3	1,3	638	168,8
1994 Janvier	126	60,9	626	157,3	3	0,7	755	218,9

¹ A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

² Y compris, à partir du 19/10, les transactions en « manteaux » et « coupons » des OLO démembrées.

XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablissements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Administrations publiques	Autres	Total	Etablissements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)			(10)
1991 Mars	1.050,4	66,2	0,4	24,4	1.141,4	541,7	36,7	8,6	587,0	112,4	1.840,8
Avril	1.075,5	91,4	3,6	38,7	1.209,2	557,6	40,4	33,4	631,4	119,6	1.960,2
Mai	1.140,7	93,8	6,6	46,8	1.287,9	562,4	41,5	33,6	637,5	93,5	2.018,9
Juin	1.099,7	93,3	8,1	63,5	1.264,6	565,1	43,3	33,2	641,6	95,7	2.001,9
Juillet	1.041,8	73,4	6,9	61,1	1.183,2	572,5	51,4	39,9	663,8	93,7	1.940,7
Août	1.003,2	74,2	3,6	67,1	1.148,1	569,7	57,5	47,4	674,6	81,6	1.904,3
Septembre ...	1.043,9	68,0	2,2	64,8	1.178,9	563,3	100,1	16,1	679,5	60,5	1.918,9
Octobre	939,7	89,7	2,0	65,1	1.096,5	579,5	88,0	18,8	686,3	79,8	1.862,6
Novembre ...	966,8	72,5	5,1	53,3	1.097,7	564,4	103,4	18,9	686,7	82,4	1.866,8
Décembre ...	946,5	70,0	2,3	49,3	1.068,1	532,9	108,5	9,7	651,1	72,6	1.791,8
1992 Janvier	955,0	52,9	3,3	55,6	1.066,8	533,3	114,4	14,8	662,5	72,2	1.801,5
Février	1.002,1	56,3	7,1	59,0	1.124,5	529,2	107,0	18,1	654,3	85,8	1.864,6
Mars	1.045,4	62,7	8,7	58,1	1.174,9	533,1	115,8	20,2	669,1	94,4	1.938,4
Avril	1.017,8	64,9	4,2	53,1	1.140,0	491,3	118,9	18,2	628,4	96,6	1.865,0
Mai	1.032,9	72,4	2,5	51,2	1.159,0	522,3	130,3	7,6	660,2	109,7	1.928,9
Juin	1.045,3	88,3	3,5	55,8	1.192,9	505,6	137,0	8,6	651,2	105,4	1.949,5
Juillet	1.016,3	86,5	3,8	56,7	1.163,3	500,4	143,8	17,6	661,8	101,5	1.926,6
Août	995,9	71,7	5,5	60,7	1.133,8	535,3	151,9	18,9	706,1	94,4	1.934,3
Septembre ...	1.073,2	80,2	7,1	64,4	1.224,9	523,0	149,4	16,0	688,4	84,7	1.998,0
Octobre	1.069,2	74,7	6,4	61,1	1.211,4	503,3	136,7	14,2	654,2	90,0	1.955,6
Novembre ...	979,2	66,4	10,7	48,3	1.104,6	520,2	125,1	13,4	658,7	98,2	1.861,5
Décembre ...	831,7	97,6	57,7	38,2	1.025,2	487,3	134,0	12,5	633,8	83,1	1.742,1
1993 Janvier	911,7	92,8	21,2	54,3	1.080,0	520,8	129,3	14,6	664,7	89,7	1.834,4
Février	954,6	62,6	40,7	60,8	1.118,7	492,8	136,1	12,5	641,4	77,8	1.837,9
Mars	1.072,0	97,5	49,2	66,8	1.285,5	517,1	124,4	14,3	655,8	95,3	2.036,6
Avril	1.082,1	81,3	82,7	67,5	1.313,6	471,8	126,7	13,7	612,2	86,9	2.012,7
Mai	1.131,0	93,3	88,4	60,8	1.373,5	503,7	135,1	13,6	652,4	100,8	2.126,7
Juin	1.068,6	101,9	70,1	48,7	1.289,3	487,3	133,9	11,9	633,1	85,1	2.007,5
Juillet	1.090,5	93,2	37,4	46,5	1.267,6	492,0	127,4	8,6	628,0	62,8	1.958,4
Août	1.009,7	80,1	27,2	54,4	1.171,4	432,6	139,4	11,5	583,5	61,0	1.815,9
Septembre ...	921,2	109,1	28,5	59,0	1.117,8	415,9	131,5	11,5	558,9	43,0	1.719,7
Octobre	898,7	117,4	62,7	57,4	1.136,2	400,4	127,6	14,3	542,3	58,6	1.737,1

¹ Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 23 janvier 1991).

² Banques, banques d'épargne et établissements de crédit du secteur public.

³ Y compris les sociétés d'assurances et les organismes de placement collectif.

XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE¹

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant		Taux central de la Banque ²	Taux des octrois de crédits par adjudications ³	Taux de l'IRC pour les surplus de fin de journée	
		A l'intérieur des lignes de crédit	Au-delà des lignes de crédit			Tranche ordinaire	Tranche de dépassement ⁴
p.m. 1993 1 ^{er} février	7,50	8,90	10,00	8,40	8,40	7,90	6,40
1993 5 février	"	8,80	9,75	8,30	—	7,80	6,30
8 février	"	"	"	"	8,30	"	"
10 février	"	9,30	"	"	—	7,30	"
11 mars	7,25	9,10	"	8,10	—	7,10	6,10
15 mars	"	"	"	"	8,10	"	"
19 mars	7,00	9,00	"	8,00	—	7,00	6,00
22 mars	"	"	"	"	8,00	"	"
24 mars	"	10,00	12,50	8,50	—	"	"
29 mars	"	"	"	"	8,50	"	"
31 mars	"	9,20	10,00	8,20	—	"	"
2 avril	"	9,00	"	8,00	—	"	"
5 avril	"	"	"	"	8,00	"	"
8 avril	"	8,90	"	7,90	—	6,90	5,90
9 avril	"	"	"	"	7,90	"	"
23 avril	"	8,70	9,50	7,70	—	6,70	5,70
26 avril	"	"	"	"	7,70	"	"
29 avril	6,75	8,50	9,25	7,50	—	6,50	5,50
3 mai	"	"	"	"	7,50	"	"
10 mai	"	8,40	"	7,40	7,40	6,40	5,40
13 mai	6,50	8,30	9,00	7,30	—	6,30	5,30
17 mai	"	"	"	"	7,30	"	"
24 mai	"	8,20	"	7,20	7,20	6,20	5,20
28 mai	6,25	8,00	8,75	7,00	7,00	6,00	5,00
22 juin	"	7,90	"	6,90	—	5,90	4,90
28 juin	"	"	"	"	6,90	"	"
2 juillet	6,00	7,70	8,50	6,70	—	5,70	4,70
5 juillet	"	"	"	"	6,70	"	"
23 juillet	"	9,15	10,00	7,15	—	6,15	5,15
26 juillet	"	10,50	12,00	8,50	8,50	7,50	6,50
30 juillet	"	11,50	13,00	9,50	—	8,50	7,50
4 août	"	"	"	"	9,50	"	"
2 septembre	7,00	12,50	14,00	10,50	—	9,50	8,50
8 septembre	"	"	"	"	10,50	"	"
10 septembre	6,50	12,25	13,75	10,25	—	9,25	8,25
13 septembre	"	12,00	"	"	—	"	"
15 septembre	"	11,75	"	10,00	10,00	9,00	8,00
20 septembre	"	11,50	"	9,75	—	8,75	7,75
22 septembre	"	"	"	"	9,75	"	"
30 septembre	"	11,40	"	9,65	—	8,65	7,65
6 octobre	"	"	"	"	9,65	"	"
22 octobre	6,00	11,15	13,25	9,40	—	8,40	7,40
25 octobre	"	"	"	"	9,40	"	"
17 novembre	"	10,00	12,00	8,30	—	7,30	6,30
18 novembre	5,50	"	"	"	—	"	"
22 novembre	"	"	"	"	8,30	"	"
3 décembre	5,25	9,70	11,50	8,00	—	7,00	6,00
6 décembre	"	"	"	"	8,00	"	"
7 décembre	"	9,20	"	7,50	—	6,50	5,50
13 décembre	"	"	"	"	7,50	"	"
22 décembre	"	9,10	"	7,40	—	6,40	5,40
28 décembre	"	8,95	"	7,25	7,25	6,25	5,25
1994 7 janvier	"	8,70	11,25	7,10	—	6,10	5,10
10 janvier	"	"	"	"	7,10	"	"
25 janvier	"	8,60	"	7,00	—	6,00	5,00
31 janvier	"	8,35	11,00	6,85	6,85	5,85	4,85
7 février	"	8,20	"	6,70	6,70	5,70	4,70
18 février	5,00	8,05	10,50	6,55	—	5,55	4,55
21 février	"	"	"	"	6,55	"	"

¹ La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

² Ce taux s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5,6 milliards à la fin de 1992.

³ Il s'agit des taux annoncés à l'avance pour des adjudications en volume et des taux minima retenus, par la Banque pour des adjudications à taux multiples. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent, sauf exception, de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

⁴ Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédit attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1992	9,36	9,36	9,36	9,17	—	9,01
1993	8,52	8,32	8,15	7,44	—	6,94
1992 Mars	9,61	9,61	9,61	9,52	—	9,43
Avril	9,49	9,53	9,56	9,52	—	9,46
Mai	9,49	9,53	9,56	9,51	—	9,41
Juin	9,52	9,54	9,56	9,52	—	9,43
Juillet	9,56	9,58	9,59	9,53	—	9,51
Août	9,71	9,73	9,76	9,70	—	9,65
Septembre	9,49	9,49	9,50	9,29	—	9,19
Octobre	8,82	8,79	8,75	8,32	—	8,16
Novembre	8,76	8,74	8,69	8,21	—	7,74
Décembre	8,81	8,76	8,69	8,15	—	7,65
1993 Janvier	8,37	8,31	8,23	7,68	—	7,25
Février	9,14	8,98	8,84	8,07	—	7,65
Mars	8,54	8,39	8,30	7,59	—	7,19
Avril	8,05	8,02	7,99	7,56	—	7,16
Mai	7,29	7,26	7,20	6,90	—	6,67
Juin	6,99	6,97	6,92	6,52	—	6,39
Juillet	7,71	7,42	7,21	6,68	—	6,24
Août	10,39	9,45	9,12	7,62	—	6,76
Septembre	10,52	10,23	9,88	8,51	—	7,61
Octobre	9,35	9,22	9,10	8,36	—	7,43
Novembre	8,40	8,21	7,97	7,30	—	6,75
Décembre	7,45	7,34	7,07	6,47	—	6,17
1994 Janvier	7,09	7,03	6,93	6,51	—	6,15
Février	6,55	6,51	6,42	6,33	—	6,11

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE¹

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1986	n.	8,17	8,20	n.	8,10	8,10	8,11	7,95	7,84
1987	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1991	n.	9,20	9,22	n.	9,27	9,34	9,39	9,44	9,46
1992	9,31	9,39	9,39	9,39	9,39	9,40	9,39	9,25	9,11
1993	8,68	8,80	8,75	8,66	8,60	8,39	8,21	7,62	7,07
1992 Mars	9,55	9,65	9,65	9,65	9,65	9,65	9,65	9,61	9,53
Avril	9,32	9,41	9,45	9,50	9,53	9,57	9,57	9,57	9,54
Mai	9,43	9,46	9,47	9,49	9,52	9,58	9,58	9,58	9,55
Juin	9,37	9,52	9,54	9,55	9,55	9,56	9,57	9,56	9,54
Juillet	9,47	9,56	9,57	9,58	9,59	9,61	9,61	9,62	9,61
Août	9,67	9,73	9,74	9,75	9,75	9,78	9,78	9,78	9,77
Septembre	9,47	9,58	9,57	9,56	9,53	9,53	9,53	9,38	9,29
Octobre	8,93	8,96	8,93	8,90	8,85	8,83	8,80	8,44	8,27
Novembre	8,79	8,89	8,85	8,82	8,79	8,79	8,73	8,30	7,88
Décembre	8,76	8,84	8,86	8,87	8,89	8,82	8,74	8,28	7,75
1993 Janvier	8,53	8,57	8,54	8,48	8,42	8,35	8,28	7,82	7,32
Février	8,86	9,17	9,17	9,15	9,20	9,02	8,92	8,35	7,79
Mars	8,56	8,79	8,73	8,64	8,61	8,43	8,34	7,78	7,31
Avril	8,02	8,11	8,11	8,09	8,07	8,04	8,02	7,71	7,25
Mai	7,43	7,46	7,43	7,37	7,33	7,28	7,22	6,99	6,78
Juin	7,08	7,09	7,07	7,04	7,02	6,99	6,95	6,64	6,48
Juillet	7,91	8,08	8,06	7,97	7,82	7,49	7,32	6,86	6,42
Août	11,08	11,43	11,14	10,81	10,55	9,64	9,19	7,87	6,92
Septembre	10,65	10,93	10,87	10,82	10,75	10,43	9,97	8,87	7,84
Octobre	9,53	9,55	9,51	9,46	9,41	9,24	9,15	8,51	7,60
Novembre	8,87	8,78	8,70	8,56	8,46	8,27	8,05	7,41	6,86
Décembre	7,65	7,65	7,63	7,58	7,55	7,44	7,16	6,60	6,26
1994 Janvier	7,18	7,19	7,17	7,15	7,13	7,06	6,97	6,64	6,24
Février	6,72	6,69	6,66	6,62	6,59	6,54	6,47	6,38	6,17

¹ A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h 30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/8 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/8 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes journalières	Crédits à court terme				Crédits à long terme	
	Crédits d'escompte ordinaires ¹	Crédits d'acceptation ¹	Crédits de caisse ¹	Avances à terme fixe à 3 mois ²	Crédits d'investissements ³	Prêts hypothécaires ⁴
1986	9,07	9,07	10,47	8,21	8,92	8,79
1987	8,21	8,21	9,34	7,20	8,73	8,24
1988	8,11	8,11	8,86	6,87	8,53	8,05
1989	10,23	10,23	10,98	8,83	8,98	8,52
1990	12,24	12,24	12,99	9,92	10,98	10,99
1991	12,11	12,11	12,86	9,48	10,74	11,50
1992	12,19	.	13,05	9,46	10,10	10,87
1993	10,72	.	11,97	8,31	8,40	9,67
1992 Mars	12,50	12,50	13,25	9,69	10,30	11,00
Avril	12,50	12,50	13,25	9,63	10,30	11,00
Mai	12,50	12,50	13,25	9,63	10,30	11,00
Juin	12,50	12,50	13,25	9,66	10,30	11,00
Juillet	12,50	12,50	13,25	9,69	10,30	11,00
Août	12,50	12,50	13,25	9,84	10,30	11,00
Septembre	12,50	12,50	13,25	9,63	10,41	11,00
Octobre	11,85	.	12,90	8,92	9,81	10,70
Novembre	11,00	.	12,25	8,78	9,20	10,25
Décembre	11,00	.	12,25	8,81	9,20	10,25
1993 Janvier	10,71	.	11,96	8,35	9,04	10,23
Février	10,96	.	12,21	9,02	8,90	10,15
Mars	10,94	.	12,19	8,44	8,75	10,15
Avril	10,72	.	11,97	8,12	8,60	9,63
Mai	9,92	.	11,17	7,32	8,47	9,50
Juin	9,73	.	10,98	7,05	8,30	9,50
Juillet	9,37	.	10,62	7,42	7,90	9,50
Août	11,20	.	12,45	9,29	7,90	9,50
Septembre	12,75	.	14,00	10,07	8,44	9,50
Octobre	11,75	.	13,00	9,25	8,35	9,50
Novembre	11,03	.	12,28	8,15	8,20	9,50
Décembre	9,65	.	10,90	7,26	7,86	9,45
1994 Janvier	9,50	.	10,75	7,07	7,75	9,45
Février	9,02	.	10,27	6,57	7,75	9,41

¹ Taux d'affiche communiqués par l'Association Belge des Banques.

² Taux indicatifs calculés en rajoutant au taux moyen des opérations interbancaires une marge variable que l'on peut considérer comme représentative pour les crédits accordés aux débiteurs de premier rang.

³ Jusqu'au 30 avril 1991 : taux appliqués par la SNCI, indépendamment de la durée du crédit d'investissement. Depuis le 1^{er} mai 1991, taux pour les crédits d'une durée égale ou supérieure à 4 ans et assortis d'une révision quinquennale des taux.

⁴ Prêts hypothécaires ordinaires octroyés par la CGER, avec taux semi-variable, assurance du solde restant dû et échéance supérieure à 15 ans. Il s'agit du taux proposé aux « nouveaux clients », qui ne tient pas compte des réductions consenties aux « bons » ou « très bons » clients.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes	Dépôts d'épargne			Dépôts à terme à 3 mois				Bons de caisse ³		
	Taux de base	Prime de fidélité ¹	Taux brut fictif ²	Ordinaires	De 1 à 3 millions	De 3 à 5 millions	De 5 à 20 millions	A 1 an	A 3 ans	A 5 ans
1986	4,29	0,69	6,64	5,36	6,31	6,86	7,48	7,11	7,47	7,72
1987	4,00	0,65	6,20	5,00	5,70	6,07	6,47	6,50	7,24	7,59
1988	3,78	0,74	6,03	4,56	5,29	5,66	6,14	6,23	7,03	7,33
1989	3,75	0,75	6,00	5,09	6,38	7,03	8,10	6,90	7,47	7,73
1990	3,94	1,25	5,94	6,10	7,45	8,16	9,19	8,30	8,76	8,97
1991	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,80	8,28	8,57	8,69
1992	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,80	8,09	8,10	8,09
1993	4,00	0,87	5,42	6,25	—	—	—	6,57	6,37	6,43
1992 Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,03	8,30	8,30	8,30
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,97	8,30	8,30	8,30
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,97	8,30	8,30	8,30
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,00	8,30	8,30	8,30
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,03	8,30	8,30	8,30
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,18	8,30	8,30	8,30
Septembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,97	8,49	8,46	8,36
Octobre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,27	7,83	7,83	7,83
Novembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,12	7,20	7,20	7,20
Décembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,15	7,20	7,14	7,14
1993 Janvier	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	7,68	7,09	7,00	7,00
Février	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,31	7,16	7,00	7,00
Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	7,72	7,01	6,87	6,87
Avril	4,00	0,75	5,28	6,25	—	—	7,45	6,75	6,75	6,75
Mai	4,00	0,75	5,28	6,25	—	—	6,63	6,45	6,56	6,65
Juin	4,00	0,75	5,28	6,25	—	—	6,38	6,20	6,30	6,50
Juillet	4,00	0,75	5,28	6,25	—	—	6,63	5,76	5,86	6,06
Août	4,00	0,75	5,30	6,25	—	—	8,23	5,70	5,80	6,00
Septembre	4,00	0,75	5,30	6,25	—	—	9,28	7,13	6,00	6,00
Octobre	4,00	0,75	5,30	6,25	—	—	8,55	7,18	6,45	6,45
Novembre	4,00	0,75	5,30	6,25	—	—	—	6,56	6,13	6,13
Décembre	4,00	0,75	5,30	6,25	—	—	—	5,86	5,75	5,75
1994 Janvier	4,00	0,75	5,48	6,25	—	—	—	5,75	5,61	5,61
Février	3,63	0,75	5,05	6,25	—	—	—	5,30	5,50	5,50

¹ Depuis le 16 janvier 1982, la prime de fidélité est octroyée sur la base du solde minimum maintenu en compte pendant 12 mois. Elle n'est toutefois capitalisée qu'à la fin de l'année calendrier considérée.

² La rémunération des dépôts d'épargne ordinaires n'est, dans certaines limites, pas soumise au précompte mobilier. Le taux brut fictif correspond au taux d'intérêt qui, après déduction d'un précompte mobilier fictif (20 p.c. jusqu'en 1983, 25 p.c. à partir de 1984 et 10 p.c. depuis mars 1990), aurait rapporté un taux net équivalent au taux d'intérêt effectif (taux de base + prime de fidélité). Ce taux d'intérêt brut fictif permet d'établir une comparaison avec les taux en vigueur pour les autres formes d'épargne, soumises au précompte mobilier.

³ Taux des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédits.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC¹

Source : *Fonds des Rentes*.

Moyennes journalières ²	Emprunts des pouvoirs publics						Taux moyen net ³	Obligations linéaires
	Taux moyen brut par échéance							Taux brut de l'emprunt de référence ⁴
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans et plus		
1988	7,00	7,46	7,75	7,80	7,94	8,01	5,91	n.
1989	8,76	8,77	8,73	8,67	8,63	8,59	6,57	n.
1990	10,12	10,14	10,17	10,14	10,10	10,06	8,70 ⁵	10,01
1991	9,53	9,47	9,46	9,43	9,39	9,31	8,36	9,29
1992	9,28	9,02	8,89	8,78	8,73	8,66	7,85	8,65
1993	7,39	6,90	6,77	6,83	6,81	7,22	6,33	7,23
1992 Mars	9,65	9,31	9,18	9,04	8,99	8,81	7,96	8,81
Avril	9,73	9,33	9,20	9,06	9,04	8,84	8,01	8,86
Mai	9,75	9,32	9,20	9,02	8,97	8,84	8,05	8,83
Juin	9,83	9,41	9,32	9,10	9,06	8,92	8,13	8,92
Juillet	9,84	9,45	9,29	9,08	9,03	8,92	8,11	8,91
Août	9,87	9,55	9,41	9,22	9,20	9,07	8,27	9,03
Septembre	9,40	9,28	9,08	8,94	8,90	8,81	8,03	8,77
Octobre	8,42	8,36	8,20	8,24	8,18	8,28	7,41	8,28
Novembre	8,05	8,01	7,89	7,95	7,86	8,02	7,18	8,04
Décembre	7,95	7,93	7,79	7,84	7,72	7,91	7,07	7,95
1993 Janvier	7,53	7,54	7,38	7,50	7,28	7,52	6,68	7,57
Février	7,89	7,79	7,57	7,63	7,44	7,65	6,82	7,65
Mars	7,43	7,42	7,24	7,33	7,09	7,38	6,53	7,37
Avril	7,46	7,42	7,24	7,32	7,13	7,43	6,51	7,44
Mai	7,01	6,98	6,82	6,96	6,93	7,38	6,37	7,43
Juin	6,76	6,62	6,40	6,52	6,66	7,19	6,19	7,23
Juillet	6,86	6,47	6,26	6,36	6,50	6,99	6,08	7,05
Août	7,66	6,78	6,23	6,38	6,51	7,04	6,17	7,08
Septembre	8,43	7,20	6,77	6,85	6,89	7,23	6,45	7,22
Octobre	8,01	6,63	6,94	6,75	6,79	7,20	6,43	7,19
Novembre	7,16	6,19	6,47	6,39	6,43	6,95	6,15	6,92
Décembre	6,53	5,75	5,91	5,99	6,10	6,65	5,63	6,59
1994 Janvier	6,48	5,65	5,74	5,84	6,01	6,54	5,50	6,52
Février	6,45	5,86	5,89	5,98	6,19	6,67	5,56	6,70

¹ Les emprunts pris en compte pour établir ces statistiques sont les émissions en franc belge à plus d'un an du secteur public ayant fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

² Les chiffres annuels sont la moyenne des chiffres mensuels.

³ Taux de rendement après précompte mobilier concernant les emprunts de 6 ans et plus.

⁴ Emprunt « benchmark » : du 1-6-89 au 5-8-90 — OLO 8,25 % 1989/99
à partir du 6-8-90 — OLO 10 % 1990/00.
à partir du 27-7-92 — OLO 8,75 % 1992/02.
à partir du 23-3-93 — OLO 9 % 1991/03.
à partir du 12-1-94 — OLO 7,25 % 1993/04.

⁵ A partir du mois d'avril 1990, seuls sont pris en compte les emprunts émis à l'attention des particuliers auxquels s'applique une retenue à titre de précompte mobilier de 10 p.c.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS¹

Moyennes journalières	Franc belge ²	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais ²	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling ²	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1986	8,08	4,59	5,63	9,36	9,26	n.	n.	n.	10,95	8,05	6,78	5,10
1987	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1991	9,33	9,17	9,21	9,50	9,69	10,34	12,01	13,17	11,48	9,85	5,90	7,31
1992	9,32	9,38	9,28	10,23	10,78	11,85	13,80	13,30	9,56	10,53	3,72	4,37
1993	8,15	7,15	6,74	8,37	10,27	8,75	10,05	11,72	5,87	7,99	3,19	2,92
1992 Mars	9,58	9,61	9,55	9,99	10,04	10,52	12,23	12,56	10,56	10,10	4,29	4,93
Avril	9,51	9,64	9,44	9,93	10,03	10,48	12,38	12,54	10,55	10,02	4,06	4,67
Mai	9,51	9,69	9,46	9,84	10,01	10,08	12,37	12,48	9,99	10,07	3,84	4,68
Juin	9,50	9,65	9,46	9,98	10,32	9,97	13,33	12,60	9,93	10,38	3,89	4,54
Juillet	9,55	9,68	9,51	10,10	10,32	10,18	15,41	12,88	10,05	10,69	3,40	4,29
Août	9,72	9,77	9,74	10,27	10,81	10,58	15,24	13,44	10,32	10,96	3,35	3,88
Septembre	9,45	9,17	9,23	10,82	11,26	12,08	17,32	13,86	9,95	11,38	3,17	3,91
Octobre	8,78	8,77	8,66	10,97	11,65	15,29	15,40	14,29	8,24	11,01	3,30	3,81
Novembre	8,66	8,83	8,70	9,76	11,00	14,92	14,18	14,12	7,10	10,27	3,71	3,71
Décembre	8,69	8,85	8,60	11,05	13,67	17,28	13,79	15,09	7,10	10,82	3,54	3,69
1993 Janvier	8,22	8,37	7,98	11,84	12,41	18,88	12,46	14,49	6,86	10,00	3,24	3,61
Février	8,84	8,24	7,99	11,91	15,18	13,93	11,33	13,65	6,09	9,48	3,12	3,23
Mars	8,29	7,86	7,50	11,03	13,53	10,85	11,08	14,71	5,90	9,07	3,11	3,23
Avril	7,97	7,78	7,42	8,80	10,68	8,45	11,19	13,85	5,91	8,77	3,10	3,18
Mai	7,17	7,38	6,98	7,50	8,95	7,67	10,64	13,18	5,93	7,82	3,13	3,20
Juin	6,89	7,47	6,64	7,20	7,93	6,97	10,05	11,11	5,82	7,35	3,24	3,18
Juillet	7,23	7,10	6,45	7,83	9,95	6,38	9,30	11,22	5,88	7,71	3,17	3,19
Août	8,91	6,50	6,24	7,46	11,09	6,41	9,17	11,00	5,79	7,52	3,16	2,96
Septembre	9,93	6,52	6,26	7,13	10,14	6,66	8,96	9,96	5,85	7,62	3,10	2,58
Octobre	9,11	6,52	6,21	6,86	8,58	6,56	8,69	9,64	5,69	7,39	3,26	2,41
Novembre	8,05	6,18	5,86	6,60	7,87	6,26	8,98	9,20	5,49	6,84	3,38	2,28
Décembre	7,13	6,00	5,51	6,41	7,29	6,21	8,57	8,86	5,25	6,38	3,25	2,04
1994 Janvier	6,94	5,77	5,12	6,20	6,11	5,92	8,35	8,76	5,32	6,28	3,16	2,11
Février	6,42	5,80	5,18	6,16	6,10	5,94	8,35	8,60	5,16	6,28	3,44	2,23

¹ Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.

² Taux calculés sur la base de 365 jours.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux ¹							Marché international ²	
	Belgique ³	France ⁴	Pays-Bas ⁵	Allemagne ⁶	Royaume-Uni ⁷	Etats-Unis ⁸	Japon ⁹	Dollar US ¹⁰	Ecu ¹¹
1988	8,01	9,05	6,10	6,51	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989	8,59	8,78	7,21	7,00	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990	10,06	9,93	8,99	8,79	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1991	9,31	9,03	8,79	8,47	10,11	7,86	6,53	8,65	9,15
1992	8,66	8,57	8,12	7,91	9,06	7,01	4,94	7,50	9,03
1993	7,22	6,72	6,21	6,54	7,47	5,87	3,95	6,57	7,44
1992 Mars	8,81	8,67	8,34	8,02	9,68	7,54	5,33	7,93	8,59
Avril	8,84	8,71	8,39	8,06	9,43	7,48	5,48	8,02	8,78
Mai	8,84	8,58	8,39	8,11	9,02	7,39	5,41	7,91	8,78
Juin	8,92	8,72	8,40	8,11	9,12	7,26	5,14	7,79	9,04
Juillet	8,92	8,88	8,43	8,17	9,04	6,84	4,74	7,37	9,27
Août	9,07	9,04	8,48	8,19	9,35	6,59	4,62	6,98	9,66
Septembre	8,81	8,74	8,14	7,86	9,19	6,42	4,49	6,84	9,75
Octobre	8,28	8,36	7,55	7,52	8,65	6,59	4,41	7,02	9,45
Novembre	8,02	8,08	7,37	7,45	8,19	6,87	4,40	7,27	8,98
Décembre	7,91	8,14	7,27	7,41	8,32	6,77	4,37	7,34	8,97
1993 Janvier	7,52	7,84	6,98	7,15	8,29	6,60	4,31	7,38	8,62
Février	7,65	7,69	6,75	6,98	7,95	6,26	3,76	6,88	8,27
Mars	7,38	7,29	6,44	6,68	7,72	5,97	4,17	6,88	7,85
Avril	7,43	7,08	6,49	6,73	7,89	5,97	4,40	6,78	7,79
Mai	7,38	7,11	6,52	6,86	8,15	6,04	4,58	6,76	7,76
Juin	7,19	6,90	6,48	6,84	7,96	5,96	4,34	6,55	7,56
Juillet	6,99	6,69	6,25	6,66	7,62	5,81	4,21	6,55	7,44
Août	7,04	6,29	6,04	6,42	7,07	5,68	4,02	6,65	7,18
Septembre	7,23	6,09	5,89	6,23	6,96	5,36	3,73	6,16	6,87
Octobre	7,20	5,90	5,72	6,04	6,87	5,33	3,58	6,13	6,78
Novembre	6,95	5,97	5,55	6,00	6,85	5,72	3,29	5,98	6,68
Décembre	6,65	5,74	5,41	5,88	6,26	5,78	3,04	6,14	6,50
1994 Janvier	6,54	5,59	5,27	5,85	6,24	5,72	3,54	6,31	6,21
Février	6,67	5,86	5,56	6,11	6,72	5,97	3,61	6,25	6,35

¹ Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

² Moyennes hebdomadaires.

³ Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

⁴ Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

⁵ Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

⁶ Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

⁷ Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

⁸ Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

⁹ Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

¹⁰ Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

¹¹ Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1991 ...		3,50		8,00		9,60		12,00		9,25		7,00		4,50
1992 Avril													1	3,75
Juillet	2	3,00					6	13,00						
Juillet			16	8,75			16	13,75					27	3,25
Août							4	13,25						
Septembre			15	8,25			4	15,00	15	9,00	15	6,50		
Septembre									17	8,75	25	6,00		
Octobre							23	14,00	22	8,50				
Novembre					2	9,35								
Novembre					13	9,10	13	13,00						
Décembre							23	12,00	11	8,25				
1993 Janvier									8	8,00	8	5,50		
Février			5	8,00			4	11,50					4	2,50
Mars									11	7,75	19	5,00		
Avril					19	8,75								
Avril			23	7,25	23	8,50	23	11,00						
Avril					29	8,25			29	7,25				
Mai					6	8,00	21	10,50	13	7,00				
Mai					13	7,75								
Mai					25	7,50			28	6,75				
Juin					14	7,25	14	10,00						
Juin					21	7,00								
Juillet			2	6,75	6	6,75	6	9,00	2	6,50	2	4,50		
Juillet									30	6,25				
Septembre			10	6,25			10	8,50	10	6,00			21	1,75
Octobre			22	5,75	22	6,45	22	8,00	22	5,75	22	4,25		
Décembre					3	6,20			3	5,50	16	4,00		
1994 Janvier									6	5,25				
Février			18	5,25			18	7,50	18	5,00				

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1989	14,75		12,47		1993 Février	5,88		6,09	
1990	13,75		11,72		Mars	5,88		5,36	
1991	10,38		7,67		Avril	5,88		5,60	
1992	6,88		7,36		Mai	5,88		5,10	
1993	5,38		4,11		Juin	5,88		4,79	
1991 3 ^e trimestre	10,38		8,59		Juillet	5,88		4,41	
4 ^e trimestre	10,38		7,67		Août	5,88		4,99	
1992 1 ^{er} trimestre	10,38		7,49		Septembre	5,88		4,90	
2 ^e trimestre	9,88		5,85		Octobre	5,88		4,63	
3 ^e trimestre	8,88		5,69		Novembre	5,38		4,34	
4 ^e trimestre	6,88		7,36		Décembre	5,38		4,11	
1993 1 ^{er} trimestre	5,88		5,36		1994 Janvier	5,38		3,88	
2 ^e trimestre	5,88		4,79		Février	5,25		4,10	
3 ^e trimestre	5,88		4,90						
4 ^e trimestre	5,38		4,11						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque*

Nationale de Belgique : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

JANVIER 1994

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités ;**
- 2. Réglementation économique et financière ;**
- 3. Réglementation fiscale ;**
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;**
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
- 5. Réglementation sociale ;**
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;**
- 7. Divers.**

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

REFORME DE L'ETAT.

Loi du 30 décembre 1993 modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, le Code électoral, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, *Moniteur*, 11 janvier 1994, p. 470.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

DROITS INTELLECTUELS.

Marques.

Règlement (CE) n° 40/94 du Conseil, du 20 décembre 1993, sur la marque communautaire, *Journal officiel* n° L 11, du 14 janvier 1994, p. 1.

MARCHES DE VALEURS MOBILIERES.

Arrêté ministériel du 5 janvier 1994 portant approbation de l'arrêté du Fonds des Rentes du 20 décembre 1993 modifiant le règlement du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie, *Moniteur*, 14 janvier 1994, p. 733.

MARCHES PUBLICS.

Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, *Moniteur*, 22 janvier 1994, p. 1308.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DOUANE ET ACCISES.

Arrêté ministériel du 23 décembre 1993 relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, *Moniteur*, 7 janvier 1994, p. 244.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.1. COMMUNAUTES EUROPEENNES.

FINANCEMENT.

Arrêté royal du 30 décembre 1993 relatif à l'exécution des actes émanant des institutions compétentes des Communautés européennes touchant la matière agricole, *Moniteur*, 13 janvier 1994, p. 660.

4.2. ETAT BELGE.

DETTE DE L'ETAT.

Emprunts publics. - Remboursement.

Arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif au remboursement par anticipation du capital non amorti de l'emprunt du Fonds des Routes 8 p.c. 1987-1995, *Moniteur*, 8 janvier 1994, p. 373.

Arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif au remboursement par anticipation du capital non amorti de l'emprunt de l'Etat 8 p.c. 1989-1997, *Moniteur*, 8 janvier 1994, p. 373.

Emprunts publics.

Arrêté ministériel du 5 janvier 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 29 novembre 1991 fixant les modalités de calcul des intérêts courus à bonifier pour les transactions boursières portant sur des titres de la dette publique belge, *Moniteur*, 14 janvier 1994, p. 734.

Arrêté ministériel du 5 janvier 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 10 juin 1992 fixant certaines modalités de liquidation des transactions portant sur des titres de la dette publique, *Moniteur*, 14 janvier 1994, p. 735.

Obligations linéaires.

Arrêté royal du 10 janvier 1994 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 1994, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires », *Moniteur*, 18 janvier 1994, p. 963.

Arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif à l'échange en 1994 d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses, *Moniteur*, 18 janvier 1994, p. 964.

Arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif à l'échange en 1994 d'obligations linéaires contre d'autres obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses, *Moniteur*, 18 janvier 1994, p. 966.

Arrêté ministériel du 14 janvier 1994 relatif à l'adjudication d'échange du 11 janvier 1994 d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires, *Moniteur*, 22 janvier 1994, p. 1339.

Arrêté ministériel du 14 janvier 1994 relatif à l'adjudication d'échange à prix prédéterminés du 18 janvier 1994 d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée, *Moniteur*, 22 janvier 1994, p. 1339.

Arrêté ministériel du 19 janvier 1994 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » libellés en francs belges pour le premier semestre 1994, *Moniteur*, 25 janvier 1994, p. 1412.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN.

Décision du Conseil et de la Commission, du 13 décembre 1993, relative à la conclusion de l'accord sur l'Espace économique européen entre les Communautés européennes, leurs Etats membres et la république d'Autriche, la république de Finlande, la république d'Islande, la principauté de Liechtenstein, le royaume de Norvège, le royaume de Suède et la Confédération suisse, *Journal officiel* n° L 1, du 3 janvier 1994, p. 1.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS - TRANSIT.

Règlement (CE) n° 3698/93 du Conseil, du 22 décembre 1993, relatif au régime applicable aux importations dans la Communauté de produits originaires de la république de Bosnie-Herzégovine, de la république de Croatie, de la république de Slovénie et de l'ancienne république yougoslave de Macédoine, *Journal officiel* n° L 344, du 31 décembre 1993, p. 1.

Décision des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 22 décembre 1993, relative au régime applicable aux importations dans la Communauté de produits relevant du traité CECA et originaires de la république de Bosnie-Herzégovine, de la république de Croatie, de la république de Slovénie et de l'ancienne république yougoslave de Macédoine, *Journal officiel* n° L 344, du 31 décembre 1993, p. 40.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.
- Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Poullet.
- Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.
- Cahier n° 9 :** Incidence de la réduction du taux du précompte mobilier sur les marchés financiers et sur les finances publiques, par J. Claeys, M. Druant, D. Gosset, A. Mulkay, C. Rigo et Th. Timmermans.
- Cahier n° 10 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1991, par Ph. Quintin et P. Van Overwaelle.
- Cahier n° 11 :** Volume et structure du marché des changes en Belgique, par G. Van Craenenbroeck et N. Vandecan.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique des vedettes principales. Dans la plupart des cas, les numéros ISBN pour les livres et ISSN pour les revues sont indiqués. Chaque livre porte une cote de rangement qui, dans sa partie numérique, correspond au plan abrégé de la classification décimale en usage à la Banque Nationale. Les articles portent l'indication de la cote de rangement du périodique qui les contient. Une version abrégée du plan de classification décimale a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

AGGARWAL, Raj

Cointegration among Southeast Asian and Japanese currencies : preliminary evidence of a Yen bloc? / AGGARWAL, Raj; MOUGOUÉ, Mbodja., 1993. - N° 2, 1993, p. 161-166.

(*ECONOMICS LETTERS*, ISSN 0165-1765; 41)

BELGISCHE VERENIGING VAN BANKEN

Productiviteit in de banksector / BELGISCHE VERENIGING VAN BANKEN.

Brussel : BVB, 1992. - 57 p.

(*Aspecten en Documenten*; 140)

NL 8

YU 1

AIZENMAN, Joshua

Macroeconomie uncertainty and private investment / AIZENMAN, Joshua; MARION, Nancy P., 1993. - N° 2, 1993, p. 207-210.

(*ECONOMICS LETTERS*, ISSN 0165-1765; 41)

BERNDT, Ernst R.

Auditing the producer price index : micro evidence from prescription pharmaceutical preparations / BERNDT, Ernst R.; GRILICHES, Zvi; ROSETT, Joshua G., 1993. - N° 3, July 1993, p. 251-264.

(*JOURNAL OF BUSINESS & ECONOMIC STATISTICS*, ISSN 0735-0015; 11)

US 65

US 65

AIZENMAN, Joshua

Resource allocation during the transition to a market economy : policy implications of supply bottlenecks and adjustment costs / AIZENMAN, Joshua; ISARD, Peter., 1993. - N° 4366, May 1993, 38 p.

(*WORKING PAPER SERIES - NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH*; 1993)

BOYD, John H.

U.S. commercial banking : trends, cycles, and policy / BOYD, John H.; GERTLER, Mark., 1993. - N° 4404, July 1993, 37 p.

(*WORKING PAPER SERIES - NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH*; 1993)

339.0 BANQ

GB 19B

BANQUE DE FRANCE

Contribution à l'analyse des flux financiers en Europe / BANQUE DE FRANCE.

Paris : Comité européen de Concertation des Centrales de Bilans, 1992. - 196 p.

(*Entreprises*)

ISBN 2-11-087286-1

BRITTON, Andrew

Economic prosperity and the quality of production / BRITTON, Andrew., 1993. - N° 145, August 1993, p. 6-10.

(*NATIONAL INSTITUTE ECONOMIC REVIEW*, ISSN 0027-9501; 1993)

BROWN, Adrian

The extension of the Community public procurement rules to utilities / BROWN, Adrian., 1993. - N° 4, August 1993, p. 721-748.

(COMMON MARKET LAW REVIEW, ISSN 0165-0750; 30)

CHENAUX, Jean-Philippe

La subsidiarité et ses avatars / CHENAUX, Jean-Philippe. Centre Patronal Lausanne, 1993. - 63 p.
In : Etudes & Enquêtes, n° 16, janvier 1993.

NL 8

IT 18B

CAPORALE, Tony

The budget deficit and the arbitrage pricing theory / CAPORALE, Tony; THORBECKE, Willem., 1993. - N° 3, 1993, p. 313-317.

(ECONOMICS LETTERS, ISSN 0165-1765; 41)

COCCIOLI, Luigi

Riflessioni sull'economia mondiale 1950-1980 / COCCIOLI, Luigi., 1993. - N° 2, aprile-giugno 1993, p. 255-305.

(RASSEGNA ECONOMICA - BANCO DI NAPOLI; 57)

NL 699

IMF 2F

CASTILLO DE LA TORRE, Fernando

The EEC new instrument of trade policy : some comments in the light of the latest developments / CASTILLO DE LA TORRE, Fernando., 1993. - N° 4, August 1993, p. 687-719.

(COMMON MARKET LAW REVIEW, ISSN 0165-0750; 30)

COLEMAN, Rozlyn

Estonie : bilan de la réforme monétaire et des activités de l'office des changes / COLEMAN, Rozlyn., 1993. - N° 14, 19 juillet 1992, p. 222-224.

(BULLETIN DU FMI, ISSN 0250-7412; 22)

351 CENT

CA 2A

CENTRE FOR EUROPEAN POLICY STUDIES

Economic instruments in EC environmental policy / CENTRE FOR EUROPEAN POLICY STUDIES.

Brussels : Centre for European Policy Studies, 1993. - 86 p.

(CEPS Working Party Report; 8)

ISBN 92-9079-152-7

CROW, John W.

La politique monétaire dans un régime de taux de change flottants : l'expérience canadienne / CROW, John W., 1993. - Summer 1993, p. 37-47.

(REVUE DE LA BANQUE DU CANADA - BANK OF CANADA REVIEW, ISSN 0045-1460; 1993)

CROW, John W.

The economy and Canadian monetary policy / CROW, John W., 1993. - Summer 1993, p. 49-54.

(*REVUE DE LA BANQUE DU CANADA - BANK OF CANADA REVIEW*, ISSN 0045-1460; 1993)

ECU NEWSLETTER

An analysis of central bank independence in some European countries, 1993. - N° 44, July 1993, p. 25-36.

(*ECU NEWSLETTER*; 1993)

NL 10

IT 11

DE GRAUWE, Paul

Einde EMS, leve de EMU! / DE GRAUWE, Paul., 1993. - N° 3924, 18 augustus 1993, p. 758-759.

(*ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*; 78)

ECU NEWSLETTER

The Bundesbank's operating procedures and the transmission of monetary policy in Germany, 1993. - N° 44, July 1993, p. 15-24.

(*ECU NEWSLETTER*; 1993)

NL 8

IT 11

DUCA, John V.

RTC activity and the "missing M2" / DUCA, John V., 1993. - N° 1, 1993, p. 67-71.

(*ECONOMICS LETTERS*, ISSN 0165-1765; 41)

ECU NEWSLETTER

The maturity structure of public debt in some European countries, 1993. - N° 44, June 1993, p. 9-11.

(*ECU NEWSLETTER*; 1993)

DE 21

IT 11

EBKE, Werner F.

Devisenrecht als Kapitalaufbringungssperre? / EBKE, Werner F., 1993. - N° 8, August 1993, p. 613-626.

(*RECHT DER INTERNATIONALEN WIRTSCHAFT*, ISSN 0340-7926; 39)

ECU NEWSLETTER

The term structure as a predictor of the business cycle : some evidence from Germany and the United Kingdom, 1993. - N° 44, July 1993, p. 12-14.

(*ECU NEWSLETTER*; 1993)

EICHENGREEN, Barry

The endogeneity of exchange rate regimes / EICHENGREEN, Barry., 1993. - N° 4361, May 1993, 43 p.
(WORKING PAPER SERIES - NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH; 1993)

FRY, Maxwell J.

Foreign debt accumulation : financial and fiscal effects and monetary policy reactions in developing countries / FRY, Maxwell J., 1993. - N° 4, August 1993, p. 347-367.
(JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE, ISSN 0261-5606; 12)

334 EURO

GB 29A

EUROPEAN COMMUNITIES

Social portrait of Europe / EUROPEAN COMMUNITIES.
Luxembourg : Office for Official Publications of the European Communities, 1991. - 142 p.
ISBN 92-826-1747-5

GOODHART, Charles A.E.

Central Bank Forex intervention assessed in continuous time / GOODHART, Charles A.E.; HESSE, Thomas., 1993. - N° 4, August 1993, p. 368-389.
(JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE, ISSN 0261-5606; 12)

OCDE 16A

US 38B

FINANCIAL MARKET TRENDS

Recent developments in foreign direct investment : a sectoral analysis, 1993. - N° 54, February 1993, p. 67-86.
(FINANCIAL MARKET TRENDS, ISSN 0378-651X; 1993)

HARVEY, A.C.

Detrending, stylized facts and the business cycle / HARVEY, A.C.; JAEGER, A., 1993. - N° 3, July-September 1993, p. 231-247.
(JOURNAL OF APPLIED ECONOMETRICS, ISSN 0883-7252; 8)

331.0 FISH

IT 6A

FISHER, Paul

Rational expectations in macroeconomic models / FISHER, Paul.
Dordrecht : Kluwer Academic Publishers, 1992. - VIII+211 p.
(Advanced Studies in Theoretical and Applied Econometrics; 26)
ISBN 0-7923-1903-6

HERGUERA, Iñigo

Exchange rate fluctuations, market structure and the pass-through relationship / HERGUERA, Iñigo., 1993. - N° 18, 1993, 31 p.
(EUI WORKING PAPERS; 1993)

HILPOLD, Peter

Regionale Integrationszonen und GATT. Die Neuerungen der Uruguay-Runde / HILPOLD, Peter., 1993. - N° 8, August 1993, p. 657-676.

(*RECHT DER INTERNATIONALEN WIRTSCHAFT, ISSN 0340-7926; 39*)

KNOESTER, A.

Internationale belastingverlaging : lessen voor Nederland / KNOESTER, A., 1993. - N° 3924, 18 augustus 1993, p. 740-745.

(*ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN; 78*)

US 30G

IT 6A

HUSBY, R.D.

The minimum wage, wage subsidies, and poverty / HUSBY, R.D., 1993. - N° 3, July 1993, p. 30-38.

(*CONTEMPORARY POLICY ISSUES, ISSN 0735-0007; 11*)

LABEAGA, José María

A flexible demand system and VAT simulations from Spanish microdata / LABEAGA, José María; LÓPEZ, Angel., 1993. - N° 10, 1993, 54 p.

(*EUI WORKING PAPERS; 1993*)

382.2 INTE

EBRD 1

INTERNATIONAL MONETARY FUND

Report on the measurement of international capital flows : background papers / INTERNATIONAL MONETARY FUND.

Washington : IMF, 1992. - VIII+97 p.
ISBN 1-55775-320-2

LANKES, H.P.

Banking reform in central and eastern Europe / LANKES, H.P.; SOMMARIVA, A., 1993. - July 1993, p. 8-16.

(*EBRD ECONOMIC REVIEW, ISSN 0967-9634; 1993*)

382.3-ISSU

FR 1

Issues

Issues and developments in international trade policy / Edit. by Margaret KELLY & Anne Kenny McGUIRK.

Washington : International Monetary Fund, 1992. - IX+173 p.

(*World Economic and Financial Surveys*)

ISBN 1-55775-311-3

LEGROS, Florence

L'apparition de fonds de pension aurait-elle un impact sur l'emploi dans les sphères bancaires et financières? / LEGROS, Florence., 1993. - N° 94-95, SPEC., juillet 1993, p. 12-15.

(*ANALYSE FINANCIERE, ISSN 0253-9841*; 1993*)

Macroeconomics

Macroeconomics and macroeconomic policy issues /
 Edit. by Thomas MAYER & Franco SPINELLI.
 Aldershot, Hants : Avebury, 1991. - 271 p.
 ISBN 1-85628-219-8

McKIBBIN, Warwick J.

Macroeconomic implications of the European single
 market for Austria : a simulation analysis / McKIBBIN,
 Warwick J.; NECK, Reinhard; SCHÄFER, Guido.,
 1993. - N° 2, July 1993, p. 25-32.
 (BEST PAPERS PROCEEDINGS, ISSN 1058-4110; 3)

NL 16A

DE 33

MAKRIDAKIS, Spyros

The M2-competition : a real-time judgmentally based
 forecasting study / MAKRIDAKIS, Spyros; CHATFIELD,
 Chris; HIBON, Michèle; LAWRENCE, Michael; MILLS,
 Terence; ORD, Keith; SIMMONS, LeRoy F., 1993. -
 N° 1, April 1993, p. 5-22.
 (INTERNATIONAL JOURNAL OF FORECASTING, ISSN
 0169-2070; 9)

MERK, Hans Günther

Zur Organisation des statistischen Systems innerhalb
 der Europäischen Gemeinschaften / MERK, Hans
 Günther., 1993. - N° 7, Juli 1993, p. 463-465.
 (WIRTSCHAFT UND STATISTIK, ISSN 0043-6143; 1993)

US 13

IT 22

MARTIN, Marshall A.

The North American free trade agreement : implica-
 tions for agricultural trade / MARTIN, Marshall A.,
 1993. - N° 2, July 1993, p. 133-138.
 (BEST PAPERS PROCEEDINGS, ISSN 1058-4110; 3)

NEWBERY, David M.

Trade in primary products : price instability, causes and
 remedies / NEWBERY, David M., 1993. - N° 4, April
 1993, p. 201-237.
 (RIVISTA DI POLITICA ECONOMICA, ISSN 0391-6170;
 83)

IT 6A

GB 19B

MARTIN, Stephen

Product differentiation, market structure and exchange
 rate passthrough / MARTIN, Stephen; PHLIPS, Louis.,
 1993. - N° 1, 1993, 27 p.
 (EUI WORKING PAPERS; 1993)

O'MAHONY Mary

Capital stocks and productivity in industrial nations /
 O'MAHONY Mary., 1993. - N° 145, August 1993,
 p. 108-117.
 (NATIONAL INSTITUTE ECONOMIC REVIEW, ISSN
 0027-9501; 1993)

POPPER, Helen

Long-term covered interest parity : evidence from currency swaps / POPPER, Helen., 1993. - N° 4, August 1993, p. 439-448.

(*JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE*, ISSN 0261-5606; 12)

VERAMALLAY, Ashton I.

A Eurofed in the European Community / VERAMALLAY, Ashton I., 1993. - N° 2, July 1993, p. 40-44.

(*BEST PAPERS PROCEEDINGS*, ISSN 1058-4110; 3)

US 13

US 28A

STARZYNSKA, Wacława

Monthly model of the Polish economy in transition / STARZYNSKA, Wacława; WITKOWSKA, Dorota., 1993. - N° 2, July 1993, p. 124-131.

(*BEST PAPERS PROCEEDINGS*, ISSN 1058-4110; 3)

VLAAR, Peter J.G.

The message in weekly exchange rates in the European Monetary System : mean reversion, conditional heteroscedasticity, and jumps / VLAAR, Peter J.G.; PALM, Franz C., 1993. - N° 3, July 1993, p. 351-360.

(*JOURNAL OF BUSINESS & ECONOMIC STATISTICS*, ISSN 0735-0015; 11)

NL 15B

DE 34B

SUN, Tong-Sheng

Interest rate swaps : an empirical investigation / SUN, Tong-Sheng; SUNDARESAN, Suresh; WANG, Ching., 1993. - N° 1, August 1993, p. 77-99.

(*JOURNAL OF FINANCIAL ECONOMICS*, ISSN 0304-405X; 34)

Westliche

Westliche Industrieländer : erhebliche konjunkturelle Risiken in Westeuropa, 1993. - N° 26-27, 8 Juli 1993, p. 355-359.

(*DIW WOCHENBERICHT - DEUTSCHES INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG*, ISSN 0012-1304; 60)

331.3 UNIT

United

The United States economy : performance and issues / Under the dir. of Yusuki Horiguchi.

Washington : International Monetary Fund, 1992. - VII + 599 p.

ISBN 1-55775-231-1

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique : BEF 500 (à majorer de 6 p.c. de TVA). Luxembourg : BEF 500 *. Pays membres de la CEE : BEF 750 * (frais d'expédition inclus). Autres pays : voie normale : BEF 750. voie aérienne : BEF 1.550.
Prix du numéro séparé	{ Belgique : BEF 50 (à majorer de 6 p.c. de TVA). Luxembourg : BEF 50 *. Pays membres de la CEE : BEF 75 * (frais d'expédition inclus). Autres pays : voie normale : BEF 75. voie aérienne : BEF 155.

* A majorer de 6 p.c. de TVA si le numéro de TVA n'est pas communiqué.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « VAP — Recettes à ventiler — Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
